

Première partie
Erster Teil

**Les autorités valaisannes
par périodes législatives
et par ordre chronologique**

**Die Walliser Behörden
nach Legislaturperioden
und in chronologischer Reihenfolge**

Canton du Valais
Kanton Wallis

Pouvoir législatif
Gesetzgebende Behörde

Grand Conseil
Grosser Rat

Grand Conseil

Introduction

Nombre des membres

Le pouvoir législatif est exercé par le Grand Conseil composé des députés des districts.

Chaque district envoie au Grand Conseil, de 1847 à 1912, un député pour 1000 habitants¹ et de 1912 à 1952, un député pour 1100 habitants². Le nombre de suppléants — un pour deux députés environ —, est d'abord fixé par l'arrêté du 10 décembre 1847³. C'est la loi électorale de 1851 qui instaure le principe d'un nombre de suppléants égal à celui des députés⁴. A partir de 1953, le Grand Conseil se compose de 130 députés et d'autant de députés suppléants⁵.

Mode d'élection

Le Grand Conseil constituant de 1847 est élu par une seule assemblée électorale réunie au chef-lieu de chaque district. Le lieu de réunion du district de Viège est toutefois fixé à Stalden et celui du district de Conthey

¹ Arrêté du 10 décembre 1847 réglant les formes à suivre pour l'élection des membres du Grand Conseil constituant, art. 1. — Constitution du 10 janvier 1848, art. 21. — Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 24. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 57. — Décret du 24 septembre 1852 fixant le mode de nomination du Grand Conseil constituant, art. 2. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 59. — Loi du 5 septembre 1856 fixant le mode de nomination des députés au Grand Conseil, art. 1. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 69. — Loi du 24 mai 1876 sur les votations et élections par les assemblées primaires, art. 6. — Constitution du 8 mars 1907, art. 84. — Loi du 23 mai 1908 sur les élections et votations, art. 41.

² Constitution du 8 mars 1907, art. 84 révisé (votation populaire du 23 juin 1912). — Arrêté du 25 octobre 1912 promulguant l'art. 84 révisé de la Constitution cantonale. — Loi du 20 novembre 1912, modifiant la loi sur les élections et les votations (du 23 mai 1908), § 1, art. 41.

³ Arrêté du 10 décembre 1847 réglant les formes à suivre pour l'élection des membres du Grand Conseil constituant, art. 3.

⁴ Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 24. — Loi du 5 septembre 1856 fixant le mode de nomination des députés au Grand Conseil, art. 2. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 69. — Loi du 24 mai 1876 sur les votations et élections par les assemblées primaires, art. 6. — Constitution du 8 mars 1907, art. 84. — Loi du 23 mai 1908 sur les élections et votations, art. 41.

⁵ Modification de l'art. 84 de la Constitution cantonale concernant la réduction du nombre des députés au Grand Conseil, adoptée en votation populaire du 21 décembre 1952.

à Vétroz. En outre, eu égard à leur position topographique, les districts d'Hérens et de Rarogne sont partagés en deux cercles : Saint-Martin et Vex ; Mörel et Rarogne. L'assemblée électorale du district élit les députés et les suppléants un à un (« scrutin individuel »), par main levée et à la majorité absolue ⁶.

Les nouvelles dispositions électorales mises en place dès avant la période législative de 1852-1857 ne simplifient pas l'organisation précédente. Elles maintiennent au contraire le système de l'élection directe par les assemblées électorales dans chaque district. A cet effet la loi définit les cercles électoraux des districts ainsi que le lieu de réunion des assemblées. De plus, le vote oral est confirmé. Le scrutin individuel est cependant abandonné au profit du scrutin de liste, mais la majorité absolue est toujours requise.

C'est la loi électorale de 1856 qui pose le principe selon lequel les élections ont lieu dans les communes avec supputation par district ou par cercle. Elle ne définit cependant plus les cercles. Leur formation n'est admise que si une demande émane de l'assemblée électorale des communes intéressées. C'est alors le Grand Conseil qui fixe les circonscriptions électorales par voie de décret, ce qui est le cas avant chaque période législative de 1856 à 1916.

Cette même loi de 1856 inaugure, en outre, l'usage du bulletin écrit, mais maintient le scrutin de liste et le système majoritaire ⁷.

C'est enfin, en 1919, la modification de l'art. 84 de la constitution qui introduit le système de la représentation proportionnelle, appliqué la première fois lors de l'élection des députés et des suppléants pour la période législative de 1921 à 1925 ⁸.

Durée du mandat

Sans vouloir préjuger des législatures suivantes, la dixième résolution de l'assemblée populaire de 1847 fixe la durée de la première période législative à cinq ans. Cette durée est confirmée par la constitution de 1848 ainsi

⁶ Arrêté du 10 décembre 1847 réglant les formes à suivre pour l'élection des membres du Grand Conseil constituant, art. 1, 2, 3 et 5.

⁷ Constitution du 10 janvier 1848, art. 60. — Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 23, 27, 40 et 52. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 60, 62 et 66. — Décret du 24 septembre 1852 fixant le mode de nomination du Grand Conseil constituant, art. 1, 4, 5 et 10. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 59. — Loi du 5 septembre 1856 fixant le mode de nomination des députés au Grand Conseil, art. 1, 6, 13, 14 et 16. Ce dernier article stipule que la loi du 23 novembre 1854 (v. notamment l'art. 26 qui règle l'émission des suffrages) fixant le mode de nomination des autorités communales est applicable à la nomination des députés et des suppléants au Grand Conseil en tout ce qui n'est pas réglé par la présente loi. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 69. — Loi du 24 mai 1876 sur les votations et élections par les assemblées primaires, art. 6, 10, 13 et 57. — Constitution du 8 mars 1907, art. 84. — Loi du 23 mai 1908 sur les élections et votations, art. 41, 47 et 48. — Loi du 20 novembre 1912 modifiant la loi sur les élections et les votations (du 23 mai 1908), § 1, art. 41.

⁸ Révision du 20 novembre 1919 de l'article 84 de la Constitution sur le mode de nomination des députés au Grand Conseil, art. 1. — Loi du 20 novembre 1920 modifiant la loi sur les élections et votations de 1908 et celle de 1912, art. 1. — Loi du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations, art. 56. — Loi du 17 mai 1972 sur les élections et les votations, art. 55.

que par la législation électorale qui en découle⁹. C'est la constitution de 1852 qui instaure le système actuel des élections tous les quatre ans¹⁰.

Date de l'élection

L'élection des députés et des suppléants a lieu pour la période de 1847 à 1852 le jeudi 16 décembre 1847¹¹ ; pour la période de 1852 à 1857 le 3 octobre 1852¹². Puis, la loi de 1856 fixe l'élection au premier dimanche de mars « pour chaque renouvellement de législature »¹³. Ces dispositions sont maintenues dans la législation ultérieure¹⁴.

Entrée en fonctions

Vu l'urgence de pourvoir au remplacement du Grand Conseil dissous par résolution populaire du 2 décembre 1847, l'entrée en fonctions de ses membres suit immédiatement leur élection. Un arrêté du 10 décembre dispose seulement que ce corps se réunira à Sion avant le 1^{er} janvier 1848, sur convocation du Gouvernement provisoire. En fait, il siège déjà le 27 décembre, soit un peu plus d'une semaine après les élections, voire le lendemain même des élections renouvelées dans les districts de Brigue et de Sierre¹⁵.

La loi électorale de 1851 prévoit aussi une entrée en fonctions immédiatement après l'élection¹⁶. Celle de 1856 établit que les membres du Grand Conseil entrent en fonctions à la session de mai qui suit l'élection. La constitution de 1875 et la loi électorale de 1876 maintiennent cette règle¹⁷.

Enfin la constitution de 1907 prévoit l'entrée en fonctions à l'ouverture de la session constitutive du Grand Conseil, le troisième lundi qui suit les

⁹ Résolutions de l'assemblée populaire du 2 décembre 1847, art. 10. — Arrêté du 10 décembre 1847 réglant les formes à suivre pour l'élection des membres du Grand Conseil constituant, art. 13. — Constitution du 10 janvier 1848, art. 61. — Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 23. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 56.

¹⁰ Constitution du 23 décembre 1852, art. 60. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 70. — Loi du 24 mai 1876 sur les votations et élections par les assemblées primaires, art. 15. — Constitution du 8 mars 1907, art. 85.

¹¹ Résolutions de l'assemblée populaire du 2 décembre 1847, art. 10. — Arrêté du 10 décembre 1847 réglant les formes à suivre pour l'élection des membres du Grand Conseil constituant, art. 1.

¹² Décret du 24 septembre 1852 fixant le mode de nomination du Grand Conseil constituant, art. 17.

¹³ Loi du 5 septembre 1856 fixant le mode de nomination des députés au Grand Conseil, art. 18.

¹⁴ Constitution du 26 novembre 1875, art. 72. — Loi du 24 mai 1876 sur les votations et élections par les assemblées primaires, art. 15. — Constitution du 8 mars 1907, art. 86. — Loi du 23 mai 1908 sur les élections et votations, art. 49.

¹⁵ Arrêté du 10 décembre 1847 réglant les formes à suivre pour l'élection des membres du Grand Conseil constituant, art. 13, al. 2. V. aussi note 57, p. 44 et note 58, p. 55.

¹⁶ Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 63. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 77.

¹⁷ Loi du 5 septembre 1856 fixant le mode de nomination des députés au Grand Conseil, art. 19. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 72. — Loi du 24 mai 1876 sur les votations et élections par les assemblées primaires, art. 15.

élections périodiques, soit dès lors toujours en mars ; on ne connaît qu'une exception, celle d'avril 1945 ¹⁸.

Repourvue des sièges devenus vacants

Pendant que l'on discute les termes de la nouvelle constitution et de ses lois d'application, le Grand Conseil est confronté au problème du remplacement des députés. S'il paraît évident que le suppléant est tout désigné pour remplacer occasionnellement un député, la repourvue des sièges vacants ne va pas de soi, en particulier avant que la loi n'en dispose clairement. Ainsi, dans les cinq districts où un siège est devenu libre par suite de la nomination des conseillers d'Etat, le 11 janvier 1848, un suppléant a sans doute dû l'occuper tout de suite. Toutefois, le Grand Conseil, dans sa séance du 24 novembre 1848, pose une première règle de remplacement : un député empêché de se rendre à une session doit en informer le Département de l'Intérieur par l'intermédiaire du préfet du district et son suppléant est appelé d'après l'ordre de nomination. Une année plus tard, le 27 novembre 1849, le Grand Conseil complète cette décision : il se réserve la compétence d'accepter ou de rejeter une démission et il prévoit qu'en cas de décès d'un député, le préfet prévient le Conseil d'Etat qui convoque les assemblées électorales.

Finalement, la loi électorale de 1851 précise que les suppléants remplacent les députés de leurs cercles respectifs dans l'ordre de leur nomination. Néanmoins, on recourt encore à une élection complémentaire en 1854 dans les districts de Sierre, de Saint-Maurice et de Monthey pour remplacer un député décédé. On procède de même dans le district de Sion, en 1857, pour un député décédé avant son entrée en fonctions. La disposition précitée de la loi de 1851 est confirmée dans la législation ultérieure et maintenue jusqu'en 1875 ¹⁹.

Durant toute cette période, de 1851 à 1875, les suppléants qui occupent un siège devenu vacant ne deviennent pas de droit députés. Pourtant, s'ils ne sont pas considérés comme tels, les suppléants titulaires d'un siège de député, ainsi que les suppléants qui remplacent occasionnellement un député, sont presque toujours appelés « députés » dans les protocoles des séances du Grand Conseil. Ces textes ne précisent jamais par ailleurs à la place de qui siège un suppléant. Il est ainsi très difficile de vérifier le mécanisme exact de remplacement, ceci d'autant plus qu'il se produit sans acte officiel.

Il faut, de plus, relever un cas particulier à cette période : on sait que les conseillers d'Etat peuvent être choisis parmi les députés. Or, celui d'entre eux qui est élu conseiller d'Etat et qui, durant la même période législative, se démet de sa fonction de conseiller d'Etat, reprend immédiatement le siège

¹⁸ Constitution du 8 mars 1907, art. 86. — Loi du 23 mai 1908 sur les élections et votations, art. 49. — Règlement du Grand Conseil du 20 mai 1915, art. 1. — Règlement du Grand Conseil du 7 juillet 1962, art. 1.

¹⁹ Protocoles des séances du Grand Conseil du 24 novembre 1848 et du 27 novembre 1849. — Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 24. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 57. — Décret du 24 septembre 1852 fixant le mode de nomination du Grand Conseil constituant, art. 2. — Loi du 5 septembre 1856 fixant le mode de nomination des députés au Grand Conseil, art. 2.

qu'il avait acquis au Grand Conseil. Parmi d'autres, le cas d'Antoine Luder, élu conseiller d'Etat, nous sert d'exemple : il renonce à cette charge lors de la séance ordinaire de mai 1863. Le Grand Conseil lui donne un successeur le 21 novembre et, ce même jour, il nomme Luder, redevenu député, en qualité de membre d'une commission parlementaire.

La constitution de 1875 modifie totalement le système de remplacement des députés. Désormais les sièges devenus vacants avant la dernière année de la législature doivent être repourvus dans les trente jours qui suivent la vacance. Il faut alors que le Conseil d'Etat adopte chaque fois un arrêté fixant la date de l'élection complémentaire ²⁰.

La loi sur les élections et les votations de 1908 retourne au système antérieur. Elle stipule que les suppléants, dans l'ordre de leur nomination, sont de plein droit désignés pour occuper les sièges devenus vacants en cours de législature. Le suppléant est alors promu au rang de député ²¹. Il faudra toutefois recourir à une élection complémentaire en 1912, dans le district d'Entremont, où le cercle de Sembrancher est privé de toute représentation à la suite du décès du député et du suppléant. Une autre élection complémentaire est requise, en 1913, dans le district de Loèche, pour remplacer un député qui avait décliné son élection avant d'entrer en fonctions.

C'est la loi de 1920 qui met en place le système actuel : les sièges devenus vacants restent acquis au parti auquel ils ont été attribués. Ainsi est proclamé député, par arrêté du Conseil d'Etat, le candidat non élu de ce parti qui a obtenu le plus grand nombre de voix. A défaut de candidat supplémentaire, le Conseil d'Etat proclame député le suppléant d'après l'ordre des suffrages obtenus ²².

En outre, dès 1912, la loi apporte une précision complémentaire importante : aucun district ne peut demeurer sans représentation. Le cas échéant, il doit être procédé à une élection à moins que la vacance ne se produise après la dernière session ordinaire de la législature ou à une date trop tardive pour permettre aux représentants de ce district de participer aux travaux de ladite session ²³.

²⁰ Constitution du 26 novembre 1875, art. 41. — Loi du 24 mai 1876 sur les votations et les élections par les assemblées primaires, art. 18.

²¹ Constitution du 8 mars 1907, art. 51. — Loi du 23 mai 1908 sur les élections et votations, art. 48. Au sens de cet article, le suppléant qui remplace un député décédé ou démissionnaire doit être « déclaré élu », donc député. C'est ce que pensent le Grand Conseil et le Conseil d'Etat (v. notamment le cas du remplacement d'Emile Zen-Ruffinen, député du district de Loèche, démissionnaire, dans le protocole du Grand Conseil, séance du 16 mai 1913, pp. 15-17 et dans ses annexes, au n° 3, le message du Conseil d'Etat à ce sujet). En outre, les « listes d'appel » du Grand Conseil (1889-1919) font figurer parmi les députés les suppléants qui, en vertu de cet article, occupent un siège devenu vacant.

²² Loi du 20 novembre 1920 modifiant la loi sur les élections et votations de 1908 et celle de 1912, art. 24. — Loi du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations, art. 79. — Loi du 17 mai 1972 sur les élections et les votations, art. 73.

²³ Loi du 20 novembre 1912 modifiant la loi sur les élections et les votations (du 23 mai 1908), § 2, art. 6. — Loi du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations, art. 76. — Loi du 17 mai 1972 sur les élections et les votations, art. 72.

Président doyen d'âge

Le règlement du Grand Conseil de 1846 dispose que la première séance, lors de chaque renouvellement du Grand Conseil, est ouverte sous la présidence du doyen d'âge. Cette première séance est celle de décembre en 1847 et en 1852, ensuite, celle de la session ordinaire de mai, jusqu'en 1905. Puis, la constitution de 1907 ayant créé la session constitutive du Grand Conseil, c'est désormais la première séance de celle-ci que le doyen d'âge est appelé à présider en ouverture. Bien que les règlements du Grand Conseil établissent clairement qu'il préside la première séance, le doyen d'âge aura, en fait, présidé jusqu'en 1921 plusieurs séances au début de chaque nouvelle période législative. A partir de 1925 il ne préside effectivement que le début de la première séance constitutive avant de céder son fauteuil au nouveau président du Grand Conseil, élu à cette même séance ²⁴.

Président, vice-présidents, secrétaires

Le président, les deux vice-présidents et les deux secrétaires français et allemand du Grand Conseil sont élus par celui-ci dans son sein, dès 1848, à la première session ordinaire de chaque année ²⁵. Depuis 1907, ils sont élus à la session constitutive de la période législative et à la première session ordinaire des années suivantes ²⁶.

Bien qu'ils soient soumis chaque année à une réélection, le président, les vice-présidents et les secrétaires ont des durées de fonctions très variables. Le président et les vice-présidents les exercent en règle générale, avant 1881, pendant plusieurs années consécutives ; ensuite, durant deux années, et enfin à partir de 1914 très régulièrement, pendant une seule année. Les secrétaires, en revanche, sont dès le début reconduits dans leur charge pour plusieurs années.

Selon un usage désormais consacré, à moins d'une démission ou d'un décès, le deuxième vice-président devient successivement premier vice-président, puis président du Grand Conseil. Ce cheminement ascensionnel ne s'applique avec régularité que depuis 1914 et avec plus ou moins de régularité depuis 1881. Par contre, avant cette date, cette voie d'accession au siège présidentiel n'existait pas.

Depuis 1962, le Grand Conseil dispose d'un secrétaire permanent, fonctionnaire de la Chancellerie d'Etat, chargé de suivre les affaires du Grand Conseil ²⁷.

²⁴ Règlement pour le Grand Conseil du 2 décembre 1846, art. 3. — Règlement du Grand Conseil du 27 novembre 1866, art. 5. — Règlement du Grand Conseil du 20 mai 1915, art. 7. — Règlement du Grand Conseil du 7 juillet 1962, art. 7.

²⁵ Règlement pour le Grand Conseil du 2 décembre 1846, art. 5. — Constitution du 10 janvier 1848, art. 28. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 27. — Règlement du Grand Conseil du 27 novembre 1866, art. 7. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 32.

²⁶ Constitution du 8 mars 1907, art. 42. — Règlement du Grand Conseil du 20 mai 1915, art. 9. — Règlement du Grand Conseil du 7 juillet 1962, art. 10.

²⁷ Règlement du Grand Conseil du 7 juillet 1962, art. 27.

Etablissement des listes

Les listes sont établies principalement sur la base des protocoles originaux des séances du Grand Conseil déposés aux archives de l'Etat du Valais²⁸. Ceux-ci comportent les décisions de nomination et notamment, en pièces annexes, les procès-verbaux des élections des députés. Ces procès-verbaux sont conservés de 1847 à 1905 dans le registre français de la session de mai de chaque nouvelle législature ; ils sont fréquemment accompagnés d'un état récapitulatif. Dès 1909, ils figurent au protocole français de la session constitutive de mars. A partir de 1921, ces résultats sont annexés au protocole français, pour les districts du Bas-Valais, et au protocole allemand, pour les districts du Haut-Valais. Les résultats de l'élection de 1925 sont cependant inexistantes. On ne trouve à leur place, dans le protocole français, que les listes originales des candidats à l'élection, qui ont été déposées à la Chancellerie d'Etat conformément à la loi.

Les résultats des élections pour le Grand Conseil sont en outre publiés dans le *Bulletin officiel*, mais seulement depuis 1909, et non sans lacunes. On n'y trouve, en effet, aucune trace des élections de 1917 et de 1925.

Les listes du pouvoir législatif respectent l'ordre géographique des districts : Conches, Rarogne oriental, Brigue, Viège, Rarogne occidental, Loèche, Sierre, Hérens, Sion, Conthey, Entremont, Martigny, Saint-Maurice et Monthey.

L'état des députés est présenté dans l'ordre chronologique avec :

- les dates extrêmes de chaque législature et, entre parenthèses, la date de l'élection ;
- les noms des élus par ordre alphabétique (à partir de l'introduction du système de la représentation proportionnelle (1921), les députés sont classés par parti, puis par ordre alphabétique ; nous avons conservé aux partis le rang et la désignation qu'ils ont dans le *Bulletin officiel*) ;
- l'indication, datée si possible, des changements survenus au cours de la période (démissions, décès, remplacements, élections complémentaires, etc.).

En complément figurent les listes des présidents doyens d'âge, des présidents, des premiers vice-présidents, des deuxièmes vice-présidents et des secrétaires français et allemands du Grand Conseil, avec les dates extrêmes de leurs fonctions suivies de la date d'élection ou de nomination.

Si des explications supplémentaires doivent être fournies, elles paraissent en note en bas de page.

Pour garder à ce travail des dimensions acceptables, on a renoncé à établir l'état des députés suppléants dont l'identification, d'ailleurs, aurait été souvent malaisée.

²⁸ Voir en outre la bibliographie générale.

Grosser Rat

Einleitung

Zahl der Mitglieder

Die gesetzgebende Gewalt wird vom Grossen Rat ausgeübt. Er setzt sich aus den Abgeordneten der Bezirke zusammen.

Von 1847 bis 1912 entsandte jeder Bezirk auf 1000 Seelen einen Abgeordneten²⁹, von 1912 bis 1952 einen auf 1100 Seelen³⁰. Die Zahl der Suppleanten wurde im Beschluss vom 10. Dezember 1847 erstmals festgesetzt: es entfiel etwa ein Suppleant auf zwei Grossräte³¹. Das Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851 sah dann gleichviele Suppleanten wie Grossräte vor³². Seit 1953 setzt sich der Grosse Rat aus 130 Abgeordneten und ebensovielen Suppleanten zusammen³³.

Wahlmodus

Der konstituierende Grosse Rat von 1847 wurde in einer einzigen Wahlversammlung im Bezirkshauptort gewählt. Im Bezirk Visp war allerdings Stalden und in Gundis Vetroz als Versammlungsort bestimmt worden. In

²⁹ Beschluss vom 10. Dezember 1847, welcher die bei der Wahl der Mitglieder des Verfassungsrates zu befolgenden Formen festsetzt, Art. 1. — Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 21. — Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 24. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 57. — Dekret vom 24. September 1852 über den Wahlmodus des konstituierenden Gross-Rates, Art. 2. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 59. — Gesetz vom 5. September 1856 über die Wahlart der Abgeordneten auf den Grossen Rat, Art. 1. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 69. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Abstimmungen und Wahlen in den Urversammlungen, Art. 6. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 84. — Gesetz vom 23. Mai 1908 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 41.

³⁰ Verfassung vom 8. März 1907, Art. 84 revidiert (Volksabstimmung vom 23. Juni 1912). — Beschluss vom 25. Oktober 1912 betreffend Veröffentlichung des revidierten Art. 84 der kantonalen Verfassung. — Gesetz vom 20. November 1912 betreffend Abänderung des Gesetzes über die Wahlen und Abstimmungen (vom 23. Mai 1908), § 1, Art. 41.

³¹ Beschluss vom 10. Dezember 1847, welcher die bei der Wahl der Mitglieder des Verfassungsrates zu befolgenden Formen festsetzt, Art. 3.

³² Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 24. — Gesetz vom 5. September 1856 über die Wahlart der Abgeordneten auf den Grossen Rat, Art. 2. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 69. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Abstimmungen und Wahlen in den Urversammlungen, Art. 6. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 84. — Gesetz vom 23. Mai 1908 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 41.

³³ Abänderung von Art. 84 der Kantonsverfassung betreffend Herabsetzung der Abgeordnetenzahl für den Grossen Rat. Volksabstimmung vom 21. Dezember 1952.

Rücksicht auf ihre topographische Lage wurden zudem zwei Bezirke in zwei Wahlkreise geteilt: Im Bezirk Ering wählte man in St-Martin und Vex, und im Bezirk Raron in Raron und Mörel. Die Wahlversammlung des Bezirkes wählte die Abgeordneten und Suppleanten einzeln («nur einer zum Mal») durch Handaufhebung und mittels absoluter Stimmenmehrheit ³⁴.

Die neuen Wahlbestimmungen, die noch vor der Legislaturperiode 1852—1857 eingeführt wurden, vereinfachten die frühere Organisation keineswegs, im Gegenteil: Sie hielten am System der direkten Wahl durch die Wahlversammlung in jedem Bezirk fest. Das Gesetz bestimmte deshalb die Wahlkreise in den Bezirken sowie den jeweiligen Versammlungsort. Auch an der offenen Wahl wurde festgehalten. Doch die Einzelwahl wurde fallengelassen und an deren Stelle trat das «Listenscrutinium». Für die Wahl war immer noch das absolute Mehr erforderlich.

Gemäss Wahlgesetz von 1856 fanden die Wahlen in den Gemeinden statt und die Stimmen wurden bezirks- oder kreisweise zusammengezählt. Das Gesetz setzte allerdings keine Wahlkreise mehr fest. Die kreisweise Wahl fand nur auf Begehren einer oder mehrerer Gemeinden des gleichen Bezirkes statt. In diesem Falle bestimmte der Grosse Rat den Umfang der Kreise durch Dekret. Das geschah von 1856 bis 1916 vor jeder Legislaturperiode.

Das Wahlgesetz von 1856 führte zudem den Gebrauch der Wahlzettel ein, hielt aber am «Listenscrutinium» und am Majorzsystem fest ³⁵.

Im Jahre 1919 wurde schliesslich durch die Änderung von Artikel 84 der Verfassung das Proporzsystem eingeführt, das erstmals bei der Wahl der Grossräte und Suppleanten für die Legislaturperiode 1921 bis 1925 zur Anwendung gelangte ³⁶.

Amtsdauer

Ohne sich für die folgenden Legislaturperioden festlegen zu wollen, setzte der zehnte Beschluss der Volksversammlung von 1847 die Dauer der

³⁴ Beschluss vom 10. Dezember 1847, welcher die bei der Wahl der Mitglieder des Verfassungsrates zu befolgenden Formen festsetzt, Art. 1, 2, 3 und 5.

³⁵ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 60. — Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 23, 27, 40 und 52. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 60, 62 und 66. — Dekret vom 24. September 1852 über den Wahlmodus des constituierenden Gross-Rates, Art. 1, 4, 5 und 10. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 59. — Gesetz vom 5. September 1856 über die Wahlart der Abgeordneten auf den Grossen Rat, Art. 1, 6, 13, 14 und 16. Art. 16 bestimmt, dass das Gesetz vom 23. November 1854, bestimmend die Wahlart der Gemeindebehörden (namentlich Art. 26, der die Stimmabgabe regelt), für die Wahl der Abgeordneten und Suppleanten des Grossen Rates in allem, was nicht durch Gegenwärtiges geregelt ist, anwendbar ist. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 69. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Abstimmungen und Wahlen in den Urversammlungen, Art. 6, 10, 13 und 57. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 84. — Gesetz vom 23. Mai 1908 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 41, 47 und 48. — Gesetz vom 20. November 1912 betreffend Abänderung des Gesetzes über die Wahlen und Abstimmungen (vom 23. Mai 1908), § 1, Art. 41.

³⁶ Revision vom 20. November 1919 des Artikels 84 der Verfassung betreffend die Wahlart der Abgeordneten auf den Grossen Rat, Art. 1. — Gesetz vom 20. November 1920 betreffend Abänderung der Gesetze von 1908 und 1912 über die Wahlen und Abstimmungen, Art. 1. — Gesetz vom 1. Juli 1938 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 56. — Gesetz vom 17. Mai 1972 über die Wahlen und Abstimmungen, Art. 55.

ersten Legislaturperiode auf 5 Jahre fest. Diese Amtsdauer wurde durch die Verfassung von 1848 und die daraus folgende Wahlgesetzgebung bestätigt ³⁷. Die Verfassung von 1852 führte dann das gegenwärtige System mit der vierjährigen Amtsdauer ein ³⁸.

Wahldatum

Für die Legislaturperiode 1847 bis 1852 fand die Wahl der Abgeordneten und Suppleanten am Donnerstag, den 16. Dezember 1847, statt ³⁹, für die Periode 1852 bis 1857 am 3. Oktober 1852 ⁴⁰. Das Wahlgesetz von 1856 bestimmte schliesslich den ersten Sonntag im März als Wahltag «bei jeder Abänderung der gesetzgebenden Gewalt» ⁴¹. Diese Bestimmung wurde in der späteren einschlägigen Gesetzgebung beibehalten ⁴².

Amtsantritt

Angeichts der Dringlichkeit, den durch Volksbeschluss vom 2. Dezember 1847 aufgelösten Grossen Rat zu ersetzen, traten die Mitglieder unmittelbar nach der Wahl ihr Amt an. Ein Beschluss vom 10. Dezember bestimmt lediglich, dass sich diese Behörde laut Einberufung durch die provisorische Regierung vor dem 1. Januar 1848 in Sitten versammeln werde. Tatsächlich tagte der Grosse Rat bereits am 27. Dezember, also etwas mehr als eine Woche nach den Wahlen beziehungsweise am Tage nach den in den Bezirken Brig und Siders wiederholten Wahlen ⁴³.

Das Wahlgesetz von 1851 sah den Amtsantritt ebenfalls unmittelbar nach den Wahlen vor ⁴⁴. Gemäss Wahlgesetz von 1856 traten die Grossräte

³⁷ Beschlüsse der Volksversammlung vom 2. Dezember 1847, Art. 10. — Beschluss vom 10. Dezember 1847, welcher die bei der Wahl der Mitglieder des Verfassungsrates zu befolgenden Formen festsetzt, Art. 13. — Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 61. — Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 23. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 56.

³⁸ Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 60. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 70. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Abstimmungen und Wahlen in den Urversammlungen, Art. 15. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 85.

³⁹ Beschlüsse der Volksversammlung vom 2. Dezember 1847, Art. 10. — Beschluss vom 10. Dezember 1847, welcher die bei der Wahl der Mitglieder des Verfassungsrates zu befolgenden Formen festsetzt, Art. 1.

⁴⁰ Dekret vom 24. September 1852 über den Wahlmodus des constituierenden Grossrates, Art. 17.

⁴¹ Gesetz vom 5. September 1856 über die Wahlart der Abgeordneten auf den Grossen Rat, Art. 18.

⁴² Verfassung vom 26. November 1875, Art. 72. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Abstimmungen und Wahlen in den Urversammlungen, Art. 15. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 86. — Gesetz vom 23. Mai 1908 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 49.

⁴³ Beschluss vom 10. Dezember 1847, welcher die bei der Wahl der Mitglieder des Verfassungsrates zu befolgenden Formen festsetzt, Art. 13, Alinea 2. — S. auch Fussnote 57 S. 44 und Fussnote 58 S. 55.

⁴⁴ Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 63. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 77.

ihr Amt an der der Wahl folgenden Maisession an. Die Verfassung von 1875 und das Wahlgesetz von 1876 hielten diese Regelung aufrecht ⁴⁵.

Die Verfassung von 1907 schliesslich schreibt vor, dass der neugewählte Grosse Rat mit der Eröffnung der konstituierenden Session in Amtstätigkeit tritt. Diese findet am dritten Montag nach den periodischen Wahlen statt, also immer im März, einzig 1945 fand sie ausnahmsweise im April statt ⁴⁶.

Wiederbesetzung freigewordener Sitze

Noch während man über die neue Verfassung und ihre Ausführungsgesetzgebung verhandelte, sah sich der Grosse Rat mit dem Problem der Neubesetzung freigewordener Sitze konfrontiert. Wenn es selbstverständlich erscheint, dass der Suppleant vorübergehend und gelegentlich einen Abgeordneten vertreten konnte, so vollzog sich die Neubesetzung vakanter Sitze nicht auf so einfache Weise, bevor ein Gesetz diese eindeutig regelte. In den fünf Bezirken, in denen ein Sitz infolge der Staatsratswahlen frei geworden war, hat am 11. Januar 1848 mit Bestimmtheit ein Suppleant diesen Sitz eingenommen. Doch der Grosse Rat erliess bereits in der Sitzung vom 24. November 1848 folgende erste Regelung: Ein Abgeordneter, der verhindert wäre, an einer Session teilzunehmen, muss über den Regierungsstatthalter seines Bezirkes das Departement des Inneren benachrichtigen, sein Suppleant wird gemäss der Reihenfolge der Ernennung aufgeboten. — Ein Jahr später, am 27. November 1849, vervollständigte der Grosse Rat diesen Beschluss; er behielt sich das Recht vor, eine Demission anzunehmen oder abzulehnen und sah vor, dass der Regierungsstatthalter beim Tode eines Abgeordneten den Staatsrat benachrichtigen musste, der die Wahlversammlungen einzuberufen hatte.

Das Wahlgesetz von 1851 präziserte schliesslich, dass die Suppleanten die Abgeordneten «ihrer respektiven Kreise nach der Reihenfolge ihrer Ernennung» vertreten sollten. Nichtsdestotrotz wurden im Jahre 1854 in den Bezirken Siders, St. Moritz und Monthey Ergänzungswahlen durchgeführt, um verstorbene Abgeordnete zu ersetzen. Im Jahre 1857 wurde im Bezirk Sitten ein vor Amtsantritt verstorbener Abgeordneter ebenfalls auf diese Weise ersetzt. Die Bestimmung des Gesetzes von 1851 wurde in der späteren Gesetzgebung bestätigt und bis 1875 beibehalten ⁴⁷.

⁴⁵ Gesetz vom 5. September 1856 über die Wahlart der Abgeordneten auf den Grossen Rat, Art. 19. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 72. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Abstimmungen und Wahlen in den Urversammlungen, Art. 15.

⁴⁶ Verfassung vom 8. März 1907, Art. 86. — Gesetz vom 23. Mai 1908 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 49. — Geschäftsordnung vom 20. Mai 1915 für den Grossen Rat, Art. 1. — Reglement des Grossen Rates vom 7. Juli 1962, Art. 1.

⁴⁷ Protokollbuch des Grossen Rates (Sitzungen vom 24. November 1848 und vom 27. November 1849). — Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 24. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 57. — Dekret vom 24. September 1852 über den Wahlmodus des konstituierenden Gross-Rates, Art. 2. — Gesetz vom 5. September 1856 über die Wahlart der Abgeordneten auf den Grossen Rat, Art. 2.

Zwischen 1851 und 1875 wurden die Suppleanten, die einen freigewordenen Sitz einnahmen, nicht von Rechts wegen Abgeordnete. Doch wenn sie auch nicht als solche angesehen wurden, so wurden Suppleanten, die einen Grossratssitz innehatten, oder auch nur vorübergehend einen Abgeordneten vertraten, in den Sitzungsprotokollen des Grossen Rates fast immer mit «Grossrat» bezeichnet. Übrigens wird in diesen Texten nie angegeben, an wessen Stelle ein Suppleant tagt. Es ist deshalb sehr schwierig, den genauen diesbezüglichen Sachverhalt zu überprüfen, dies um so mehr, da sich die Ersetzung ohne offiziellen Akt vollzog.

Für diesen Zeitraum ist noch eine Besonderheit hervorzuheben: Die Staatsräte konnten aus den Reihen der Grossräte gewählt werden. Wenn nun ein zum Staatsrat gewählter Grossrat während der Legislaturperiode abdankte, nahm er sofort wieder seinen Sitz im Grossen Rat ein. Nehmen wir als Beispiel den Fall von Staatsrat Anton Luder: An der ordentlichen Maisession 1863 dankte er als Staatsrat ab; am 21. November wählte der Grosse Rat einen Nachfolger und ernannte gleichentags den wieder Grossrat gewordenen Luder in eine parlamentarische Kommission.

Die Verfassung von 1875 änderte das System für die Ersetzung von Abgeordneten vollständig: Sitze, die vor dem letzten Jahr der laufenden Legislaturperiode frei wurden, mussten innert 30 Tagen wieder besetzt werden. Der Staatsrat musste jedesmal einen Beschluss fassen und das Datum der Ergänzungswahl festlegen⁴⁸.

Das Gesetz von 1908 betreffend die Wahlen und Abstimmungen griff wieder auf das frühere System zurück. Es schrieb vor, dass die Suppleanten von Rechts wegen «nach ihrem Stimmrange» die während der Amtsperiode allfällig freigewordenen Stellen besetzen konnten. Der Ersatzmann oder Suppleant wurde in diesem Falle Grossrat⁴⁹. Im Jahre 1912 musste im Bezirk Entremont trotzdem eine Ergänzungswahl durchgeführt werden, da der Kreis Sembrancher infolge Todes des Grossrates und des Ersatzmannes ohne Vertretung war. Im Jahre 1913 wurde im Bezirk Leuk ebenfalls eine Ergänzungswahl notwendig, da ein Abgeordneter die Annahme der Wahl abgelehnt hatte, noch bevor er sein Amt angetreten hatte.

Das Gesetz von 1920 führte schliesslich das gegenwärtig geltende System ein: Freigewordene Sitze gehören derjenigen Partei, welcher die Sitze zugeteilt waren. Durch Staatsratsbeschluss wird also derjenige der nichtgewählten Kandidaten dieser Partei als gewählt erklärt, der am meisten Stimmen erhalten hatte. Ist auf der Liste, welcher dieses Mandat zufällt, kein

⁴⁸ Verfassung vom 26. November 1875, Art. 41. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Abstimmungen und Wahlen in den Urversammlungen, Art. 18.

⁴⁹ Verfassung vom 8. März 1907, Art. 51. — Gesetz vom 23. Mai 1908 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 48. — Dem Sinne dieses Artikels gemäss muss der Suppleant, der einen verstorbenen oder zurückgetretenen Abgeordneten ersetzt, als gewählt erklärt werden, also als Abgeordneter. Es ist dies die Ansicht des Grossen Rates und des Staatsrates. (Vgl. namentlich die Ersetzung des zurückgetretenen Grossrates des Bezirkes Leuk, Emil Zen-Ruffinen, im Grossratsprotokoll, Sitzung vom 16. Mai 1913 S. 13-17 und in den Beilagen die Nr. 3, die diesbezügliche Botschaft des Staatsrates.) — Im übrigen figurieren Suppleanten, die aufgrund dieses Artikels einen frei gewordenen Sitz innehaben, in den Präsenzlisten des Grossen Rates (1889-1919) unter den Grossräten.

überzähliger Abgeordneter-Kandidat mehr vorhanden, so erklärt der Staatsrat den oder die Suppleanten nach ihrem Stimmrang als Abgeordnete ⁵⁰.

Das Gesetz erhielt ab 1912 eine zusätzliche wichtige Ergänzung: Kein Wahlkreis (Bezirk oder Kreis) darf ohne Vertretung bleiben. Trifft dieser Fall zu, so ist sofort die Wahl der Vertreter des betreffenden Kreises vorzunehmen, es sei denn, die Sedisvakanz sei erst nach der letzten ordentlichen Tagung der Amtsdauer oder so spät erfolgt, dass die Vertreter des Kreises nicht mehr an den Beratungen dieser Session hätten teilnehmen können ⁵¹.

Alterspräsident

Das Reglement des Grossen Rates von 1846 sieht vor, dass die erste Sitzung bei jeder Erneuerung des Grossen Rates unter dem Vorsitze des ältesten Mitgliedes eröffnet wird. Diese erste Sitzung war 1847 und 1852 anlässlich der Dezembersession, in der Folge bis 1905 anlässlich der ordentlichen Maisession. Nachdem die Verfassung von 1907 die konstituierende Session des Grossen Rates eingeführt hat, ist es die erste Sitzung dieser Session, welche der Alterspräsident zu eröffnen und zu leiten hat. Obwohl das Reglement des Grossen Rates eindeutig festhält, dass der Alterspräsident nur die erste Sitzung zu leiten hat, präsidierte er bis 1921 jeweils mehrere Sitzungen zu Beginn jeder neuen Legislaturperiode. Von 1925 an leitet er tatsächlich nur noch den Beginn der konstituierenden Sitzung und überlässt dann sein Amt dem in dieser Sitzung neugewählten Grossratspräsidenten ⁵².

Präsident, Vizepräsidenten, Schriftführer

Der Präsident, die beiden Vizepräsidenten und die beiden Schriftführer, der eine für die deutsche, der andere für die französische Sprache, wurden seit 1848 jedes Jahr in der ersten ordentlichen Session durch den Grossen Rat aus seiner Mitte gewählt ⁵³. Von 1907 an werden sie in der konstituierenden und in der ersten ordentlichen Session der folgenden Jahre ernannt ⁵⁴.

⁵⁰ Gesetz vom 20. November 1920 betreffend Abänderung der Gesetze von 1908 und 1912 über die Wahlen und Abstimmungen, Art. 24. — Gesetz vom 1. Juli 1938 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 79. — Gesetz vom 17. Mai 1972 über die Wahlen und Abstimmungen, Art. 73.

⁵¹ Gesetz vom 20. November 1912 betreffend Abänderung des Gesetzes über die Wahlen und Abstimmungen (vom 23. Mai 1908), § 2, Art. 6. — Gesetz vom 1. Juli 1938 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 76. — Gesetz vom 17. Mai 1972 über die Wahlen und Abstimmungen, Art. 72.

⁵² Reglement für den Grossen Rat vom 2. Christmonat 1846, Art. 3. — Geschäftsordnung vom 27. November 1866 für den Grossen Rat, Art. 5. — Geschäftsordnung vom 20. Mai 1915 für den Grossen Rat, Art. 7. — Reglement des Grossen Rates vom 7. Juli 1962, Art. 7.

⁵³ Reglement für den Grossen Rat vom 2. Christmonat 1846, Art. 5. — Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 28. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 27. — Geschäftsordnung vom 27. November 1866 für den Grossen Rat, Art. 7. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 32.

⁵⁴ Verfassung vom 8. März 1907, Art. 42. — Geschäftsordnung vom 20. Mai 1915 für den Grossen Rat, Art. 9. — Reglement des Grossen Rates vom 7. Juli 1962, Art. 10.

Obwohl sie sich jedes Jahr der Wiederwahl stellen müssen, ist die Amtsdauer des Präsidenten, der Vizepräsidenten und der Schriftführer sehr unterschiedlich. Vor 1881 waren der Präsident und die Vizepräsidenten in der Regel während mehreren Jahren im Amt, dann während zwei Jahren und schliesslich, von 1914 an, sehr regelmässig nur mehr während einem Jahr. Die Schriftführer hingegen wurden von Anfang an während mehreren Jahren in ihrem Amt bestätigt.

Liegt weder eine Demission noch ein Todesfall vor, wird der zweite Vizepräsident im folgenden Jahr erster Vizepräsident und schliesslich Grossratspräsident. Dieser Brauch, der sich bereits seit 1881 mit mehr oder weniger Regelmässigkeit einzubürgern begann, kommt erst seit 1914 regelmässig zur Anwendung. Vor 1881 war dieser stufenweise Aufstieg zur Präsidentschaft unbekannt.

Seit 1962 verfügt der Grosse Rat über einen ständigen Sekretär; er ist Beamter der Staatskanzlei und besorgt die Kanzleiarbeiten des Grossen Rates ⁵⁵.

Erstellung der Listen

Die Listen beruhen hauptsächlich auf den im Walliser Staatsarchiv hinterlegten Originalprotokollen der Grossratssitzungen ⁵⁶. Diese enthalten die Ernennungsbeschlüsse und als Beilagen auch die Protokolle der Grossratswahlen. Für die Jahre 1847 bis 1905 werden diese Wahlprotokolle im französischen Band der Maisession jeder neuen Legislaturperiode aufbewahrt; häufig findet sich dort auch eine zusammenfassende Übersicht. Von 1909 an befinden sich die Wahlprotokolle im Anschluss an das französische Protokoll der konstituierenden Märzsession. Von 1921 an werden die Resultate der Unterwalliser Bezirke weiterhin mit dem französischsprachigen Protokoll, die Ergebnisse der Oberwalliser Bezirke jedoch mit den deutschsprachigen Protokollen aufbewahrt. Allerdings fehlen die Wahlergebnisse von 1925 völlig. An ihrer Stelle befinden sich im französischsprachigen Protokollbuch lediglich die originalen Kandidatenlisten, die dem Gesetze gemäss in der Staatskanzlei hinterlegt worden waren.

Die Ergebnisse der Grossratswahlen werden im übrigen seit 1909 auch im *Amtsblatt* veröffentlicht, allerdings nicht lückenlos. So fehlen dort die Wahlresultate von 1917 und 1925 völlig.

Die Listen der gesetzgebenden Behörde sind bezirksweise in der geographischen Reihenfolge Goms, Östlich-Raron, Brig, Visp, Westlich-Raron, Leuk, Siders, Ering, Sitten, Gundis, Entremont, Martinach, St. Moritz und Monthey geordnet.

Die Grossratslisten sind chronologisch geordnet und enthalten:

- Anfangs- und Schlussdaten jeder Legislaturperiode und in Klammern das Wahldatum;

⁵⁵ Reglement des Grossen Rates vom 7. Juli 1962, Art. 27.

⁵⁶ S. ausserdem die allgemeine Bibliographie.

- die Namen der Gewählten in alphabetischer Reihenfolge (seit der Einführung der Proporzahlen (1921) sind die Abgeordneten parteiweise alphabetisch geordnet; die Parteien behalten Rang und Bezeichnung gemäss Amtsblatt);
- die wenn immer möglich datierte Angabe von Änderungen im Laufe einer Legislaturperiode (Rücktritte, Todesfälle, Ersatzwahlen usw.).

Ergänzend folgen die Listen der Alterspräsidenten, der Präsidenten, der ersten Vizepräsidenten, der zweiten Vizepräsidenten und der französischsprachigen sowie der deutschsprachigen Schriftführer des Grossen Rates mit Anfangs- und Schlussdaten ihrer Amtszeit und dem Wahl- oder Ernennungsdatum.

Sind zusätzliche Erklärungen notwendig, geben wir sie in Fussnoten.

Wir haben bewusst auf die Erstellung der Grossratssuppleanten-Liste verzichtet, einerseits um die Arbeit in vernünftigem Rahmen zu halten und andererseits weil die genaue Identifizierung einer Grosszahl von Suppleanten uns vor schier unlösbare Probleme gestellt hätte.

Les députés au Grand Conseil

Die Grossräte

Goms/Conches

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Klemens Bürcher ; Viktor Jost ; Franz Taffiner († 25. 1. 1852) ; Johann Joseph Walther ; Klemens Wellig (zum Staatsrat gewählt am 11. 1. 1848, tritt zurück am 25. 5. 1850 : während dieser Zeit durch einen Suppleanten ersetzt).
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Klemens Bürcher (gewählt am 31. 10. 1852) ; Peter Guntern (gewählt am 3. 12. 1852) ; Viktor Jost ; Johann Joseph Walther.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Klemens Bürcher ; Anton Guntern (gewählt am 22. 3. 1857) ; Viktor Jost ; Johann Joseph Walther.
- 1861-1865 (10. 3. 1861). Klemens Bürcher ; Anton Guntern ; Franz Seiler ; Johann Joseph Walther.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Alexis Allet (in zwei Bezirken gewählt, entscheidet sich für Leuk), ersetzt durch Felix Clausen ; Klemens Bürcher ; Anton Guntern ; Alphons Walther.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Felix Clausen ; Anton Guntern ; Alexander Seiler ; Alphons Walther (zum Staatsrat gewählt am 1. 10. 1872), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Felix Clausen ; Anton Guntern († 11. 9. 1873), ersetzt durch einen Suppleanten ; Alexander Seiler ; Alphons Walther (zum Staatsrat gewählt am 28. 5. 1873), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Felix Clausen ; Anton Guntern ; Alexander Seiler ; Alphons Walther (zum Staatsrat gewählt am 29. 5. 1877, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 15. 7. 1877) durch Alexander Wellig.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Felix Clausen ; Ludwig von Kalbermatten ; Alexander Seiler ; Alphons Walther (zum Staatsrat gewählt am 19. 5. 1881, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 12. 6. 1881) durch Anton Guntern.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Felix Clausen ; Ludwig von Kalbermatten ; Alexander Seiler ; Alphons Walther (zum Staatsrat gewählt am 20. 5. 1885, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 14. 6. 1885) durch Anton Guntern.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Felix Clausen (zum Bundesrichter gewählt, tritt zurück am 25. 7. 1891), ersetzt (Ergänzungswahl vom 9. 8. 1891) durch Franz von Riedmatten ; Ludwig von Kalbermatten ; Alexander Seiler († 10. 7. 1891), ersetzt (Ergänzungswahl vom 9. 8. 1891) durch seinen Sohn Alexander Seiler ; Alphons Walther (zum Staatsrat gewählt am 24. 5. 1889), ersetzt (Ergänzungswahl vom 16. 6. 1889) durch Anton Guntern.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Anton Guntern ; Franz von Riedmatten ; Alexander Seiler ; Alphons Walther (tritt zurück am 1. und 8. 5. 1894), ersetzt (Ergänzungswahl vom 20. 5. 1894) durch Ludwig von Kalbermatten († 9. 7. 1896), nicht ersetzt.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Franz von Riedmatten ; Alexander Seiler ; Eduard Seiler ; Joseph Speckly.

- 1901-1905 (3. 3. 1901). Franz von Riedmatten ; Alexander Seiler ; Eduard Seiler ; Joseph Speckly.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Franz von Riedmatten ; Alexander Seiler ; Eduard Seiler ; Joseph Speckly.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Franz von Riedmatten ; Alexander Seiler ; Eduard Seiler ; Oskar Walpen.
- 1913-1917 (2. 3. 1913). Alexander Seiler ; Eduard Seiler ; Klemens Speckly ; Oskar Walpen.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Alexander Seiler († 3. 3. 1920), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Wilhelm von Kalbermatten ersetzt ; Eduard Seiler ; Klemens Speckly ; Oskar Walpen.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Liste der katholisch-konservativen Partei* : Leo Hallenbarter ; Wilhelm von Kalbermatten ; Eduard Seiler. *Unabhängige katholische Volkspartei* : Klemens Speckly.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Liste der katholisch-konservativen Volkspartei* : Wilhelm von Kalbermatten ; Eduard Seiler ; Klemens Speckly (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 11. 11. 1925) durch Leo Hallenbarter. *Katholische Bauernpartei* : Karl Schmid (zum Kantonsarchitekten ernannt am 22. 1. 1926, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 28. 1. 1926) durch Klemens Imhof.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Adolf Clausen ; Leo Hallenbarter ; Klemens Imhof ; Wilhelm von Kalbermatten.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Adalbert Bacher ; Wilhelm von Kalbermatten. *Katholische Bauernpartei* : Raphael Lager. *Katholische Volkspartei* : Ludwig Thenen.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Joseph Bielander ; Wilhelm von Kalbermatten ; Raphael Lager (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 27. 7. 1939) durch Franz Imhof ; Ludwig Thenen.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Joseph Bielander ; Franz Imhof ; Anton Imsand ; Ludwig Thenen.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Es wurde keine Liste hinterlegt, mit absolutem Stimmenmehr sind gewählt* : Hermann Biderbost ; Franz Imhof ; Anton Imsand ; Ludwig Thenen (gewählt am 8. 4. 1945).
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Hermann Biderbost ; Joseph Bielander ; Franz Imhof ; Anton Imsand.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Es wurde keine Liste hinterlegt, mit absolutem Stimmenmehr sind gewählt* : Hermann Biderbost ; Alois Imhasly ; Franz Imhof ; Anton Imsand.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Hermann Biderbost (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 21. 4. 1959) durch Adolf Schmid ; Alois Imhasly ; Anton Imsand. *Christlichsoziale Volkspartei* : Albert Imsand.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Konservative Volkspartei* : Alexander Chastonay ; Alois Imhasly ; Anton Imsand. *Christlichsoziale Volkspartei* : Albert Imsand.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Konservative Volkspartei* : Alexander Chastonay ; Alois Imhasly. *Christlichsoziale Volkspartei* : Albert Imsand.

- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Konservative Volkspartei* : Alois Imhasly (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 12. 3. 1969) durch Alexander Chastonay. *Christlich-soziale Partei der Arbeiter, Bauern und Gewerbetreibenden* : Albert Imsand ; Edgar Wenger.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Christlichdemokratische Volkspartei* : Alfons Imhasly ; Albin Weger. *Christlichsoziale Volkspartei der Bauern, Arbeiter und Gewerbetreibenden* : Albert Imsand.

Östlich-Raron/Rarogne oriental

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Kaspar von Sepibus ; Leopold von Sepibus (zum Staatsrat gewählt am 4. 6. 1850), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Klemens Imhof ; Leopold von Sepibus (gewählt am 16. 12. 1852) (zum Staatsrat gewählt am 19. 1. 1853), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1857-1861 (2. 3. 1857). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus (zum Staatsrat gewählt am 22. 5. 1857), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus (zum Staatsrat gewählt am 25. 5. 1861), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus (zum Staatsrat gewählt am 18. 5. 1865), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus (zum Staatsrat gewählt am 25. 5. 1869, tritt als Staatsrat zurück am 2. 6. 1871 : während dieser Zeit durch einen Suppleanten ersetzt).
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Alphons von Sepibus ; Leopold von Sepibus († 14. 10. 1885), ersetzt (Ergänzungswahl vom 8. 11. 1885) durch Cäsar von Sepibus.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Fridolin Albrecht ; Joseph Ritz.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Fridolin Albrecht ; Cäsar von Sepibus.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Fridolin Albrecht ; Joseph Ritz (gewählt am 14. 3. 1897).
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Fridolin Albrecht ; Viktor Franzen, Alphons von Sepibus.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Fridolin Albrecht ; Viktor Franzen ; Alphons von Sepibus.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Fridolin Albrecht ; Viktor Franzen ; Alphons von Sepibus.
- 1913-1917 (2. 3. 1913). Fridolin Albrecht ; Ernst Tichelli († 18. 7. 1914), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Franz von Sepibus ersetzt.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Fridolin Albrecht ; Alphons von Sepibus.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Katholische konservative Volkspartei* : Joseph Walker. *Freie katholische Volkspartei* : Alphons von Sepibus.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Es wurde keine Liste hinterlegt, mit absolutem Stimmenmehr sind gewählt* : Joseph Ritz ; Joseph Tichelli.

- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Katholische Bauernpartei* : Joseph Walker. *Katholische Volkspartei* : Albert Schmid.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Katholische Bauern- und Arbeiterpartei* : Theodor Franzen. *Katholisch-konservative Volkspartei* : Joseph Tichelli.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Katholische Bauern- und Arbeiterpartei* : Theodor Franzen. *Katholisch-konservative Volkspartei* : Joseph Tichelli.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Katholische Bauern- und Arbeiterpartei* : Theodor Franzen. *Katholisch-konservative Volkspartei* : Joseph Tichelli.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Es wurde keine Liste hinterlegt, mit absolutem Stimmenmehr sind gewählt* : Joseph Ritz ; Auxilius Stucky. Durch Grossratsbeschluss vom 23. 4. 1945 wurden die Wahlen annulliert. In einem neuen Wahlgang (3. 6. 1945) wurden die Gleichen gewählt.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Keine der eingereichten Parteilisten erreichte die Verteilungszahl*. Im zweiten Wahlgang (10. 4. 1949) wurden mit absolutem Stimmenmehr gewählt : Auxilius Stucky ; Franz Wyssen.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Katholisch-konservative Partei* : Franz Wyssen. *Christlich-soziale Arbeiter-, Bauern- und Gewerbe Partei* : Eugen Albrecht.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Christlichsoziale Arbeiter-, Bauern- und Gewerbe Partei* : Eugen Albrecht. *Katholisch-konservative Partei* : Alfons Volken (zum Sekretär-Jurist des Kantonsgerichts ernannt, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 11. 4. 1958) durch Ignaz Wyssen.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Christlichsoziale Arbeiter-, Bauern- und Gewerbe Partei* : Eugen Albrecht. *Konservative Partei* : Alfons Volken.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Christlichsoziale Arbeiter-, Bauern- und Gewerbe Partei* : Eugen Albrecht. *Konservative Volkspartei* : Alois Imhof.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Christlichsoziale Arbeiter-, Bauern- und Gewerbe Partei* : Eugen Albrecht. *Konservative Volkspartei* : Alois Imhof.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Christlichdemokratische Volkspartei* : Gerhard Schmid. *Christlichsoziale Volkspartei* : Peter Gurten.

Brig/Brigue

- 1847-1852 (26. 12. 1847) ⁵⁷. Joseph Borter ; Joseph Brindlen ; Theodor von Stockalper ; Calesanz Theiler ; Franz Zenklusen.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Joseph Amherd ; Peter Ludwig In-Albon ; Cäsar Perrig (gewählt am 10. 10. 1852) ; Theodor von Stockalper (gewählt am 10. 10. 1852).
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Joseph Brindlen ; Cäsar Perrig ; Anton Ludwig von Stockalper ; Theodor von Stockalper.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Joseph Amherd ; Peter Ludwig In-Albon ; Cäsar Perrig († 1. 5. 1864), ersetzt durch einen Suppleanten ; Anton Ludwig von Stockalper ; Kaspar Wegener.

⁵⁷ Die Wahl vom 16. 12. 1847 wurde durch die provisorische Regierung annulliert.

- 1865-1869 (5. 3. 1865). Joseph Amherd ; Peter Ludwig In-Albon ; Anton Ludwig von Stockalper ; Peter Marie von Stockalper ; Franz Tschieder.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Joseph Brindlen ; Peter Ludwig In-Albon ; Anton Ludwig von Stockalper ; Peter Marie von Stockalper ; Franz Tschieder.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Peter Ludwig In-Albon ; Anton Ludwig von Stockalper ; Peter Marie von Stockalper ; Franz Tschieder ; Joseph Leopold Zurwerra.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Peter Ludwig In-Albon ; Anton Ludwig von Stockalper ; Peter Marie von Stockalper ; Franz Tschieder ; Joseph Leopold Zurwerra.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Johann Joseph Borter ; Peter Ludwig In-Albon ; Alfred Perrig ; Ludwig Salzmann ; Anton Ludwig von Stockalper ; Franz Tschieder.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Johann Joseph Borter (tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 12. 4. 1885) durch Peter Ludwig In-Albon ; Alfred Perrig ; Elias Perrig ; Ludwig Salzmann ; Anton Ludwig von Stockalper ; Franz Tschieder († 30. 11. 1888), nicht ersetzt.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Emil Cathrein ; Peter Ludwig In-Albon († 4. 11. 1892), nicht ersetzt ; Alfred Perrig ; Elias Perrig ; Ludwig Salzmann ; Anton Ludwig von Stockalper († 29. 7. 1892), nicht ersetzt.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Emil Cathrein ; Othmar Kluser ; Alfred Perrig ; Elias Perrig ; Ludwig Salzmann ; Joseph Seiler.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Emil Cathrein ; Othmar Kluser ; Alfred Perrig ; Elias Perrig ; Ludwig Salzmann ; Joseph Seiler.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Emil Cathrein ; Karl Klingele ; Othmar Kluser ; Felix Müller ; Alfred Perrig († 7. 12. 1903), ersetzt (Ergänzungswahl vom 3. 1. 1904) durch Rudolf Speckly ; Elias Perrig ; Ludwig Salzmann ; Joseph Seiler ; Joseph Steiner ; Joseph von Stockalper.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Emil Cathrein ; Karl Klingele ; Othmar Kluser ; Elias Perrig ; Ludwig Salzmann ; Hermann Seiler ; Joseph Seiler ; Rudolf Speckly ; Joseph Steiner ; Joseph von Stockalper.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Anton Amherd ; Emil Cathrein ; Adolf Perrig ; Elias Perrig ; Anton Salzmann ; Hermann Seiler (zum Staatsrat gewählt am 24. 2. 1910, tritt zurück), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Fridolin Bärenfaller ersetzt ; Joseph Steiner ; Joseph von Stockalper ; Bernhard Tschieder ; Xaver Werner.
- 1913-1917 (2. 3. 1913). Anton Amherd ; Alfred Clausen ; Adolf Perrig ; Anton Salzmann ; Joseph von Stockalper ; Bernhard Tschieder († 23. 2. 1915), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Alfred Gertschen ersetzt ; Xaver Werner.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Anton Amherd ; Alfred Clausen ; Joseph Escher ; Alfred Gertschen ; Adolf Perrig ; Anton Salzmann ; Joseph von Stockalper.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Anton Amherd ; Alfred Clausen ; Joseph Escher ; Alfred Gertschen ; Hermann Seiler ; Joseph Steiner. *Sozialdemokratische Liste* : Karl Dellberg. *Christlichsoziale Partei* : Franz Pfammatter (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 30. 11. 1923) durch Theodor Amherd.

- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Anton Amherd ; Moritz Bieler ; Alfred Clausen ; Joseph Escher ; Alfred Gertschen ; Anton Salzmann ; Hermann Seiler. *Christlichsoziale Arbeiter- und Bauernpartei* : Lorenz Salzmann.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Sozialdemokratische Liste* : Karl Dellberg (in vier Bezirken gewählt — Brig, Siders, St-Maurice, Monthey —, entscheidet sich für Brig). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Anton Amherd ; Joseph Escher (zum Staatsrat gewählt am 29. 11. 1931), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 15. 1. 1932) durch Anton Salzmann ; Alfred Gertschen ; Adolf Perrig ; Kaspar von Stockalper. *Katholische Volkspartei* : Joseph Steiner. *Christlichsoziale Arbeiter- und Bauernpartei* : Leo Guntern.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Anton Amherd († 10. 1. 1935), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 26. 1. 1935) durch Eduard Eyer ; Anton Escher ; Joseph Escher (zum Staatsrat gewählt am 5. 3. 1933), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 16. 5. 1933) durch Joseph Steiner ; Adolf Perrig ; Kaspar von Stockalper. *Konservative Volkspartei von Naters* : Leopold Eggel ; Alfred Gertschen († 8. 3. 1933), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 10. 3. 1933) durch Meinrad Michlig. *Christlichsoziale Arbeiter- und Bauernpartei* : Theodor Amherd ; Leo Guntern.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Volkspartei Brigerberg* : Ignaz Steiner. *Christlichsoziale Arbeiter- und Bauernpartei* : Leo Guntern ; Arnold Nellen. *Volkspartei* : Joseph Escher ; Alois Gertschen ; Meinrad Michlig (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 22. 4. 1938) durch Eduard Eyer ; Adolf Perrig († 9. 9. 1940), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 21. 9. 1940) durch Ernst Biffiger ; Kaspar von Stockalper. *Jungkonservative Bewegung des Oberwallis* : Pius Werner.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Einheitsliste der konservativen und christlichsozialen Partei* : Ernst Biffiger ; Joseph Escher-Müller ; Alois Gertschen ; Leo Guntern ; Arnold Nellen ; Ignaz Steiner ; Kaspar von Stockalper (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 14. 12. 1942) durch Eduard Eyer. *Jungkonservative Bewegung des Oberwallis* : Joseph Escher ; Moritz Kämpfen.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Sozialdemokratische Liste* : Karl Dellberg ; Ludwig Margeisch. *Konservative Volkspartei* : Ernst Biffiger ; Max Bürcher ; Joseph Escher ; Alois Gertschen ; Adolf Kuonen ; Emil Schwery. *Christlichsoziale Partei* : Leo Guntern ; Arnold Nellen.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Christlichsoziale Partei* : Alwin Gemmet ; Leo Guntern ; Arnold Nellen (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 14. 7. 1951) durch Martin Jeitziner. *Konservative Volkspartei* : Alfons Arnold (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 21. 2. 1950) durch Hermann Tscherrig ; Hermann Borter ; Joseph Escher (zum Bundesrat gewählt am 14. 9. 1950, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 6. 10. 1950) durch Emil Schwery ; Alois Gertschen ; Joseph Imhof ; Moritz Kämpfen ; Arnold Michlig.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Christlichsoziale Volkspartei* : Alwin Gemmet ; Leo Guntern ; Martin Jeitziner. *Konservative Volkspartei* : Hermann Borter ; Alfred Escher ; Alois Gertschen ; Joseph Imhof ; Moritz Kämpfen ; Leo Lauwiner ; Pius Werner.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Christlichsoziale Volkspartei* : Alwin Gemmet ; Leo Guntern ; Martin Jeitziner ; Stephan Zenklusen. *Konservative Volkspartei* : Leo Bieler ;

Alfred Escher ; Alois Gertschen ; Moritz Kämpfen ; Franz Steiner ; Pius Werner. Durch Bundesgerichtsentscheid vom 6. 11. 1957 wurde diese Wahl annulliert. Neuer Wahlgang (15. 12. 1957). *Christlichsoziale Volkspartei* : Leo Guntern ; Martin Jeitziner ; Stephan Zenklusen. *Konservative Volkspartei* : Hermann Bortner ; Alfred Escher ; Alois Gertschen ; Moritz Kämpfen ; Pius Werner. *Unabhängige Volksbewegung* : Kaspar von Stockalper ; Pius Kronig (gewählt am 22. 12. 1957 ; die Liste vom 15. 12. 1957 erhielt zwei Sitze, trug aber nur einen Kandidaten).

1961-1965 (5. 3. 1961). *Konservative Volkspartei* : Paul Biderbost ; Alfons Bortner ; Alfred Escher ; Moritz Kämpfen ; Franz Steiner ; Pius Werner. *Christlichsoziale Volkspartei* : Alois Blatter ; Louis Carlen ; Leo Guntern ; Stephan Zenklusen.

1965-1969 (7. 3. 1965). *Christlichsoziale Volkspartei* : Louis Carlen ; Alwin Gemmet ; Stephan Zenklusen (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 16. 6. 1967) durch Martin Jeitziner. *Konservative Volkspartei* : Paul Biderbost ; Alfons Bortner ; Alfred Escher ; Werner Perrig ; Franz Steiner ; Pius Werner. *Fortschrittliche konservative Bürger* : Hermann Bodenmann ; Arnold Pfammatter.

1969-1973 (2. 3. 1969). *Christlichsoziale Volkspartei* : Louis Carlen ; Odilo Guntern ; Ignaz Mutter ; René Zuber. *Konservative Volkspartei* : Paul Biderbost ; Alfred Escher ; Richard Gertschen ; Uli Imhof ; Elias Kuonen ; Werner Perrig ; Franz Steiner.

1973-1977 (4. 3. 1973). *Christlichsoziale Volkspartei* : Walter Gemmet ; Odilo Guntern (zum Ständerat gewählt am 26. 10. 1975, tritt zurück am 4. 6. 1976), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 9. 6. 1976) durch Hugo Roten ; Ignaz Mutter ; René Zuber. *Christlichdemokratische Volkspartei* : Paul Biderbost ; Richard Gertschen ; Stefan Jossen ; Othmar Lauwiner ; Werner Perrig ; Paul Schmidhalter. *Sozialdemokraten und kritisches Oberwallis* : Walter Jossen.

Visp/Viège

1847-1852 (16. 12. 1847). Donat Andenmatten ; Joseph Marie Berchtold ; Adolph Burgener ; Joseph Burgener ; Joseph Anton Clemenz ; Johann Perren.

1852-1857 (3. 10. 1852). Donat Andenmatten (gewählt am 22. 11. 1852) ; Alois Biner (gewählt am 21. 11. 1852) ; Adolph Burgener ; Joseph Anton Clemenz ; Alois Supersaxo ; Joseph Zimmermann.

1857-1861 (1. 3. 1857). Alois Biner ; Adolph Burgener ; Joseph Anton Clemenz ; Alois Supersaxo ; Franz Zimmermann ; Joseph Zimmermann.

1861-1865 (3. 3. 1861). Donat Andenmatten ; Alois Biner ; Adolph Burgener ; Joseph Anton Clemenz ; Franz Zimmermann ; Joseph Zimmermann.

1865-1869 (5. 3. 1865). Donat Andenmatten ; Alois Biner (gewählt am 12. 3. 1865) ; Adolph Burgener ; Joseph Anton Clemenz ; Franz Zimmermann ; Joseph Zimmermann (gewählt am 19. 3. 1865).

1869-1873 (7. 3. 1869). Donat Andenmatten ; Adolf Burgener ; Joseph Anton Clemenz (zum Staatsrat gewählt am 3. 6. 1871 ; † 15. 8. 1872), ersetzt durch einen Suppleanten ; Johann Baptist Graven ; Ignaz Venetz ; Joseph Zimmermann.

- 1873-1877 (2. 3. 1873). Donat Andenmatten ; Adolph Burgener ; Jodok Burgener (gewählt am 16. 3. 1873) ; Cäsar Clemenz ; Johann Baptist Graven ; Nikolaus Imboden ; Joseph Zimmermann.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Alois Andenmatten ; Adolph Burgener ; Adolph Burgener Sohn ; Cäsar Clemenz ; Johann Baptist Graven ; Nikolaus Imboden ; Klemens Imseng.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Alois Andenmatten ; Adolph Burgener ; Cäsar Clemenz ; Johann Baptist Graven ; Nikolaus Imboden (zum Bezirkseinnnehmer ernannt, tritt am 27. 7. 1881 zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 21. 8. 1881) durch Jodok Burgener ; Klemens Imseng ; Moritz Mangisch († 11. 1. 1885), nicht ersetzt.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Alois Andenmatten ; Adolph Burgener ; Jodok Burgener ; Cäsar Clemenz ; Johann Baptist Graven ; Johann Peter Noti (gewählt am 8. 3. 1885) ; Alphons Zumtaugwald (gewählt am 8. 3. 1885).
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Alois Andenmatten ; Adolph Burgener ; Jodok Burgener ; Cäsar Clemenz ; Johann Baptist Graven ; Johann Peter Noti ; Alphons Zumtaugwald (gewählt am 10. 3. 1889) (wandert nach Argentinien aus, 1892), nicht ersetzt.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Alois Andenmatten ; Adolph Burgener Sohn ; Jodok Burgener ; Cäsar Clemenz ; Johann Baptist Graven ; Adolph Imboden ; Alois Supersaxo.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Emanuel Burgener ; Jodok Burgener ; Cäsar Clemenz ; Johann Baptist Graven (zum Staatsrat gewählt am 21. 5. 1897, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 13. 6. 1897) durch Alexis Graven (zum Sekretär des Departements des Innern ernannt am 10. 2. 1899, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 5. 3. 1899) durch Nikolaus Imboden ; Adolph Imboden ; Ignaz Mengis ; Alois Supersaxo.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Emanuel Burgener ; Jodok Burgener († 22. 2. 1903), ersetzt (Ergänzungswahl vom 15. 3. 1903) durch Johann Baptist Graven ; Joseph Burgener ; Cäsar Clemenz ; Adolph Imboden ; Nikolaus Imboden ; Ignaz Mengis ; Alois Supersaxo.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Francis Burgener ; Joseph Burgener (zum Staatsrat gewählt am 19. 5. 1905, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 18. 6. 1905) durch Paul Burgener ; Cäsar Clemenz († 23. 10. 1907), ersetzt (Ergänzungswahl vom 17. 11. 1907) durch Leo Mengis ; Johann Baptist Graven († 19. 2. 1907), ersetzt (Ergänzungswahl vom 17. 3. 1907) durch Johann Joseph Zumtaugwald ; Adolph Imboden ; Emil Lagger ; Ignaz Mengis ; Alois Supersaxo.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Francis Burgener ; Paul Burgener ; Alexis Graven ; Adolph Imboden ; Emil Imboden (gewählt am 14. 3. 1909) ; Ignaz Mengis ; Leo Mengis ; Johann Joseph Zumtaugwald.
- 1913-1917 (2. 3. 1913). Francis Burgener ; Alexis Graven ; Adolph Imboden ; Adolph Imseng ; Ignaz Mengis († 2. 4. 1913), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Hieronymus Julien ersetzt ; Leo Mengis ; Viktor Petrig ; Johann Joseph Zumtaugwald.

- 1917-1921 (4. 3. 1917). Francis Burgener ; Adolph Imboden ; Hieronymus Julen ; Leo Mengis ; Viktor Petrig ; Oskar Supersaxo ; Julius Weissen ; Johann Joseph Zumtaugwald.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Adolph Imboden (zum Kantonsrichter gewählt am 19. 5. 1921, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 2. 6. 1921) durch Theophil Zurbriggen ; Hieronymus Julen ; Viktor Petrig ; Heinrich Schnydrig ; Ernst Studer ; Meinrad Vomsattel ; Julius Weissen. *Bürgerliche Volkspartei* : Stephan Bellwald ; Oskar Supersaxo.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Stephan Bellwald ; Gustav Heinzmann ; Viktor Petrig ; Meinrad Vomsattel (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 22. 9. 1925) durch Hieronymus Julen ; Lot Wyer ; Theophil Zurbriggen. *Konservative Fortschrittspartei* : Heinrich Sarbach ; Peter Joseph Sarbach. *Katholische Bauern- und Arbeiterpartei* : Heinrich Burgener.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Katholisch-konservative Partei* : Joseph Aufdenblatten ; Heinrich Burgener ; Gustav Heinzmann ; Viktor Petrig ; Heinrich Sarbach ; Oswald Venetz ; Julius Weissen ; Lot Wyer. *Volkspartei* : Alex Mengis (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 4. 11. 1930) durch Daniel Bumann († 27. 2. 1933), nicht ersetzt.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Katholisch-konservative Partei* : Gustav Heinzmann ; Joseph Kenzelmann ; Viktor Petrig ; Heinrich Sarbach ; Oswald Venetz ; Lot Wyer. *Konservative Partei* : Gustav Supersaxo. *Katholische Bauern- und Arbeiterpartei* : Heinrich Burgener. *Fortschrittliche Volkspartei* : Adolf Fux. *Unabhängige konservative Volkspartei* : Julius Weissen.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Katholisch-konservative Partei* : Joseph Kenzelmann ; Viktor Petrig ; Ernest Rovina ; Leo Stoffel ; Gustav Supersaxo ; Oswald Venetz ; Julius Weissen. *Unabhängige katholische Volkspartei* : Lot Wyer. *Katholische unabhängige Arbeiterpartei* : Ephrem Bumann ; Robert Kalbermatten.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Katholisch-konservative Partei* : Joseph Kenzelmann ; Alfred Perren ; Viktor Petrig ; Leo Stoffel ; Oswald Venetz ; Julius Weissen (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 31. 10. 1944) durch Ernst Rovina ; Klemens Williner ; Lot Wyer. *Katholisch-unabhängige Arbeiter- und Bauernpartei* : Robert Kalbermatten ; Albert Nellen.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Katholisch-konservative Partei (nur eine Liste ; mit absolutem Stimmenmehr sind gewählt)* : Viktor Anderegg ; Joseph Bittel ; Ulrich Imboden ; Robert Kalbermatten ; Alfred Perren ; Viktor Petrig ; Leo Stoffel ; Ferdinand Summermatter ; Oswald Venetz ; Klemens Williner ; Lot Wyer.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Katholische Volkspartei* : Viktor Anderegg ; Joseph Bittel ; Paul Eugen Burgener ; Ulrich Imboden ; Robert Kalbermatten ; Leo Stoffel ; Ferdinand Summermatter (zum Chef des Rechtsdienstes des Justiz- und Polizeidepartements ernannt am 12. 7. 1950, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 17. 8. 1950) durch Othmar Julen. *Demokratische Partei* : Adolf Fux ; Walter Zimmermann. *Katholische Arbeiter- und Bauernpartei* : Ernst Regotz ; Emil Taugwalder.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Demokratische Partei* : Adolf Fux. *Christlichsoziale Volkspartei* : Joseph Bittel ; Ernst Regotz ; Leo Stoffel ; Otto Supersaxo ; Ludwig

- Zurbruggen. *Katholisch-konservative Volkspartei*: Viktor Anderegg; Hubert Bumann; Paul Eugen Burgener; Ulrich Imboden; Othmar Julen; Otto Venetz.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Katholisch-konservative Volkspartei*: Viktor Anderegg; Hubert Bumann; Paul Eugen Burgener (zum Kantonsrichter ernannt am 17. 11. 1960, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 10. 12. 1960) durch Joachim Anthamatten; Ulrich Imboden; Otto Venetz; Walter Zimmermann. *Demokratische Partei*: Adolf Fux. *Christlichsoziale Volkspartei*: Joseph Bittel; Ernst Regotz; Leo Stoffel; Benjamin Williner; Ludwig Zurbruggen.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Katholisch-konservative Volkspartei*: Viktor Anderegg; Joachim Anthamatten; Hubert Bumann; Ulrich Imboden; Joseph Ruppen; Otto Venetz. *Christlichsoziale Volkspartei*: Joseph Bittel; Othmar Julen; Basil Noti; Ernst Regotz; Leo Stoffel; Ludwig Zurbruggen.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Christlichsoziale Volkspartei*: Joseph Bittel (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 26. 3. 1968) durch Ernst Regotz; Othmar Julen; Otto Karlen; Basil Noti; Leo Stoffel; Viktor Summermatter; Hans Wyer. *Konservative Volkspartei*: Joseph Aufdenblatten; Hubert Bumann; Joseph Heinzmann; Ulrich Imboden (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 27. 12. 1966) durch Rudolf Juon (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 17. 1. 1967) durch Joachim Anthamatten; Joseph Ruppen (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 12. 3. 1965) durch Quirin Zurbruggen; Max Walter.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Konservative Volkspartei*: Joseph Aufdenblatten; Hubert Bumann; Edmund Fux; Mario Ruppen; Max Walter; Quirin Zurbruggen. *Christlichsoziale Volkspartei*: Philemon Furrer; Ambros Julen; Otto Karlen; Peter Manz; Leo Stoffel; Viktor Summermatter; Hans Wyer.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Christlichdemokratische Volkspartei*: Hubert Bumann; Edmund Fux; Martin Imboden; Daniel Lauber; Ignaz Mengis; Niklaus Stolfel; Max Walter. *Christlichsoziale Volkspartei*: Adolf Anthamatten; Walter Bittel; Philemon Furrer; Ambros Julen; Peter Manz; Gerhard Zimmermann; Josef Zumtaugwald.

Westlich-Raron/Rarogne occidental

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Christian Furrer (tritt zurück), ersetzt (Wahl vom 21. 4. 1850 in Raron, durch den Grossen Rat am 14. 5. 1850 für gültig erklärt) durch Leo Luzian Roten; Elias Nikolaus Roten; Paul Roman Roten.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Johann Christian Amacker; Hans Anton Roten; Leo Luzian Roten.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Martin Murmann; Hans Anton Roten (gewählt am 8. 3. 1857); Leo Luzian Roten.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Martin Murmann; Hans Anton Roten; Leo Luzian Roten.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Martin Murmann; Hans Anton Roten; Leo Luzian Roten.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Martin Murmann; Hans Anton Roten; Leo Luzian Roten.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Martin Murmann; Hans Anton Roten; Leo Luzian Roten (zum Staatsrat gewählt am 24. 2. 1876), ersetzt durch einen Suppleanten.

- 1877-1881 (4. 3. 1877). Eduard Roten ; Hans Anton Roten ; Leo Luzian Roten (zum Staatsrat gewählt am 29. 5. 1877, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 15. 7. 1877) durch Johann Schröter.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Eduard Roten ; Hans Anton Roten ; Leo Luzian Roten (zum Staatsrat gewählt am 19. 5. 1881, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 12. 6. 1881) durch Heinrich Roten ; Johann Schröter.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Eduard Roten ; Hans Anton Roten ; Heinrich Roten ; Leo Luzian Roten (zum Staatsrat gewählt am 20. 5. 1885, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 21. 6. 1885) durch Johann Schröter.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Eduard Roten († 28. 7. 1890), ersetzt (Ergänzungswahl vom 17. 8. 1890) durch Joseph Roth ; Hans Anton Roten ; Heinrich Roten ; Leo Luzian Roten (zum Staatsrat gewählt am 24. 5. 1889, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 16. 6. 1889) durch Johann Schröter.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Hans Anton Roten († 10. 1. 1895), ersetzt (Ergänzungswahl vom 10. 2. 1895) durch Ludwig Roten († 2. 1. 1897), nicht ersetzt ; Leo Luzian Roten (zum Staatsrat gewählt am 19. 5. 1893, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 11. 6. 1893) durch Heinrich Roten ; Joseph Roth ; Johann Schröter.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Heinrich Roten ; Leo Luzian Roten († 5. 8. 1898), ersetzt (Ergänzungswahl vom 11. 9. 1898) durch Eduard Roten ; Joseph Roth ; Johann Schröter.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Eduard Roten ; Heinrich Roten ; Joseph Roth ; Franz Schröter.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Eduard Roten ; Heinrich Roten ; Joseph Roth ; Franz Schröter.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Eduard Roten ; Heinrich Roten ; Joseph Roth ; Franz Schröter.
- 1913-1917 (2. 3. 1913). Eduard Roten ; Heinrich Roten († 18. 12. 1916), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Eduard Bellwald ersetzt ; Joseph Roth ; Hans Schröter.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Eduard Roten ; Nikolaus Roten († 8. 1. 1919), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Eduard Bellwald ersetzt ; Joseph Roth ; Hans Schröter.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Joseph Roth ; Ferdinand Steiner ; Meinrad Vogel († 15. 10. 1921), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 19. 10. 1921) durch Augustin Theler. *Katholische Volkspartei* : Hans Schröter.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Hermann Lehner ; Joseph Roth ; Hans Schröter ; Ferdinand Steiner.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Katholisch-konservative Partei* : Heinrich Amacker ; Joseph Roth ; Hans Schröter ; Ferdinand Steiner.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Katholisch-konservative Partei* : Peter Bitschin ; Joseph Roth ; Hans Schröter ; Augustin Seiler.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Katholisch-konservative Partei* : Wilhelm Ebener ; Theophil Lehner ; Joseph Providoli ; Hans Schröter († 4. 5. 1939), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 9. 5. 1939) durch Johann Lehner.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Katholisch-konservative Partei* : Heinrich Amacker ; Emil Imboden ; Peter von Roten. *Katholisch-konservative Arbeiterpartei* : Kilian Ritler.

- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Thomas Heynen ; Karl Pfammatter ; Peter von Roten ; Paul Zenhäusern. *Katholisch-konservative Arbeiterpartei* : Kilian Ritler.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Katholisch-konservative Partei* : Thomas Heynen ; Theophil Lehner († 28. 1. 1953), nicht ersetzt ; Peter von Roten. *Katholische Arbeiter- und Bauernpartei* : Alfons Pfammatter ; Kilian Ritler.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Cäsar Gattlen ; Innozenz Lehner ; Peter von Roten. *Christlichsoziale Volkspartei* : Moritz Salzgeber ; Werner Zengaffinen.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Katholisch-konservative Volkspartei* : Cäsar Gattlen († 3. 2. 1961), nicht ersetzt ; Innozenz Lehner ; Siegfried Theler. *Christlichsoziale Volkspartei* : Moritz Salzgeber ; Werner Zengaffinen.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Konservative Volkspartei* : Paul Imboden ; Innozenz Lehner ; Siegfried Theler. *Christlichsoziale Volkspartei* : Rudolf Bellwald ; Werner Zengaffinen.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Christlichsoziale Volkspartei* : Rudolf Bellwald ; Alfons Pfammatter. *Konservative Volkspartei* : Paul Imboden ; Innozenz Lehner ; Richard Vogel.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Konservative Volkspartei* : Otto Ebener ; Adolf Imboden ; Paul Imboden. *Christlichsoziale Volkspartei* : Anton Bellwald ; Werner Salzgeber.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Christlichdemokratische Volkspartei* : René Brunner ; Adolf Imboden. *Christlichsoziale Volkspartei* : Anton Bellwald ; Werner Salzgeber.

Leuk/Loèche

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Alexis Allet ; Franz Julier ; Joseph Loretan ; Kaspar Willa ; Franz Kaspar Zen-Ruffinen (zum Staatsrat gewählt am 11. 1. 1848), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Alexis Allet (zum Staatsrat gewählt am 29. 11. 1855), ersetzt durch einen Suppleanten ; Ludwig Allet (gewählt am 29. 11. 1852) ; Joseph Loretan ; Peter Marie von Werra ; Ignaz Zen-Ruffinen.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Alexis Allet (zum Staatsrat gewählt am 22. 5. 1857), ersetzt durch einen Suppleanten ; Ludwig Allet ; Joseph Loretan ; Peter Marie von Werra († 28. 10. 1859), ersetzt durch einen Suppleanten ; Ignaz Zen-Ruffinen.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Alexis Allet (zum Staatsrat gewählt am 25. 5. 1861), ersetzt durch einen Suppleanten ; Ludwig Allet ; Joseph Loretan ; Joseph Alexis von Werra ; Ignaz Zen-Ruffinen.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Alexis Allet (auch im Bezirk Goms gewählt, entscheidet sich aber für Leuk ; zum Staatsrat gewählt am 18. 5. 1865), ersetzt durch einen Suppleanten ; Ludwig Allet ; Joseph Loretan ; Joseph Alexis von Werra ; Ignaz Zen-Ruffinen.

- 1869-1873 (7. 3. 1869). Alexis Allet (zum Staatsrat gewählt am 25. 5. 1869, tritt als Staatsrat zurück am 30. 12. 1870 ; während dieser Zeit durch einen Suppleanten ersetzt) ; Joseph Loretan ; Joseph Alexis von Werra ; Leo von Werra ; Ignaz Zen-Ruffinen (zum Staatsrat gewählt am 3. 6. 1871), ersetzt durch einen Suppleanten.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Alexis Allet ; Moritz Allet ; Peter Marie Gentinetta ; Joseph Loretan († 28. 2. 1876), ersetzt durch einen Suppleanten ; Leo von Werra ; Ignaz Zen-Ruffinen (zum Staatsrat gewählt am 28. 5. 1873, tritt als Staatsrat zurück am 19. 11. 1875 ; während dieser Zeit durch einen Suppleanten ersetzt).
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Alexis Allet ; Moritz Allet ; Peter Marie Gentinetta ; Gustav Loretan ; Leo von Werra ; Ignaz Zen-Ruffinen.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Alexis Allet ; Moritz Allet ; Peter Marie Gentinetta ; Gustav Loretan ; Ignaz Zen-Ruffinen ; Leo Zen-Ruffinen.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Alexis Allet († 1. 2. 1888), ersetzt (Ergänzungswahl vom 26. 2. 1888) durch Julius Gentinetta ; Moritz Allet († 18. 4. 1887), ersetzt (Ergänzungswahl vom 15. 5. 1887) durch Raphael von Werra ; Peter Marie Gentinetta ; Gustav Loretan ; Ignaz Zen-Ruffinen ; Leo Zen-Ruffinen († 2. 11. 1888), nicht ersetzt.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Julius Gentinetta ; Peter Marie Gentinetta ; Gustav Loretan , Raphael von Werra ; Emil Zen-Ruffinen ; Ignaz Zen-Ruffinen († 10. 1. 1890), ersetzt (Ergänzungswahl vom 9. 2. 1890) durch Leo von Werra Sohn.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Julius Gentinetta ; Peter Marie Gentinetta ; Gustav Loretan ; Leo von Werra ; Raphael von Werra ; Emil Zen-Ruffinen.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Julius Gentinetta ; Peter Marie Gentinetta ; Gustav Loretan ; Robert Varonier ; Raphael von Werra ; Emil Zen-Ruffinen.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Julius Gentinetta († 2. 9. 1904), nicht ersetzt ; Peter Marie Gentinetta ; Gustav Loretan ; Robert Varonier ; Leo von Werra ; Raphael von Werra ; Emil Zen-Ruffinen.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Hermann Gentinetta († 19. 5. 1908), nicht ersetzt ; Gustav Loretan ; Robert Varonier ; Leo von Werra ; Raphael von Werra (zum Staatsrat gewählt am 26. 5. 1906, tritt zurück), ersetzt (Ergänzungswahl vom 5. 8. 1906) durch August Gentinetta ; Julius Zen-Ruffinen ; Peter Marie Zen-Ruffinen († 23. 6. 1908), nicht ersetzt.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Raphael Bayard ; August Gentinetta († 12. 11. 1912), nicht ersetzt ; Armand Loretan ; Gustav Loretan ; Robert Varonier ; Emil Zen-Ruffinen ; Julius Zen-Ruffinen.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). Raphael Bayard ; Armand Loretan ; Robert Varonier († 12. 10. 1914), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Gottfried Schnyder ersetzt ; Emil Zen-Ruffinen (tritt zurück am 11. 3. 1913), ersetzt (Ergänzungswahl vom 8. 6. 1913) durch Raymund Loretan ; Ignaz Zen-Ruffinen ; Julius Zen-Ruffinen.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Raphael Bayard († 24. 7. 1918), gemäss Gesetz durch den Suppleanten Joseph Kalbermatter ersetzt ; Gabriel Cina ; Raymund Loretan ; Gottfried Schnyder ; Ignaz Zen-Ruffinen ; Julius Zen-Ruffinen.

- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Katholisch-konservative Volkspartei*: Gabriel Cina; Raymund Loretan; Othmar Mathieu; Paul Meichtry († 8. 11. 1921), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 11. 11. 1921) durch Oskar Burkard; Rudolf Metry; Leo Meyer.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Katholisch-konservative Volkspartei*: Oskar Burkard; Gabriel Cina; Raymund Loretan (zum Staatsrat gewählt am 18. 12. 1927, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 24. 1. 1928) durch Theodul Marty; Othmar Mathieu; Rudolf Metry; Leo Meyer.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Katholisch-konservative Volkspartei*: Robert Julier; Othmar Mathieu; Leo Meyer. *Katholisch-konservative Fortschrittspartei*: Rudolf Metry; Joseph Schneller; Theophil Schnyder.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Katholisch-konservative Volkspartei*: Robert Julier; Ferdinand Mathier; Othmar Mathieu; Leo Meyer; Theophil Schnyder. *Katholisch-konservative Fortschrittspartei*: Rudolf Metry († 26. 8. 1936), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 1. 10. 1936) durch Alex Montani; Alfred Oggier.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Jungkonservative Bewegung des Oberwallis*: Oskar Mathier; Marcel Oriani. *Katholisch-konservative Volkspartei*: Robert Julier; Ferdinand Mathier; Othmar Mathieu (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 18. 3. 1937) durch Theophil Schnyder; Leo Meyer; Oskar Schnyder.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Katholisch-konservative Volkspartei*: Oswald Mathier; Oskar Mathieu; Othmar Mathieu (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 12. 5. 1941) durch Robert Julier; Leo Meyer; Theophil Schnyder. *Katholische Volkspartei*: Theodul Marty; Hans Pfammatter.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Katholische Volkspartei*: Hans Pfammatter († 28. 2. 1947), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 1. 4. 1947) durch Franz Andereggen; Joseph Schneller; Markus Zen-Ruffinen. *Katholisch-konservative Volkspartei*: Oskar Chanton; Robert Julier; Oswald Mathier; Leo Meyer; Alexander Schnyder.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Unabhängige Volkspartei*: Otto Matter; Markus Zen-Ruffinen. *Katholisch-konservative Volkspartei*: Daniel Hildbrand; Paul Mathier; Augustin Mathieu; Leo Meyer. *Katholische Volkspartei*: Walter Pfammatter; Albert Zengaffinen.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Christlichsoziale Volkspartei*: Daniel Hildbrand; Leo Mathier; Peter Steffen. *Katholisch-konservative Volkspartei*: Emil Grand; Alois Zanella; Albert Zengaffinen. *Unabhängige Volkspartei*: Otto Matter.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Unabhängige und christlichsoziale Fortschrittspartei*: Otto Matter. *Christlichsoziale Volkspartei*: Daniel Hildbrand; Oswald Mathier; Peter Steffen. *Katholisch-konservative Volkspartei*: Elias Schnyder; Alois Zanella; Alain Zen-Ruffinen.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Unabhängige Volkspartei*: Otto Matter. *Christlichsoziale Volkspartei*: Leo Ammann; Daniel Hildbrand; Paul Mathier; Peter Steffen. *Konservative Volkspartei*: Otto Hugentobler; Alain Zen-Ruffinen.
Durch Grossratsbeschluss vom 25. 9. 1961 wurde diese Wahl annulliert. Neuer Wahlgang (22. 10. 1961). *Unabhängige Volkspartei*: Otto Matter. *Christlichsoziale Volkspartei*: Leo Ammann; Daniel Hildbrand; Peter Steffen. *Konservative Volkspartei*: Otto Hugentobler; Stephan Metry; Alain Zen-Ruffinen

(zum Instruktionsrichter des Bezirks ernannt, tritt zurück), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 4. 1. 1963) durch Rudolf Lötscher.

- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Christlichsoziale Volkspartei* : Leo Ammann ; Daniel Hildbrand ; Peter Steffen. *Unabhängige Volkspartei* : Otto Matter. *Konservative Volkspartei* : Otto Hugentobler ; Rudolf Lötscher ; Moritz Zengaffinen.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Unabhängige Volkspartei* : Otto Matter. *Christlichsoziale Volkspartei* : Leo Ammann ; Albert Constantin ; Peter Steffen. *Konservative Volkspartei* : Otto Hugentobler ; Guido Loretan ; Moritz Zengaffinen.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Unabhängige und sozialdemokratische Partei* : Otto Matter. *Christlichsoziale Volkspartei* : Herbert Dirren ; Franz Hildbrand ; Peter Steffen. *Christlichdemokratische Volkspartei* : Guido Loretan ; Walter Meyer († 4. 6. 1975), ersetzt (Staatsratsbeschluss vom 11. 6. 1975) durch Otto Hugentobler ; Peter Pfammatter.

Sierre/Siders

- 1847-1852 (26. 12. 1847) ⁵⁸. Jean-Baptiste Briguet ; Elie de Courten ; Maurice Gillioz ; Chrétien Monnier ; François-Joseph Rey (élu conseiller d'Etat le 11. 1. 1848), remplacé d'office par un suppléant ; Thomas Savioz ; Jean-Joseph Theytaz.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Jean-Baptiste Briguet ; Elie de Courten ; Bernard Epiney ; Pierre Martin ; Jean-Joseph Neurohr (élu le 10. 10. 1852) ; Michel Perruchoud (élu le 10. 10. 1852) ; Pierre-Antoine de Preux (élu le 10. 10. 1852) ; Augustin Romailier († 15. 1. 1854), remplacé (élection complémentaire du 26. 2. 1854 validée par le Grand Conseil le 15. 5. 1854) par Théodule Bonvin.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Jean-Baptiste Briguet (élu le 15. 3. 1857) ; Adrien de Courten ; Elie de Courten ; Martin Lamon (élu le 15. 3. 1857) ; Pierre Martin (élu le 8. 3. 1857) ; Chrétien Monnier ; Jean-Joseph Neurohr († 6. 1. 1858), remplacé d'office par un suppléant ; Benjamin de Preux (élu le 15. 3. 1857).
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Jean-Baptiste Briguet ; Adrien de Courten ; Elie de Courten († 30. 7. 1863), remplacé d'office par un suppléant ; Modeste Germanier ; Chrétien Monnier († 8. 2. 1862), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph-Louis Rey ; Antoine Rossier ; Joseph Rouaz.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Jean-Baptiste Briguet ; Adrien de Courten (élu le 12. 3. 1865) ; Frédéric de Courten ; Modeste Germanier ; Benjamin de Preux ; Joseph-Louis Rey ; Joseph Rouaz ; Frédéric Theytaz (élu le 12. 3. 1865).
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Jean-Baptiste Briguet ; Victor de Chastonay ; Frédéric de Courten ; Joseph Neurohr ; Benjamin de Preux ; Pierre-Louis Romailier (élu le 14. 3. 1869) ; Joseph Solioz ; Frédéric Theytaz.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Jean-Baptiste Briguet ; Victor de Chastonay ; Modeste Germanier ; Joseph Neurohr ; Benjamin de Preux ; Théodore de Preux (élu le 9. 3. 1873) ; Pierre-Louis Romailier ; Joseph Rouaz ; Joseph Solioz.

⁵⁸ Les élections du 16. 12. 1847, qui avaient eu lieu pour tout le district à Sierre même, ont été annulées par le Gouvernement provisoire et ont été refaites par cercles à Sierre, à Granges et à Vissoie.

- 1877-1881 (4. 3. 1877). Alexis Berclaz ; Jean-Baptiste Briguet ; Victor de Chastonay ; Benoît Martin ; Joseph Neurohr ; Benjamin de Preux ; Théodore de Preux ; Pierre-Louis Romailleur ; Joseph Rouaz.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Jean-Marie de Chastonay ; Victor de Chastonay ; Pierre Clivaz ; Modeste Germanier ; Basile Monnier ; Joseph Neurohr ; Benjamin de Preux ; Joseph-Louis Rey ; Pierre-Louis Romailleur ; Joseph Rouaz.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Jean-Marie de Chastonay ; Victor de Chastonay ; Benoît Martin ; Joseph Neurohr ; Antoine Perruchoud ; Pierre Pont ; Benjamin de Preux ; Joseph-Louis Rey ; Pierre-Louis Romailleur ; Joseph Rouaz (élu le 8. 3. 1885).
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Félix Albasini ; François Bagnoud ; Jean-Marie de Chastonay ; Victor de Chastonay († 15. 11. 1892), pas remplacé ; Joseph Neurohr ; Joachim Peter ; Charles de Preux ; Jules de Preux ; Pierre-Louis Romailleur ; Joseph Rouaz.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Félix Albasini ; François Bagnoud ; Pierre Berclaz ; Jean-Marie de Chastonay (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1893, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 11. 6. 1893) par Joseph de Courten ; Maurice Germanier ; Joseph Neurohr ; Joachim Peter ; Charles de Preux ; Pierre-Louis Romailleur ; Joseph Rouaz († 30. 5. 1893), remplacé (élection complémentaire du 2. 7. 1893) par Zacharie Zufferey.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Félix Albasini ; François Bagnoud ; Pierre Berclaz ; Jean-Marie de Chastonay ; Maurice Germanier ; Pierre Pont ; Charles de Preux ; Pierre-Louis Romailleur ; Antoine Tabin ; Zacharie Zufferey.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Félix Albasini ; Pierre Berclaz ; Jean-Marie de Chastonay ; Joseph de Courten ; Maurice Germanier ; Théodule Monnier († 30. 6. 1903), remplacé (élection complémentaire du 28. 6. 1903) par Louis Massy ; Pierre Pont ; Charles de Preux (élu conseiller d'Etat le 23. 5. 1901, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 16. 6. 1901) par Léon Clavien ; Martin Robyr ; Pierre-Louis Romailleur ; César de Sépibus ; Antoine Tabin (démissionné : art. 4, litt. b de la loi du 24. 5. 1876), remplacé (élection complémentaire du 28. 9. 1902) par Georges Tabin.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Félix Albasini ; Pierre Berclaz ; Modeste Bétrisey ; Jean-Marie de Chastonay († 4. 6. 1906), remplacé (élection complémentaire du 8. 7. 1906) par Charles de Preux⁵⁹ ; Dominique Clivaz ; Maurice Germanier ; Louis Massy ; Joachim Peter ; Charles de Preux (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1905, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 4. 6. 1905) par Léon Clavien ; César de Sépibus († 16. 8. 1908), remplacé d'office par le suppléant Edouard Zufferey ; Jean-Baptiste Studer ; Georges Tabin.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Félix Albasini ; François Bagnoud ; Pierre Berclaz ; Dominique Clivaz ; Maurice Germanier ; Louis Massy ; Adolphe Morand ; Joachim Peter ; Albert de Preux († 30. 10. 1912), remplacé d'office par le suppléant François Bagnoud de Granges ; Charles de Preux ; Georges Tabin ; Michel Zufferey.

⁵⁹ Le 19. 5. 1905, Charles de Preux renonce au Grand Conseil pour devenir conseiller d'Etat ; il est alors remplacé au Grand Conseil par Léon Clavien. Le 20. 5. 1906, Charles de Preux renonce au Conseil d'Etat, puis réintègre le Grand Conseil comme remplaçant de Jean-Marie de Chastonay, décédé.

- 1913-1917 (4. 3. 1913). Félix Albasini ; François Bagnoud ; François Barras ; Pierre Berclaz ; Pierre-Joseph Bonvin ; Pierre Devantéry ; Adolphe Morand ; Joachim Peter ; Charles de Preux ; Georges Tabin ; Joseph Tissières ; Pierre-Marie Zwissig.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Félix Albasini ; François Bagnoud ; Pierre Berclaz ; Maurice Bonvin ; Pierre-Joseph Bonvin ; Pierre Devantéry ; Adolphe Morand ; Joachim Peter ; Charles de Preux ; Georges Tabin ; Joseph Tissières ; Alexandre Zufferey.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Parti conservateur démocratique* : Pierre-Joseph Bonvin ; François Borgeat († 7. 10. 1922), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 3. 11. 1922) par Adolphe Rey ; Nicolas Clavien ; Pierre Devantéry ; Joachim Peter ; Alfred Rudaz ; Georges Tabin ; Joseph Tissières ; Meinrad de Werra. *Parti agricole-ouvrier* : François Bagnoud. *Parti libéral démocratique* : Maurice Bonvin ; Joseph Mudry ; César Zufferey.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Parti conservateur progressiste* : François Barras ; François Berclaz (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 17. 3. 1928) par Nicolas Clavien ; Pierre Devantéry ; Adolphe Rey ; Alfred Rudaz ; Georges Tabin ; Joseph Zufferey. *Liste socialiste* : Charles Dellberg. *Liste libérale démocratique* : Félix Eggs ; Emile Haldi ; Joseph Travelletti. *Liste populaire agricole conservatrice* : Frédéric Vianin ; Léon Zufferey.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Parti conservateur progressiste* : François Barras ; Nicolas Clavien ; Adrien Emery ; André Germanier ; Adolphe Rey ; Alfred Rudaz ; Georges Tabin. *Liste libérale radicale* : Maurice Bonvin ; Pierre-Joseph Bonvin († 29. 10. 1930), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 11. 1930) par Joseph Travelletti (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 25. 11. 1930) par Emile Haldi ; Félix Eggs. *Liste socialiste* : Charles Dellberg (élu dans quatre districts — Brigue, Sierre, Saint-Maurice, Monthey —, opte pour celui de Brigue), remplacé (décision du Conseil d'Etat 22. 3. 1929) par Alexandre Walter. *Parti populaire agricole conservateur* : Albert Romailier ; Léon Zufferey.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Parti socialiste* : Charles Dellberg. *Liste libérale radicale* : Maurice Bonvin ; Edouard Florey ; Marcel Gard ; Emile Haldi. *Parti conservateur progressiste* : Oscar de Chastonay ; Adrien Emery ; André Germanier ; François Mermoud ; Adolphe Rey ; Alfred Rudaz ; Eugène Savioz ; Eugène Théodoloz ; Benoît Zufferey. *Parti conservateur agraire* : Joseph Bagnoud ; Léon Zufferey.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Liste ouvrière et paysanne (Front du Travail)* : Charles Dellberg (élu dans trois districts — Sierre, Martigny, Saint-Maurice —, opte pour celui de Martigny), remplacé (décision du Conseil d'Etat 12. 3. 1937, publiée dans le *BO* seulement, à la suite du résultat des élections) par Alexandre Walter. *Parti conservateur populaire* : Albert Romailier. *Parti conservateur progressiste* : Antoine Barras ; François Berclaz ; Justin Caloz ; Oscar de Chastonay (élu conseiller d'Etat le 7. 3. 1937, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 18. 3. 1937) par Adrien Emery ; André Germanier ; René Jacquod ; Alfred Rudaz († 11. 7. 1940), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 10. 1940) par Pierre-Elie Favre ; Edouard Zufferey. *Parti libéral radical* : Maurice Bonvin († 3. 9. 1939), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 3. 11. 1939) par Emile Devanthery ; Marcel Gard ; Emile Haldi († 16. 6. 1940), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat

21. 9. 1940) par Aristide Ballestraz ; Joseph Métrailler ; Oscar Tissières ; Ernest Viscolo.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Parti libéral radical* : Aristide Ballestraz ; Robert Carrupt ; Charles Dubelbeiss ; Alfred Favre ; Marcel Gard ; Ernest Viscolo. *Parti conservateur progressiste* : François Berclaz ; Prosper Bétrisey ; Victor Bonvin ; Léon Broccard ; Otto Clavien ; Adrien Emery ; André Germanier ; Joseph-Marie Perruchoud ; Albert Romailler ; Edouard Zufferey.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Parti socialiste* : Albert Bollat ; Charles Métrailler (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 18. 10. 1946) par Edouard Tschopp ; Maurice Morand ; Alexandre Walter. *Parti libéral radical* : Robert Carrupt ; Pierre Devanthéry ; Marcel Gard (élu conseiller d'Etat le 8. 4. 1945, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 19. 4. 1945) par Alphonse Schmidt ; Oswald Mathieu ; Ernest Viscolo. *Parti conservateur populaire* : Antoine Barras ; François Berclaz ; Prosper Bétrisey ; Victor Bonvin ; André Germanier (élu juge au Tribunal cantonal le 27. 2. 1948, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 16. 3. 1948) par Pierre Lamon ; Joseph-Marie Perruchoud ; Daniel Tabin ; Aloys Theytaz ; Oscar Vouardoux.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Parti conservateur* : Pierre Arbella ; Antoine Barras ; François Berclaz ; Alfred Bonvin ; Otto Clavien ; Hilaire Epiney ; Pierre Lamon ; Euchariste Massy ; Joseph-Marie Perruchoud ; François de Preux ; Alfred Theytaz ; Aloys Theytaz ; Alphonse Torrent. *Parti radical démocratique* : Jean Arnold ; Henri Gard ; Adrien Théodoloz ; Edgar Wyss ; Benjamin Zufferey.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Parti radical démocratique* : Jean Arnold ; Robert Carrupt ; Ernest Viscolo ; Benjamin Zufferey. *Liste socialiste* : Roger Crettol ; Charles Dellberg ; Alfred Rey. *Parti conservateur populaire* : Antoine Barras ; Hilaire Epiney ; Euchariste Massy ; Marcel Praplan ; Aloys Theytaz ; Alphonse Torrent. *Mouvement social-paysan indépendant* : Lucien Bonnard ; Léon Broccard ; Augustin Clavien ; Jules Lamon († 14. 10. 1956), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 6. 11. 1956) par Roger Mugny ; Fabien Rey.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Parti conservateur et chrétien social* : Edouard Bagnoud ; Alphonse Berclaz ; Daniel Caloz ; Henri Lamon ; Charles-André Mudry ; Edouard Pont († 5. 10. 1957), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 11. 10. 1957) par Marius Robyr ; Charles Rudaz († 16. 6. 1957), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 25. 6. 1957) par Robert Sartoretti ; Aloys Theytaz. *Parti radical démocratique* : Jean Arnold ; Paul Benet ; Robert Carrupt ; Charles Devanthéry. *Liste socialiste* : Charles Dellberg ; Alfred Rey ; Basile Zufferey. *Mouvement social-paysan indépendant* : Léon Broccard ; Augustin Clavien ; Fabien Rey.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Mouvement conservateur chrétien social* : Edouard Bagnoud ; Prosper Bagnoud ; Alphonse Berclaz ; Daniel Caloz ; Henri Lamon ; Marius Robyr ; Aloys Theytaz ; Alphonse Zufferey. *Parti radical démocratique* : Richard Bonvin ; Alphonse Ebner ; François Wyss ; Guy Zwissig. *Liste socialiste* : René Bonnard ; Roger Crettol ; Charles Dellberg ; Alfred Rey. *Mouvement social des paysans, ouvriers et indépendants* : Alphonse Emery ; Fabien Rey.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Parti conservateur chrétien-social* : René Arbella ; Edouard Bagnoud († 24. 6. 1967), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 6. 1967) par

Charles-André Mudry ; Jean Bitz ; Jean-Pierre Clivaz ; Henri Lamon ; Jules Rey ; Rémy Theytaz ; Alphonse Zufferey. *Parti radical démocratique* : Richard Bonvin ; Marc Bruttin ; François Wyss ; Edgar Zufferey. *Mouvement social indépendant* : Alphonse Emery ; Fabien Rey. *Parti socialiste* : Roger Crettol ; Victor Epiney ; Alfred Rey ; Marc Salamin.

1969-1973 (2. 3. 1969). *Parti conservateur chrétien-social* : René Arbellay ; François-Joseph Bagnoud ; Prosper Bagnoud ; Paul Bourguinet ; Pierre de Chastonay ; Max Clavien ; Henri Lamon ; Rémy Theytaz. *Parti radical démocratique* : Richard Bonvin ; Marc Bruttin ; Henri Gard (élu juge au Tribunal cantonal le 16. 11. 1972, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 13. 12. 1972) par Paul Guntern ; Edgar Zufferey. *Liste socialiste* : Roger Crettol ; Gilbert Emery ; Alfred Rey ; Marc Salamin. *Mouvement social indépendant* : Martial Barras ; Fabien Rey (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 29. 3. 1972) par Vital Salamin.

1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti démocrate chrétien* : François-Joseph Bagnoud ; Prosper Bagnoud ; Paul Bourguinet ; Pierre de Chastonay ; Maurice Clivaz ; Urbain Kittel ; Henri Lamon ; Jacqueline Pont. *Parti socialiste* : Clovis Clivaz ; Gilbert Emery. *Liste radicale-libérale* : Louis Antille ; Edgar Zufferey. *Parti radical démocratique* : Richard Bonvin ; Charles Devanthéry ; Liliane Mayor-Berclaz ; Arthur Nanchen. *Mouvement social indépendant et mouvement chrétien social* : Gérard Perraudin ; Marie Rywalski.

Hérens/Ering

1847-1852 (16. 12. 1847). Romain Blanc ; Antoine Favre ; Alphonse Pannatier ; Pierre-Joseph Sierro († 23. 8. 1851), remplacé (élection complémentaire du 16. 11. 1851 à Vex, validée par le Grand Conseil le 18. 11. 1851) par Mathieu Dayer ; François Solioz (démissionne le 30. 11. 1850), remplacé (élection complémentaire du 29. 12. 1850 à Vex, validée par le Grand Conseil le 19. 5. 1851) par François Bovier ; Joseph Zermatten.

1852-1857 (3. 10. 1852). Germain Aymon (élu le 17. 10. 1852) ; Charles Bovier ; Antoine Favre ; Joseph Follonier ; Xavier Pitteloud ; Joseph Zermatten.

1857-1861 (1. 3. 1857). Germain Aymon (élu le 8. 3. 1857) ; Joseph Follonier ; Joseph-Marie Sierro ; Antoine Solioz ; Augustin Torrent ; Joseph Zermatten.

1861-1865 (3. 3. 1861). Germain Aymon ; Joseph Follonier ; Joseph-Marie Sierro ; Antoine Solioz ; Augustin Torrent ; Joseph Zermatten.

1865-1869 (5. 3. 1865). Jean-Joseph Fardel († 8. 11. 1868), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph Follonier ; Alphonse Pannatier ; Jean-Pierre Sierro ; Antoine Solioz ; Joseph Zermatten.

1869-1873 (7. 3. 1869). Charles Aymon ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Alphonse Pannatier (élu le 14. 3. 1869) ; Jean-Nicolas Sierro ; Antoine Solioz ; Joseph Zermatten.

1873-1877 (2. 3. 1873). Charles Aymon ; Joseph Favre ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Jean-Nicolas Sierro ; Antoine Solioz ; Joseph Zermatten fils († 15. 3. 1876), pas remplacé.

- 1877-1881 (4. 3. 1877). Joseph Beytrison († 18. 7. 1879), remplacé (élection complémentaire du 17. 8. 1879) par Pierre Mayor ; Pierre-Antoine Bourdin ; Jean de Dieu Constantin ; Joseph Favre ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Joseph Solioz.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Pierre-Antoine Bourdin ; Jean de Dieu Constantin ; Michel Constantin ; Joseph Favre ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Pierre Mayor († 5. 4. 1881), remplacé (élection complémentaire du 24. 4. 1881) par Alphonse Pitteloud ; Joseph Solioz.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Pierre-Antoine Bourdin ; Jean de Dieu Constantin ; Michel Constantin ; Joseph Favre ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Alphonse Pitteloud ; Joseph Solioz († 23. 5. 1887), remplacé (élection complémentaire du 19. 6. 1887) par Jean Anzévui.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Jean Anzévui ; Pierre-Antoine Bourdin ; Joseph Favre ; Jean-Baptiste Gaspoz († 10. 8. 1891), remplacé (élection complémentaire du 6. 9. 1891) par Jean Anzévui fils ; Fabien Moos ; Alphonse Pitteloud ; Charles Solioz.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Jean Anzévui fils ; Joseph Favre ; Jean-Baptiste Mayor ; Fabien Moos ; Alphonse Pitteloud ; Jean-Pierre Sierro ; Charles Solioz.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Joseph Favre († 29. 7. 1899), remplacé (élection complémentaire du 27. 8. 1899) par Vincent Pitteloud ; Pierre Gaudin ; Jean-Baptiste Mayor ; Fabien Moos ; Alphonse Pitteloud ; Jean-Pierre Sierro ; Charles Solioz.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Jean Anzévui ; Martin Beytrison ; Pierre Bourdin (nommé secrétaire au Département des Finances, démissionne le 12. 4. 1904), remplacé (élection complémentaire du 24. 4. 1904) par Pierre-Joseph Sierro ; Pierre Gaudin ; Fabien Moos († 10. 6. 1903), remplacé (élection complémentaire du 28. 6. 1903) par François Jean ; Alphonse Pitteloud († 14. 11. 1901), remplacé (élection complémentaire du 8. 12. 1901) par Xavier Pitteloud ; Vincent Pitteloud.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Jean Anzévui ; Martin Beytrison ; Pierre Gaudin ; François Jean ; Vincent Pitteloud ; Xavier Pitteloud ; Pierre-Joseph Sierro.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Jean Anzévui ; Martin Beytrison ; François Jean ; Henri Leuzinger ; Edouard Pitteloud ; Vincent Pitteloud ; Pierre-Joseph Sierro.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). Jean Anzévui ; Martin Beytrison ; Joseph-Louis Dayer ; François Jean ; Henri Leuzinger ; Edouard Pitteloud ; Vincent Pitteloud.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Jean Anzévui ; Martin Beytrison ; Joseph-Louis Dayer ; François Jean ; Henri Leuzinger ; Cyrille Pitteloud ; Vincent Pitteloud.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Liste catholique populaire* : Jean Anzévui ; Martin Beytrison ; Joseph-Louis Dayer ; François Jean († 2. 3. 1923), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 6. 3. 1923) par Vincent Pitteloud ; Cyrille Pitteloud. *Liste populaire libérale* : Henri Spahr ; Ferdinand Travelletti.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Liste conservatrice progressiste* : Jean Anzévui ; Joseph Beytrison ; Jean Chabbey ; Joseph-Louis Dayer († 21. 10. 1925), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 11. 11. 1925) par Joseph Fournier ; Cyrille Pitteloud (élu conseiller d'Etat le 10. 6. 1928, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 7. 9. 1928) par Nicolas Bourdin. *Liste populaire libérale* : Henri Spahr ; Ferdinand Travelletti.

- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Liste conservatrice* : Jean Anzévui ; Joseph Beytrison ; Emile Bourdin ; Jean Chabbey ; Célestin Fardel. *Liste populaire libérale* : Henri Spahr ; Ferdinand Travelletti.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Parti conservateur progressiste* : Marius Anzévui ; Emile Bourdin ; Jean Chabbey ; Célestin Fardel ; Louis Pralong. *Liste libérale populaire* : Henri Spahr ; Ferdinand Travelletti.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Liste conservatrice* : Marius Anzévui ; Emile Bourdin ; Emile Chabbey ; Célestin Fardel ; Louis Pralong. *Liste radicale, ouvrière et paysanne* : Edouard Rudaz ; Henri Spahr (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 27. 7. 1939) par Albert Zermatten.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Liste d'entente du district* : Marius Anzévui ; Emile Bourdin ; Joseph Jollien ; Louis Pralong ; Emmanuel Rudaz ; Adolphe Travelletti ; Albert Zermatten.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Liste d'entente du district* (liste unique ; sont élus au système majoritaire) : Marius Anzévui ; Emile Bourdin ; Louis Pralong ; Albert Riand ; Jean Rieder ; Emmanuel Rudaz ; Adolphe Travelletti ; Albert Zermatten.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Liste conservatrice* : Marius Anzévui ; Emile Bourdin ; Emile Chabbey ; Louis Pralong ; Adolphe Travelletti. *Liste radicale et socialiste* : Albert Riand ; Emmanuel Rudaz ; Albert Zermatten.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Liste conservatrice* : Marius Anzévui ; Emile Chabbey ; Louis Pralong ; Camille Sierro ; Adolphe Travelletti. *Liste radicale démocratique* : Albert Zermatten. *Parti socialiste* : Albert Riand.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Parti conservateur chrétien social* : Jérémie Chabbey (nommé préposé à l'Office des poursuites de Sion le 11. 3. 1960, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 22. 3. 1960) par Emile Bourdin ; Jean Maistre ; Louis Pralong ; Camille Sierro ; Adolphe Travelletti. *Liste radicale et socialiste* : René Favre ; Albert Riand (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 14. 5. 1957) par Pierre Métrailler.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Parti conservateur chrétien social* : Jean Maistre ; Louis Pralong ; Marcel Rossier ; Camille Sierro ; Adolphe Travelletti. *Liste socialiste* : René Favre. *Liste radicale démocratique* : Pierre Métrailler.
L'élection a été annulée par décision du Grand Conseil du 25. 9. 1961. Nouvelle élection (22. 10. 1961). *Parti conservateur chrétien social* : Jean Maistre ; Louis Pralong ; Marcel Rossier ; Camille Sierro ; Adolphe Travelletti. *Parti socialiste* : René Favre ; Joseph Rey.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Parti conservateur chrétien social* : Raymond Blanc ; Jean Maistre ; Louis Pralong ; Marcel Rossier ; Camille Sierro († 19. 6. 1966), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 5. 7. 1966) par Georges Pitteloud. *Parti socialiste* : René Favre ; Joseph Rey.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Parti socialiste* : René Favre. *Parti conservateur chrétien social* : Onésime Bitz ; Raymond Blanc ; Raymond Gaudin ; Jean Maistre ; Marcellin Mayoraz. *Liste radicale démocratique* : Francis Follonier.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti démocrate chrétien* : Jean Maistre ; Erasme Pitteloud ; Clovis Riand ; Narcisse Seppey. *Liste socialiste* : Guy Cotter. *Mouvement démocrate* : Raymond Blanc.

Sion/Sitten

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Alphonse Bonvin ; Adrien Dubuis ; Daniel Héritier ; Pierre-Louis de Riedmatten ; Joseph Rion ; Antoine-Louis de Torrenté.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Eugène Bruttin ; François-Adrien Dubuis (élu le 20. 10. 1852) ; Frédéric Dumoulin (élu le 20. 10. 1852) ; Hyacinthe Grillet ; Antoine de Riedmatten ; Joseph Rion (élu conseiller d'Etat le 19. 1. 1853), remplacé d'office par un suppléant ; Alexandre de Torrenté (conseiller d'Etat jusqu'au 19. 1. 1853), remplacé d'office pendant ce temps-là par un suppléant.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). François-Adrien Dubuis ; Frédéric Dumoulin († 29. 4. 1857), remplacé (élection complémentaire du 10. 5. 1857, cercle de Savièse) par Jean-Baptiste Dumoulin ; Jean-Baptiste Mabillard ; Antoine de Riedmatten (élu conseiller d'Etat le 22. 5. 1857), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph Rion ; Nicolas Roten ; Alexandre de Torrenté.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Germain Francey ; Germain-Balthasar Jacquier ; Jean-Baptiste Mabillard (élu le 10. 3. 1861) ; Ferdinand de Montheys ; Jean-Marie Reynard ; Antoine de Riedmatten (élu conseiller d'Etat le 25. 5. 1861), remplacé d'office par un suppléant ; Nicolas Roten († 7. 3. 1864), remplacé d'office par un suppléant ; Ferdinand de Torrenté.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Germain Debons ; Alexandre Dénériaz ; François-Adrien Dubuis ; Germain Francey (élu le 12. 3. 1865) ; Hyacinthe Grillet († 25. 7. 1867), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph Rion ; Antoine Rudaz ; Edouard Wolff.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Jean-Baptiste Calpini ; Germain Debons ; Alexandre Dénériaz ; François-Adrien Dubuis († 11. 4. 1872), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph-Marie Dubuis (élu le 14. 3. 1869) ; Gaspard-Etienne Gabioud ; Joseph Rion ; Ferdinand de Torrenté.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Auguste Bruttin ; Joseph Bruttin ; Joseph-Marie Calpini ; Germain Debons ; Alexandre Dénériaz ; Adrien Dubuis ; Gaspard-Etienne Gabioud ; Ferdinand de Montheys ; Adolphe Roten.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Germain Debons ; Adrien Dubuis ; François Dumoulin ; Germain Francey († 26. 5. 1879), remplacé (élection complémentaire du 22. 6. 1879) par Antoine de Riedmatten ; Joseph Kuntschen ; Ferdinand de Montheys ; Charles de Rivaz (élu conseiller d'Etat le 29. 5. 1877, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 15. 7. 1877) par Raphaël Dallèves ; Adolphe Roten (élu le 11. 3. 1877) ; Henri de Torrenté.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Raphaël Dallèves ; Louis Debons ; Adrien Dubuis ; François Dumoulin ; Joseph Kuntschen ; Joseph Martin ; Antoine Ribordy ; Antoine de Riedmatten ; Henri de Torrenté (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1881, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 12. 6. 1881) par Ferdinand de Montheys.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Joseph Bruttin ; Raphaël Dallèves ; Louis Debons ; François Dumoulin ; Romain Francey ; Joseph Kuntschen ; Ferdinand de Montheys ; Antoine Ribordy († 14. 3. 1888), remplacé (élection complémentaire du 8. 4. 1888) par Joseph Ribordy ; Henri de Torrenté (élu conseiller d'Etat le 20. 5. 1885,

- démissionne), remplacé (élection complémentaire du 14. 6. 1885) par Charles de Rivaz.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Charles-Louis Bonvin ; Joseph Bruttin ; Basile Dubuis ; François Dumoulin († 14. 10. 1891), remplacé (élection complémentaire du 8. 11. 1891) par Edouard Dubuis ; Joseph Kuntschen ; Joseph Martin ; Ferdinand de Montheys ; Joseph Ribordy ; Charles de Rivaz ; Henri de Torrenté (élu conseiller d'Etat le 24. 5. 1889, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 16. 6. 1889) par Raoul de Riedmatten.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Joseph Bruttin ; Basile Dubuis ; Edouard Dubuis ; Romain Francey ; Joseph Kuntschen ; Henri de Lavallaz ; Joseph Ribordy ; Raoul de Riedmatten ; Charles de Rivaz ; Henri de Torrenté (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1893, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 11. 6. 1893) par Robert de Torrenté (démissionne le 7. 5. 1894), remplacé (élection complémentaire du 20. 5. 1894) par Joseph de Lavallaz.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Jean-Baptiste Balet ; Joseph Bruttin († 19. 11. 1900), pas remplacé ; Basile Dubuis ; Edouard Dubuis (nommé secrétaire agricole au Département de l'intérieur, démissionne le 7. 1. 1898), remplacé (élection complémentaire du 30. 1. 1898) par Jean Varone ; Joseph Kuntschen ; Henri de Lavallaz ; Joseph de Lavallaz ; Joseph Ribordy ; Charles de Rivaz ; Henri de Torrenté (élu conseiller d'Etat le 21. 5. 1897, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 13. 6. 1897) par Raoul de Riedmatten.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Théodore Constantin ; Basile Dubuis ; Edouard Dubuis († 6. 12. 1901), remplacé (élection complémentaire du 5. 1. 1902) par Benjamin Roten ; Henri Gay ; Joseph Kuntschen ; Henri de Lavallaz ; Joseph de Lavallaz ; Joseph Ribordy ; Charles de Rivaz ; Henri de Torrenté (élu conseiller d'Etat le 23. 5. 1901, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 16. 6. 1901) par Raoul de Riedmatten ; Jean Varone.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Maurice Balet ; Basile Dubuis ; Henri Gay ; Joseph Kuntschen (élu conseiller d'Etat le 28. 11. 1905, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 28. 1. 1906) par Henri de Torrenté⁶⁰ ; Henri de Lavallaz ; Joseph Ribordy ; Jacques de Riedmatten ; Charles de Rivaz (nommé inspecteur des comptes des communes le 5. 10. 1906, démissionne le 3. 1. 1907), remplacé (élection complémentaire du 20. 1. 1907) par Charles-Albert de Courten ; Benjamin Roten ; Henri de Torrenté (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1905, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 4. 6. 1905) par Raoul de Riedmatten ; Jean Varone.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Théodore Constantin ; Charles-Albert de Courten ; Basile Dubuis († 13. 7. 1910), remplacé d'office par le suppléant Louis Pralong ; Henri Gay ; Henri de Lavallaz ; Joseph Ribordy ; Jacques de Riedmatten ; Raoul de Riedmatten ; Benjamin Roten ; Henri de Torrenté ; Jean Varone († 8. 4. 1909),

⁶⁰ Le 19. 5. 1905, Henri de Torrenté renonce au Grand Conseil pour devenir conseiller d'Etat ; il est alors remplacé au Grand Conseil par Raoul de Riedmatten. Le 27. 10. 1905, Henri de Torrenté, nommé directeur de la Caisse hypothécaire et d'épargne, renonce au Conseil d'Etat où Joseph Kuntschen lui succède le 28. 11. 1905. Le 28. 1. 1906, Henri de Torrenté réintègre le Grand Conseil comme remplaçant de Joseph Kuntschen.

- remplacé d'office par le suppléant Joseph Héritier († 13. 6. 1910), remplacé d'office par le suppléant Jean Délèze.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). Maurice Balet ; Charles-Albert de Courten ; Etienne Dallèves ; Joseph Luyet ; Louis Pralong ; Joseph Ribordy ; Jacques de Riedmatten ; Raoul de Riedmatten ; Benjamin Roten ; Henri de Torrenté.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Charles-Albert de Courten ; Etienne Dallèves ; Jules Dénériaz († 25. 8. 1918), remplacé d'office par le suppléant Gustave Dubuis ; Alexis Graven ; Joseph Luyet ; Louis Pralong ; Joseph Ribordy ; Jacques de Riedmatten ; Benjamin Roten ; Julien Savioz.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Parti conservateur progressiste* : Maurice Balet ; Charles-Albert de Courten (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 4. 1921) par Jacques de Riedmatten (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 10. 5. 1921) par Jérôme Varone ; Etienne Dallèves ; Jean Délèze ; Joseph Kuntschen fils ; Joseph Ribordy († 2. 8. 1923), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 8. 1923) par Gustave Dubuis ; Benjamin Roten († 7. 1. 1923), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 16. 1. 1923) par Joseph Luyet. *Liste libérale démocratique* : Jean Gay, Emile Héritier (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 4. 1923) par Adolphe Bruttin ; Albert de Torrenté.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Liste conservatrice progressiste* : Célestin Bonvin ; Abel Duc ; Joseph Kuntschen fils ; Robert Lorétan ; Joseph Luyet ; Maurice de Torrenté (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 10. 4. 1925) par Zénon Bérard. *Liste libérale démocratique* : Jean Gay ; Hubert Héritier ; Albert de Torrenté (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 5. 5. 1926) par Georges Lorétan. *Liste conservatrice indépendante* : Vincent Roten.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Parti conservateur progressiste* : Zénon Bérard ; Joseph Kuntschen ; Robert Lorétan ; Joseph Luyet ; Charles Mathis ; Vincent Roten ; Maurice de Torrenté. *Liste libérale radicale* : Pierre Bonvin (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 22. 3. 1929) par Joseph Dubuis ; Jean Gay ; Georges Lorétan.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Parti conservateur progressiste* : Zénon Bérard ; Célestin Bonvin ; Raymond Clavien ; Joseph Kuntschen ; Robert Lorétan ; Joseph Luyet ; Charles Mathis ; Maurice de Torrenté. *Liste libérale radicale* : Auguste Bruttin ; Jean Gay ; René Spahr. *Liste conservatrice populaire* : Vincent Roten.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Liste d'entente, Savièse* : Germain Dubuis. *Parti conservateur de Savièse* : Joseph Luyet († 16. 3. 1940), pas remplacé ; Jean-Jérôme Roten. *Parti libéral radical* : Juste Andréoli ; Edouard Beytrison ; Edmond Gay ; René Spahr. *Parti conservateur progressiste* : Raymond Clavien ; Henri Fragnière ; Joseph Kuntschen ; Charles Mathis (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 2. 7. 1937) par Paul de Rivaz ; Maurice de Torrenté.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Liste officielle d'entente* (liste unique ; sont élus au système majoritaire) : Juste Andréoli ; Edouard Beytrison ; Célestin Bonvin ; Raymond Clavien ; Germain Dubuis ; Maurice Ducrey ; Henri Fragnière ; Edmond Gay ; Joseph Kuntschen ; Edouard Roten ; René Spahr (élu juge au Tribunal cantonal le 16. 5. 1941, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 24. 7. 1941) par Jean Luyet ; Maurice de Torrenté.

- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Liste d'entente démocratique* : Juste Andréoli (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 8. 6. 1945) par Léon Cattin (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 2. 8. 1945) par Albert Varone (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 8. 1945) par Jean Broccard (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 2. 1947) par Paul Bonvin ; Joseph Brutin ; Edmond Gay (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 9. 1. 1947) par Emile Varone ; Jean Luyet ; Flavien de Torrenté. *Parti conservateur progressiste* : Alphonse Balet ; Raymond Clavien ; Maurice Ducrey ; Antoine Favre ; Joseph Kuntschen (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 27. 3. 1947) par Marc Héritier ; Amédée Pellissier ; Cyrille Pralong ; Edouard Roten ; Maurice de Torrenté.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Parti conservateur progressiste* : Adalbert Bacher († 29. 9. 1952), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 10. 1952) par Gabriel Bérard ; Raymond Clavien ; Marc Constantin ; Antoine Favre (élu juge fédéral le 25. 9. 1952, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 10. 1952) par Rémy Luyet ; Marc Héritier ; Cyrille Pralong ; Edouard Roten ; Maurice de Torrenté ; Victor de Werra (élu juge au Tribunal cantonal le 11. 5. 1950, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 16. 5. 1950) par René Jacquod. *Liste socialiste démocrate et syndicale* : Max Berclaz ; Clovis Luyet. *Parti radical démocratique* : Max Crittin ; Jean Luyet ; Joseph Spahr.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Parti conservateur progressiste* : Alphonse Balet († 1. 5. 1956), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 3. 5. 1956) par Rémy Luyet ; René Jacquod ; Georges Maret ; André Perraudin ; Jacques de Riedmatten ; Edouard Roten ; Joseph Varone. *Parti radical démocratique* : Max Crittin ; Basile Zuchuat. *Liste socialiste et paysanne* : Albert Dussex ; Clovis Luyet ; Amédée Mabillard. *Liste conservatrice populaire* : Raymond Héritier († 7. 12. 1954), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 27. 12. 1954) par Marc Héritier ; Joseph Rey-Bellet.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Liste socialiste et paysanne* : Albert Dussex ; Clovis Luyet ; Amédée Mabillard. *Parti conservateur chrétien social* : Roger Bonvin ; Marc Constantin ; René Héritier ; René Jacquod ; André Perraudin ; Joseph Rey-Bellet († 9. 3. 1959), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 17. 3. 1959) par Joseph Varone (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 3. 11. 1959) par Rémy Jacquier ; Jacques de Riedmatten ; Georges Roten. *Parti radical démocratique* : Joseph Spahr ; Arthur Valtério ; Basile Zuchuat.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Parti conservateur chrétien social* : Roger Bonvin (élu conseiller fédéral le 27. 9. 1962, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 2. 10. 1962) par Alphonse Fournier ; Marc Constantin ; René Jacquod ; Pierre Moren ; Paul Mudry ; Jacques de Riedmatten ; Georges Roten ; Justin Roux. *Liste socialiste et paysanne* : Albert Dussex ; Clovis Luyet ; Amédée Mabillard. *Parti radical démocratique* : Max Crittin ; Pierre Liebhauser ; Basile Zuchuat.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Parti conservateur chrétien social* : Marc Constantin ; Meinrad Constantin ; Alphonse Fournier ; Emile Imesch ; René Jacquod ; Pierre Moren ; Paul Mudry ; Georges Roten ; Bernard de Torrenté ; Rémy Zuchuat. *Parti socialiste et paysan* : Albert Dussex ; Clovis Luyet ; Amédée Mabillard. *Parti radical démocratique* : André Borner ; Pierre Liebhauser ; Basile Zuchuat.

- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Parti conservateur chrétien social* : Joseph Blatter ; Antoine Dubuis ; Pierre Moren ; Paul Mudry ; Hector Pitteloud ; Jean-Jacques Pitteloud ; Georges Roten ; Justin Roux. *Liste socialiste et paysanne* : Albert Dussex ; Clovis Luyet ; Michel Rouvinez († 14. 4. 1969), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 18. 6. 1969) par Marius Fournier. *Mouvement démocrate séduinois et du district* : Bernard Ambord ; Georges Héritier. *Parti radical démocratique* : André Bornet ; Bernard Morand ; André Reynard.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti démocrate chrétien* : Joseph Blatter ; Antoine Dubuis ; Pierre Moren ; Hector Pitteloud ; Jean-Jacques Pitteloud ; Georges Roten ; Justin Roux ; Marie-Jo de Torrenté ; Bernard Varone. *Mouvement démocrate séduinois et du district* : Jean-Charles Haenni ; Georges Héritier. *Liste socialiste et paysanne* : Pierre Haenni ; Clovis Luyet ; Madeleine Mabillard. *Parti radical démocratique* : Bernard Morand ; Gilbert Rebord ; André Reynard.

Conthey/Gundis

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Maurice Frossard ; François Fumeaux ; Jacques-Magloire Glassey ; François-Joseph Moren ; Jacques Pont ; Joseph-Marie Udry.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Jérôme Crittin ; Pierre-Louis Evéquo ; (élu le 10. 10. 1852) ; Joseph Frossard ; François Fumeaux ; Jacques-Magloire Glassey ; Joseph-Marie Udry.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Jérôme Crittin ; Pierre-Louis Evéquo ; Joseph Frossard ; François Fumeaux († 21. 10. 1857), remplacé d'office par un suppléant ; Jacques-Magloire Glassey ; Joseph-Marie Udry.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Emmanuel Carruzzo (élu le 10. 3. 1861) ; Pierre-François Duc ; Maurice Evéquo ; Pierre-Louis Evéquo ; Joseph Frossard (élu le 2. 6. 1861) ; Jacques-Magloire Glassey ; Joseph-Marie Udry.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Joseph Broccard ; Jérôme Crittin ; Jean Délèze ; Maurice Evéquo ; Pierre-Louis Evéquo ; Jean-Joseph Fontannaz ; Jacques-Magloire Glassey.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Joseph Broccard ; Joseph-Marie Délèze († 25. 7. 1872), remplacé d'office par un suppléant ; Maurice Evéquo ; Pierre-Louis Evéquo ; Jean-Joseph Fontannaz († 27. 12. 1872) ; Frédéric Gaillard ; Joseph-Marie Udry.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Joseph Broccard (élu le 9. 3. 1873) ; Jean-Joseph Délèze (élu le 16. 3. 1873) ; Maurice Evéquo ; Pierre-Séverin Fumeaux (élu le 16. 3. 1873) ; Frédéric Gaillard ; Joseph-Marie Germanier ; François-Sébastien Michel (élu le 9. 3. 1873).
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Albert Crittin ; Jean-Ignace Delaloye ; Jean-Joseph Délèze ; Maurice Evéquo ; Pierre-Séverin Fumeaux ; Joseph-Marie Germanier ; François-Joseph Troillet.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Joseph Crittin ; Jean-Ignace Delaloye ; Jean-Emmanuel Délèze ; Maurice Evéquo ; Pierre-Séverin Fumeaux ; Jacques-Magloire Glassey (élu le 13. 3. 1881) ; Tobie Putallaz ; François Udry.

- 1885-1889 (1. 3. 1885). Joseph Crittin ; Jean-Ignace Delaloye ; Maurice Evéquo ; Pierre-Séverin Fumeaux ; Jean-Jacques Glassey fils (élu le 8. 3. 1885) ; Pierre-Antoine Lathion (élu le 8. 3. 1885) ; Tobie Putallaz ; François Udry.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Joseph Crittin († 31. 1. 1890), remplacé (élection complémentaire du 23. 2. 1890) par Frédéric Gaillard ; Jean-Ignace Delaloye ; Maurice Evéquo († 30. 5. 1889), remplacé (élection complémentaire du 16. 6. 1889) par Raymond Evéquo ; Pierre-Séverin Fumeaux ; Jean-Jacques Glassey ; Pierre-Antoine Lathion ; Tobie Putallaz ; François Udry.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Joseph Délèze ; Raphaël Evéquo ; Raymond Evéquo ; Alfred Frossard ; Jean-Jacques Glassey ; Alexandre Pont ; Tobie Putallaz († 29. 3. 1895), remplacé (élection complémentaire du 21. 4. 1895) par Louis Germanier ; François Udry.
- 1897-1901 (3. 7. 1897). Joseph Délèze ; Raphaël Evéquo ; Raymond Evéquo ; Alfred Frossard ; Louis Germanier ; Jean-Jacques Glassey ; Alexandre Pont ; François Udry.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Joseph Délèze ; Raphaël Evéquo ; Raymond Evéquo ; Alfred Frossard ; Louis Germanier ; François Giroud (nommé secrétaire agricole au Département de l'Intérieur le 4. 11. 1902, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 9. 11. 1902) par Jules Gaist ; Jean-Jacques Glassey († 26. 4. 1904), remplacé (élection complémentaire du 15. 5. 1904) par Lucien Délèze ; Alexandre Pont ; François Udry.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Théophile Crittin († 2. 3. 1909), pas remplacé ; Joseph Délèze ; Lucien Délèze ; Raphaël Evéquo ; Raymond Evéquo ; Alfred Frossard († 13. 11. 1906), remplacé (élection complémentaire du 9. 12. 1906) par Abel Delaloye ; Jules Gaist ; Emile Putallaz ; François Udry.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Bénoni Coudray ; Abel Delaloye ; François Délèze († 22. 8. 1911), remplacé d'office par le suppléant Joseph-Antoine Lathion ; Joseph Délèze ; Raphaël Evéquo ; Raymond Evéquo ; Jules Gaist ; Joseph Pont ; Emile Putallaz.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). Bénoni Coudray († 21. 11. 1914), remplacé d'office par le suppléant Albert Frossard ; Abel Delaloye ; Joseph Délèze ; Pierre Dessimoz († 12. 4. 1914), remplacé d'office par le suppléant Albert Maye ; Raymond Evéquo ; Jules Gaist († 10. 7. 1913), remplacé d'office par le suppléant Jules Favre ; Joseph-Antoine Lathion ; Emile Putallaz.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Abel Delaloye ; Albert Dessimoz ; Raymond Evéquo ; Alfred Germanier ; Joseph-Antoine Lathion ; Bénoni Penon ; Joseph Pont ; Joseph Praz.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Parti conservateur progressiste* : Abel Delaloye ; Raymond Evéquo ; Alfred Germanier ; Joseph Pont ; Joseph Praz. *Liste libérale démocratique* : Camille Crittin ; Joseph Germanier ; Joseph-Antoine Lathion ; Bénoni Penon († 19. 3. 1923), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 4. 1923) par Lucien Glassey.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Parti conservateur progressiste* : Abel Delaloye ; Raymond Evéquo ; Alfred Germanier ; Joseph Pont ; Joseph Praz. *Liste libérale démocratique* :

- cratique* : Frédéric Clemenzo ; Camille Crittin ; Lucien Lathion ; Jean-Baptiste Sauthier.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Parti conservateur progressiste* : Abel Delaloye ; Albert Delaloye ; Raymond Evéquo ; Camille Papilloud ; Joseph Praz. *Liste libérale démocratique* : Camille Crittin ; Urbain Germanier ; Lucien Lathion ; Jean-Baptiste Sauthier.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Parti conservateur progressiste* : Abel Delaloye ; Albert Delaloye (élu juge au Tribunal cantonal le 5. 2. 1936, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 10. 4. 1936) par Oscar Fontannaz ; Raymond Evéquo ; Camille Papilloud ; Joseph Praz. *Liste libérale démocratique* : Frédéric Clemenzo ; Camille Crittin ; Emile Germanier ; Lucien Lathion.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Liste conservatrice* : Abel Delaloye ; Raymond Evéquo ; Edmond Giroud ; Cyrille Michelet ; Camille Papilloud. *Liste libérale démocratique* : Camille Crittin ; Emile Germanier ; Francis Germanier ; Lucien Lathion.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Liste conservatrice* : Abel Delaloye ; Edmond Giroud ; Cyrille Michelet ; Albert Papilloud ; Camille Papilloud. *Liste libérale démocratique* : Clovis Berthouzo ; Camille Crittin ; Roger Delaloye ; Lucien Lathion.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Liste conservatrice* : Edmond Giroud ; Cyrille Michelet ; Albert Papilloud ; Camille Papilloud ; François Udry. *Liste radicale démocratique* : Clovis Duc ; Lucien Lathion ; Louis Reymondeulaz. *Liste d'entente* : Célestin Mariéthod ; Charles Roh.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Liste radicale démocratique* : Pierre Claivaz ; Francis Germanier ; René Juilland ; Emile Torrent. *Parti conservateur progressiste* : Edmond Giroud ; Marius Lampert ; Cyrille Michelet ; Albert Papilloud ; Camille Papilloud († 29. 9. 1951), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 3. 10. 1951) par Edouard Bornet ; François Udry.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Parti conservateur progressiste* : Louis Fournier ; Joseph Germanier ; Lucien Lathion ; Marcel Papilloud ; François Udry (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 14. 3. 1953) par Albert Biollaz. *Liste radicale démocratique* : Pierre Claivaz ; Francis Germanier ; Emile Torrent. *Liste d'action paysanne et ouvrière* : Paul Berthouzo ; Gérard Perraudin.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Parti conservateur chrétien social* : Albert Biollaz ; Jules Délèze ; Louis Fournier ; Joseph Germanier ; Marcel Papilloud. *Liste radicale démocratique* : André Bornet ; Robert Evéquo ; Francis Germanier ; Emile Torrent. *Mouvement social paysan indépendant* : Paul Berthouzo (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 15. 3. 1957) par Gérard Perraudin.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Parti conservateur chrétien social* : Albert Biollaz ; Gabriel Delaloye ; Jules Délèze (nommé préposé à l'Office des poursuites du district le 17. 4. 1963, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 7. 5. 1963) par Félix Carruzzo ; Joseph Germanier ; Pierre Lathion ; Marcel Papilloud. *Liste radicale démocratique* : André Bornet ; Charles-Marie Crittin ; Francis Germanier ; Marc Germanier.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Parti socialiste et mouvement social indépendant* : Hubert Lathion. *Parti radical démocratique* : Charles-Marie Crittin ; Marc Germanier ;

Emmanuel Pitteloud. *Parti conservateur chrétien social* : Albert Biollaz ; Gabriel Delaloye ; Pierre Lathion ; Michel Michelet ; André Valentini.

1969-1973 (2. 3. 1969). *Parti conservateur chrétien social* : Marcel Evéquo ; Pierre Lathion ; Michel Moren ; Roger Pitteloud ; André Valentini. *Parti radical démocratique* : Bernard Cottagnoud ; Charles-Marie Crittin ; Emmanuel Pitteloud. *Parti socialiste et mouvement social indépendant* : Hubert Lathion (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 3. 2. 1971) par Georges Zufferey.

1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti démocrate chrétien* : Pierre-André Bornet ; Marcel Evéquo ; Michel Moren ; Roger Pitteloud. *Parti chrétien social* : André Valentini. *Parti radical démocratique* : Bernard Cottagnoud, Charles-Marie Crittin ; Emmanuel Pitteloud. *Parti socialiste et mouvement social indépendant* : Luc Fontannaz.

Entremont

1847-1852 (16. 12. 1847). Maurice Claivaz (élu conseiller d'Etat le 11. 1. 1848), remplacé d'office par un suppléant ; Benjamin Filliez ; Maurice-Eugène Filliez ; Maurice Gailland ; Maurice Gaillard ; Frédéric Gard († 16. 4. 1848), remplacé (élection complémentaire du 21. 4. 1850 à Sembrancher, validée par le Grand Conseil le 14. 5. 1850) par François Maret ; Emmanuel Joris ; François-Eugène Massard ; Victor Moret ; Louis Ribordy.

1852-1857 (3. 10. 1852). Eugène Besse ; Maurice-Joseph Besson ; Maurice-Eugène Filliez († 10. 7. 1856), remplacé d'office par un suppléant ; Maurice Gailland ; Maurice Gaillard ; Fidèle Joris ; Antoine Luder ; François-Eugène Massard ; Victor Moret ; Louis Ribordy.

1857-1861 (1. 3. 1857). Eugène Besse ; Maurice-Joseph Besson ; Benjamin Carron ; Etienne-Marie Denier ; Benjamin Filliez ; Fidèle Joris ; Antoine Luder (élu conseiller d'Etat le 22. 5. 1857), remplacé d'office par un suppléant ; Etienne-Joseph Pittier ; Antoine Sauthier ; Pierre-Nicolas Thétaz († 24. 9. 1857), remplacé d'office par un suppléant.

1861-1865 (3. 3. 1861). Eugène Besse ; Maurice-Joseph Besson ; Benjamin Carron ; Etienne-Marie Denier († 17. 2. 1863), remplacé d'office par un suppléant ; Benjamin Filliez ; Ambroise-Nicolas Joris ; Fidèle Joris ; Antoine Luder (élu conseiller d'Etat le 25. 5. 1861, puis démissionne le 23. 5. 1863), remplacé d'office pendant ce temps-là par un suppléant ; Jean-Joseph Rausis ; Antoine Sauthier.

1865-1869 (5. 3. 1865). Eugène Besse († 3. 10. 1866), remplacé d'office par un suppléant ; Maurice-Joseph Besson ; Benjamin Carron ; Pierre-Nicolas Darbellay ; Benjamin Filliez ; Ambroise-Nicolas Joris ; Fidèle Joris ; Antoine Luder ; Antoine Ribordy (élu conseiller d'Etat le 18. 5. 1865), remplacé d'office par un suppléant ; Antoine Sauthier.

1869-1873 (7. 3. 1869). Benjamin Carron ; Etienne Courthion ; Emile Gaillard ; François-Joseph Gard ; Fidèle Joris ; Antoine Luder ; Jules Massard ; Antoine Ribordy (élu conseiller d'Etat le 25. 5. 1869, puis démissionne le 2. 6. 1871),

- remplacé d'office pendant ce temps-là par un suppléant ; Antoine Sauthier ; Sigéric Troillet.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Basile Balleys († 3. 2. 1875), remplacé d'office par un suppléant ; Benjamin Besse ; Benjamin Carron ; Etienne Courthion (élu le 9. 3. 1873) ; Eugène Denier ; Ambroise-Nicolas Joris ; Fidèle Joris ; Antoine Ribordy ; Antoine Sauthier († 19. 6. 1876), pas remplacé ; Sigéric Troillet.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Benjamin Besse ; Camille Besse ; Benjamin Carron ; Eugène Denier ; Pierre Frossard ; Emile Gaillard ; Ambroise-Nicolas Joris ; Fidèle Joris ; Louis Pittier ; Sigéric Troillet.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Gaspard Balleys ; Benjamin Besse ; Benjamin Carron ; Pierre Frossard ; Maurice-Eugène Gard ; Ambroise-Nicolas Joris ; Fidèle Joris ; Jules Massard ; Alfred Tissières ; Sigéric Troillet.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Louis Arlettaz ; Benjamin Besse ; Benjamin Carron ; Maurice-Fabien Carron ; Etienne-Victor Darbellay ; Pierre Frossard ; Emile Gaillard ; Ambroise-Nicolas Joris ; Fidèle Joris († 19. 11. 1886), remplacé (élection complémentaire du 19. 12. 1886) par Cyrille Joris ; Sigéric Troillet.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Benjamin Besse ; Pierre Frossard ; Emile Gaillard ; Maurice-Eugène Gard ; Cyrille Joris ; Jules Massard ; François Troillet ; François-Narcisse Troillet ; Sigéric Troillet ; Joseph Voutaz.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Benjamin Besse ; Pierre Frossard ; Maurice-Eugène Gard ; Cyrille Joris ; Jules Massard ; Ferdinand Moret († 7. 5. 1896), remplacé (élection complémentaire du 7. 6. 1896) par Gaspard Balleys ; François Troillet ; François-Narcisse Troillet ; Sigéric Troillet ; Joseph Voutaz.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Benjamin Besse († 1. 12. 1899), remplacé (élection complémentaire du 31. 12. 1899) par Benjamin Carron ; Pierre Frossard ; Louis Gaillard ; Maurice-Eugène Gard ; Cyrille Joris ; François Meilland ; François Troillet ; François-Narcisse Troillet († 7. 4. 1898), remplacé (élection complémentaire du 1. 5. 1898) par Maurice-Fabien Carron ; Sigéric Troillet ; Joseph Voutaz.
- 1901-1905 (3. 3. 1901)⁶¹. Benjamin Carron ; Maurice-Fabien Carron ; Pierre Frossard ; Louis Gaillard ; Maurice-Eugène Gard ; Cyrille Joris ; Pierre-Joseph Meilland ; François Troillet ; Sigéric Troillet ; Joseph Voutaz († 24. 4. 1902), pas remplacé⁶².
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Joseph Arlettaz († 1. 7. 1907), remplacé (élection complémentaire du 28. 7. 1907) par Louis Delasoie ; Benjamin Carron ; Pierre Frossard († 24. 8. 1907), remplacé (élection complémentaire du 22. 9. 1907) par Cyrille Frossard ; Louis Gaillard ; Cyrille Joris ; Pierre-Joseph Meilland ; François Troillet ; Maurice Troillet ; Sigéric Troillet.

⁶¹ A la suite d'un recours, les élections du district ont été invalidées par le Conseil fédéral (ACF 26. 11. 1901). Puis, le Conseil d'Etat a recouru contre cet arrêté (protoc. du Grand Conseil 27. 5. 1902, pp. 33-34), sans suite.

⁶² Le Grand Conseil décide, en séance du 27. 5. 1902, de différer l'élection complémentaire pour le remplacement de Joseph Voutaz jusqu'à ce que le recours pendant aux Chambres fédérales ait reçu sa solution.

- 1909-1913 (7. 3. 1909). Gaspard Balleys († 27. 4. 1912), remplacé (élection complémentaire du 12. 5. 1912) par Louis-Ferdinand Moret ; François Carron fils ; Cyrille Frossard ; Louis Gaillard ; Cyrille Joris ; Adolphe Métroz ; François Troillet ; Maurice Troillet ; Sigéric Troillet († 9. 4. 1909), remplacé d'office par le suppléant Camille Gard.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). Jean-Joseph Deslarzes ; Louis Gaillard († 15. 1. 1916), remplacé d'office par le suppléant Cyrille Tornay ; Camille Gard ; Cyrille Joris ; Adolphe Métroz ; Camille Pouget ; Maurice Troillet (élu conseiller d'Etat le 20. 5. 1913, démissionne), remplacé d'office par le suppléant Camille Biselx ; Raphaël Troillet.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Jean-Joseph Deslarzes († 12. 3. 1917), remplacé (décision du Grand Conseil 20. 3. 1917) par Joseph Fellay ; Camille Gard ; Cyrille Gard ; Cyrille Joris ; Adolphe Métroz ; Julien Thétaz ; Maurice Troillet (élu conseiller d'Etat le 22. 5. 1917, démissionne), remplacé d'office par le suppléant Joseph-Maurice Besse ; Raphaël Troillet.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Liste conservatrice* : François Carron ; Joseph Farquet ; Cyrille Gard ; Camille Pouget. *Liste libérale radicale* : Maurice Charvoz ; Théophile Gard ; Adolphe Métroz ; Julien Thétaz.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Liste conservatrice* : Joseph Farquet ; Louis Gaillard ; Cyrille Gard (élu juge-instructeur d'Entremont le 21. 12. 1927, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 27. 1. 1928) par Jean Delasoie ; Camille Pouget ; Raphaël Troillet. *Liste libérale radicale* : Maurice Charvoz ; Théophile Gard ; Julien Thétaz.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Liste conservatrice* : Jean Delasoie ; Louis Gaillard ; Joseph Moulin ; Camille Pouget ; Raphaël Troillet. *Liste libérale radicale* : Théophile Gard ; Louis-Ferdinand Moret ; Paul Troillet.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Liste conservatrice* : François Darbellay ; Joseph Fellay ; Joseph Moulin ; Camille Pouget (élu juge au Tribunal cantonal le 8. 2. 1934, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 27. 2. 1934) par Paul Darbellay ; Edmond Troillet. *Liste libérale radicale* : Joseph Besse ; Paul Troillet. *Liste radicale socialiste* : Théophile Gard.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Liste conservatrice* : François Darbellay ; Paul Darbellay ; Joseph Fellay ; Joseph Moulin. *Mouvement civique social paysan* : Louis Perrodin. *Parti libéral radical* : Joseph Besse ; Paul Troillet. *Liste radicale socialiste* : Louis Michaud.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Liste conservatrice*. François Darbellay ; Paul Darbellay ; Joseph Fellay ; Angelin Luisier (nommé chef du Contentieux au Département de l'Intérieur le 10. 1. 1942, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 20. 1. 1942) par Edouard Fellay ; Joseph Moulin. *Liste libérale radicale* : Amédée Meilland ; Louis Perrodin ; Paul Troillet († 25. 3. 1943), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 3. 1943) par Maurice Nicollier.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Parti libéral radical* : Louis Perrodin ; Marcel Troillet ; Ernest Voutaz. *Liste conservatrice* : François Darbellay ; Paul Darbellay ; Edouard Fellay ; Joseph Moulin ; Edmond Troillet.

- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Liste conservatrice* : François Darbellay ; Edouard Fellay ; Joseph Moulin ; Henri Rausis ; Edmond Troillet (élu juge-instructeur d'Entremont le 1. 12. 1950, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 16. 12. 1950) par Edmond Joris. *Liste d'entente radicale démocratique et socialiste* : Louis Perrodin ; Marcel Troillet († 13. 3. 1952), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 9. 4. 1952) par Olivier Galliand ; Ernest Voutaz.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Entente radicale démocratique et socialiste* : Aloys Copt ; Léon Delamorclaz ; Ernest Voutaz. *Liste conservatrice* : Luc Delasoie ; Edouard Luisier ; Joseph Moulin ; Henri Rausis.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Entente radicale démocratique et socialiste* : Aloys Copt ; François Filliez ; Marius Moret. *Parti conservateur et chrétien social* : Luc Delasoie ; Angelin Luisier ; Albert Maret ; Henri Rausis.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Entente radicale démocratique et socialiste* : Aloys Copt ; Théodore Lattion ; Ami Oreiller. *Parti conservateur chrétien social* : Angelin Luisier (nommé chef de service au Département de l'Instruction publique le 7. 6. 1963, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 21. 6. 1963) par Léonce Emonet ; Albert Maret ; Rémy Marquis ; Henri Rausis.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Entente radicale socialiste* : Aloys Copt ; Théodore Lattion ; Ami Oreiller. *Parti conservateur chrétien social* : Léonce Emonet ; Jérôme Gailland ; Rémy Marquis ; Camille Michaud.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Entente radicale démocratique et socialiste* : Aloys Copt ; Louis Deslarzes. *Parti conservateur chrétien social* : Léonce Emonet ; René Gabioud ; Jérôme Gailland ; Rémy Marquis ; Camille Michaud.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti radical démocratique* : Maurice Copt ; Gaston Nicollier. *Parti démocrate chrétien* : Léonce Emonet ; Raymond Fellay ; Willy Ferrez ; René Gabioud.

Martigny/Martinach

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Joseph Abbet ; Joseph-Antoine Cretton ; Maurice-Antoine Cretton (élu conseiller d'Etat le 31. 5. 1850), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph-Samuel Cropt ; Séraphin Mermoud ; Alphonse Morand ; Joseph-Florentin Pont ; Pierre-Antoine Ribordy (élu le 10. 4. 1849) ; Pierre-Joseph Saudan.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Maurice Claivaz (conseiller d'Etat jusqu'au 19. 1. 1853), remplacé d'office pendant ce temps-là par un suppléant ; Joseph-Antoine Cretton ; Maurice-Antoine Cretton (conseiller d'Etat jusqu'au 19. 1. 1853), remplacé d'office pendant ce temps-là par un suppléant ; Henry Ducrey ; Elie Gay ; Alphonse Morand (élu le 10. 10. 1852) ; Benjamin Moulin (élu le 28. 11. 1852) ; Pierre-Antoine Ribordy ; Maurice Roduit (élu le 21. 11. 1852).
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Maurice Barman ; Maurice Claivaz ; Joseph-Antoine Cretton ; Maurice-Antoine Cretton ; Joseph Desfayes ; Henri Ducrey ; Pierre-Joseph Gillioz ; Valentin Morand ; Maurice Roduit.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Maurice Barman ; Pierre-Marie Bender fils ; Joseph-Antoine Cretton ; Maurice-Antoine Cretton ; Joseph Desfayes ; Henri Ducrey († 29. 11.

- 1864), remplacé d'office par un suppléant ; Elie Gay ; César Meizoz ; Alphonse Morand ; Valentin Morand († 22. 9. 1864), remplacé d'office par un suppléant.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Frédéric Abbet ; Maurice Barman ; Joseph Couchepin ; Maurice-Antoine Cretton ; Joseph Desfayes ; Pierre-Joseph Gillioz ; Benjamin Meizoz († 22. 9. 1867), remplacé d'office par un suppléant ; Séraphin Mermoud ; Adolphe Morand ; Alphonse Morand.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Maurice Barman ; Pierre-Marie Bender ; Maurice Claivaz ; Joseph Couchepin ; Maurice-Antoine Cretton († 10. 12. 1871), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph Desfayes ; Joseph Fama ; Adolphe Morand ; Alphonse Morand ; Maurice Ribordy.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Maurice Barman ; Pierre-Marie Bender ; Joseph Couchepin ; Joseph Desfayes ; Joseph Fama ; Valentin Gay-Crosier ; Louis Gross ; Adolphe Morand ; Antoine Ribordy fils ; Maurice Ribordy ; Jules Thovex.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Pierre-Marie Bender ; Joseph Couchepin ; Alexandre Dénériaz ; Joseph Desfayes ; Charles Fama ; Valentin Gay-Crosier ; Pierre-César Gillioz ; Louis Gross († 20. 7. 1878), remplacé (élection complémentaire du 13. 10. 1878) par Emile Gross ; Adolphe Morand ; Charles Morand ; Antoine Ribordy.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Frédéric Abbet ; Joseph Couchepin ; Alexandre Dénériaz ; Joseph Desfayes ; Jules Emonet ; Charles Fama ; Valentin Gay-Crosier ; Pierre-César Gillioz ; Emile Joris ; Charles Morand ; Antoine Ribordy.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Frédéric Abbet ; Joseph Couchepin ; Joseph Desfayes ; Charles Fama ; Valentin Gay-Crosier ; Pierre-César Gillioz ; Emile Joris ; Oscar Meizoz ; Robert Morand ; Joseph Pillet ; Antoine Ribordy.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Joseph Couchepin ; Camille Desfayes ; Joseph Desfayes ; Charles Fama ; Joseph Gaillard († 5. 4. 1889), remplacé (élection complémentaire du 12. 5. 1889) par Jacques Spagnoli ; Valentin Gay-Crosier ; Pierre-César Gillioz ; Jean-Pierre Malbois ; Félix Mermoud ; Robert Morand ; Joseph Pillet ; Antoine Ribordy.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Arthur Couchepin ; Camille Desfayes ; Joseph Desfayes ; Charles Fama († 30. 12. 1895), remplacé (élection complémentaire du 26. 1. 1896) par Oscar Meizoz († 23. 1. 1897), pas remplacé ; Valentin Gay-Crosier ; Pierre-César Gillioz ; Robert Morand ; Joseph Orsat († 24. 3. 1896), remplacé (élection complémentaire du 19. 4. 1896) par Adolphe Fama ; Joseph Pillet ; Charles Ribordy ; Alfred Tissières ; Zacharie Tornay.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Etienne Bender ; Arthur Couchepin ; Camille Desfayes ; Adolphe Fama ; Valentin Gay-Crosier († 13. 2. 1900), remplacé (élection complémentaire du 4. 3. 1900) par Louis Morand ; Pierre-César Gillioz ; Félix Mermoud (élection invalidée par décision du Grand Conseil du 18. 5. 1897, puis validée par les Chambres fédérales en juin et décembre 1898), remplacé pendant ce temps par Alfred Tissières (décision du Grand Conseil 20. 5. 1897) ; Jules Morand ; Joseph Pillet ; Charles Ribordy ; Zacharie Tornay ; Gratien Torriane.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Paul de Cocatrix ; Arthur Couchepin ; Camille Desfayes ; Adolphe Fama ; Pierre-César Gillioz (nommé préposé à l'Office des poursuites

- du district, démissionne le 1. 11. 1902), remplacé (élection complémentaire du 23. 11. 1902) par Joseph-Daniel Monnet ; Roger Mério ; Félix Mermoud ; Jules Morand ; Eugène Raymond ; Charles Ribordy ; Alfred Tissières ; Zacharie Tornay ; Gratien Torrione.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Etienne Boson ; Arthur Couchepin (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1905, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 4. 6. 1905) par Jules Tissières ; Camille Desfayes ; Adolphe Fama ; Roger Mério ; Joseph-Daniel Monnet ; Georges Morand ; Denis Orsat ; Charles Ribordy ; Maurice Saudan ; Zacharie Tornay ; Gratien Torrione ; Henri Volluz.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Etienne Boson ; Joseph Chappot ; Arthur Couchepin (élu conseiller d'Etat le 13. 5. 1909, démissionne), remplacé d'office par le suppléant Casimir Moret ; Camille Desfayes ; Albano Fama ; Camille Gay-Crosier ; Maurice Guex ; Roger Mério ; Joseph-Daniel Monnet ; Georges Morand ; Léon Morand († 18. 11. 1911), remplacé d'office par le suppléant Maurice Fumeaux ; Charles Ribordy ; Henri Volluz.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). Maurice-Théodule Bruchez ; Ulrich Buchard ; Joseph Burnier ; Arthur Couchepin (élu conseiller d'Etat le 20. 5. 1913, démissionne), remplacé d'office par le suppléant Jules Couchepin ; Camille Desfayes ; Albano Fama ; Camille Gay-Crosier ; Maurice Guex ; Joseph-Daniel Monnet ; Georges Morand ; Charles Ribordy ; Auguste Sauthier.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Emile Bender ; Joseph Burnier († 25. 9. 1918), remplacé d'office par le suppléant Alfred Gillioz ; Jules Couchepin ; Camille Desfayes ; Albano Fama ; Georges Morand († 17. 7. 1918), remplacé d'office par le suppléant Léonce Emonet ; Marc Morand ; Charles Peter ; Charles Ribordy ; Paul Rouiller ; Prosper Thomas ; Jules Tissières († 15. 7. 1918), remplacé d'office par le suppléant Maurice Roduit.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Liste libérale radicale* : Emile Bender ; Jules Couchepin ; Jules Desfayes ; Albano Fama ; Joseph-Daniel Monnet ; Marc Morand ; Charles Ribordy. *Liste conservatrice* : Oscar Maye ; Michel Rouiller ; Célestin Taramcaz († 17. 1. 1925), pas remplacé ; Prosper Thomas ; Antoine Tissières.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Liste libérale radicale* : Joseph Buthey ; Jules Couchepin ; Henri Desfayes ; Jules Desfayes (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 12. 10. 1926) par Clément Guex-Crosier ; Albano Fama ; Marc Morand ; Charles Ribordy († 15. 8. 1925), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 22. 9. 1925) par Henri Chappot. *Liste conservatrice* : Henri Carron ; Casimir Favre ; Oscar Maye ; Michel Rouiller ; Prosper Thomas.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Liste socialiste* : Maurice Charvoz. *Liste conservatrice* : Henri Carron ; Ulysse Giroud ; Oscar Maye ; Michel Rouiller ; Prosper Thomas. *Liste libérale radicale* : Joseph Buthey ; Jules Couchepin ; Henri Desfayes ; Albano Fama ; Benjamin Meizoz ; Marc Morand.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Liste libérale radicale* : Jules Couchepin ; Henri Desfayes ; Albano Fama ; Octave Giroud ; Benjamin Meizoz ; Marc Morand ; Adrien Vérolet. *Liste conservatrice* : Henri Carron ; Antoine Mathey ; Oscar Maye ; Fritz Roduit ; Prosper Thomas. *Liste socialiste* : Alfred Rebord.

- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Liste du mouvement ouvrier paysan (Front du travail)* : Charles Dellberg (élu dans trois districts — Sierre, Martigny, Saint-Maurice —, opte pour celui de Martigny). *Liste conservatrice* : Henri Carron ; Henri Chappaz ; Antoine Mathey ; Oscar Maye († 3. 11. 1939), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 7. 11. 1939) par Lucien Gillioz ; Prosper Thomas. *Liste libérale radicale* : Jules Couchepin († 21. 3. 1939), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 25. 4. 1939) par Jules Luisier ; Henri Desfayes ; Albano Fama (élu conseiller d'Etat le 7. 3. 1937), pas remplacé⁶³ ; Octave Giroud ; Benjamin Meizoz († 24. 3. 1940), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 6. 4. 1940) par Henri Chappot ; Marc Morand ; Adrien Vérolet.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Liste conservatrice* : Jules Bender ; Henri Carron ; Henri Chappaz ; Antoine Mathey ; Luc Produit ; Prosper Thomas. *Liste libérale radicale* : Georges-Emile Bruchez ; Henri Chappot ; Henri Couchepin ; Henri Desfayes ; Ernest Lambiel ; Jules Luisier ; Marc Morand.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Liste conservatrice* : Henri Carron ; Henri Chappaz ; Antoine Mathey ; Luc Produit ; Robert Taramarcas ; Prosper Thomas ; Alfred Vouilloz. *Liste libérale radicale* : Georges-Emile Bruchez ; André Desfayes ; Henri Desfayes ; Octave Giroud ; Jules Luisier ; Joseph Moll ; Ernest Monnet ; Eugène Moret.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Liste conservatrice* : Henri Carron ; Henri Chappaz ; Antoine Mathey ; Luc Produit ; Prosper Thomas († 19. 8. 1949), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 23. 9. 1949) par Robert Taramarcas ; Alfred Vouilloz. *Liste radicale démocratique* : Georges-Emile Bruchez ; Edouard Darbellay ; André Desfayes († 1. 2. 1951), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 9. 2. 1951) par Antoine Moret ; Henri Desfayes ; Octave Giroud ; Jules Luisier ; Joseph Moll ; Antoine Rouiller ; Victor Solioz.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Liste socialiste ouvrière et paysanne* : Victor Solioz. *Liste conservatrice* : Henri Chappaz ; Michel Crettenand ; Louis Lonfat ; Luc Produit (élu juge au Tribunal cantonal le 20. 5. 1953, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 9. 6. 1953) par Joseph Roduit ; Robert Taramarcas ; Alfred Vouilloz. *Liste radicale démocratique* : Jean Cleusix ; Pierre Corthey ; Jules Luisier ; Edouard Morand ; Antoine Moret ; Edmond Mottier. *Liste de l'Union sociale paysanne* : Augustin Arlettaz ; Etienne Perrier.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Liste radicale démocratique* : Fernand Carron ; Jean Cleusix ; Georges Darbellay ; André Monnet ; Jules Monnet ; Edouard Morand ; Edmond Mottier. *Parti conservateur chrétien social* : Henri Chappaz († 13. 7. 1960), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 10. 8. 1960) par Michel Crettenand ; Joseph Gaudard ; Louis Lonfat ; Hubert Roduit ; Joseph Roduit ; Alfred Vouilloz. *Mouvement social paysan indépendant* : Augustin Arlettaz ; Pierre Puippe.

⁶³ En effet, on ne trouve aucune décision du Conseil d'Etat qui, en vertu des dispositions légales en vigueur, aurait dû pourvoir à son remplacement en proclamant député le premier candidat non élu du parti. Celui-ci faisant défaut, c'est au premier suppléant, Jules Luisier, que devait échoir cet honneur ; or, ce dernier ne deviendra député qu'au décès de Jules Couchepin, en 1939.

- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Liste radicale démocratique* : Arthur Bender ; Jean Cleusix ; Georges Darbellay ; Charly Gaillard ; Edouard Morand ; Jules Sauthier ; Jean Vogt. *Liste socialiste* : Victor Solioz. *Parti conservateur chrétien social* : Amédée Arlettaz ; Jean-Marie Closuit ; Georges Gaillard ; Joseph Gaudard ; Hubert Roduit ; Alfred Vouilloz († 4. 12. 1963), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 10. 1. 1964) par François Dorsaz ; Pierre Wyer.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Parti socialiste* : Victor Solioz. *Parti radical démocratique* : Arthur Bender (élu conseiller d'Etat le 14. 3. 1965, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 16. 3. 1965) par Jean Actis ; Charles Cleusix ; François Couchepin ; Charly Gaillard ; Roger Marin ; Jean Vogt. *Mouvement social indépendant* : Gérard Perraudin ; Etienne Perrier. *Parti conservateur chrétien social* : Amédée Arlettaz ; Jean-Laurent Cheseaux ; Jean-Marie Closuit ; Georges Gaillard ; Joseph Gaudard ; Pierre-Marie Mathey.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Liste radicale démocratique* : Jean Actis ; Armand Bender ; Charles Cleusix ; François Couchepin ; Charly Gaillard ; Jean Vogt. *Liste socialiste* : André Crettenand ; Victor Solioz. *Parti conservateur chrétien social* : Amédée Arlettaz ; Jean-Marie Closuit ; Charly Darbellay ; Ulrich Devayes ; Georges Gaillard. *Liste du mouvement social indépendant* : Gérard Perraudin ; Etienne Perrier.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti démocrate chrétien* : Amédée Arlettaz ; Charly Darbellay ; Ulrich Devayes ; Bernard Lonfat ; Eric Masserey ; François Rouiller. *Parti radical démocratique* : Armand Bender ; Bernard Comby ; François Couchepin ; Cilette Cretton-Deslarzes ; Lévy Fort ; Jean Philippoz ; Jean Vogt. *Mouvement social indépendant* : André Mabillard ; Etienne Perrier.

Saint-Maurice/Sankt Moritz

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Joseph-Antoine Amacker ; Joseph-Hyacinthe Barman (nommé chargé d'affaires de Suisse à Paris, le 22. 5. 1848, démissionne le 17. 4. 1850), remplacé (élection complémentaire du 5. 5. 1850 à Saint-Maurice, validée par le Grand Conseil le 14. 5. 1850) par Claude-Louis Cergneux ; Maurice Barman (élu conseiller d'Etat le 11. 1. 1848, en fonctions jusqu'au 31. 5. 1850), remplacé d'office pendant ce temps-là par un suppléant ; Charles-Louis de Bons ; Louis Martin ; Maurice-Joseph Morisod.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Joseph-Antoine Amacker ; Maurice Barman (élu conseiller d'Etat le 19. 1. 1853), remplacé d'office par un suppléant ; Charles-Louis de Bons (élu conseiller d'Etat le 19. 1. 1853), remplacé d'office par un suppléant ; Claude-Louis Cergneux ; Joseph Chappex ; Maurice-Joseph Morisod († 21. 7. 1854), remplacé (élection complémentaire du 29. 10. 1854, à Martigny-Ville, validée par le Grand Conseil le 21. 11. 1854) par Nicolas Meulaz.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Joseph-Antoine Amacker ; Charles-Louis de Bons (élu conseiller d'Etat le 22. 5. 1857), remplacé d'office par un suppléant ; Maurice Chappelet ; Joseph-Casimir Gex ; Pierre-Marie Paschoud ; Camille de Werra.

- 1861-1865 (3. 3. 1861). Joseph-Antoine Amacker († 17. 3. 1862), remplacé d'office par un suppléant ; Maurice Chappelet ; Joseph-Casimir Gex ; Louis Gross ; Pierre-Marie Paschoud ; Camille de Werra.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Louis Barman ; Maurice Chappelet ; Joseph Chappex ; Joseph-Casimir Gex ; Louis Gross ; Camille de Werra.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Louis Barman ; Maurice Chappelet ; Joseph Chappex (élu conseiller d'Etat le 13. 6. 1871), remplacé d'office par un suppléant ; Joseph-Casimir Gex ; Louis Gross ; Camille de Werra.
- 1873-1877 (2. 3. 1873). Louis Barman ; Maurice Chappelet ; Joseph Chappex (élu conseiller d'Etat le 28. 5. 1873), remplacé d'office par un suppléant ; Louis Délez ; Louis Gross ; Jean-Joseph Rappaz ; Camille de Werra († 5. 10. 1875), remplacé d'office par un suppléant.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Louis Barman ; Henri Bioley (élu conseiller d'Etat le 29. 5. 1877, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 15. 7. 1877) par Adolphe de Stockalper ; Maurice Chappelet ; Louis Délez ; Joseph-Casimir Gex ; Jean-Joseph Rappaz ; Charles de Werra.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Louis Barman ; Henri Bioley (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1881, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 12. 6. 1881) par Adolphe de Stockalper ; Maurice Chappelet ; Joseph Chappex (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1881, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 12. 6. 1881) par Jean Coquoz ; Joseph-Casimir Gex ; Louis Gross ; Charles de Werra.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Louis Barman ; Maurice Chappelet ; Jean Coquoz ; Jean-Baptiste Gay ; Joseph-Casimir Gex († 5. 4. 1885), remplacé (élection complémentaire du 10. 5. 1885) par Emile Vouilloz († 2. 7. 1887), remplacé (élection complémentaire du 31. 7. 1887) par Louis-François Gross ; Adolphe de Stockalper ; Charles de Werra.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Louis Barman († 3. 11. 1890), remplacé (élection complémentaire du 30. 11. 1890) par Maurice de Werra ; François Biollay ; Louis-François Gross ; Maurice Monnay ; Pierre-Maurice Paccolat ; Georges de Stockalper ; Charles de Werra.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). François Biollay ; Louis-François Gross ; Pierre-Maurice Paccolat ; Jean-Pierre Rappaz ; Georges de Stockalper ; Charles de Werra († 10. 7. 1895), remplacé (élection complémentaire du 11. 8. 1895) par Maurice Pellissier ; Maurice de Werra.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). François Biollay ; Benjamin Gross ; Louis-François Gross ; Maurice Pellissier ; Jean-Pierre Rappaz ; Georges de Stockalper († 11. 2. 1898), remplacé (élection complémentaire du 13. 3. 1898) par Charles de Stockalper ; Maurice de Werra.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). François Biollay ; Charles de Bons ; Benjamin Gross ; Louis-François Gross ; Maurice Pellissier ; Jean-Pierre Rappaz ; Charles de Stockalper ; Maurice de Werra.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). François Biollay ; César Gross ; Louis-François Gross ; Maurice Pellissier ; Jean-Pierre Rappaz ; Charles de Stockalper ; Charles Vouilloz ; Maurice de Werra.

- 1909-1913 (7. 3. 1909). Pierre Barman ; Jean Coquoz ; Frédéric Gross (nommé chef de service au Département Militaire et commandant d'arrondissement le 6. 2. 1912, démissionne), remplacé d'office par le suppléant Edouard Chappex ; Maurice Pellissier ; Alphonse Pochon ; Jean-Pierre Rappaz ; Charles Vouilloz ; Henri de Werra.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). François Cergneux (démissionne le 1. 5. 1915), remplacé d'office par le suppléant Emile Pochon ; Alexis Coutaz ; Alphonse Lonfat ; Maurice Pellissier ; Jean-Pierre Rappaz ; Henri de Werra.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Jules Bochatay ; Rémy Coquoz ; Alexis Coutaz ; Maurice Pellissier ; Jean-Pierre Rappaz ; Henri de Werra.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). *Liste conservatrice progressiste* : Eugène de Cocatrix ; Oscar Coquoz ; Maurice Gross ; Charles Haegler. *Liste libérale radicale* : Jules Bochatay ; Henri Chevalley ; Henri Lugon.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). *Liste conservatrice progressiste* : Eugène de Cocatrix ; Alexis Coutaz ; Maurice Gross (nommé chef du Service des contributions le 27. 11. 1925, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 19. 1. 1926) par Eloi Bochatay ; Charles Haegler. *Liste libérale radicale* : César Fournier ; Auguste Gross ; François Joris.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). *Parti conservateur progressiste* : Eugène de Cocatrix ; Frédéric Décaillet ; Charles Haegler ; Marc Revaz. *Liste socialiste* : Charles Dellberg (élu dans quatre districts — Brigue, Sierre, Saint-Maurice, Monthey —, opte pour celui de Brigue), remplacé (décision du Conseil d'Etat 22. 3. 1929) par Julien Luy. *Liste libérale radicale* : Auguste Gross ; Henri Jordan.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). *Liste conservatrice progressiste* : Frédéric Décaillet ; Charles Haegler ; Maurice Pellissier ; Marc Revaz ; Casimir Vouilloz. *Liste libérale radicale* : Alexis Landry ; Edmond Ribordy.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). *Liste conservatrice progressiste* : Frédéric Décaillet ; Charles Haegler ; Marc Revaz ; Victor Ruppen. *Liste ouvrière et paysanne (Front du travail)* : Charles Dellberg (élu dans trois districts — Sierre, Martigny, Saint-Maurice —, opte pour celui de Martigny), remplacé (décision du Conseil d'Etat 12. 3. 1937 publiée, dans le BO seulement, à la suite du résultat des élections) par Marcel Jordan. *Parti libéral radical* : Joseph Coquoz ; Edmond Ribordy.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). *Liste conservatrice progressiste* : Frédéric Décaillet ; Charles Haegler ; Gustave Mettan ; Marc Revaz ; Victor Ruppen. *Parti libéral radical* : Henri Jordan ; Louis Sarrazin.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). *Liste conservatrice progressiste* : Hyacinthe Amacker ; Jean-Maurice Gross ; Gustave Mettan ; Marc Revaz ; Edouard Rey-Bellet († 11. 9. 1945), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 21. 9. 1945) par Marc Tacchini. *Parti libéral radical* : Victor Brouchoud ; Louis Rebord.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). *Liste conservatrice progressiste* : Hyacinthe Amacker ; Jean-Maurice Gross ; Gustave Mettan ; Marc Revaz. *Liste des partis radical et socialiste* : Victor Brouchoud ; Paul Meizoz ; Louis Rebord.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). *Parti conservateur et chrétien social* : Hyacinthe Amacker ; Marc Revaz ; Victor Ruppen ; Georges Vouilloz. *Liste des partis radical et socialiste* : André Glassey ; Paul Meizoz ; Edouard Revaz.

- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Parti conservateur chrétien social* : Hermann Aymon ; Frédéric Coquoz ; Joseph Faibella ; Georges Vouilloz. *Parti socialiste* : Paul Meizoz. *Parti radical démocratique* : André Glassey ; Edouard Revaz.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Parti conservateur chrétien social* : Ernest Cettou († 31. 5. 1964), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 16. 6. 1964) par Hermann Aymon ; Joseph Faibella ; Gilbert Granges ; Georges Vouilloz. *Parti socialiste démocratique* : Paul Meizoz. *Parti radical démocratique* : Léonce Baud ; Ami Mottiez.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Parti conservateur chrétien social* : Joseph Faibella ; Fernand Frachebourg ; Georges Rey-Bellet. *Parti socialiste démocratique* : Paul Meizoz. *Parti radical démocratique* : Robert Coutaz ; Ami Mottiez.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Liste du parti socialiste* : Claude Rouiller. *Parti conservateur chrétien social* : Fernand Frachebourg ; Georges Morisod ; Georges Rey-Bellet († 24. 12. 1970), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 12. 1970) par Jean Gollut († 10. 7. 1972), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 2. 8. 1972) par Léon Gay. *Parti radical démocratique* : Ami Mottiez ; Maurice Vuilloud.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti démocrate chrétien* : Georges Morisod ; Hermann Pellegrini ; Edouard Rappaz. *Parti radical* : Ami Mottiez ; Maurice Vuilloud. *Parti socialiste* : Claude Rouiller.

Monthey

- 1847-1852 (16. 12. 1847). Pierre-Joseph Donnet ; Pierre Duchoud ; Casimir Dufour ; Jean-Joseph Favre ; Adrien Marclay ; Hippolyte Pignat (élu conseiller d'Etat le 11. 1. 1848), remplacé d'office par un suppléant ; Adrien-Félix Pottier ; Pierre Torrent ; Antoine Zumoffen.
- 1852-1857 (3. 10. 1852). Cyprien Barlatey ; Alexandre Bussien ; Emmanuel Défago ; Pierre Duchoud ; Maurice de Lavallaz ; Adrien Marclay ; Hippolyte Pignat ; Adrien-Félix Pottier († 28. 7. 1855), remplacé d'office par un suppléant ; Pierre Torrent († 11. 8. 1853), remplacé (élection complémentaire du 2. 4. 1854, validée par le Grand Conseil le 15. 5. 1854) par Joseph Torrent.
- 1857-1861 (1. 3. 1857). Pierre Duchoud ; Ignace Durier ; Ignace Exhenry ; Maurice de Lavallaz ; Hippolyte Pignat ; Louis Rappaz ; Pierre-Louis Rouiller ; Joseph Torrent ; Alphonse Veuthey.
- 1861-1865 (3. 3. 1861). Ignace Durier ; Ignace Exhenry ; Alexandre Fumey ; Jean-Joseph Granger ; Hippolyte Pignat ; Louis Rappaz ; Joseph Torrent ; Jean-Emmanuel Vannay ; Isidore Wuilloud.
- 1865-1869 (5. 3. 1865). Alexandre Bussien ; Ignace Durier ; Ignace Exhenry ; Maurice de Lavallaz ; Hippolyte Pignat ; Louis Rappaz ; Pierre-Louis Rouiller ; Joseph Torrent ; Alphonse Veuthey.
- 1869-1873 (7. 3. 1869). Cyprien Barlatey ; Benjamin Derivaz ; Ignace Durier ; Ignace Exhenry († 25. 5. 1871), remplacé d'office par un suppléant ; Maurice de Lavallaz ; Hippolyte Pignat ; Louis Rappaz ; Pierre-Louis Rouiller ; Joseph Torrent.

- 1873-1877 (1. 3. 1873). Alphonse Beck ; Alexandre Bussien ; Adrien Delacoste ; Benjamin Derivaz ; Ignace Durier ; Hippolyte Exhenry († 25. 11. 1876), pas remplacé ; Maurice de Lavallaz ; Maxime Marclay ; Hippolyte Pignat ; Joseph Torrent.
- 1877-1881 (4. 3. 1877). Alphonse Beck ; Placide Bressoud ; Alexandre Bussien ; Emmanuel Défago ; Benjamin Derivaz ; Basile Exhenry ; Pierre-Marie de Lavallaz ; Félix Morisod ; Hippolyte Pignat ; Ladislav Pottier.
- 1881-1885 (6. 3. 1881). Alphonse Beck ; Placide Bressoud ; Alexandre Bussien ; Emmanuel Défago († 12. 10. 1883), remplacé (élection complémentaire du 4. 11. 1883) par Joseph Durier ; Benjamin Derivaz ; Basile Exhenry ; Pierre-Marie de Lavallaz ; Félix Morisod ; Hippolyte Pignat ; Ladislav Pottier.
- 1885-1889 (1. 3. 1885). Alphonse Beck ; Benjamin Derivaz ; Basile Exhenry († 1. 4. 1887), remplacé (élection complémentaire du 24. 4. 1887) par Emmanuel Défago ; Joseph Gex-Fabry ; Pierre-Marie de Lavallaz ; Emile Pignat ; Ladislav Pottier ; André Rey ; Séraphin Rouiller ; Henri Zumoffen.
- 1889-1893 (3. 3. 1889). Alphonse Beck ; Henri Bioley ; Placide Bressoud ; Alexandre Clerc ; Benjamin Derivaz († 12. 10. 1891), remplacé (élection complémentaire du 8. 11. 1891) par Benjamin Duchoud ; Joseph Gex-Fabry ; Pierre-Marie de Lavallaz ; Emile Pignat ; Ladislav Pottier ; Henri Zumoffen.
- 1893-1897 (5. 3. 1893). Alphonse Beck ; Henri Bioley ; Louis Bressoud ; Adolphe Ducrey ; Joseph Durier ; Joseph Gex-Fabry ; Pierre-Marie de Lavallaz ; Emile Pignat ; Ladislav Pottier († 23. 3. 1895), remplacé (élection complémentaire du 21. 4. 1895) par Edmond Delacoste ; Henri Zumoffen.
- 1897-1901 (7. 3. 1897). Alphonse Beck ; Henri Bioley ; Edmond Delacoste ; Adolphe Ducrey ; Joseph Durier ; Joseph Gex-Fabry ; Eugène de Lavallaz ; Hyacinthe Nantermod ; Emile Pignat ; Henri Zumoffen.
- 1901-1905 (3. 3. 1901). Henri Bioley (élu conseiller d'Etat le 5. 7. 1904, démissionne), pas remplacé ; Louis Bressoud ; Emmanuel Défago ; Edmond Delacoste ; Adolphe Dubosson ; Adolphe Ducrey ; Joseph Gex-Fabry ; Eugène de Lavallaz ; Aristide Martin ; Emile Pignat ; Henri Zumoffen.
- 1905-1909 (5. 3. 1905). Henri Bioley (élu conseiller d'Etat le 19. 5. 1905, démissionne), remplacé (élection complémentaire du 4. 6. 1905) par Aristide Martin ; Louis Bressoud ; Gustave Curdy ; Edmond Delacoste ; Adolphe Dubosson ; Théophile Exhenry ; Joseph Gex-Fabry ; Eugène de Lavallaz ; Léon Martin ; Emile Pignat ; Siméon Roch.
- 1909-1913 (7. 3. 1909). Cyprien Borgeaud ; Louis Bressoud ; Meinrad Christin ; Albert Curdy ; Edmond Delacoste ; Adolphe Dubosson ; Théophile Exhenry ; Gabriel Gex-Fabry ; Eugène de Lavallaz ; Léon Martin ; Emile Pignat.
- 1913-1917 (4. 3. 1913). Rémy Berra ; Louis Bressoud ; Emile Carraux ; Meinrad Christin ; Erasme de Courten ; Albert Curdy ; Gabriel Gex-Fabry ; Laurent Rey ; Maurice Rouiller ; Emile Wuilloud.
- 1917-1921 (4. 3. 1917). Louis Bressoud ; Meinrad Christin ; Erasme de Courten ; Gustave Curdy ; Alfred Défago († 22. 11. 1918), remplacé d'office par le sup-

pléant Joseph Grenon ; Gabriel Gex-Fabry ; Eugène de Lavallaz (démissionne le 16. 9. 1919), remplacé d'office par le suppléant Auguste Borgeaud ; Emile Pignat († 29. 7. 1919), remplacé d'office par le suppléant Paul Défago ; Maurice Rouiller ; Maurice Trottet.

1921-1925 (6. 3. 1921). *Liste conservatrice démocratique* : Pierre Barman ; Louis Bressoud ; Albert Curdy ; Pierre Deléglise ; Gabriel Gex-Fabry ; Maurice Rouiller. *Liste libérale radicale* : Paul Défago ; Maurice Delacoste ; Alfred Pot ; Maurice Trottet.

1925-1929 (1. 3. 1925). *Parti conservateur progressiste* : Pierre Barman ; Vital Cornut ; Pierre Deléglise ; Gabriel Gex-Fabry ; Maurice Rouiller ; Clovis Veuthey. *Liste libérale radicale* : Hermann Cardis ; Maurice Delacoste ; Maurice Duchoud ; Alfred Pot.

1929-1933 (3. 3. 1929). *Parti conservateur* : Pierre Barman ; Denis Berra ; André Chaperon ; Paul Gex-Fabry ; Maurice Rouiller ; Clovis Veuthey. *Liste socialiste* : Charles Dellberg (élu dans quatre districts — Brigue, Sierre, Saint-Maurice, Monthey —, opte pour celui de Brigue), remplacé (décision du Conseil d'Etat 22. 3. 1929) par Camille Charles. *Liste libérale radicale* : Gustave Bussien ; Maurice Delacoste ; Alfred Pot.

1933-1937 (5. 3. 1933). *Parti conservateur* : Pierre Barman ; Denis Berra ; André Chaperon ; Alfred Défago ; Bernard de Lavallaz ; Maurice Rouiller ; Clovis Veuthey. *Liste libérale radicale* : Maurice Delacoste ; Joseph Maxit ; Jean-Didier Parvex ; Alfred Pot.

1937-1941 (7. 3. 1937). *Parti conservateur* : Denis Berra ; Gustave Curdy († 11. 6. 1938), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 21. 6. 1938) par Paul de Courten ; Léon Ecœur ; Bernard de Lavallaz ; Clément Nantermod ; Clovis Veuthey. *Liste ouvrière et paysanne* : Alexandre Chanton. *Parti libéral radical* : Emmanuel Défago ; Maurice Delacoste ; Joseph Maxit ; Alfred Pot.

1941-1945 (2. 3. 1941). *Parti conservateur progressiste* : Denis Berra ; Gabriel Boitzy ; Germain Clerc ; Paul de Courten ; Léon Ecœur ; Bernard de Lavallaz ; Maurice Vuadens. *Parti libéral radical* : Maurice Delacoste ; Raoul Duchoud ; Joseph Maxit ; Alfred Pot.

1945-1949 (4. 3. 1945). *Parti libéral radical* : Victor Cornut ; Raoul Duchoud ; Georges Exhenry ; Joseph Maxit. *Parti conservateur populaire* : Denis Berra ; Gabriel Boitzy ; Germain Clerc ; Paul de Courten ; Léon Ecœur ; Céleste Launaz ; Bernard de Lavallaz.

1949-1953 (6. 3. 1949). *Parti conservateur populaire* : Charles Buttet ; Alexandre Chanton ; André Chaperon ; Paul de Courten ; Adolphe Défago ; Céleste Launaz ; Isaac Marclay. *Parti radical démocratique* : Victor Cornut († 30. 3. 1950), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 4. 1950) par René Bussien ; Georges Exhenry ; Joseph Maxit ; Aloys Morand.

1953-1957 (1. 3. 1953). *Parti conservateur populaire* : Alexandre Chanton ; Paul de Courten ; Adolphe Défago ; Céleste Launaz ; Isaac Marclay ; Hyacinthe Parchet ; Pierre Turin. *Parti socialiste* : Jean Borgeaud. *Parti radical démocratique* : Albert Arlettaz ; Sylvain Burdevet († 2. 9. 1954), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 22. 9. 1954) par Aloys Morand ; Raoul Duchoud ; Joseph Maxit.

- 1957-1961 (3. 3. 1957). *Parti socialiste* : Jean Borgeaud. *Parti radical démocratique* : Charles Diserens ; Zénon Dorsaz ; Joseph Giovanola ; Aloys Morand (élu juge au Tribunal cantonal le 17. 11. 1960, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 10. 12. 1960) par Raoul Duchoud ; Ami Pignat. *Parti conservateur chrétien social* : Paul de Courten ; Adolphe Défago ; Céleste Launaz ; Isaac Marclay ; Hyacinthe Parchet ; Pierre Turin.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). *Parti radical démocratique* : Charles Boissard ; Emmanuel Défago ; Ami Pignat ; René Turin de Cyprien. *Parti conservateur chrétien social* : Henri Baruchet ; Georges Berra ; Paul de Courten ; Léon Ecœur ; Isaac Marclay ; Hyacinthe Parchet ; Pierre Turin. *Parti socialiste* : Jean Borgeaud.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). *Parti socialiste* : Jean Borgeaud. *Parti radical démocratique* : Charles Boissard ; Raoul Duchoud ; Bernard Dupont ; Fridolin Zwicky. *Parti conservateur chrétien social* : Georges Berra ; Armand Bochatay ; Célestin Clerc ; Joseph Girod ; Hyacinthe Parchet ; Georges Parvex.
- 1969-1973 (2. 3. 1969). *Parti socialiste* : Gérald Imfeld (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 2. 10. 1972) par René Turin de Claude. *Parti conservateur chrétien social* : Georges Berra ; Armand Bochatay ; Célestin Clerc ; Hyacinthe Parchet ; Eugène Rossier. *Parti radical démocratique* : Charles Boissard ; Bernard Dupont ; Maurice Rouiller ; René Turin de Cyprien ; Fridolin Zwicky.
- 1973-1977 (4. 3. 1973). *Parti radical démocratique* : Gilbert Benet ; Charles Boissard ; Jean-Albert Clément ; Bernard Dupont ; Maurice Rouiller. *Parti démocrate chrétien* : Georges Berra ; Edgar Buttet ; Célestin Clerc ; Raymond Deferr ; Eugène Rossier ; Michel Vannay († 31. 12. 1974), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 22. 1. 1975) par Albert Donnet. *Parti socialiste* : Françoise Vannay-Bressoud.

Les présidents doyens d'âge du Grand Conseil
Die Alterspräsidenten des Grossen Rates

Séances présidées

Präsidierte Sitzungen

27. 12. 1847	Joseph-Antoine Cretton
9-10. 12. 1852	Augustin Romailleur
18-20. 5. 1857	Jacques Pont
21-23. 5. 1861	Germain Aymon
15-16. 5. 1865	Jean-Joseph Rausis, député suppléant
18-21. 5. 1869	Joseph Torrent
19-20. 5. 1873	Joseph Torrent
21-22. 5. 1877	Anton Ludwig von Stockalper
16-17. 5. 1881	Ignaz Zen-Ruffinen
18-19. 5. 1885	Anton Ludwig von Stockalper
20-21. 5. 1889	Ignaz Zen-Ruffinen
15-16. 5. 1893	Joseph Rouaz
17-18. 5. 1897	Alphonse Beck
20-21. 5. 1901	Benjamin Carron
15-16. 5. 1905	Benjamin Carron
22-23. 3. 1909	Emile Pignat
17-18. 3. 1913	Fridolin Albrecht
19-20. 3. 1917	Emile Pignat
21-22. 3. 1921	François Jean
16. 3. 1925	Gabriel Cina
18. 3. 1929	Joseph Roth
20. 3. 1933	Joseph Roth
22. 3. 1937	Joseph Luyet
17. 3. 1941	Charles Haegler
24. 4. 1945	Ludwig Thenen
21. 3. 1949	Antoine Mathey
16. 3. 1953	Charles Dellberg
18. 3. 1957	Charles Dellberg
20. 3. 1961	Charles Dellberg
22. 3. 1965	Joseph Bittel
17. 3. 1969	Viktor Summermatter
20. 3. 1973	Peter Steffen

Les présidents du Grand Conseil Die Präsidenten des Grossen Rates

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1847-1852	27. 12. 1847	Pierre Torrent
1852-1853	17. 5. 1852	Charles-Louis de Bons
1853-1857	17. 5. 1853	Alexandre de Torrenté
1857-1865	20. 5. 1857	Joseph Anton Clemenz
1865-1869	15. 5. 1865	Joseph Zermatten
1869-1870	21. 5. 1869	Camille de Werra
1870-1871	16. 5. 1870	Ignaz Zen-Ruffinen
1871-1873	21. 11. 1871	Maurice Chappelet
1873-1877	20. 5. 1873	Victor de Chastonay
1877-1881	22. 5. 1877	Fidèle Joris
1881-1883	17. 5. 1881	Felix Clausen
1883-1885	21. 5. 1883	Maurice Evéquo
1885-1887	19. 5. 1885	Maurice Chappelet
1887-1889	16. 5. 1887	Johann Baptist Graven
1889-1891	21. 5. 1889	Joseph Kuntschen
1891-1893	18. 5. 1891	Jean-Marie de Chastonay
1893-1895	16. 5. 1893	Henri Bioley
1895-1897	20. 5. 1895	Raymond Evéquo
1897-1899	18. 5. 1897	Alfred Perrig
1899-1901	15. 5. 1899	Sigéric Troillet
1901-1903	21. 5. 1901	Joseph de Lavallaz
1903-1905	18. 5. 1903	Heinrich Roten
1905-1907	16. 5. 1905	Charles de Rivaz
1907-1908	20. 5. 1907	Maurice de Werra
1908-1910	11. 5. 1908	Alexander Seiler
1910-1912	9. 5. 1910	Jean Anzévi
1912-1914	13. 5. 1912	Camille Desfayes
1914-1915	11. 5. 1914	Adolph Imboden
1915-1916	11. 5. 1915	Joseph Ribordy
1916-1917	8. 5. 1916	Laurent Rey
1917-1918	20. 3. 1917	Julius Zen-Ruffinen
1918	13. 5. 1918	Georges Morand († 17. 7. 1918)
1919-1920	12. 5. 1919	Abel Delaloye
1920-1921	10. 5. 1920	Maurice Pellissier
1921-1922	22. 3. 1921	Georges Tabin
1922-1923	8. 5. 1922	Maurice Trottet
1923-1924	14. 5. 1923	Joseph Escher
1924-1925	12. 5. 1924	Camille Pouget
1925-1926	16. 3. 1925	Cyrille Pitteloud
1926-1927	10. 5. 1926	Marc Morand
1927-1928	9. 5. 1927	Hans Schröter
1928-1929	14. 5. 1928	Pierre Barman
1929-1930	18. 3. 1929	Joseph Kuntschen fils
1930-1931	12. 5. 1930	Jules Couchepin
1931-1932	11. 5. 1931	Wilhelm von Kalbermatten

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1932-1933	9. 5. 1932	Prosper Thomas
1933-1934	20. 3. 1933	Albert Delaloye
1934-1935	14. 5. 1934	Maurice Delacoste
1935-1936	20. 5. 1935	Viktor Petrig
1936-1937	11. 5. 1936	Charles Haegler
1937-1938	22. 3. 1937	André Germanier
1938-1939	9. 5. 1938	Marcel Gard
1939-1940	22. 5. 1939	Theophil Schnyder ⁶⁴
1940-1942	24. 10. 1940	Bernard de Lavallaz ⁶⁵
1942-1943	11. 5. 1942	Emile Bourdin
1943-1944	10. 5. 1943	Edmond Gay
1944-1945	8. 5. 1944	Leo Guntern
1945-1946	24. 4. 1945	Joseph Moulin
1946-1947	13. 5. 1946	Maurice de Torrenté
1947-1948	27. 5. 1947	Lucien Lathion
1948-1949	10. 5. 1948	Peter von Roten
1949-1950	21. 3. 1949	Henri Carron
1950-1951	8. 5. 1950	Cyrille Michelet
1951-1952	14. 5. 1951	Henri Desfayes
1952-1953	12. 5. 1952	Franz Imhof
1953-1954	1. 3. 1953	Marc Revaz
1954-1955	10. 5. 1954	Antoine Barras
1955-1956	9. 5. 1955	Joseph Maxit
1956-1957	14. 5. 1956	Leo Stoffel
1957-1958	18. 3. 1957	Paul de Courten
1958-1959	12. 5. 1958	Louis Pralong
1959-1960	11. 5. 1959	Robert Carrupt
1960-1961	9. 5. 1960	Oswald Mathier
1961-1962	20. 3. 1961	Henri Rausis
1962-1963	14. 5. 1962	Charles Dellberg
1963-1964	13. 5. 1963	René Jacquod
1964-1965	11. 5. 1964	Alfred Escher
1965-1966	22. 3. 1965	Aloys Copt
1966-1967	9. 5. 1966	Joseph Gaudard
1967-1968	8. 5. 1967	Albert Biollaz
1968-1969	13. 5. 1968	Innozenz Lehner
1969-1970	17. 3. 1969	André Bornet
1970	11. 5. 1970	Georges Rey-Bellet († 24. 12. 1970)
1971-1972	10. 5. 1971	Rémy Theytaz
1972-1973	8. 5. 1972	Albert Imsand
1973-1974	20. 3. 1973	Charles-Marie Crittin
1974-1975	13. 5. 1974	Georges Berra
1975-1976	12. 5. 1975	Clovis Riand
1976-1977	10. 5. 1976	Hubert Bumann

⁶⁴ Son mandat a duré plus d'une année. La session de mai 1940, au cours de laquelle il aurait dû céder son fauteuil, a été reportée en octobre à cause de la mobilisation.

⁶⁵ En séance constitutive du 17 mars 1941, le Grand Conseil décide de proroger les fonctions du président et des vice-présidents, leur mandat n'ayant pu s'exercer que durant une semaine lors de la session d'automne 1940.

Les premiers vice-présidents du Grand Conseil Die ersten Vizepräsidenten des Grossen Rates

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1847-1848	27. 12. 1847	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1848-1857	15. 5. 1848	Joseph Anton Clemenzen
1857-1864	20. 5. 1857	Henri Ducrey († 29. 11. 1864)
1865-1869	16. 5. 1865	Joseph Anton Clemenzen
1869-1870	21. 5. 1869	Ignaz Zen-Ruffinen
1870-1873	16. 5. 1870	Joseph Rion
1873-1877	20. 5. 1873	Antoine Ribordy
1877-1881	22. 5. 1877	Hippolyte Pignat
	17. 5. 1881	Alphonse Beck (refuse)
1881-1883	17. 5. 1881	Maurice Evéquoz
1883-1885	21. 5. 1883	Maurice Chappelet
1885-1887	19. 5. 1885	Johann Baptist Graven
1887-1889	16. 5. 1887	Joseph Kuntschen
1889-1891	21. 5. 1889	Joseph Couchepin
	2. 6. 1891	Alphonse Beck (refuse)
	2. 6. 1891	Benjamin Derivaz (refuse)
1891-1893	2. 6. 1891	Henri Bioley
1893-1895	16. 5. 1893	Raymond Evéquoz
1895-1897	20. 5. 1895	Alfred Perrig
1897-1899	18. 5. 1897	Sigéric Troillet
1899-1901	15. 5. 1899	Joseph de Lavallaz
1901-1903	21. 5. 1901	Heinrich Roten
1903-1905	18. 5. 1903	Alfred Tissières
1905-1907	17. 5. 1905	Maurice de Werra
1907-1908	20. 5. 1907	Alexander Seiler
1908-1910	11. 5. 1908	Jean Anzévu
1910-1912	9. 5. 1910	Camille Desfayes
1912-1914	13. 5. 1912	Adolph Imboden
1914-1915	11. 5. 1914	Joseph Ribordy
1915-1916	11. 5. 1915	Laurent Rey
1916-1917	8. 5. 1916	Julius Zen-Ruffinen
1917-1918	20. 3. 1917	Georges Morand
1918-1919	13. 5. 1918	Abel Delaloye
1919-1920	12. 5. 1919	Maurice Pellissier
1920-1921	10. 5. 1920	Georges Tabin
1921-1922	22. 3. 1921	Maurice Trottet
1922-1923	8. 5. 1922	Joseph Escher
1923-1924	14. 5. 1923	Camille Pouget
1924-1925	12. 5. 1924	Cyrille Pitteloud
1925	16. 3. 1925	Charles Ribordy († 15. 8. 1925)
1925-1926	12. 11. 1925	Marc Morand
1926-1927	10. 5. 1926	Hans Schröter
1927-1928	9. 5. 1927	Pierre Barman
1928-1929	14. 5. 1928	Joseph Kuntschen
1929-1930	18. 3. 1929	Jules Couchepin

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Elu le Gewählt am</i>	
1930-1931	12. 5. 1930	Wilhelm von Kalbermatten
1931-1932	11. 5. 1931	Prosper Thomas
1932-1933	9. 5. 1932	Albert Delaloye
1933-1934	20. 3. 1933	Maurice Delacoste
1934-1935	14. 5. 1934	Viktor Petrig
1935-1936	20. 5. 1935	Charles Haegler
1936-1937	11. 5. 1936	André Germanier
1937-1938	22. 3. 1937	Marcel Gard
1938-1939	9. 5. 1938	Theophil Schnyder
1939-1940	22. 5. 1939	Bernard de Lavallaz ⁶⁶
1940-1942	24. 10. 1940	Emile Bourdin ⁶⁷
1942-1943	11. 5. 1942	Edmond Gay
1943-1944	10. 5. 1943	Leo Guntern
1944-1945	8. 5. 1944	Joseph Moulin
1945-1946	24. 4. 1945	Maurice de Torrenté
1946-1947	13. 5. 1946	Lucien Lathion
1947-1948	27. 5. 1947	Peter von Roten
1948-1949	10. 5. 1948	Henri Carron
1949-1950	22. 3. 1949	Cyrille Michelet
1950-1951	8. 5. 1950	Henri Desfayes
1951-1952	14. 5. 1951	Franz Imhof
1952-1953	12. 5. 1952	Marc Revaz
1953-1954	1. 3. 1953	Antoine Barras
1954-1955	10. 5. 1954	Joseph Maxit
1955-1956	9. 5. 1955	Leo Stoffel
1956-1957	14. 5. 1956	Paul de Courten
1957-1958	18. 3. 1957	Louis Pralong
1958-1959	12. 5. 1958	Robert Carrupt
1959-1960	11. 5. 1959	Oswald Mathier
1960-1961	9. 5. 1960	Henri Rausis
1961-1962	20. 3. 1961	Charles Dellberg
1962-1963	14. 5. 1962	René Jacquod
1963-1964	13. 5. 1963	Alfred Escher
1964-1965	11. 5. 1964	Aloys Copt
1965-1966	7. 4. 1965	Joseph Gaudard
1966-1967	9. 5. 1966	Albert Biollaz
1967-1968	8. 5. 1967	Innozenz Lehner
1968-1969	13. 5. 1968	André Bornet
1969-1970	17. 3. 1969	Georges Rey-Bellet
1970-1971	11. 5. 1970	Rémy Theytaz
1971-1972	10. 5. 1971	Albert Imsand
1972-1973	8. 5. 1972	Charles-Marie Crittin
1973-1974	20. 3. 1973	Georges Berra
1974-1975	13. 5. 1974	Clovis Riand
1975-1976	12. 5. 1975	Hubert Bumann
1976-1977	10. 5. 1976	Jean Vogt

⁶⁶ Voir note 64.⁶⁷ Voir note 65.

Les deuxièmes vice-présidents du Grand Conseil Die zweiten Vizepräsidenten des Grossen Rates

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1847-1849	27. 12. 1847	Adrien-Félix Pottier
1849-1852	21. 5. 1849	Charles-Louis de Bons
1852-1865	17. 5. 1852	Joseph Zermatten
1865-1869	16. 5. 1865	Louis Barman
1869-1870	21. 5. 1869	Joseph Rion
1870-1871	16. 5. 1870	Maurice Chappelet
1871-1873	22. 11. 1871	Victor de Chastonay
	20. 5. 1873	Louis Barman (refuse)
1873-1875	20. 5. 1873	Auguste Bruttin
1875-1877	17. 5. 1875	Hippolyte Pignat
1877-1881	22. 5. 1877	Félix Clausen
1881-1883	17. 5. 1881	Maurice Chappelet
1883-1885	21. 5. 1883	Johann Baptist Graven
1885-1887	19. 5. 1885	Joseph Kuntschen
1887-1889	16. 5. 1887	Joseph Couchepin
1889-1891	21. 5. 1889	Jean-Marie de Chastonay
1891	18. 5. 1891	Henri Bioley (nommé 1 ^{er} vice-président le 2. 6. 1891)
1891-1893	2. 6. 1891	Raymond Evéquoz
1893-1895	16. 5. 1893	Alfred Perrig
1895-1897	20. 5. 1895	Pierre-Marie de Lavallaz
	18. 5. 1897	Henri Zumoffen (refuse)
	18. 5. 1897	Adolphe Ducrey (refuse)
1897-1899	18. 5. 1897	Joseph de Lavallaz
1899-1901	15. 5. 1899	Heinrich Roten
	21. 5. 1901	Edmond Delacoste (refuse)
1901-1903	21. 5. 1901	Alfred Tissières
1903-1905	18. 5. 1903	Charles de Rivaz
1905-1907	17. 5. 1905	Alexander Seiler
1907-1908	20. 5. 1907	Jean Anzévui
1908-1910	22. 5. 1908	Camille Desfayes
1910-1912	13. 5. 1910	Adolph Imboden
1912-1914	13. 5. 1912	Joseph Ribordy
1914-1915	11. 5. 1914	Laurent Rey
1915-1916	12. 5. 1915	Julius Zen-Ruffinen
1916-1917	12. 5. 1916	Georges Morand
1917-1918	20. 3. 1917	Abel Delaloye
1918-1919	16. 5. 1918	Maurice Pellissier
1919-1920	20. 5. 1919	Georges Tabin
1920-1921	19. 5. 1920	Maurice Trottet
1921-1922	22. 3. 1921	Joseph Escher
1922-1923	12. 5. 1922	Camille Pouget
1923-1924	19. 5. 1923	Cyrille Pitteloud
1924-1925	16. 5. 1924	Camille Crittin
1925-1926	16. 3. 1925	Hans Schröter
1926-1927	15. 5. 1926	Pierre Barman

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1927-1928	14. 5. 1927	Joseph Kuntschen
1928-1929	18. 5. 1928	Jules Couchepin
1929-1930	18. 3. 1929	Wilhelm von Kalbermatten
1930-1931	16. 5. 1930	Prosper Thomas
1931-1932	16. 5. 1931	Albert Delaloye
1932-1933	12. 5. 1932	Maurice Delacoste
1933-1934	20. 3. 1933	Viktor Petrig
1934-1935	17. 5. 1934	Charles Haegler
1935-1936	23. 5. 1935	André Germanier
1936-1937	14. 5. 1936	Marcel Gard
1937-1938	14. 5. 1937	Theophil Schnyder
1938-1939	13. 5. 1938	Bernard de Lavallaz
1939-1940	25. 5. 1939	Emile Bourdin ⁶⁸
1940-1941	14. 11. 1940	René Spahr (élu juge au TC le 16. 5. 1941)
1941-1942	17. 5. 1941	Edmond Gay
1942-1943	15. 5. 1942	Leo Guntern
1943-1944	13. 5. 1943	Joseph Moulin
1944-1945	11. 5. 1944	Maurice de Torrenté
1945-1946	24. 4. 1945	Lucien Lathion
1946-1947	16. 5. 1946	Peter von Roten
1947-1948	30. 5. 1947	Henri Carron
1948-1949	14. 5. 1948	Cyrille Michelet
1949-1950	21. 3. 1949	Henri Desfayes
1950-1951	11. 5. 1950	Franz Imhof
1951-1952	17. 5. 1951	Marc Revaz
1952-1953	16. 5. 1952	Antoine Barras
1953-1954	1. 3. 1953	Joseph Maxit
1954-1955	13. 5. 1954	Leo Stoffel
1955-1956	12. 5. 1955	Paul de Courten
	24. 5. 1956	Victor Solioz (refuse)
1956-1957	12. 7. 1956	Louis Pralong
1957-1958	18. 3. 1957	Robert Carrupt
1958-1959	19. 5. 1958	Oswald Mathier
1959-1960	14. 5. 1959	Henri Rausis
1960-1961	12. 5. 1960	Charles Dellberg
1961-1962	20. 3. 1961	René Jacquod
1962-1963	17. 5. 1962	Alfred Escher
1963-1964	16. 5. 1963	Aloys Copt
1964-1965	14. 5. 1964	Joseph Gaudard
1965-1966	22. 3. 1965	Albert Biollaz
1966-1967	12. 5. 1966	Innozenz Lehner
1967-1968	11. 5. 1967	André Bornet
1968-1969	16. 5. 1968	Georges Rey-Bellet
1969-1970	17. 3. 1969	Rémy Theytaz
1970-1971	14. 5. 1970	Albert Imsand

⁶⁸ Voir note 64.

Grosser Rat

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1971-1972	13. 5. 1971	Charles-Marie Crittin
1972-1973	16. 5. 1972	Georges Berra
1973-1974	20. 3. 1973	Clovis Riand
1974-1975	16. 5. 1974	Hubert Bumann
1975-1976	14. 5. 1975	Jean Vogt
1976-1977	13. 5. 1976	Willy Ferrez

Les secrétaires du Grand Conseil Die Schreiber des Grossen Rates

Secrétaires français

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1847-1857	27. 12. 1847	Louis Ribordy ⁶⁹
1857	20. 5. 1857	François Fumeaux († 21. 10. 1857)
1857-1858	17. 11. 1857	Joseph Rion
1858-1869	17. 5. 1858	Ignace Durier
1869-1873	21. 5. 1869	Alphonse Morand
1873-1877	20. 5. 1873	Jules Thovex
1877-1890	22. 5. 1877	Ladislas Pottier ⁷⁰
1890-1921	19. 5. 1890	Cyrille Joris ⁷¹
1921-1927	22. 3. 1921	Cyrille Gard ^{71 bis}
1928-1945	14. 5. 1928	Charles Haegler ⁷²
1945-1957	24. 4. 1945	Aloys Theytaz
1957-1960	18. 3. 1957	Angelin Luisier
1960-1961	9. 5. 1960	Charles-André Mudry
1961-1963	5. 4. 1961	Jules Délèze
1963-1971	29. 1. 1963	Hyacinthe Parchet ⁷³
1971-1977	10. 5. 1971	Eugène Rossier

Deutsche Schreiber

1847-1855	27. 12. 1847	Alexis Allet
1856-1876	11. 2. 1856	Leo Luzian Roten
1876-1892	18. 4. 1876	Peter Ludwig In-Albon († 4. 11. 1892) ⁷⁴
	17. 11. 1892	Ludwig Salzmann (lehnt ab)

⁶⁹ Alphonse Morand remplace le titulaire malade, en qualité de secrétaire provisoire, à la séance du 30 juin 1852, soit « reprise de la session ordinaire du printemps ».

⁷⁰ Henri Zumoffen est nommé le 19. 11. 1888 secrétaire provisoire pour la session de novembre 1888, en remplacement du titulaire malade.

⁷¹ Erasme de Courten est nommé le 8. 11. 1915 secrétaire provisoire pour la session de novembre 1915, en remplacement du titulaire malade.

^{71 bis} Abel Delaloye est nommé le 11. 1. 1928 secrétaire provisoire pour la session prorogée de janvier 1928, en remplacement du titulaire nommé juge-instructeur.

⁷² Abel Delaloye est nommé le 11. 5. 1936 secrétaire provisoire en remplacement du titulaire nommé président du Grand Conseil. Delaloye signe les protocoles de la session de mai 1936, des séances du 6 et du 7 juillet 1936, et de la session de novembre-décembre 1936. Sans nomination, Edmond Troillet signe les protocoles des séances du 8 et du 9 juillet 1936, comme secrétaire.

⁷³ Georges Rey-Bellet est nommé le 22. 3. 1965 secrétaire provisoire pour la session de mars 1965.

⁷⁴ Der Grosse Rat bestimmt am 14. 11. 1892 Elias Perrig zum Schreiber bis zur Wahl am 17. 11. 1892 eines Nachfolgers für den verstorbenen Amtsinhaber. Die Protokolle werden allerdings schon vom 14. 11. an durch Julius Gentinetta unterzeichnet.

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Elu le Gewählt am</i>	
1892-1904	26. 11. 1892	Julius Gentinetta († 2. 9. 1904) ⁷⁵
1904-1905	24. 10. 1904	Joseph Burgener
1905-1913	23. 10. 1905	Ignaz Mengis († 2. 4. 1913) ⁷⁶
1913-1921	13. 5. 1913	Anton Salzmann
1921-1925	22. 3. 1921	Leo Hallenbarter
1925-1929	16. 3. 1925	Anton Salzmann
1929-1930	18. 3. 1929	Leo Hallenbarter
1930-1941	16. 5. 1930	Julius Weissen
1941-1945	13. 5. 1941	Joseph Bielander
1945-1954	24. 4. 1945	Leo Stoffel
1954-1962	5. 6. 1954	Anton Imsand
1962-1965	17. 5. 1962	Ludwig Zurbriggen
1965-1969	22. 3. 1965	Werner Perrig
1969-1973	17. 3. 1969	Odilo Guntern
1973-1977	20. 3. 1973	Peter Pfammatter

⁷⁵ An Stelle des zurückgetretenen Amtsinhabers wird am 4. 7. 1904 Franz von Riedmatten provisorisch zum Schreiber für die ausserordentliche Juli-Session 1904 ernannt.

⁷⁶ An Stelle des verstorbenen Amtsinhabers wird am 12. 5. 1913 Joseph Roth provisorisch zum Schreiber ernannt.

Canton du Valais
Kanton Wallis

Pouvoir exécutif
Vollziehende Behörde

Conseil d'Etat
Staatsrat

Chanceliers d'Etat - Staatskanzler
Préfets - Regierungsstatthalter

Conseil d'Etat

Introduction

Nombre des membres

Le pouvoir exécutif est exercé dans le canton par un Conseil d'Etat. La constitution de 1848 fixe à sept le nombre de ses membres, qui doivent être choisis de la manière suivante : deux dans les districts du Haut (Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche), deux dans les districts du Centre (Sierre, Sion, Hérens, Conthey) et trois dans les districts du Bas-Valais (Entremont, Martigny, Saint-Maurice, Monthey)⁷⁷. La constitution de 1852 ramène à cinq le nombre des membres du gouvernement : deux doivent représenter le Haut, un le Centre et deux le Bas-Valais⁷⁸ ; les districts composant ces trois entités géographiques demeurent les mêmes qu'en 1848, à l'exception de Sierre qui est détaché du Centre pour être annexé à la circonscription du Haut-Valais. La législation ultérieure maintient cette répartition⁷⁹ jusqu'en 1920, lors de la révision partielle de la constitution, qui met en place le système actuel : un conseiller d'Etat est « choisi parmi les électeurs des districts de Conches, Brigue, Viège, Rarogne et Loèche ; un parmi les électeurs des districts de Sierre, Sion, Hérens et Conthey ; un parmi les électeurs des districts de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey. Les deux autres sont choisis sur l'ensemble de tous les électeurs du canton. Toutefois, il ne pourra y avoir plus d'un conseiller d'Etat nommé parmi les électeurs du même district »⁸⁰.

Mode d'élection

Les constitutions de 1848 à 1907 confirment le mode antérieur de nomination des membres du Conseil d'Etat par le Grand Conseil. Celles de 1848 et de 1852 stipulent, en outre, que le choix peut se porter sur « des membres du Parlement ou en dehors de celui-ci » (autrement dit sur tous les citoyens électeurs). Cette précision inutile n'est pas retenue par les constitutions de 1875 et de 1907⁸¹.

⁷⁷ Constitution du 10 janvier 1848, art. 34.

⁷⁸ Constitution du 23 décembre 1852, art. 32.

⁷⁹ Constitution du 26 novembre 1875, art. 42. — Constitution du 8 mars 1907, art. 52.

⁸⁰ Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, art. 3 (révision de l'art. 52).

⁸¹ Constitution du 10 janvier 1848, art. 29. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 28. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 33. — Constitution du 8 mars 1907, art. 43.

Le système, toujours en vigueur, de l'élection directe par le peuple, et à la majorité absolue des suffrages, remonte à la révision partielle de la constitution en novembre 1920 ; les lois électorales ultérieures le confirment ⁸².

Durée du mandat

Le Conseil d'Etat exerce ses fonctions d'abord durant cinq ans, en vertu de la constitution de 1848 ⁸³, puis durant quatre ans, dès l'application de la constitution de 1852 ⁸⁴.

Date de l'élection

L'assemblée populaire du 2 décembre 1847 à Sion déclare le Conseil d'Etat en place dissous et nomme pour lui succéder un gouvernement provisoire composé de sept membres et de trois suppléants. Puis le 11 janvier 1848 déjà, le Grand Conseil, conformément aux attributions que lui confère la constitution qu'il vient de se donner le 10, nomme — avant ratification de celle-ci par le peuple — le nouveau Conseil d'Etat. Ensuite, la loi électorale de 1851 fixe la nomination du Conseil d'Etat à la « première session de chaque législature » ⁸⁵. La constitution de 1875 et celle de 1907 précisent que cette première session est la session ordinaire, soit celle de mai ⁸⁶. Ainsi, à l'exception de janvier 1853, les membres du gouvernement ont toujours été nommés en mai jusqu'en 1917. Ils sont enfin, dès 1921, élus en mars en même temps que les députés au Grand Conseil ⁸⁷.

Entrée en fonctions

En janvier 1848 le Grand Conseil choisit les membres du Conseil d'Etat parmi ceux du gouvernement provisoire, hormis Clemenz Wellig qui est nouveau. C'est donc sans transition que le Conseil d'Etat prend possession de sa charge immédiatement après son élection. En revanche, pour la période législative suivante, un décret fixe son entrée en fonctions au 1^{er} février 1853 ⁸⁸, et, l'expiration de son mandat, au dernier jour de la session de mai 1857 ⁸⁹.

⁸² Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, art. 3 (révision de l'art. 52). — Loi du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations, art. 121. — Loi du 17 mai 1972 sur les élections et les votations, art. 114.

⁸³ Constitution du 10 janvier 1848, art. 61.

⁸⁴ Constitution du 23 décembre 1852, art. 60. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 70. — Constitution du 8 mars 1907, art. 85.

⁸⁵ Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 63. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 77, alinéa 4.

⁸⁶ Constitution du 26 novembre 1875, art. 28 (qui fixe la première session ordinaire en mai) et 33. — Constitution du 8 mars 1907, art. 38 b (qui fixe la première session en mai) et 43.

⁸⁷ Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, art. 3 (révision de l'art. 52).

⁸⁸ Décret transitoire du 23 décembre 1852 sur la mise en vigueur de la constitution, art. 6.

⁸⁹ *Ibidem*, art. 7.

Sans autre base légale, le Conseil d'Etat a dès lors maintenu son entrée en fonctions après le dernier jour de la session de mai de chaque période législative. Selon les protocoles des séances du Conseil d'Etat, celle-ci se situe jusqu'en 1917, sans date fixe, au plus tôt un 22 mai et au plus tard un 10 juin. C'est enfin la révision partielle de la constitution de 1920 qui fixe son entrée en fonctions au 1^{er} mai de chaque nouvelle législature ⁹⁰.

Président et vice-président

Le président et le vice-président du Conseil d'Etat, soumis à réélection chaque année, sont nommés, de 1848 à 1920, par le Grand Conseil. Les constitutions successives précisent, pour le président seulement, qu'il n'est pas immédiatement rééligible. La constitution de 1907 toutefois n'en dit mot ⁹¹. Ce n'est qu'à partir de la révision partielle de la constitution de 1920 que le Conseil d'Etat nomme lui-même son président — qui n'est pas immédiatement rééligible —, et son vice-président ⁹².

En consultant les listes, on peut remarquer qu'il s'instaure, au sein du Conseil d'Etat, dès 1871, une rotation selon laquelle les membres deviennent tour à tour vice-président puis président du gouvernement. On constate par contre qu'avant cette date le Grand Conseil a très souvent renouvelé sa confiance aux mêmes conseillers d'Etat pour ces deux sièges. C'est ainsi que, de 1848 à 1870, Alexis Allet, Franz Kaspar Zen-Ruffinen, Maurice Barman et Antoine de Riedmatten ont presque à eux seuls occupé les sièges de président et de vice-président du Conseil d'Etat. Allet a eu sept fois la charge de président et huit fois celle de vice-président ; Zen-Ruffinen, trois fois celle de président et cinq fois celle de vice-président ; Barman, trois fois celle de président et deux fois celle de vice-président ; de Riedmatten, deux fois celle de président et trois fois celle de vice-président.

Répartition des charges

Dans la règle, le Conseil d'Etat répartit lui-même les charges entre ses membres au début de chaque législature. Pour l'expédition des affaires, il organise les départements dont le nombre et les attributions sont fixés par un règlement approuvé par le Grand Conseil ⁹³.

⁹⁰ Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, art. 3 (révision de l'art. 52) et 9.

⁹¹ Constitution du 10 janvier 1848, art. 29 et 61. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 28 et 60. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 34 chiffre 8 (qui fixe pour la première fois la nomination à chaque session de mai) et art. 70. — Constitution du 8 mars 1907, art. 44 chiffre 8 et art. 85.

⁹² Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, art. 3 (révision de l'art. 52).

⁹³ Constitution du 10 janvier 1848, art. 41. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 38. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 48. — Règlement sur l'organisation et l'administration du Conseil d'Etat, de la chancellerie et des départements, du 11 novembre 1892, art. 2 et 38. — Constitution du 8 mars 1907, art. 58.

Chancelier d'Etat

A la tête de la chancellerie, le Conseil d'Etat nomme un secrétaire d'Etat ⁹⁴ (titre de l'ancien régime), puis, dès 1893, un chancelier d'Etat ⁹⁵.

Préfets et préfets-substitués

Le gouvernement provisoire mis en place le 2 décembre 1847 publie son premier arrêté le 4 pour remplacer les présidents de dizain par des représentants du gouvernement. Dans la constitution de 1848 ceux-ci prennent le nom de préfet de district et ont un substitut ; ils sont à la nomination du Conseil d'Etat ⁹⁶. La loi électorale de 1851 prescrit leur nomination tous les deux ans et en tout cas au début de chaque nouvelle période législative ⁹⁷. Mais, à partir de 1861 déjà, à moins d'une vacance survenue en cours de période, le Conseil d'Etat introduit le principe de leur nomination ou confirmation tous les quatre ans au début de chaque nouvelle période législative.

Etablissement des listes

Les listes du pouvoir exécutif ont pu être dressées au moyen des sources suivantes : protocoles originaux des séances du Grand Conseil et des séances du Conseil d'Etat, qui sont conservés aux Archives de l'Etat du Valais ; *Bulletin officiel* et *Recueil des lois*.

Les nominations du chancelier d'Etat, des préfets et des préfets-substitués figurent au nombre des attributions du Conseil d'Etat et sont toutes consignées dans les protocoles de ses séances ⁹⁸.

La liste des conseillers d'Etat est présentée dans l'ordre chronologique avec :

- les dates extrêmes de chaque législature et, entre parenthèses, la date de l'élection ;
- les noms des élus par ordre alphabétique avec, en italique, les départements dont ils ont la responsabilité ;

⁹⁴ Règlement du 29 août 1857 pour la chancellerie et les bureaux du Conseil d'Etat, art. 1 et 12.

⁹⁵ Règlement sur l'organisation et l'administration du Conseil d'Etat, de la chancellerie et des départements, du 11 novembre 1892, art. 53 et ss.

⁹⁶ Arrêté du 4 décembre 1847 remplaçant les présidents du dizain par des représentants du gouvernement. — Constitution du 10 janvier 1848, art. 15 et 36. L'art. 15 dispose que « le canton est divisé en dixains soit districts ». — Loi du 24 mai 1850 sur les attributions des préfets, art. 1^{er}. — Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 13 et 14. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 44 et 45. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 33 chiffre 7 et art. 34. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 49. — Constitution du 8 mars 1907, art. 59.

⁹⁷ Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 15. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 46.

⁹⁸ Voir en outre la bibliographie générale.

- l'indication datée des changements survenus au cours de la période (démissions, décès, remplacements, élections complémentaires).

En complément figurent les listes des chefs de départements et celles des présidents et des vice-présidents du Conseil d'Etat, des secrétaires, puis chanceliers d'Etat, enfin des préfets et des sous-préfets de chaque district, avec les dates extrêmes de leurs fonctions suivies de la date de l'élection ou de la nomination.

Si des explications supplémentaires doivent être fournies, elles paraissent en note en bas de page.

Staatsrat

Einleitung

Zahl der Mitglieder

Die Vollziehungs- und Verwaltungsgewalt wird im Kanton vom Staatsrat ausgeübt. Die Verfassung von 1848 setzte die Zahl seiner Mitglieder auf sieben fest; diese mussten wie folgt gewählt werden: Zwei in den Bezirken des Oberwallis (Goms, Brig, Visp, Raron, Leuk), zwei in den Bezirken des Mittelwallis (Siders, Sitten, Ering, Gundis) und drei in den Bezirken des Unterwallis (Entremont, Martinach, St. Moritz, Monthey)⁹⁹. Die Verfassung von 1852 verminderte die Zahl der Regierungsmitglieder auf fünf: Zwei mussten das Oberwallis, einer das Mittelwallis und zwei das Unterwallis vertreten¹⁰⁰. Mit Ausnahme von Siders, das neu dem Oberwallis zugeschlagen wurde, blieben die Bezirke, welche diese drei geographischen Einheiten bildeten, dieselben wie 1848. Die spätere Gesetzgebung hielt bis 1920 an dieser Aufteilung fest¹⁰¹; die damalige Teilrevision der Verfassung brachte das gegenwärtige System: Ein Staatsrat «wird aus den Wählern des Kantons- teiles ernannt, welcher die gegenwärtigen Bezirke Goms, Brig, Visp, Raron und Leuk umfasst; einer aus jenen der Bezirke Siders, Sitten, Ering und Gundis, und einer aus denjenigen der Bezirke Martinach, Entremont, St. Moritz und Monthey. Die zwei anderen werden aus den sämtlichen Wählern des Kantons ernannt. Jedoch darf nicht mehr als ein Staatsrat aus den Wählern des nämlichen Bezirkes ernannt werden»¹⁰².

Wahlmodus

Die Verfassungen von 1848 und 1907 bestätigten den früheren Modus für die Ernennung der Staatsräte durch den Grossen Rat. 1848 und 1852 wurde zudem festgehalten, dass sich die Wahl sowohl auf Parlamentsmitglieder als auch auf andere erstrecken konnte, also auf alle Wähler. Diese

⁹⁹ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 34.

¹⁰⁰ Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 32.

¹⁰¹ Verfassung vom 26. November 1875, Art. 42. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 52.

¹⁰² Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Art. 3 (Revision des Art. 52).

unnötige Präzisierung wurde in den Verfassungen von 1875 und 1907 fallen gelassen ¹⁰³.

Der gegenwärtig geltende direkte Wahlmodus durch das Volk nach Mehrheitssystem geht auf die teilweise Verfassungsrevision von November 1920 zurück. Die späteren Wahlgesetze bestätigten jeweils diesen Wahlmodus ¹⁰⁴.

Amtsdauer

Aufgrund der Verfassung von 1848 ¹⁰⁵ war die Amtsdauer des Staatsrates auf fünf Jahre festgesetzt; seit Inkrafttreten der Verfassung von 1852 ist sie auf vier Jahre beschränkt ¹⁰⁶.

Wahldatum

Die Volksversammlung vom 2. Dezember 1847 in Sitten löste den regierenden Staatsrat auf und ernannte an dessen Stelle eine provisorische Regierung bestehend aus sieben Mitgliedern und drei Suppleanten. Doch schon am 11. Januar 1848 ernannte der Grosse Rat gestützt auf die Vollmachten, die er sich eben erst am 10. in der Verfassung gegeben hatte, noch vor der Ratifizierung derselben durch das Volk, einen neuen Staatsrat. Das Wahlgesetz von 1851 setzte dann die Ernennung des Staatsrates auf die erste Session jeder Legislatur fest ¹⁰⁷. Die Verfassungen von 1875 und 1907 bestimmten, dass es sich bei dieser ersten Session um die ordentliche Session, also die Maisession, handle ¹⁰⁸. Demzufolge wurden die Mitglieder der Regierung bis 1917 immer im Mai ernannt, ausser im Jahre 1853, wo die Wahl im Januar stattfand. Von 1921 an werden sie gleichzeitig mit den Grossräten im März gewählt ¹⁰⁹.

Amtsantritt

Im Januar 1848 wählte der Grosse Rat die Staatsräte aus den Mitgliedern der provisorischen Regierung, einzig Klemenz Wellig war neu. So

¹⁰³ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 29. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 28. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 33. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 43.

¹⁰⁴ Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Art. 3 (Revision des Art. 52). — Gesetz vom 1. Juli 1938 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 121. — Gesetz vom 17. Mai 1972 über die Wahlen und Abstimmungen, Art. 114.

¹⁰⁵ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 61.

¹⁰⁶ Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 60. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 70. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 85.

¹⁰⁷ Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 63. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 77 Alinea 4.

¹⁰⁸ Verfassung vom 26. November 1875, Art. 28 (der die erste ordentliche Session im Mai festsetzt) und 33. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 38 b (der die erste Session im Mai festsetzt) und 43.

¹⁰⁹ Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Art. 3 (Revision des Art. 52).

konnten sie sofort nach der Wahl von ihrem Amt Besitz ergreifen. Für die folgende Amtsperiode setzte ein Dekret den Amtsantritt auf den 1. Februar 1853 fest ¹¹⁰; mit dem letzten Tag der Maisession 1857 gingen ihre Amtsbefugnisse zu Ende ¹¹¹. Von da an hat der Staatsrat ohne irgendwelche andere gesetzliche Grundlage am Amtsantritt nach dem letzten Tag der Maisession jeder Legislaturperiode festgehalten. Gemäss den Staatsratsprotokollen erfolgte der Amtsantritt bis 1917 an irgendeinem Tag zwischen dem 22. Mai und dem 10. Juni. Erst die teilweise Verfassungsrevision von 1920 setzt den Amtsantritt auf den 1. Mai jeder neuen Legislatur fest ¹¹².

Präsident und Vizepräsident

Der Präsident und der Vizepräsident des Staatsrates, die jedes Jahr neu gewählt werden müssen, wurden von 1848 bis 1920 durch den Grossen Rat ernannt. Die verschiedenen Verfassungen bestimmen einzig bezüglich des Präsidenten, dass er nicht unmittelbar wieder wählbar sei. In der Verfassung von 1907 ist davon allerdings nicht die Rede ¹¹³. Erst seit Inkrafttreten der teilweisen Verfassungsrevision von 1920 ernennt der Staatsrat einen Präsidenten, der nicht unmittelbar wieder wählbar ist, und seinen Vizepräsidenten selbst ¹¹⁴.

Ein Blick auf die Listen zeigt, dass sich seit 1871 im Staatsrat ein Turnus eingespielt hat: Die Staatsräte werden der Reihe nach Vizepräsident und im folgenden Jahr Präsident der Regierung. Man stellt aber auch fest, dass der Grosse Rat vor diesem Datum sehr oft den gleichen Staatsräten sein Vertrauen für diese beiden Ämter erneuerte. So haben beispielsweise zwischen 1848 und 1870 die Staatsräte Alexis Allet, Franz Kaspar Zen-Ruffinen, Maurice Barman und Antoine de Riedmatten die Präsidenten- und Vizepräsidentensessel fast ausschliesslich unter sich ausgemacht. Allet war siebenmal Präsident und achtmal Vizepräsident; Zen-Ruffinen dreimal Präsident und fünfmal Vizepräsident; Barman dreimal Präsident und zweimal Vizepräsident; de Riedmatten zweimal Präsident und dreimal Vizepräsident.

Verteilung der Geschäfte

In der Regel verteilt der Staatsrat die Erledigung der Geschäfte zu Beginn jeder Legislatur unter seine Mitglieder. Zur Erledigung der Geschäfte

¹¹⁰ Übergangsdekret über die Inkraftsetzung der Verfassung vom 23. Dezember 1852, Art. 6.

¹¹¹ *Ibidem*, Art. 7.

¹¹² Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Art. 3 (Revision des Art. 52) und 9.

¹¹³ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 29 und 61. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 28 und 60. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 34 Ziffer 8 (der erstmals jede Maisession als Wahldatum festlegt) und Art. 70. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 44 Ziffer 8 und Art. 85.

¹¹⁴ Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Art. 3 (Revision des Art. 52).

richtet er Departemente ein; deren Zahl und Obliegenheiten sind durch ein vom Grossen Rat genehmigtes Reglement festgelegt ¹¹⁵.

Staatskanzler

Der Staatsrat ernennt als Haupt der Kanzlei einen Staatsschreiber ¹¹⁶, der von 1893 an den Titel Staatskanzler führt ¹¹⁷.

Regierungsstatthalter und Regierungsstatthalter-Stellvertreter

Die am 2. Dezember 1847 eingesetzte provisorische Regierung veröffentlichte am 4. ihren ersten Beschluss, womit sie in den Bezirken die «Zehnen-Präsidenten» durch Vertreter der Regierung ersetzte. Die Verfassung von 1848 nennt sie Regierungsstatthalter, und sie haben einen Stellvertreter; beide werden durch den Staatsrat ernannt ¹¹⁸. Das Wahlgesetz von 1851 schrieb vor, dass sie alle zwei Jahre, zum mindesten aber zu Beginn jeder neuen Legislaturperiode ernannt werden mussten ¹¹⁹. Doch schon von 1861 an hält sich der Staatsrat an den Grundsatz, sie alle vier Jahre zu Beginn jeder neuen Legislaturperiode zu ernennen oder zu bestätigen, es sei denn, es wäre während der Legislatur eine Vakanz eingetreten.

Erstellung der Listen

Die Listen der vollziehenden Behörde konnten aufgrund folgender Quellen erstellt werden: Originalprotokolle der Sitzungen des Grossen Rates und des Staatsrates (aufbewahrt im Walliser Staatsarchiv); *Amtsblatt, Sammlung der Gesetze, Dekrete und Beschlüsse des Kantons Wallis*.

Der Staatskanzler, die Regierungsstatthalter und die Regierungsstatthalter-Stellvertreter werden durch den Staatsrat ernannt. Alle diesbezüglichen Beschlüsse befinden sich in dessen Sitzungsprotokollen ¹²⁰.

¹¹⁵ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 41. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 38. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 48. — Reglement über Organisation und Verwaltung des Staatsrates, der Staatskanzlei und der Departemente vom 11. November 1892, Art. 2 und 38. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 58.

¹¹⁶ Reglement vom 29. August 1857 für die Staatskanzlei und die Bureau's des Staatsrates, Art. 1 und 12.

¹¹⁷ Reglement über Organisation und Verwaltung des Staatsrates, der Staatskanzlei und der Departemente vom 11. November 1892, Art. 53 und Folgende.

¹¹⁸ Beschluss vom 4. Dezember 1847, zur Ersetzung der Zehnen-Präsidenten durch Regierungs-Statthalter. — Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 15 und 36. Der Artikel 15 bestimmt: «der Kanton ist in Zehnen oder Bezirke eingeteilt». — Gesetz vom 24. Mai 1850 über die Amtsbefugnisse der Regierungsstatthalter, Art. 1. — Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 13 und 14. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 44 und 45. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 33 Ziffer 7 und Art. 34. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 49. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 59.

¹¹⁹ Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 15. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 46.

¹²⁰ Siehe ausserdem die allgemeine Bibliographie.

Die Liste der Staatsräte ist chronologisch aufgebaut und enthält:

- Anfangs- und Schlussdaten jeder Legislaturperiode und in Klammern das Wahldatum;
- die Namen der Gewählten in alphabetischer Reihenfolge, sowie kursiv die Departemente, für welche jeder einzelne zuständig war;
- die datierte Angabe über Änderungen im Laufe einer Amtsperiode (Rücktritte, Todesfälle, Ersatzwahlen usw.).

Ergänzend folgen die Listen der Departementsvorsteher, der Präsidenten und Vizepräsidenten des Staatsrates, der Staatsschreiber, später Staatskanzler, und schliesslich der Regierungsstatthalter und der Regierungsstatthalter-Stellvertreter jedes Bezirkes mit Anfangs- und Schlussdaten ihrer Amtszeit, gefolgt vom Wahl- oder Ernennungsdatum.

Sind zusätzliche Erklärungen notwendig, geben wir sie in Fussnoten.

Les conseillers d'Etat Die Staatsräte

- 1848-1853 ¹²¹ (11. 1. 1848). Maurice Barman, *Ponts et Chaussées* du 29. 1. 1848 au 31. 5. 1850, élu conseiller national (démissionne une première fois le 22. 11. 1848), remplacé (décision du Grand Conseil 31. 5. 1850) par Maurice-Antoine Cretton, *Finances et Domaines* avec H. Pignat du 5. 6. 1850 au 19. 1. 1853 ; Maurice Claivaz, *Instruction publique* du 29. 1. 1848 au 19. 1. 1853, *Militaire* du 29. 1. 1848 au 20. 3. 1851, *Administration des communes et Police sanitaire* du 6. 6. 1851 au 19. 1. 1853 ; Hippolyte Pignat, *Finances* avec K. Wellig du 29. 1. 1848 au 5. 6. 1850, *Finances et Domaines* avec M.-A. Cretton du 5. 6. 1850 au 19. 1. 1853 ; François-Joseph Rey, *Justice et Police* du 29. 1. 1848 au 20. 3. 1851, *Militaire* du 20. 3. 1851 au 19. 1. 1853 ; Alexandre de Torrenté, *Intérieur* du 29. 1. 1848 au 19. 1. 1853, avec L. von Sepibus du 5. 6. 1850 au 20. 3. 1851, *Mines et Forêts* du 5. 6. 1850 au 19. 1. 1853, *Agriculture* du 6. 6. 1851 au 19. 1. 1853 ; Klemens Wellig, *Finances* avec H. Pignat du 29. 1. 1848 au 25. 5. 1850 (démissionne le 25. 5. 1850), remplacé (décision du Grand Conseil 27. 5. 1850) par Alexis Allet (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 4. 6. 1850) par Joseph Anton Clemenzenz, par Theodor von Stockalper, par Joseph Loretan (qui tous trois refusent successivement), enfin par Leopold von Sepibus, *Intérieur, Mines, Forêts et Contentieux de l'Intérieur* du 5. 6. 1850 au 20. 3. 1851, *Justice et Police* du 20. 3. 1851 au 19. 1. 1853 ; Franz Kaspar Zen-Ruffinen, *Section diplomatique et direction supérieure des Postes* du 29. 1. 1848 au 5. 6. 1850, *Ponts et Chaussées* du 5. 6. 1850 au 20. 3. 1851, *Contentieux de l'Intérieur* du 20. 3. 1851 au 6. 6. 1851, *Ponts et Chaussées et Contentieux de l'Intérieur* du 6. 6. 1851 au 19. 1. 1853.
- 1853-1857 (19. 1. 1853). Maurice Barman, *Ponts et Chaussées* ; Charles-Louis de Bons, *Instruction publique et Militaire* ; Joseph Rion, *Intérieur* ; Leopold von Sepibus, *Justice et Police* ; Franz Kaspar Zen-Ruffinen, *Finances* (démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 29. 11. 1855) par Alexis Allet, *Finances*.
- 1857-1861 (22. 5. 1857). Alexis Allet, *Finances et Administration des domaines nationaux* ; Charles-Louis de Bons, *Instruction publique et Militaire* ; Antoine Luder, *Ponts et Chaussées* ; Antoine de Riedmatten, *Intérieur* ; Leopold von Sepibus, *Justice et Police*.
- 1861-1865 (25. 5. 1861). Alexis Allet, *Finances, Chemins de fer et Instruction publique*, plus *Ponts et Chaussées* mais sans l'*Instruction publique* dès le 1. 12. 1863 ; Charles-Louis de Bons, *Militaire* ; Antoine Luder, *Ponts et Chaussées* (démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 23. 5. 1863) par Fidèle Joris (refuse), remplacé (décisions du Grand Conseil 23. 5. 1863 et 21. 11. 1863) par Antoine Ribordy, *Justice et Police* ; Antoine de Riedmatten, *Intérieur* ; Leopold von Sepibus, *Justice et Police*, puis, dès le 1. 12. 1863, *Instruction publique*.

¹²¹ Durant cette période, la répartition des départements est intervenue à quatre reprises : le 29. 1. 1848, le 5. 6. 1850, le 20. 3. 1851 et le 6. 6. 1851.

- 1865-1869 (18. 5. 1865). Alexis Allet, *Finances* ; Charles-Louis de Bons, *Militaire* ; Antoine Ribordy, *Justice et Police et Contentieux* ; Antoine de Riedmatten, *Intérieur et Instruction publique* ; Leopold von Sepibus, *Ponts et Chaussées, Mines et Forêts*.
- 1869-1873 (25. 5. 1869). Alexis Allet, *Finances et Chemins de fer* (démissionne le 30. 12. 1870), remplacé (décision du Grand Conseil 31. 12. 1870) par Ignaz Zen-Ruffinen (refuse le 4. 1. 1871) ; Charles-Louis de Bons, *Intérieur* ; Antoine Ribordy, *Militaire et Contentieux* avec L. von Sepibus ; Antoine de Riedmatten, *Instruction publique et Ponts et Chaussées* ; Leopold von Sepibus, *Justice et Police*, plus *Contentieux* avec A. Ribordy (qui tous quatre démissionnent le 2. 6. 1871). Renouvellement intégral (3. 6. 1871) : Louis Barman (refuse), remplacé le 3. 6. 1871 par Maurice Claivaz (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 13. 6. 1871) par Joseph Chappex, *Ponts et Chaussées* ; Henri Bioley, *Justice et Police, Contentieux de l'administration et Instruction publique* ; Joseph Anton Clemenz, *Intérieur plus la partie extérieure : heimatlosat*, († 15. 8. 1872), remplacé (décision du Grand Conseil 1. 10. 1872) par Alphons Walther, *Intérieur* ; Joseph Rion (refuse), remplacé par Charles de Rivaz (refuse d'abord puis accepte, décisions du Grand Conseil 12 et 13. 6. 1871), *Militaire*, plus *la partie non contentieuse de l'heimatlosat* ; Ignaz Zen-Ruffinen, *Finances*.
- 1873-1877 (28. 5. 1873). Henri Bioley, *Instruction publique*, plus, dès le 1. 3. 1876, *Justice et Police* ; Joseph Chappex, *Ponts et Chaussées* ; Charles de Rivaz, *Militaire et Justice et Police*, puis, dès le 1. 3. 1876, *Intérieur* ; Alphons Walther, *Intérieur*, puis, dès le 1. 3. 1876, *Finances* ; Ignaz Zen-Ruffinen, *Finances* (démissionne le 19. 11. 1875), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 2. 1876) par Leo Luzian Roten, *Militaire*.
- 1877-1881 (29. 5. 1877). Henri Bioley, *Justice et Police*, plus, jusqu'au 14. 6. 1878, *Instruction publique* ; Joseph Chappex, *Ponts et Chaussées* ; Charles de Rivaz, *Intérieur* ; Leo Luzian Roten, *Militaire*, plus, dès le 14. 6. 1878, *Instruction publique* ; Alphons Walther, *Finances*.
- 1881-1885 (19. 5. 1881). Henri Bioley, *Intérieur* (démissionne le 30. 5. 1883), remplacé (décision du Grand Conseil 31. 5. 1883) par Maurice Macognin de la Pierre, *Intérieur* ; Joseph Chappex, *Ponts et Chaussées* ; Leo Luzian Roten, *Instruction publique et Militaire* ; Henri de Torrenté, *Justice et Police* ; Alphons Walther, *Finances*.
- 1885-1889 (20. 5. 1885). Joseph Chappex, *Ponts et Chaussées* ; Maurice Macognin de la Pierre, *Intérieur* ; Leo Luzian Roten, *Instruction publique et Militaire* ; Henri de Torrenté, *Justice et Police* ; Alphons Walther, *Finances*.
- 1889-1893 (24. 5. 1889). Joseph Chappex, *Ponts et Chaussées* ; Maurice Macognin de la Pierre, *Intérieur* ; Leo Luzian Roten, *Instruction publique et Militaire* ; Henri de Torrenté, *Justice et Police* ; Alphons Walther, *Finances*.
- 1893-1897 (19. 5. 1893). Jean-Marie de Chastonay, *Intérieur* ; Jules Ducrey, *Militaire et Justice et Police* ; Maurice Macognin de la Pierre, *Travaux publics* ; Leo Luzian Roten, *Instruction publique* ; Henri de Torrenté, *Finances*.

- 1897-1901 (21. 5. 1897). Achille Chappaz, *Instruction publique* ; Jules Ducrey, *Militaire et Justice et Police* ; Johann Baptist Graven, *Intérieur* ; Charles de Preux (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 10. 1897) par Julius Zen-Ruffinen, *Travaux publics* ; Henri de Torrenté, *Finances*, plus, jusqu'au 28. 10. 1897, *Travaux publics*.
- 1901-1905 (23. 5. 1901). Achille Chappaz, *Instruction publique* († 5. 10. 1902), remplacé (décision du Grand Conseil 20. 11. 1902) par Laurent Rey, *Instruction publique* (démissionne le 4. 7. 1904), remplacé (décision du Grand Conseil 5. 7. 1904) par Henri Bioley, *Instruction publique* ; Jules Ducrey, *Militaire et Justice et Police* ; Charles de Preux, *Intérieur*, plus, du 28. 6. 1902 au 22. 11. 1902, *Instruction publique* ; Henri de Torrenté, *Finances* ; Julius Zen-Ruffinen, *Travaux publics*.
- 1905-1909 (19. 5. 1905). Henri Bioley, *Intérieur* ; Joseph Burgener, *Instruction publique et Militaire* ; Arthur Couchepin, *Contentieux et Justice et Police* ; Charles de Preux, *Travaux publics et Améliorations du sol* (démissionne le 20. 5. 1906), remplacé (décision du Grand Conseil 26. 5. 1906) par Raphael von Werra, *Finances* ; Henri de Torrenté, *Finances* (nommé directeur de la Caisse Hypothécaire et d'Epargne, démissionne le 21. 11. 1905), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 11. 1905) par Joseph Kuntschen, *Finances*, puis, dès le 9. 7. 1906, *Travaux publics et Forêts*.
- 1909-1913 (13. 5. 1909). Henri Bioley, *Intérieur* ; Joseph Burgener, *Instruction publique et Militaire* ; Arthur Couchepin, *Justice et Police* ; Joseph Kuntschen, *Travaux publics* ; Raphael von Werra, *Finances* († 17. 2. 1910), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 2. 1910) par Hermann Seiler, *Finances*.
- 1913-1917 (20. 5. 1913). Joseph Burgener, *Instruction publique et Militaire* ; Arthur Couchepin, *Justice et Police* (élu juge au Tribunal fédéral le 28. 9. 1916, démissionne le 9. 11. 1916), remplacé (décision du Grand Conseil 21. 11. 1916) par Edmond Delacoste, *Justice et Police* ; Joseph Kuntschen, *Travaux publics* ; Hermann Seiler, *Finances* ; Maurice Troillet, *Intérieur*.
- 1917-1921 (22. 5. 1917). Joseph Burgener, *Instruction publique et Militaire* ; Edmond Delacoste, *Travaux publics* ; Joseph Kuntschen, *Forêts et Justice et Police* ; Hermann Seiler, *Finances* (démissionne le 10. 5. 1920), remplacé (décision du Grand Conseil 19. 5. 1920) par Joseph de Chastonay, *Finances* ; Maurice Troillet, *Intérieur*.
- 1921-1925 (6. 3. 1921). Joseph Burgener, *Instruction publique et Militaire* ; Joseph de Chastonay, *Finances* ; Edmond Delacoste, *Travaux publics* ; Joseph Kuntschen, *Forêts et Justice et Police* ; Maurice Troillet, *Intérieur*.
- 1925-1929 (1. 3. 1925). Paul de Cocatrix (élu au deuxième tour le 8. 3. 1925), *Finances*, puis, dès le 31. 12. 1927, *Travaux publics* ; Edmond Delacoste (élu au deuxième tour le 8. 3. 1925), *Travaux publics et Forêts* († 5. 11. 1927), remplacé (élection complémentaire du 18. 12. 1927) par Raymund Loretan, *Finances* ; Joseph Kuntschen, *Justice et Police et Registre foncier* († 16. 4. 1928), remplacé (élection complémentaire du 10. 6. 1928) par Cyrille Pitteloud, *Justice et Police* ;

- Maurice Troillet, *Intérieur, Chasse et Pêche*, plus, dès le 31. 12. 1927, *Forêts* ; Oskar Walpen, *Instruction publique et Militaire*.
- 1929-1933 (3. 3. 1929). Paul de Cocatrix, *Travaux publics* ; Raymund Loretan, *Finances* ; Cyrille Pitteloud, *Justice et Police* ; Maurice Troillet, *Intérieur et Forêts* ; Oskar Walpen, *Instruction publique et Militaire* († 30. 9. 1931), remplacé (élection complémentaire du 29. 11. 1931) par Joseph Escher, *Instruction publique et Militaire*.
- 1933-1937 (5. 3. 1933). Paul de Cocatrix, *Travaux publics* ; Joseph Escher, *Finances et Militaire* ; Raymund Loretan, *Instruction publique et Forêts* ; Cyrille Pitteloud, *Justice et Police* ; Maurice Troillet, *Intérieur*.
- 1937-1941 (7. 3. 1937). Karl Anthamatten (élu au deuxième tour le 14. 3. 1937), *Travaux publics* ; Oscar de Chastonay, *Finances et Registre foncier* ; Albano Fama, *Militaire, Police, Forêts et Hygiène publique* ; Cyrille Pitteloud, *Justice et Instruction publique* ; Maurice Troillet, *Intérieur*.
- 1941-1945 (2. 3. 1941). Karl Anthamatten, *Travaux publics* ; Oscar de Chastonay, *Finances* (nommé directeur de la Banque Cantonale le 31. 12. 1941, démissionne avec effet au 31. 5. 1942), remplacé (élection complémentaire du 27. 9. 1942) par Jean Coquoz, *Finances* ; Albano Fama, *Militaire, Police, Forêts et Hygiène publique* ; Cyrille Pitteloud, *Justice et Instruction publique* ; Maurice Troillet, *Intérieur*.
- 1945-1949 (4. 3. 1945). Karl Anthamatten, *Travaux publics* ; Jean Coquoz, *Police, Militaire et Œuvres sociales* († 26. 7. 1948), remplacé (élection complémentaire du 3. 10. 1948) par Oskar Schnyder, *Police, Militaire et Œuvres sociales* ; Marcel Gard (élu au deuxième tour le 8. 4. 1945), *Finances* ; Cyrille Pitteloud, *Justice et Instruction publique* ; Maurice Troillet, *Intérieur, Agriculture, Commerce et Industrie*.
- 1949-1953 (6. 3. 1949). Karl Anthamatten, *Travaux publics* ; Marcel Gard, *Finances* ; Cyrille Pitteloud, *Justice et Instruction publique* jusqu'au 5. 10. 1949, dès lors, *Instruction publique et Militaire* ; Oskar Schnyder, *Police, Militaire et Œuvres sociales*, puis, dès le 5. 10. 1949, *Justice et Police et Hygiène* ; Maurice Troillet, *Intérieur*.
- 1953-1957 (1. 3. 1953). Karl Anthamatten, *Travaux publics* ; Marcel Gard, *Finances* ; Marcel Gross, *Instruction publique et Militaire* ; Marius Lampert, *Intérieur et Agriculture* ; Oskar Schnyder, *Justice et Police et Hygiène*.
- 1957-1961 (3. 3. 1957). Karl Anthamatten, *Travaux publics* († 28. 11. 1957), remplacé (élection complémentaire du 19. 1. 1958) par Ernst von Roten, *Travaux publics* ; Marcel Gard, *Finances* ; Marcel Gross, *Instruction publique et Militaire* ; Marius Lampert, *Intérieur* ; Oskar Schnyder, *Justice et Police et Hygiène*.
- 1961-1965 (5. 3. 1961). Marcel Gard, *Finances* ; Marcel Gross, *Instruction publique et Militaire* ; Marius Lampert, *Intérieur* ; Ernst von Roten, *Travaux publics* ; Oskar Schnyder, *Justice et Police et Hygiène*.
- 1965-1969 (7. 3. 1965). Arthur Bender (élu au deuxième tour le 14. 3. 1965), *Justice et Police et Hygiène* ; Marcel Gross, *Instruction publique et Militaire* ; Marius

Lampert, *Intérieur* ; Wolfgang Loretan, *Finances* ; Ernst von Roten, *Travaux publics*.

1969-1973 (2. 3. 1969). Arthur Bender, *Justice et Police et Hygiène* ; Guy Genoud, *Intérieur* ; Wolfgang Loretan, *Finances et Militaire* ; Ernst von Roten, *Travaux publics* ; Antoine Zufferey, *Instruction publique*.

1973-1977 (4. 3. 1973, aucun candidat n'a atteint la majorité absolue au premier tour ; deuxième tour le 11. 3. 1973). Arthur Bender, *Justice et Police et Hygiène* ; Guy Genoud, *Intérieur* ; Wolfgang Loretan, *Finances et Militaire* ; Franz Steiner, *Travaux publics* ; Antoine Zufferey, *Instruction publique*.

Les chefs de Département Die Departementsvorsteher

Département de l'Intérieur/Departement des Innern

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Décision du CE</i> <i>Staatsratsbeschluss vom</i>	
1848-1853	29. 1. 1848	Alexandre de Torrenté, avec, du 5. 6. 1850 au 20. 3. 1851, Leopold von Sepibus
1853-1857	4. 2. 1853	Joseph Rion
1857-1869	6. 6. 1857	Antoine de Riedmatten
1869-1871	23. 6. 1869	Charles-Louis de Bons
1871-1872	14. 6. 1871	Joseph Anton Clemenz († 15. 8. 1872)
1872-1876	4. 10. 1872	Alphons Walther
1876-1881	1. 3. 1876	Charles de Rivaz
1881-1883	27. 5. 1881	Henri Bioley
1883-1893	7. 6. 1883	Maurice Macognin de la Pierre
1893-1897	24. 5. 1893	Jean-Marie de Chastonay
1897-1901	25. 5. 1897	Johann Baptist Graven
1901-1905	2. 7. 1901	Charles de Preux
1905-1913	27. 6. 1905	Henri Bioley
1913-1953	7. 6. 1913	Maurice Troillet
1953-1969	1. 5. 1953	Marius Lampert
1969-	3. 4. 1969	Guy Genoud

Département de l'Instruction publique/Erziehungsdepartement

1848-1853	29. 1. 1848	Maurice Claivaz
1853-1861	4. 2. 1853	Charles-Louis de Bons
1861-1863	12. 6. 1861	Alexis Allet
1863-1865	1. 12. 1863	Leopold von Sepibus
1865-1871	10. 6. 1865	Antoine de Riedmatten
1871-1878	14. 6. 1871	Henri Bioley
1878-1897	14. 6. 1878	Leo Luzian Roten
1897-1902	25. 5. 1897	Achille Chappaz
1902	28. 6. 1902	Charles de Preux
1902-1904	22. 11. 1902	Laurent Rey
1904-1905	6. 7. 1904	Henri Bioley
1905-1925	27. 6. 1905	Joseph Burgener
1925-1931	4. 5. 1925	Oskar Walpen († 30. 9. 1931)
1932-1933	1. 2. 1932	Joseph Escher
1933-1937	1. 4. 1933	Raymund Loretan
1937-1953	3. 5. 1937	Cyrille Pitteloud
1953-1969	1. 5. 1953	Marcel Gross
1969-1981	3. 4. 1969	Antoine Zufferey

Département des Finances/Finanzdepartement

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Décision du CE</i> <i>Staatsratsbeschluss vom</i>	
1848-1850	29. 1. 1848	Hippolyte Pignat avec Klemens Wellig
1850-1853	5. 6. 1850	Hippolyte Pignat avec Maurice-Antoine Cretton
1853-1855	4. 2. 1853	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1856-1870	4. 1. 1856	Alexis Allet
1871-1876	14. 6. 1871	Ignaz Zen-Ruffinen
1876-1893	1. 3. 1876	Alphons Walther
1893-1905	24. 5. 1893	Henri de Torrenté (démissionne le 21. 11. 1905)
1906	12. 1. 1906	Joseph Kuntschen
1906-1910	9. 7. 1906	Raphael von Werra († 17. 2. 1910)
1910-1920	9. 3. 1910	Hermann Seiler
1920-1925	1. 6. 1920	Joseph de Chastonay
1925-1927	4. 5. 1925	Paul de Cocatrix
1928-1933	31. 12. 1927	Raymund Loretan
1933-1937	1. 4. 1933	Joseph Escher
1937-1942	3. 5. 1937	Oscar de Chastonay
1942-1945	2. 10. 1942	Jean Coquoz
1945-1965	1. 5. 1945	Marcel Gard
1965-1977	5. 4. et 4. 5. 1965	Wolfgang Loretan

Département Militaire/Militärdepartement ¹²²

1848-1851	29. 1. 1848	Maurice Claivaz
1851-1853	20. 3. 1851	François-Joseph Rey
1853-1869	4. 2. 1853	Charles-Louis de Bons
1869-1871	23. 6. 1869	Antoine Ribordy
1871-1876	14. 6. 1871	Charles de Rivaz
1876-1893	1. 3. 1876	Leo Luzian Roten
1893-1905	24. 5. 1893	Jules Ducrey
1905-1925	27. 6. 1905	Joseph Burgener
1925-1931	4. 5. 1925	Oskar Walpen († 30. 9. 1931)
1932-1937	1. 2. 1932	Joseph Escher
1937-1945	3. 5. 1937	Albano Fama
1945-1948	1. 5. 1945	Jean Coquoz († 26. 7. 1948)
1948-1949	19. 11. 1948	Oskar Schnyder
1949-1953	5. 10. 1949	Cyrille Pitteloud
1953-1969	1. 5. 1953	Marcel Gross
1969-1977	3. 4. 1969	Wolfgang Loretan

¹²² Plus Police du 3. 5. 1937 au 5. 10. 1949.

Département de Justice et Police/Justiz und Polizeidepartement ¹²³

<i>En fonctions</i>	<i>Décision du CE</i>	
<i>Amtszeit</i>	<i>Staatsratsbeschluss vom</i>	
1848-1851	29. 1. 1848	François-Joseph Rey
1851-1863	20. 3. 1851	Leopold von Sepibus
1863-1869	1. 12. 1863	Antoine Ribordy
1869-1871	23. 6. 1869	Leopold von Sepibus
1871-1873	14. 6. 1871	Henri Bioley
1873-1876	10. 6. 1873	Charles de Rivaz
1876-1881	1. 3. 1876	Henri Bioley
1881-1893	27. 5. 1881	Henri de Torrenté
1893-1905	24. 5. 1893	Jules Ducrey
1905-1916	27. 6. 1905	Arthur Couchepin
1916-1917	28. 11. 1916	Edmond Delacoste
1917-1928	26. 5. 1917	Joseph Kuntschen († 16. 4. 1928)
1928-1949	19. 7. 1928	Cyrille Pitteloud
1949-1965	5. 10. 1949	Oskar Schnyder
1965-1978	5. 4. et 4. 5. 1965	Arthur Bender

Département des Ponts et Chaussées puis dès 1893 des Travaux publics/
Strassen- und Brückendepartement und seit 1893 Baudepartement

1848-1850	29. 1. 1848	Maurice Barman
1850-1853	5. 6. 1850	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1853-1857	4. 2. 1853	Maurice Barman
1857-1863	6. 6. 1857	Antoine Luder
1863-1865	1. 12. 1863	Alexis Allet
1865-1869	10. 6. 1865	Leopold von Sepibus
1869-1871	23. 6. 1869	Antoine de Riedmatten
1871-1893	14. 6. 1871	Joseph Chappex
1893-1897	24. 5. 1893	Maurice Macognin de la Pierre
1897	25. 5. 1897	Henri de Torrenté
1897-1905	30. 10. 1897	Julius Zen-Ruffinen
1905-1906	27. 6. 1905	Charles de Preux
1906-1917	9. 7. 1906	Joseph Kuntschen
1917-1927	26. 5. 1917	Edmond Delacoste († 5. 11. 1927)
1928-1937	31. 12. 1927	Paul de Cocatrix
1937-1957	3. 5. 1937	Karl Anthamatten († 28. 11. 1957)
1958-1973	24. 1. 1958	Ernst von Roten
1973-	19. 4. 1973	Franz Steiner

¹²³ Moins Police du 3. 5. 1937 au 5. 10. 1949, attribuée au chef du Département Militaire.

Les présidents du Conseil d'Etat
Die Präsidenten des Staatsrates

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1848-1849	11. 1. 1848	Maurice Barman
1849-1850	21. 5. 1849	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1850-1851	22. 5. 1850	Maurice Claivaz
1851-1852	20. 5. 1851	Alexandre de Torrenté
1852-1853	18. 5. 1852	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1853-1854	19. 1. 1853	Maurice Barman
1854-1855	16. 5. 1854	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1855-1856	22. 5. 1855	Charles-Louis de Bons
1856-1857	24. 5. 1856	Maurice Barman
1857-1858	22. 5. 1857	Alexis Allet
1858-1859	19. 5. 1858	Charles-Louis de Bons
1859-1860	17. 5. 1859	Alexis Allet
1860-1861	23. 5. 1860	Antoine de Riedmatten
1861-1862	25. 5. 1861	Alexis Allet
1862-1863	30. 5. 1862	Antoine Luder
1863-1864	23. 5. 1863	Alexis Allet
1864-1865	19. 5. 1864	Charles-Louis de Bons
1865-1866	18. 5. 1865	Alexis Allet
1866-1867	28. 5. 1866	Antoine Ribordy
1867-1868	23. 5. 1867	Alexis Allet
1868-1869	29. 5. 1868	Antoine de Riedmatten
1869-1870	25. 5. 1869	Alexis Allet
1870-1871	24. 5. 1870	Antoine Ribordy
1871-1872	3. 6. 1871	Ignaz Zen-Ruffinen
1872-1873	22. 5. 1872	Charles de Rivaz
1873-1874	28. 5. 1873	Henri Bioley
1874-1875	21. 5. 1874	Alphons Walther
1875-1876	29. 5. 1875	Joseph Chappex
1876-1877	20. 5. 1876	Charles de Rivaz
1877-1878	29. 5. 1877	Leo Luzian Roten
1878-1879	29. 5. 1878	Charles de Rivaz
1879-1880	29. 5. 1879	Alphons Walther
1880-1881	26. 5. 1880	Henri Bioley
1881-1882	19. 5. 1881	Leo Luzian Roten
1882-1883	17. 5. 1882	Joseph Chappex
1883-1884	23. 5. 1883	Henri de Torrenté
1884-1885	24. 5. 1884	Alphons Walther
1885-1886	20. 5. 1885	Maurice Macognin de la Pierre
1886-1887	18. 5. 1886	Leo Luzian Roten
1887-1888	21. 5. 1887	Joseph Chappex
1888-1889	26. 5. 1888	Henri de Torrenté
1889-1890	24. 5. 1889	Alphons Walther
1890-1891	23. 5. 1890	Maurice Macognin de la Pierre
1891-1892	22. 5. 1891	Leo Luzian Roten
1892-1893	20. 5. 1892	Joseph Chappex

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Elu le Gewählt am</i>	
1893-1894	19. 5. 1893	Henri de Torrenté
1894-1895	25. 5. 1894	Leo Luzian Roten
1895-1896	25. 5. 1895	Maurice Macognin de la Pierre
1896-1897	26. 5. 1896	Jean-Marie de Chastonay
1897-1898	21. 5. 1897	Jules Ducrey
1898-1899	24. 5. 1898	Henri de Torrenté
1899-1900	25. 5. 1899	Johann Baptist Graven
1900-1901	29. 5. 1900	Achille Chappaz
1901-1902	23. 5. 1901	Julius Zen-Ruffinen
1902-1903	22. 5. 1902	Jules Ducrey
1903-1904	28. 5. 1903	Henri de Torrenté
1904-1905	24. 5. 1904	Charles de Preux
1905-1906	19. 5. 1905	Henri Bioley
1906-1907	26. 5. 1906	Joseph Burgener
1907-1908	24. 5. 1907	Arthur Couchepin
1908-1909	22. 5. 1908	Joseph Kuntschen
1909-1910	13. 5. 1909	Raphael von Werra
1910-1911	13. 5. 1910	Henri Bioley
1911-1912	18. 5. 1911	Joseph Burgener
1912-1913	21. 5. 1912	Arthur Couchepin
1913-1914	20. 5. 1913	Joseph Kuntschen
1914-1915	19. 5. 1914	Hermann Seiler
1915-1916	14. 5. 1915	Maurice Troillet
1916-1917	12. 5. 1916	Joseph Burgener
1917-1918	22. 5. 1917	Joseph Kuntschen
1918-1919	16. 5. 1918	Hermann Seiler
1919-1920	20. 5. 1919	Edmond Delacoste
1920-1921	19. 5. 1920	Maurice Troillet
1921-1922	30. 4. 1921	Joseph Burgener
1922-1923	28. 4. 1922	Joseph Kuntschen
1923-1924	27. 4. 1923	Joseph de Chastonay
1924-1925	29. 4. 1924	Edmond Delacoste
1925-1926	1. 5. 1925	Maurice Troillet
1926-1927	30. 4. 1926	Joseph Kuntschen
1927-1928	29. 4. 1927	Oskar Walpen
1928-1929	28. 4. 1928	Paul de Cocatrix
1929-1930	30. 4. 1929	Maurice Troillet
1930-1931	30. 4. 1930	Raymund Loretan
1931-1932	29. 4. 1931	Cyrille Pitteloud
1932-1933	6. 5. 1932	Paul de Cocatrix
1933-1934	1. 4. 1933	Maurice Troillet
1934-1935	1. 5. 1934	Joseph Escher
1935-1936	29. 4. 1935	Raymund Loretan
1936-1937	29. 4. 1936	Cyrille Pitteloud
1937-1938	3. 5. 1937	Maurice Troillet
1938-1939	29. 4. 1938	Albano Fama
1939-1940	28. 4. 1939	Oscar de Chastonay
1940-1941	29. 4. 1940	Karl Anthamatten
1941-1942	29. 4. 1941	Cyrille Pitteloud
1942-1943	2. 5. 1942	Maurice Troillet

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1943-1944	29. 4. 1943	Albano Fama
1944-1945	28. 4. 1944	Karl Anthamatten
1945-1946	1. 5. 1945	Cyrille Pitteloud
1946-1947	30. 4. 1946	Jean Coquoz
1947-1948	30. 4. 1947	Maurice Troillet
1948-1949	1. 5. 1948	Karl Anthamatten
1949-1950	30. 4. 1949	Marcel Gard
1950-1951	27. 4. 1950	Cyrille Pitteloud
1951-1952	27. 4. 1951	Maurice Troillet
1952-1953	30. 4. 1952	Oskar Schnyder
1953-1954	1. 5. 1953	Karl Anthamatten
1954-1955	30. 4. 1954	Marcel Gard
1955-1956	29. 4. 1955	Oskar Schnyder
1956-1957	27. 4. 1956	Marius Lampert
1957-1958	26. 4. 1957	Marcel Gross
1958-1959	29. 4. 1958	Marcel Gard
1959-1960	28. 4. 1959	Oskar Schnyder
1960-1961	22. 4. 1960	Marius Lampert
1961-1962	28. 4. 1961	Ernst von Roten
1962-1963	27. 4. 1962	Marcel Gross
1963-1964	30. 4. 1963	Marcel Gard
1964-1965	28. 4. 1964	Oskar Schnyder
1965-1966	30. 4. 1965	Marius Lampert
1966-1967	29. 4. 1966	Ernst von Roten
1967-1968	28. 4. 1967	Marcel Gross
1968-1969	30. 4. 1968	Wolfgang Loretan
1969-1970	1. 5. 1969	Arthur Bender
1970-1971	29. 4. 1970	Ernst von Roten
1971-1972	28. 4. 1971	Wolfgang Loretan
1972-1973	26. 4. 1972	Antoine Zufferey
1973-1974	19. 4. 1973	Guy Genoud
1974-1975	24. 4. 1974	Arthur Bender
1975-1976	30. 4. 1975	Wolfgang Loretan
1976-1977	28. 4. 1976	Antoine Zufferey

Les vice-présidents du Conseil d'Etat Die Vizepräsidenten des Staatsrates

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1848-1849	11. 1. 1848	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1849-1850	21. 5. 1849	Maurice Barman
1850-1852	22. 5. 1850	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1852-1853	18. 5. 1852	Alexandre de Torrenté
1853-1854	19. 1. 1853	Franz Kaspar Zen-Ruffinen
1854-1855	16. 5. 1854	Maurice Barman
1855	22. 5. 1855	Franz Kaspar Zen-Ruffinen (démissionne)
1855-1856	30. 11. 1855	Joseph Rion
1856-1857	24. 5. 1856	Alexis Allet
1857-1858	22. 5. 1857	Charles-Louis de Bons
1858-1859	19. 5. 1858	Alexis Allet
1859-1860	17. 5. 1859	Antoine de Riedmatten
1860-1861	23. 5. 1860	Alexis Allet
1861-1862	25. 5. 1861	Antoine Luder
1862-1863	30. 5. 1862	Alexis Allet
1863-1864	23. 5. 1863	Charles-Louis de Bons
1864-1865	19. 5. 1864	Alexis Allet
1865-1866	18. 5. 1865	Antoine de Riedmatten
1866-1867	28. 5. 1866	Alexis Allet
1867-1868	23. 5. 1867	Antoine de Riedmatten
1868-1869	29. 5. 1868	Alexis Allet
1869-1870	25. 5. 1869	Antoine Ribordy
1870	24. 5. 1870	Alexis Allet (démissionne)
1871	31. 12. 1870	Leopold von Sepibus
	3. 6. 1871	Louis Barman (refuse)
1871-1872	13. 6. 1871	Charles de Rivaz
1872-1873	22. 5. 1872	Henri Bioley
1873-1874	28. 5. 1873	Alphons Walther
1874-1875	21. 5. 1874	Joseph Chappex
1875-1876	29. 5. 1875	Charles de Rivaz
1876-1877	20. 5. 1876	Leo Luzian Roten
1877-1878	29. 5. 1877	Joseph Chappex
1878-1879	29. 5. 1878	Alphons Walther
1879-1880	29. 5. 1879	Henri Bioley
1880-1881	26. 5. 1880	Leo Luzian Roten
1881-1882	19. 5. 1881	Joseph Chappex
1882-1883	17. 5. 1882	Henri de Torrenté
1883-1884	23. 5. 1883	Alphons Walther
1884-1885	24. 5. 1884	Maurice Macognin de la Pierre
1885-1886	20. 5. 1885	Leo Luzian Roten
1886-1887	18. 5. 1886	Joseph Chappex
1887-1888	21. 5. 1887	Henri de Torrenté
1888-1889	26. 5. 1888	Alphons Walther
1889-1890	24. 5. 1889	Maurice Macognin de la Pierre
1890-1891	23. 5. 1890	Leo Luzian Roten

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1891-1892	22. 5. 1891	Joseph Chappex
1892-1893	20. 5. 1892	Henri de Torrenté
1893-1894	19. 5. 1893	Leo Luzian Roten
1894-1895	25. 5. 1894	Maurice Macognin de la Pierre
1895-1896	25. 5. 1895	Jean-Marie de Chastonay
1896-1897	26. 5. 1896	Jules Ducrey
1897-1898	21. 5. 1897	Henri de Torrenté
1898-1899	24. 5. 1898	Johann Baptist Graven
1899-1900	25. 5. 1899	Achille Chappaz
1900-1901	29. 5. 1900	Julius Zen-Ruffinen
1901-1902	23. 5. 1901	Jules Ducrey
1902-1903	22. 5. 1902	Henri de Torrenté
1903-1904	28. 5. 1903	Charles de Preux
1904	24. 5. 1904	Laurent Rey (démissionne)
1904-1905	5. 7. 1904	Henri Bioley
1905	19. 5. 1905	Henri de Torrenté (démissionne)
1905-1906	28. 11. 1905	Joseph Burgener
1906-1907	26. 5. 1906	Arthur Couchepin
1907-1908	24. 5. 1907	Joseph Kuntschen
1908-1909	22. 5. 1908	Raphael von Werra
1909-1910	13. 5. 1909	Henri Bioley
1910-1911	13. 5. 1910	Joseph Burgener
1911-1912	18. 5. 1911	Arthur Couchepin
1912-1913	21. 5. 1912	Joseph Kuntschen
1913-1914	20. 5. 1913	Hermann Seiler
1914-1915	19. 5. 1914	Maurice Troillet
1915-1916	14. 5. 1915	Joseph Burgener
1916	12. 5. 1916	Arthur Couchepin (démissionne)
1916-1917	21. 11. 1916	Joseph Kuntschen
1917-1918	22. 5. 1917	Hermann Seiler
1918-1919	16. 5. 1918	Edmond Delacoste
1919-1920	20. 5. 1919	Maurice Troillet
1920-1921	19. 5. 1920	Joseph Burgener
1921-1922	30. 4. 1921	Joseph Kuntschen
1922-1923	28. 4. 1922	Joseph de Chastonay
1923-1924	27. 4. 1923	Edmond Delacoste
1924-1925	29. 4. 1924	Maurice Troillet
1925-1926	1. 5. 1925	Joseph Kuntschen
1926-1927	30. 4. 1926	Oskar Walpen
1927-1928	29. 4. 1927	Paul de Cocatrix
1928-1929	28. 4. 1928	Maurice Troillet
1929-1930	30. 4. 1929	Raymund Loretan
1930-1931	30. 4. 1930	Cyrille Pitteloud
1931	29. 4. 1931	Oskar Walpen († 30. 9. 1931)
1931-1932	24. 12. 1931	Paul de Cocatrix
1932-1933	6. 5. 1932	Maurice Troillet
1933-1934	1. 4. 1933	Joseph Escher
1934-1935	1. 5. 1934	Raymund Loretan
1935-1936	29. 4. 1935	Cyrille Pitteloud
1936-1937	29. 4. 1936	Maurice Troillet

Staatsrat

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Elu le Gewählt am</i>	
1937-1938	3. 5. 1937	Albano Fama
1938-1939	29. 4. 1938	Oscar de Chastonay
1939-1940	28. 4. 1939	Karl Anthamatten
1940-1941	29. 4. 1940	Cyrille Pitteloud
1941-1942	29. 4. 1941	Maurice Troillet
1942-1943	2. 5. 1942	Albano Fama
1943-1944	29. 4. 1943	Karl Anthamatten
1944-1945	28. 4. 1944	Cyrille Pitteloud
1945-1946	1. 5. 1945	Jean Coquoz
1946-1947	30. 4. 1946	Maurice Troillet
1947-1948	30. 4. 1947	Karl Anthamatten
1948-1949	1. 5. 1948	Marcel Gard
1949-1950	30. 4. 1949	Cyrille Pitteloud
1950-1951	27. 4. 1950	Maurice Troillet
1951-1952	27. 4. 1951	Oskar Schnyder
1952-1953	30. 4. 1952	Karl Anthamatten
1953-1954	1. 5. 1953	Marcel Gard
1954-1955	30. 4. 1954	Oskar Schnyder
1955-1956	29. 4. 1955	Marius Lampert
1956-1957	27. 4. 1956	Marcel Gross
1957	26. 4. 1957	Karl Anthamatten († 28. 11. 1957)
1957-1958	7. 12. 1957	Marcel Gard
1958-1959	29. 4. 1958	Oskar Schnyder
1959-1960	28. 4. 1959	Marius Lampert
1960-1961	22. 4. 1960	Ernst von Roten
1961-1962	28. 4. 1961	Marcel Gross
1962-1963	27. 4. 1962	Marcel Gard
1963-1964	30. 4. 1963	Oskar Schnyder
1964-1965	28. 4. 1964	Marius Lampert
1965-1966	30. 4. 1965	Ernst von Roten
1966-1967	29. 4. 1966	Marcel Gross
1967-1968	28. 4. 1967	Wolfgang Loretan
1968-1969	30. 4. 1968	Arthur Bender
1969-1970	1. 5. 1969	Ernst von Roten
1970-1971	29. 4. 1970	Wolfgang Loretan
1971-1972	28. 4. 1971	Antoine Zufferey
1972-1973	26. 4. 1972	Guy Genoud
1973-1974	19. 4. 1973	Arthur Bender
1974-1975	24. 4. 1974	Wolfgang Loretan
1975-1976	30. 4. 1975	Antoine Zufferey
1976-1977	28. 4. 1976	Franz Steiner

Les secrétaires puis, dès 1893, les chanceliers d'Etat
Die Staatsschreiber, seit 1893 Staatskanzler

<i>En fonctions</i>	<i>Nommé le</i>	
<i>Amtszeit</i>	<i>Ernannt am</i>	
1848-1853	29. 1. 1848	Charles-Louis de Bons ¹²⁴
1853-1858		vacat ¹²⁵
1858-1888	30. 1. 1858	Emmanuel Barberini († 29. 1. 1888)
1888-1895	3. 7. 1888	Raphaël Dallèves († 31. 12. 1895)
1896-1913	14. 1. 1896	Charles Roten († 1. 8. 1913)
1913-1924	22. 8. 1913	Oswald Allet
1924-1941	25. 4. 1924	René de Preux
1941-1972	19. 12. 1941	Norbert Roten
1972-	17. 11. 1971	Gaston Moulin ¹²⁶

¹²⁴ Elu conseiller d'Etat le 19. 1. 1853.

¹²⁵ De 1849 à 1852 les arrêtés du Conseil d'Etat sont souvent signés par Bonaventure Bonvin, secrétaire d'Etat adjoint ; de 1853 au début de 1858, ils le sont toujours.

¹²⁶ Entré en fonctions le 1. 2. 1972.

Les préfets et les sous-préfets Die Regierungsstatthalter und ihre Stellvertreter

Goms/Conches

Regierungsstatthalter/Préfets

<i>Amtszeit</i>	<i>Ernannt am</i>	
<i>En fonctions</i>	<i>Nommé le</i>	
1847-1848	4. 12. 1847 ¹²⁷	Klemens Wellig
1848-1852	1. 2. 1848	Klemens Bürcher
1852-1857	19. 1. 1852	Klemens Wellig
1857-1880	19. 6. 1857	Johann Joseph Walther († 14. 4. 1880)
1880-1884	12. 5. 1880	Alexander Wellig († 22. 12. 1884)
1885-1904	21. 1. 1885	Anton Guntern († 15. 8. 1904)
1904	27. 8. 1904	Karl Clausen († 5. 11. 1904)
1904-1925	8. 11. 1904	Eduard Seiler
1925-1941	14. 7. 1925	Adolf Clausen
1941-1979	24. 6. 1941	Anton Imsand

Stellvertreter/Sous-préfets

1848	1. 2. 1848	Eugen Weger
1848-1857	19. 1. 1852 ¹²⁸	Peter Guntern
1857-1867	19. 6. 1857	Viktor Jost († 29. 10. 1867)
1867-1873	2. 12. 1867	Klemens Bürcher († 30. 11. 1873)
1873-1879	10. 12. 1873	Alois von Riedmatten († 15. 11. 1879)
1880	9. 4. 1880	Alexander Wellig
1880-1885	12. 5. 1880	Anton Guntern
1885-1904	1. 7. 1885	Karl Clausen
1904	27. 8. 1904	Eduard Seiler
1904-1925	8. 11. 1904	Adolf Clausen
1925-1939	31. 7. 1925	Raphael Lagger (tritt zurück am 27. 7. 1939)
1939-1941	10. 11. 1939	Anton Imsand
1942-1953	13. 2. 1942	Eduard Schmid (tritt zurück am 10. 2. 1953)
1953-1963	21. 3. 1953	Andreas Carlen († 1. 2. 1963)
1965-1979	7. 9. 1965	Albert Imsand

¹²⁷ Beschluss vom 4. Dezember 1847, zur Ersetzung der Zehnenpräsidenten durch Regierungsstatthalter.

¹²⁸ In einem Schreiben vom 8. 2. 1848 an den Staatsratspräsidenten erklärt er, die Wahl vom 3. 2. 1848 anzunehmen (Notiz Walter Perrig). Die Ernennung findet sich jedoch nicht in den Staatsratsprotokollen, er wird aber von 1848 an im Staatskalender erwähnt.

Brig/Brigade

Regierungsstatthalter/Préfets

<i>Amtszeit</i> <i>En fonctions</i>	<i>Ernannt am</i> <i>Nommé le</i>	
1847-1848	4. 12. 1847 ¹²⁹	Theodor von Stockalper
[1848]-1852	... ¹³⁰	Franz Hildebrand Steffen
1852-1857	19. 1. 1852	Andreas Cathrein
1857-1892	19. 6. 1857	Anton Ludwig von Stockalper († 29. 7. 1892)
1892-1903	18. 8. 1892	Alfred Perrig († 7. 12. 1903)
1903-1909	26. 12. 1903	Joseph Seiler
1909-1920	1. 7. 1909	Joseph von Stockalper (tritt zurück am 8. 6. 1920)
1920-1929	15. 6. 1920	Anton Amherd
1929-1940	16. 7. 1929	Adolf Perrig († 9. 9. 1940)
1940-1944	29. 10. 1940	Armand Pacozzi (tritt zurück am 8. 3. 1944)
1944-1966	3. 4. 1944	Alois Gertschen
1966-1973	15. 4. 1966	Max Bürcher (Amtsantritt am 1. 8. 1966)
1974-	4. 1. 1974	Stephan Zenklusen

Stellvertreter/Sous-préfets

[1848-1850]	... ¹³¹	Calesanz Theiler
1850-1852	13. 4. 1850	Andreas Cathrein
1853-1857	4. 2. 1853	Joseph Amherd
	19. 6. 1857	Andreas Cathrein (lehnt ab)
1857-1864	2. 7. 1857	Cäsar Perrig († 1. 5. 1864)
1865-1877	13. 6. 1865	Peter Ludwig In-Albon
1877-1901	15. 6. 1877	Peter Speckly
1901-1903	27. 7. 1901	Joseph Seiler
1904-1909	5. 1. 1904	Joseph von Stockalper
1909-1920	1. 7. 1909	Anton Amherd
1920-1933	14. 7. 1920	Anton Salzmann (tritt zurück am 3. 1. 1933)
1933-1940	4. 1. 1933	Armand Pacozzi
1940-1944	29. 10. 1940	Alois Gertschen
1944	3. 4. 1944	Leo Guntern (lehnt ab)
1944-1966	21. 4. 1944	Arnold Nellen
1966-1973	15. 4. 1966	Stephan Zenklusen
1974-1978	8. 5. 1974	Markus Borter

¹²⁹ Beschluss vom 4. Dezember 1847, zur Ersetzung der Zehnenpräsidenten durch Regierungsstatthalter.

¹³⁰ Wird bereits von 1848 an im *Staatskalender* erwähnt. In den Staatsratsprotokollen findet man keine Spur einer Ernennung, doch er tritt gemäss diesen Protokollen am 25. 7. 1849 zurück. Weiteres ist nicht bekannt.

¹³¹ Wird bereits von 1848 an im *Staatskalender* erwähnt. In den Staatsratsprotokollen findet man zwar keine Spur einer Ernennung, doch in einem Brief vom 21. 1. 1850 (AEV, DI 51.2.118) lehnt er eine solche ab.

Regierungsstatthalter

Visp/Viège

Regierungsstatthalter/Préfets

<i>Amtszeit</i> <i>En fonctions</i>	<i>Ernannt am</i> <i>Nommé le</i>	
1847-1893	4. 12. 1847 ¹³²	Adolph Burgener
1893-1903	3. 6. 1893	Jodok Burgener (Amtsantritt am 1. 10. 1893) († 22. 2. 1903)
1903-1921	3. 3. 1903	Adolf Imboden
1921-1958	27. 6. 1921	Viktor Petrig
1958-1972	29. 11. 1957	Joseph Kenzelmann (Amtsantritt am 1. 1. 1958)
1973-1977	20. 12. 1972	Walter Bittel († 17. 10. 1977)
1978-	21. 12. 1977	Willy Fux

Stellvertreter/Sous-préfets

[1848]-1853	...	¹³³ Johann Perren
1853-1857	4. 2. 1853	Franz Zimmermann
1857-1859	19. 6. 1857	Donat Andenmatten
1859-1861	5. 8. 1859	Franz Zimmermann
1861-1870	30. 6. 1861	Donat Andenmatten
1870-1877	16. 6. 1870	Cäsar Clemenz
1877-1879	15. 6. 1877	Joseph Zimmermann († 27. 9. 1879)
1880-1881	9. 4. 1880	Moritz Mangisch
1881-1893	21. 6. 1881	Ignaz Venetz
1893-1903	30. 6. 1893	Adolph Imboden
1903-1955	17. 4. 1903	Oswald Burgener († 4. 1. 1955)
1957	11. 7. 1957	Joseph Kenzelmann
1958-1967	10. 12. 1957	Joseph Bittel
1968-1972	28. 12. 1967	Walter Bittel
1973-1977	27. 12. 1972	Gottfried Bumann
1977	18. 5. 1977	Willy Fux
1978-	18. 1. 1978	Josef Bumann

Raron/Rarogne

Regierungsstatthalter/Préfets

1847-1852	4. 12. 1847 ¹³⁴	Eduard Roten
1852-1853	27. 1. 1852	Christian Gattlen
1853-1857	4. 2. 1853	Eduard Roten
1857-1895	19. 6. 1857	Hans Anton Roten († 10. 1. 1895)
1895-1897	1. 3. 1895	Ludwig Roten († 2. 1. 1897)
1897-1898	22. 6. 1897	Leo Luzian Roten († 5. 8. 1898)
1898-1921	18. 10. 1898	Eduard Roten (tritt zurück am 21. 6. 1921)
1921-1925	27. 6. 1921	Fridolin Albrecht

¹³² Beschluss vom 4. Dezember 1847, zur Ersetzung der Zehnenpräsidenten durch Regierungsstatthalter.

¹³³ Wird bereits von 1848 an im *Staatskalender* erwähnt. In den Staatsratsprotokollen erscheint er jedoch erst anlässlich der Wiederwahl am 19. 1. 1852.

¹³⁴ Beschluss vom 4. Dezember 1847, zur Ersetzung der Zehnenpräsidenten durch Regierungsstatthalter.

<i>Amtszeit</i>	<i>Ernannt am</i>
<i>En fonctions</i>	<i>Nommé le</i>

1925-1944	7. 7. 1925	Joseph Roth († 7. 12. 1944)
1945	29. 12. 1944	Heinrich Amacker († 22. 9. 1945)
1946-1953	13. 3. 1946	Theophil Lehner († 28. 1. 1953)
1953-	6. 3. 1953	Peter von Roten

Stellvertreter/Sous-préfets

1848-1857	30. 1. 1848	Johann Thenisch
1857-1891	19. 6. 1857	Franz Hauser († 25. 2. 1891)
1891-1921	17. 3. 1891	Fridolin Albrecht
1921-1925	27. 6. 1921	Joseph Roth
1925-1932	7. 7. 1925	Fridolin Albrecht († 25. 2. 1932)
1932-1957	14. 7. 1932	Joseph Walker
1958-1979	29. 11. 1957	Eugen Albrecht (Amtsantritt am 1. 1. 1958)

Leuk/Loèche

Regierungsstatthalter/Préfets

1847-1856	4. 12. 1847 ¹³⁵	Franz Julier (tritt zurück am 13. 2. 1856)
	2. 4. 1856	Ignaz Bayard (lehnt ab)
1856-1871	24. 4. 1856	Ignaz Zen-Ruffinen
1871-1877	15. 6. 1871	Leo von Werra
1877-1890	1877 ¹³⁶	Peter Marie Gentinetta (zum Appellationsrichter ernannt, tritt zurück am 4. 2. 1890)
1890-1902	21. 2. 1890	Adolph Brunner († 26. 5. 1902)
1902-1912	30. 5. 1902	August Gentinetta († 12. 11. 1912)
1913-1950	14. 1. 1913	Adolph Bayard
1950-1952	23. 5. 1950	Gottfried Schnyder († 6. 10. 1952)
1952-1970	22. 10. 1952	Paul Mathier
1971-1976	21. 10. 1970	Daniel Hildbrand (Amtsantritt am 1. 1. 1971)
1977-	22. 12. 1976	Josef Jäger

Stellvertreter/Sous-préfets

1848-1865	30. 1. 1848	Ignaz Bayard
1865-1870	13. 6. 1865	Ludwig Allet († 1. 12. 1870)
1873-1890	14. 6. 1873	Adolph Brunner
1890-1902	11. 3. 1890	August Gentinetta
1902-1912	30. 5. 1902	Leo von Werra
1912-1913	13. 2. 1912	Adolph Bayard
1913-1920	28. 1. 1913	Ignaz Zen-Ruffinen (tritt zurück am 24. 12. 1920)
1921-1950	27. 6. 1921	Gottfried Schnyder
1950-1952	3. 8. 1950	Paul Mathier
1952-1970	20. 12. 1952	Daniel Hildbrand
1971-1976	21. 10. 1970	Josef Jäger (Amtsantritt am 1. 1. 1971)
1977-	22. 12. 1976	Josef Gottet

¹³⁵ Beschluss vom 4. Dezember 1847, zur Ersetzung der Zehnenpräsidenten durch Regierungsstatthalter.

¹³⁶ Ernannet zwischen dem 15. 6. und dem 10. 10. 1877.

Regierungsstatthalter

Sierre/Siders

Préfets/Regierungsstatthalter

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Nommé le Ernannt am</i>	
1847-1848	4. 12. 1847 ¹³⁷	Jean-Baptiste Briguet
1848-1863	30. 1. 1848	Elie de Courten (démissionne le 14. 1. 1863)
1863-1871	14. 1. 1863	Frédéric de Courten (démissionne le 22. 12. 1871)
1872-1877	19. 1. 1872	Joseph Rouaz (démissionne le 24. 10. 1875, confirme sa démission le 8. 1. 1876)
	21. 6. 1877	Victor de Chastonay (refuse)
1877-1897	20. 7. 1877	Joseph Neurohr
1897-1906	22. 6. 1897	Jean-Marie de Chastonay († 4. 6. 1906)
	17. 8. 1906	Charles de Preux (refuse)
1906-1912	28. 8. 1906	Pierre-Louis Romailier (démissionne le 17. 1. 1912)
1912-1922	17. 1. 1912	Charles de Preux († 24. 12. 1922)
1923-1937	9. 6. 1923	Georges Tabin (démissionne le 16. 7. 1937)
1937-1955	16. 7. 1937	Meinrad de Werra
1955-1968	14. 1. 1955	Aloys Theytaz († 3. 11. 1968)
1968-1980	4. 12. 1968	Robert Sartoretti

Sous-préfets/Stellvertreter

1848-1857	30. 1. 1848	Elie Zufferey
1857-1863	19. 6. 1857	Frédéric de Courten
1863-1869	9. 6. 1863	Modeste Germanier
1869-1877	25. 6. 1869	Joseph Neurohr
1877-1878	20. 7. 1877	Louis de Courten
1878-1882	15. 11. 1878	Jean-Marie de Chastonay (démissionne le 20. 5. 1882)
1883-1891	7. 7. 1883	Charles de Preux (démissionne le 16. 7. 1891)
1891-1906	23. 7. 1891	Pierre-Louis Romailier
1906-1910	9. 11. 1906	Jules de Preux († 12. 12. 1910)
1910-1912	30. 12. 1910	Georges Tabin (démissionne le 17. 1. 1912)
1912-1950	13. 2. 1912	Pierre Berclaz († 19. 12. 1950)
1950-1955	27. 12. 1950	Aloys Theytaz
1955-1961	14. 1. 1955	Henri Lamon
1961-1968	16. 5. 1961	Robert Sartoretti
1969-1980	8. 1. 1969	Charles-André Monnier

Hérens/Ering

Préfets/Regierungsstatthalter

1847-1875	4. 12. 1847 ¹³⁸	Joseph Zermatten (démissionne le 28. 4. 1875)
1875-1876	28. 5. 1875	Joseph Zermatten fils († 15. 3. 1876)
1876-1877	18. 5. 1876	Jean-Baptiste Gaspoz

¹³⁷ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

¹³⁸ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Nommé le Ernannt am</i>	
1877-1881	27. 6. 1877	Joseph Solioz (démissionne le 11. 6. 1881)
1881-1920	21. 6. 1881	Jean-Joseph Rong († 1. 6. 1920)
1920-1928	14. 7. 1920	Cyrille Pitteloud (élu conseiller d'Etat le 10. 6. 1928, démissionne)
1928-1945	6. 7. 1928	Jean Anzévu († 28. 8. 1945)
1945-1955	11. 12. 1945	Antoine Sierro
1955-1977	14. 1. 1955	Louis Pralong (entré en fonctions le 1. 7. 1955)
1978-	21. 12. 1977	Erasmus Pitteloud

Sous-préfets/Stellvertreter

1848-1853	1. 2. 1848	Antoine Favre
1853-1854	4. 2. 1853	Xavier Pitteloud
1854-1857	3. 3. 1854	Vincent Gauthier
1857-1861	19. 6. 1857	Antoine Solioz
1861-1869	30. 6. 1861	Vincent Gauthier
1869-1877	25. 6. 1869	Jean-Nicolas Sierro
1877-1881	20. 7. 1877	Pierre-Antoine Bourdin (démissionne le 13. 5. 1881)
1881-1886	2. 6. 1881	Jean-Baptiste Bourdin († 1. 8. 1886)
1886-1897	24. 8. 1886	Pierre-Antoine Bourdin († 26. 9. 1897)
1897-1898	3. 12. 1897	Charles Solioz (démissionne le 16. 3. 1898)
1898-1913	18. 10. 1898	Pierre-Joseph Sierro
1913-1945	26. 6. 1913	Antoine Sierro
1946-1955	8. 3. 1946	Louis Pralong
1955-1969	14. 1. 1955	Joseph Savioz (entré en fonctions le 1. 7. 1955)
1969-1980	4. 6. 1969	Raymond Blanc († 6. 11. 1980)

Sion/Sitten

Préfets/Regierungsstatthalter

1847-1852	4. 12. 1847 ¹³⁹	Pierre-Louis de Riedmatten
1852-1853	19. 1. 1852	Joseph Rion
1853-1865	4. 2. 1853	Charles de Rivaz (démissionne le 1. 2. 1865)
1865-1873	9. 2. 1865	Ferdinand de Torrenté († 11. 10. 1873)
1873-1877	24. 12. 1873	Ferdinand de Montheys
1877-1893	15. 6. 1877	Antoine de Riedmatten (démissionne le 25. 4. 1893)
	30. 6. 1893	Charles-Louis Bonvin (refuse)
1893-1894	6. 9. 1893	Robert de Torrenté (démissionne le 8. 5. 1894)
1894-1905	31. 8. 1894	Joseph Kuntschen (élu conseiller d'Etat le 28. 11. 1905, démissionne)
1906-1919	12. 1. 1906	Xavier Zimmermann (démissionne le 11. 4. 1919)
1919-1923	11. 4. 1919	Joseph Ribordy († 2. 8. 1923)
1923-1927	29. 9. 1923	Alphonse de Kalbermatten
	16. 12. 1927	Henri Gay (refuse le 30. 12. 1927)
1927-1959	30. 12. 1927	Maurice de Torrenté
1959-	16. 9. 1959	Maurice d'Allèves

¹³⁹ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

Regierungsstatthalter

Sous-préfets/Stellvertreter

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Nommé le</i> <i>Ernannt am</i>	
1848-1858	1. 2. 1848	Pierre Dénériaz († 9. 12. 1858)
1859-1865	5. 8. 1859	Ferdinand de Torrenté
1865-1871	13. 6. 1865	Charles de Rivaz fils
1871-1872	15. 6. 1871	François-Adrien Dubuis († 11. 4. 1872)
1872-1873	19. 10. 1872	Gaspard-Etienne Gabioud
1873-1878	14. 6. 1873	Adrien Dubuis
1878-1880	18. 12. 1878	Henri de Torrenté
1880-1881	9. 4. 1880	Robert de Torrenté (démissionne le 5. 1. 1881)
1881-1893	2. 6. 1881	Charles-Louis Bonvin
1893	30. 6. 1893	Robert de Torrenté
1893-1894	6. 9. 1893	Joseph Kuntschen
	31. 8. 1894	Raoul de Riedmatten (refuse)
1894-1898	20. 9. 1894	Basile Dubuis
1898-1899	14. 6. 1898	Joseph Gabioud
1899-1902	31. 3. 1899	Benjamin Roten (démissionne le 21. 5. 1902)
1902-1903	3. 6. 1902	Etienne Dallèves
1903-1906	27. 1. 1903	Xavier Zimmermann
1907-1919	6. 3. 1907	Henri de Lavallaz
1919-1923	11. 4. 1919	Alphonse de Kalhermatten
1923-1934	28. 12. 1923	Henri Gay
1934-1958	29. 5. 1934	Jean-Jérôme Roten († 7. 3. 1958)
1958-1959	1. 4. 1958	Maurice d'Allèves
1959-1961	16. 9. 1959	Joseph Varone
1961-1972	16. 5. 1961	Edouard Roten
1973-	20. 12. 1972	Marc Constantin

Conthey/Gundis

Préfets/Regierungsstatthalter

1847-1857	4. 12. 1847 ¹⁴⁰	Joseph-Marie Udry
1857-1861	19. 6. 1857	Jean-Pierre Evéquo
1861-1887	30. 6. 1861	Maurice Evéquo (démissionne le 30. 12. 1887) ¹⁴¹
1888-1889	3. 1. 1888	Jean-Baptiste Carrupt († 2. 5. 1889)
1889-1927	25. 6. 1889	Raymond Evéquo (démissionne le 20. 12. 1927)
1928-1959	30. 12. 1927	Oscar Coudray
1959-1971	12. 5. 1959	Albert Papilloud
1972-1979	9. 12. 1971	Henri Roh († 3. 6. 1979)

¹⁴⁰ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

¹⁴¹ Avait déjà démissionné les 15 et 21. 7. 1867, sans suite (v. protocoles des séances du Conseil d'Etat 17 et 22. 7. 1867).

Sous-préfets/Stellvertreter

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Nommé le Ernannt am</i>	
	30. 1. 1848	Jacques-Magloire Glassey (refuse ?)
[1848-1852]	... ¹⁴²	François Fumeaux
1852-1857	19. 1. 1852	Pierre-Louis Evéquo
1857-1861	19. 6. 1857	Emmanuel Carruzzo
1861-1888	30. 6. 1861	Jean-Baptiste Carrupt
1888-1889	3. 1. 1888	Raymond Evéquo
1889-1901	25. 6. 1889	François Giroud
1901-1909	27. 7. 1901	Joseph Pont (démissionne le 11. 5. 1909)
1909-1915	1. 7. 1909	Joseph Broccard († 26. 2. 1915)
1917-1921	3. 7. 1917	Albert Delaloye (démissionne le 9. 4. 1921)
1921-1927	8. 7. 1921	Oscar Coudray
1928-1959	30. 12. 1927	Albert Papilloud
1959-1968	12. 5. 1959	Julien Carrupt († 24. 7. 1968)
1969-1971	8. 1. 1969	Henri Roh
1972-1979	9. 12. 1971	Candide Glassey

Entremont

Préfets/Regierungsstatthalter

1847-1848	4. 12. 1847 ¹⁴³	Daniel Ribordy
1848-1850	30. 1. 1848	Joseph-Marie Crettex († 15. 8. 1850)
1850-1856	21. 12. 1850	Maurice-Eugène Filliez († 10. 7. 1856)
1856-1857	8. 10. 1856	Antoine Luder
1857-1866	19. 6. 1857	Eugène Besse († 3. 10. 1866)
1867-1869	31. 1. 1867	Antoine Luder
1869-1887	25. 6. 1869	Sigéric Troillet (démissionne le 4. 3. 1887)
1887-1909	24. 3. 1887	Ephise Joris († 6. 6. 1909)
1909-1913	1. 7. 1909	Maurice Troillet (élu conseiller d'Etat le 20. 5. 1913, démissionne)
1913-1929	26. 6. 1913	Camille Pouget
1929-1952	28. 6. 1929	Raphaël Troillet († 15. 1. 1952)
1952-1969	15. 3. 1952	Marius Volluz
1969-1975	8. 1. 1969	Maurice Gard
1976-	12. 12. 1975	Albert Monnet

Sous-préfets/Stellvertreter

1848-[1850]	30. 1. 1848	Maurice-Eugène Filliez
[1850]-1853	... ¹⁴⁴	Vital Deslarzes

¹⁴² Figure dès 1848 dans l'*Annuaire officiel*. Sa nomination n'apparaît cependant pas dans les protocoles des séances du Conseil d'Etat.

¹⁴³ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

¹⁴⁴ Par lettre du 23. 1. 1850 (v. AEV, DI 54.1), il déclare accepter sa nomination qui lui a été communiquée par le Département de l'Intérieur le 31. 12. 1849. Cette nomination ne figure toutefois pas dans les protocoles des séances du Conseil d'Etat. L'*Annuaire officiel* le mentionne dès 1850.

Regierungsstatthalter

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Nommé le Ernannt am</i>	
1853-1865	4. 2. 1853	Etienne-Joseph Voutaz
1865-1881	13. 6. 1865	Florentin Lovey
1881-1887	3. 2. 1881	Ephise Joris
1887-1896	24. 3. 1887	Camille Besse († 12. 11. 1896)
1896-1909	5. 12. 1896	Maurice-Eugène Gard († 26. 9. 1909)
1909-1913	24. 12. 1909	Maurice Pouget
1913-1929	26. 6. 1913	Louis Gaillard
1929-1952	28. 6. 1929	Henri Tissières
1952-1969	15. 3. 1952	Maurice Gard
1969-1975	8. 1. 1969	Albert Monnet
1976-	12. 12. 1975	René Berthod

Martigny/Martinach

Préfets/Regierungsstatthalter

1847-1850	4. 12. 1847 ¹⁴⁵	Maurice-Antoine Cretton
1850-1853	6. 6. 1850	Maurice Barman
1853-1865	4. 2. 1853	Maurice Claivaz
1865-1869	13. 6. 1865	Alexis Gay
1869-1881	25. 6. 1869	Charles Piota
1881-1897	2. 6. 1881	Emile Gross (élu juge-instructeur, démissionne le 5. 7. 1897)
	5. 7. 1897	Jacques Spagnoli (refuse)
1897-1909	14. 7. 1897	Alfred Tissières
1909-1925	1. 7. 1909	Paul de Cocatrix
1925-1949	12. 5. 1925	Prosper Thomas († 19. 8. 1949)
1949-1957	22. 11. 1949	Rodolphe Tissières
1957-1961	11. 7. 1957	Léon Mathey
1961-1970	20. 7. 1961	Pierre Veuthey
1970-1981	30. 6. 1970	Raymond Vouilloz

Sous-préfets/Stellvertreter

[1848]	... ¹⁴⁶	Valentin Morand
1849-1861	25. 7. 1849	Joseph-Antoine Vouilloz
1861-1869	11. 7. 1861	Pierre-François Mathey
1869-1877	25. 6. 1869	Alphonse Morand (démissionne le 20. 7. 1877)
1877-1906	20. 7. 1877	Jacques Spagnoli
1906-1909	23. 7. 1906	Paul de Cocatrix
1909-1918	1. 7. 1909	Jules Tissières († 15. 7. 1918)

¹⁴⁵ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

¹⁴⁶ Par lettre du 6. 2. 1848 (v. AEV, DI 54.2.6), adressée au président du CE, il déclare refuser sa nomination qui lui a été communiquée le 3. 2. 1848. Cette nomination ne figure toutefois pas dans les protocoles des séances du Conseil d'Etat. L'*Annuaire officiel* le mentionne pourtant en 1848 et en 1849.

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Nommé le</i> <i>Ernannt am</i>	
1919-1925	17. 5. 1919	Prosper Thomas
1925-1947	12. 5. 1925	Edouard Coquoz († 6. 5. 1947)
1949	6. 7. 1949	Rodolphe Tissières
1949-1957	22. 11. 1949	Léon Mathey
1957-1971	11. 7. 1957	Joseph Gaudard
1972-1981	22. 12. 1971	Jacques-Louis Ribordy

Saint-Maurice/Sankt Moritz

Préfets/Regierungsstatthalter

1847-1862	4. 12. 1847 ¹⁴⁷	Joseph-Antoine Amacker († 17. 3. 1862)
1862-1873	7. 11. 1862	Maurice Chappelet
1873-1875	14. 6. 1873	Camille de Werra († 5. 10. 1875)
1875-1880	3. 11. 1875	Oscar de Cocatrix
1880-1895	31. 3. 1880	Charles de Werra († 10. 7. 1895)
1895-1912	6. 8. 1895	Charles de Bons († 1. 10. 1912)
1912-1933	11. 10. 1912	Eugène de Cocatrix
1933-1935	4. 12. 1933	Charles Gollut (démissionne le 7. 5. 1935)
1935-1949	7. 5. 1935	Charles Haegler († 28. 10. 1949)
1949-	22. 11. 1949	Alphonse Gross

Sous-préfets/Stellvertreter

[1848]-1857	... ¹⁴⁸	Adrien Bertrand
	19. 6. 1857	Jean-Baptiste Gay (refuse)
	3. 7. 1857	Charles[-Auguste] de Bons (refuse)
1857-1874	16. 11. 1857	Edouard de Quartéry (démissionne le 23. 12. 1874)
1874-1875	23. 12. 1874	Oscar de Cocatrix
1875-1880	3. 11. 1875	Charles de Werra
1880	31. 3. 1880	Maurice de Werra (démissionne le 17. 12. 1880)
1881-1895	31. 12. 1881	Charles de Bons
1895-1901	6. 8. 1895	Charles de Stockalper (démissionne le 17. 5. 1901)
1901-1912	27. 7. 1901	Eugène de Cocatrix
1912-1928	8. 11. 1912	Charles Vouilloz
1928-1933	6. 12. 1928	Charles Gollut
1934-1937	2. 6. 1934	Joseph Luisier
1937-1943	9. 7. 1937	Jules Bertrand († 26. 8. 1943)
1944-1949	10. 3. 1944	Alphonse Gross
1949-1965	22. 11. 1949	Marc Revaz
1965-	7. 9. 1965	Gustave Mettan

¹⁴⁷ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

¹⁴⁸ Figure dès 1848 dans l'*Annuaire officiel*. Sa nomination n'apparaît cependant, dans les protocoles des séances du Conseil d'Etat, que lors de la nomination périodique du 19. 1. 1852.

Monthey

Préfets/Regierungsstatthalter

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Nommé le</i> <i>Ernannt am</i>	
1847-1853	4. 12. 1847 ¹⁴⁹	Pierre Torrent († 11. 8. 1853)
1853-1859	6. 9. 1853	Joseph Torrent
1859-1877	5. 8. 1859	Emmanuel Défago
1877-1883	27. 6. 1877	Théodore Caillet-Bois (démissionne le 23. 8. 1883)
1883-1887	7. 10. 1883	Henri Zumoffen (démissionne le 10. 5. 1887)
1887-1917	17. 5. 1887	Séraphin Ecœur
1917-1926	20. 7. 1917	Aristide Martin († 1. 9. 1926)
1926-1931	8. 9. 1926	Henri Bioley (démissionne le 28. 1. 1931)
1931-1937	28. 1. 1931	Gabriel Gex-Fabry († 1. 4. 1937)
1937-1945	2. 7. 1937	Clovis Veuthey († 19. 4. 1945)
1945-1969	24. 4. 1945	Paul de Courten
1970-	31. 12. 1969	Maurice Nantermod

Sous-préfets/Stellvertreter

1848-1853	12. 4. 1848	Antoine Du Fay
1853-1857	4. 2. 1853	Adrien Delacoste
1857-1865	19. 6. 1857	Hyacinthe Monnay
1865-1873	13. 6. 1865	Elie Detorrenté
1873-1877	14. 6. 1873	Théodore Caillet-Bois
	27. 6. 1877	Placide Bressoud (refuse)
	20. 7. 1877	Léon Franc (refuse)
1877-1883	30. 7. 1877	Henri Zumoffen
	7. 10. 1883	Joseph Durier (refuse)
1883-1887	16. 10. 1883	Séraphin Ecœur
1887-1907	17. 8. 1887	Jean-Joseph Donnet († 6. 1. 1907)
1907-1911	22. 1. 1907	Henri Zumoffen († 8. 6. 1911)
1911-1917	30. 6. 1911	Aristide Martin
1917-1926	16. 11. 1917	Henri Bioley
1926-1931	8. 9. 1926	Gabriel Gex-Fabry
1931-1934	28. 1. 1931	Henri Bioley (démissionne le 5. 2. 1934)
1934-1937	25. 5. 1934	Clovis Veuthey
1937-1945	2. 7. 1937	Paul de Courten
1945-1965	1. 5. 1945	Paul Gex-Fabry († 28. 5. 1965)
1965-1970	7. 9. 1965	Maurice Nantermod
1970-	30. 9. 1970	Henri Baruchet

¹⁴⁹ Arrêté du 4 décembre 1847, remplaçant les Présidents de dizain par des représentants du Gouvernement.

Canton du Valais
Kanton Wallis

**Pouvoir judiciaire
Richterliche Behörde**

**Tribunal cantonal
Kantonsgericht**

**Tribunaux de district et d'arrondissement
Bezirks- und Kreisgerichte**

Tribunal cantonal

Introduction

Le pouvoir judiciaire suprême est confié dès 1848 à un Tribunal d'Appel ¹⁵⁰. La constitution de 1875 le remplace par une Cour d'Appel et de Cassation, qui s'installe en 1877 au commencement de la nouvelle période législative ¹⁵¹. Enfin, le Tribunal cantonal est issu de la constitution de 1907, mais il n'est mis en place qu'en 1909 ¹⁵².

Nombre des membres

Les juges, leurs suppléants, le rapporteur et son substitut, puis les procureurs constituent le corps du pouvoir judiciaire cantonal, dont le nombre a souvent varié depuis 1848.

a) *Juges* : La constitution de 1848 fixe d'abord à onze le nombre des juges du Tribunal d'Appel, dont deux doivent être choisis dans le Haut (Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche), deux dans le Centre (Sierre, Sion, Hérens, Conthey) et trois dans le Bas-Valais (Martigny, Entremont, Saint-Maurice, Monthey). Le choix des quatre autres est libre ¹⁵³.

L'effectif des juges du Tribunal est ramené à neuf par la constitution de 1852, qui maintient par ailleurs l'obligation de les choisir selon le système précédent. Cependant, il ne reste que deux juges à nommer librement sur l'ensemble du canton ¹⁵⁴. La constitution de 1875 laisse à la loi d'organisation judiciaire de 1876 le soin de fixer le nombre des juges de la Cour. Cette loi rabaisse une nouvelle fois leur nombre en le portant à sept, mais elle n'impose

¹⁵⁰ Constitution du 10 janvier 1848, art. 43. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 40. — Loi du 22 novembre 1855 sur l'organisation et la compétence des tribunaux, art. 1^{er}.

¹⁵¹ Constitution du 26 novembre 1875, art. 51. — Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 1^{er}. — Décret du 22 novembre 1876 concernant les dispositions transitoires pour la mise en vigueur de la loi du 24 mai 1876 sur l'organisation judiciaire, art. 1^{er}. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 1^{er}. — Loi du 24 mai 1901 modifiant quelques dispositions de la loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire relative à la Cour d'Appel et de Cassation, ainsi que de la loi du 1^{er} décembre 1883 concernant le traitement des autorités judiciaires, art. 1^{er}.

¹⁵² Constitution du 8 mars 1907, art. 62 et 108.

¹⁵³ Constitution du 10 janvier 1848, art. 46.

¹⁵⁴ Constitution du 23 décembre 1852, art. 42. — Loi du 22 novembre 1855 sur l'organisation et la compétence des tribunaux, art. 1^{er}.

aucune répartition géographique pour leur choix. En revanche, la loi d'organisation judiciaire de 1896 précise que chacun des trois arrondissements prévus par la constitution pour la composition du Conseil d'Etat doit être représenté à la Cour par un membre au moins ¹⁵⁵.

La loi d'organisation judiciaire de 1901 entraîne une troisième diminution du nombre des juges de la Cour en le ramenant à cinq. La représentation au sein de la Cour reste requise selon le principe déjà en vigueur ¹⁵⁶.

Finalement, à partir de la loi d'organisation judiciaire de 1960, le Tribunal cantonal se compose à nouveau de sept membres. Les juges ne doivent plus être choisis selon une répartition géographique. Toutefois, la loi établit que deux juges principaux et deux suppléants doivent être de langue allemande ¹⁵⁷.

b) *Suppléants* : La constitution de 1848 a fixé à cinq le nombre des suppléants ; la loi d'organisation judiciaire de 1896 l'abaisse à quatre, celle de 1901, à trois ; enfin celle de 1960 revient au nombre antérieur de cinq ¹⁵⁸.

c) *Rapporteur et substitut* : Il existe auprès du Tribunal chargé de l'administration de la justice pénale, un rapporteur et un substitut qui remplissent les fonctions du ministère public ¹⁵⁹. La fonction de substitut a toutefois été temporairement supprimée et remplacée par celle de rapporteur. Ainsi, de 1956 à 1961 il a existé deux rapporteurs, l'un fonctionnant comme rapporteur de langue française et l'autre de langue allemande. Cette situation a été créée par une décision du Grand Conseil, en séance du 24 mai 1956, au mépris de la loi et en dépit d'une forte opposition. Elle est derechef contestée lors de l'élection périodique des rapporteurs, le 16 mai 1957. Puis, tout rentre dans l'ordre le 13 mai 1961, lorsqu'un député propose de nommer à nouveau un rapporteur et un substitut ^{159 bis}.

Enfin, le code de procédure pénale de 1962 remplace le rapporteur et son substitut par trois procureurs : un pour le Haut-Valais, un pour le Valais central et un pour le Bas-Valais. L'un des procureurs est désigné comme procureur général ¹⁶⁰.

¹⁵⁵ Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 24 et 32. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 20.

¹⁵⁶ Loi du 24 mai 1901 modifiant quelques dispositions de la loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire relative à la Cour d'Appel et de Cassation, ainsi que de la loi du 1^{er} décembre 1883 concernant le traitement des autorités judiciaires, art. 1^{er} et 8. L'art. 8 précise que, pour la période de 1901 à 1905, il sera nommé exceptionnellement sept juges.

¹⁵⁷ Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 7, § 1.

¹⁵⁸ Voir ci-dessus les textes légaux rappelés dans les notes 153 à 157.

¹⁵⁹ Code de procédure pénale du 24 novembre 1848, art. 19. Cet article prévoit qu'il y a auprès de chaque tribunal chargé de l'administration de la justice pénale un rapporteur et un substitut. Or, ces tribunaux sont, selon l'article premier du code, les tribunaux de district et le Tribunal d'Appel. — Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 28. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 23. — Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 11.

^{159 bis} *Bulletin des séances du Grand Conseil* du 24 mai 1956 (pp. 181-182), du 16 mai 1957 (p. 47) et du 13 mai 1961 (p. 90).

¹⁶⁰ Code de procédure pénale du 22 février 1962, art. 47 chiffres 3 et 5.

Mode d'élection

L'élection des juges et de leurs suppléants, du rapporteur et de son substitut ainsi que des procureurs et du procureur général ont toujours été de la compétence du Grand Conseil. Il y a cependant une exception de courte durée pour le rapporteur et son substitut, qui sont nommés par le Conseil d'Etat, avant l'introduction de la loi sur l'organisation des tribunaux de 1876 ¹⁶¹.

Durée du mandat

La constitution de 1848 porte à cinq ans la durée des fonctions du pouvoir judiciaire cantonal ¹⁶². Puis la constitution de 1852, qui est à l'origine du système actuel, décrète que les membres de ce corps restent en place pendant quatre ans. C'est ce nombre d'années qui constitue désormais, pour les trois pouvoirs, la période législative ¹⁶³.

Date de l'élection

En 1848, le Grand Conseil élit le Tribunal d'Appel en janvier sitôt après la ratification de la nouvelle constitution par le peuple. La loi électorale de 1851 fixe définitivement le renouvellement de ce corps à la première session de chaque période législative ¹⁶⁴. La mise en vigueur de la constitution

¹⁶¹ Constitution du 10 janvier 1848, art. 29. — Code de procédure pénale du 24 novembre 1848, art. 19. Le code est postérieur de dix mois à la nomination du rapporteur et de son substitut par le Conseil d'Etat en février 1848. Sans une étude plus poussée, qui sortirait du cadre de notre travail, il est difficile, tant les bases légales antérieures sont peu claires, de dire en vertu de quelle loi le Conseil d'Etat a nommé le rapporteur et son substitut le 8. 2. 1848. En effet, la constitution de 1802 institue le Tribunal d'Appel en tant qu'autorité de recours ; il est confirmé par les constitutions ultérieures. Aucune cependant ne mentionne la présence du ministère public au sein de ce tribunal. C'est la loi concernant l'établissement du Tribunal suprême du 6 novembre 1802 (art. 12) qui crée pour les « causes criminelles et de police correctionnelle » un rapporteur nommé par le Tribunal dans son sein. Mais, on ne saurait dire quand le pouvoir de nommer le rapporteur a passé en mains du Conseil d'Etat. Seule la constitution du 30 janvier 1839, qui a, comme on le sait, suscité la création de deux Gouvernements et a été très rapidement remplacée par celle d'août de la même année, comporte un article (art. 47) qui concerne uniquement la nomination du rapporteur du dizain ; il stipule : le magistrat qui dans le dizain remplit les fonctions du ministère public est nommé par le Conseil d'Etat. Finalement, on peut se demander si le Conseil d'Etat n'a pas simplement nommé le rapporteur et son substitut en se fondant sur le projet de code de procédure pénale, dont les premiers débats eurent lieu durant les sessions du Grand Conseil de novembre 1846 et de mai 1847. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 28. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 33. — Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 32 et 34. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 21 et 24. — Loi du 24 mai 1901 modifiant quelques dispositions de la loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire relative à la Cour d'Appel et de Cassation, ainsi que de la loi du 1^{er} décembre 1883 concernant le traitement des autorités judiciaires, art. 3. — Constitution du 8 mars 1907, art. 43. — Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, art. 7. — Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 7 chiffre 2. — Code de procédure pénale du 22 février 1962, art. 47 chiffre 5.

¹⁶² Constitution du 10 janvier 1848, art. 61.

¹⁶³ Constitution du 23 décembre 1852, art. 60. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 71. — Constitution du 8 mars 1907, art. 85. — Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 7 chiffre 2.

¹⁶⁴ Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 63.

de 1852 implique, pour la deuxième fois, une élection du Tribunal en janvier 1853, en même temps que le Conseil d'Etat ¹⁶⁵. Toutes les élections suivantes ont lieu en mai, sauf en 1901 où elle se fait en juin. En fait ce n'est que la constitution de 1875, confirmée par celle de 1907 et par sa révision de 1920, qui précise que la première session de chaque législature est la session ordinaire, c'est-à-dire celle de mai ¹⁶⁶.

Entrée en fonctions

Les tribunaux, suspendus par arrêté du 22 octobre 1847, reprennent leur activité dès le 30 janvier 1848 ¹⁶⁷. En 1853, le Tribunal d'Appel se renouvelle en même temps que le Conseil d'Etat, dont le mandat expire le 31 janvier, et il entre en fonctions le lendemain. Cette date d'entrée en fonctions est déterminée par un décret transitoire sur la mise en vigueur de la constitution de 1852 ¹⁶⁸. De même en 1876, seul un décret sur la mise en vigueur de la nouvelle loi d'organisation judiciaire fixe une date d'entrée en fonctions des tribunaux au 1^{er} juillet 1877 ¹⁶⁹. En l'absence de textes légaux, on peut émettre l'hypothèse que les membres du Tribunal entraient en fonctions lors de la première session qui suivait leur élection, vu que le pouvoir judiciaire cantonal ne siégeait qu'à raison de cinq sessions par année ¹⁷⁰.

Le règlement d'exécution de 1920 du code de procédure civile établit que le Tribunal cantonal siège en permanence, mais il ne fixe toujours pas de date pour son entrée en fonctions ¹⁷¹. Ce n'est qu'en 1929, sur proposition du Tribunal cantonal lui-même, que le Grand Conseil décide de fixer au premier juin la date d'entrée en fonctions du président, du vice-président et de tout le corps, après chaque renouvellement intégral ¹⁷².

Président et vice-président

La constitution de 1848 établit le principe selon lequel le président et le vice-président sont soumis chaque année à une réélection par le Grand Conseil ¹⁷³. Mais comme ils sont rééligibles, ils sont régulièrement reconduits

¹⁶⁵ Décret transitoire du 23 décembre 1852 sur la mise en vigueur de la constitution, art. 8.

¹⁶⁶ Constitution du 26 novembre 1875, art. 28 (qui fixe la première session ordinaire en mai) et 33. — Constitution du 8 mars 1907, art. 38 b (qui fixe la première session ordinaire en mai) et 43. — Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, chap. V, art. 7.

¹⁶⁷ Arrêté du 12 janvier 1848 qui rétablit le cours des tribunaux.

¹⁶⁸ Décret transitoire du 23 décembre 1852 sur la mise en vigueur de la constitution, art. 6 et 8.

¹⁶⁹ Décret du 22 novembre 1876 concernant les dispositions transitoires pour la mise en vigueur de la loi du 24 mai 1876 sur l'organisation judiciaire, art. 1^{er}.

¹⁷⁰ Code de procédure pénale du 24 novembre 1848, art. 5. — Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 29. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 53.

¹⁷¹ Règlement d'exécution du code de procédure civile du 26 août 1920, art. 18.

¹⁷² Protocole des séances du Grand Conseil du 17 mai 1929, et annexe n° 2.

¹⁷³ Constitution du 10 janvier 1848, art. 29 et 61. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 28. — Constitution du 26 novembre 1875, art. 34 chiffre 8. Cet article fixe

dans leurs charges pour plusieurs années consécutives. Soulignons le cas de Bernard-Etienne Crompt qui a été président, sans interruption durant trente-six ans, et celui d'Isaac Marclay qui le fut durant vingt et un ans ; de plus, Gustav Loretan a été vice-président pendant vingt ans.

Ce n'est qu'à partir de 1927 qu'il s'instaure une rotation semblable à celle pratiquée par le Conseil d'Etat « permettant à chacun des membres de la Cour de revêtir les honneurs et aussi les charges que comporte cette dignité » ¹⁷⁴.

Il faut remarquer en outre qu'en 1940 le président et le vice-président du Tribunal cantonal ont été élus par un arrêté du Conseil d'Etat, contrairement à la loi en vigueur. En effet le Grand Conseil avait accordé au Conseil d'Etat des pouvoirs spéciaux pour faire face aux circonstances exceptionnelles résultant de la mobilisation de guerre ^{174 bis}.

Etablissement des listes

Les protocoles originaux des séances du Grand Conseil, déposés aux Archives de l'Etat du Valais, constituent les documents de base pour dresser les listes des membres du Tribunal suprême. Nous avons dû recourir en outre aux protocoles originaux des séances du Conseil d'Etat pour la période durant laquelle celui-ci procédait à la nomination du rapporteur et de son substitut, soit de 1848 à 1876 ^{174 ter}.

L'état des juges au Tribunal cantonal (resp. au Tribunal d'Appel ou à la Cour d'Appel et de Cassation) est présenté dans l'ordre chronologique avec :

- les dates extrêmes de chaque législature et, entre parenthèses, la date de l'élection ;
- les noms des juges par ordre alphabétique, suivis de ceux des suppléants, du rapporteur et du substitut, puis dès 1963 des procureurs.

En complément figurent les listes des présidents et des vice-présidents du Tribunal cantonal (resp. du Tribunal d'Appel ou de la Cour d'Appel et de Cassation).

Si des explications supplémentaires doivent être fournies, elles paraissent en note en bas de page.

pour la première fois la nomination à chaque session de mai. — Constitution du 8 mars 1907, art. 44 chiffre 8. — Révision partielle de la constitution du 11 novembre 1920, art. 7 (révision de l'art. 43).

¹⁷⁴ En séance du 10 mars 1927 du Grand Conseil (v. *Bulletin des séances du Grand Conseil*), une proposition de rotation est présentée par le député Raymond Evéquoz. Sans qu'une décision ne soit prise, cette rotation devient dès lors une tradition.

^{174 bis} Décret du 14 novembre 1939 concernant l'approbation des mesures prises par le Conseil d'Etat depuis la mobilisation générale et lui accordant pouvoirs spéciaux pour l'avenir. — Arrêté du 28 mai 1940 concernant la nomination du président et du vice-président du Tribunal cantonal.

^{174 ter} Voir en outre la bibliographie générale.

Kantonsgericht

Einleitung

Von 1848 an wurde die oberste richterliche Gewalt von einem Appellationsgericht ausgeübt ¹⁷⁵. Die Verfassung von 1875 ersetzte dieses durch einen Appellations- und Kassationsgerichtshof, der 1877 zu Beginn der neuen Legislaturperiode seine Arbeit aufnahm ¹⁷⁶. Das Kantonsgericht ist in der Verfassung von 1907 verankert, es wurde jedoch erst 1909 eingerichtet ¹⁷⁷.

Zahl der Mitglieder

Zur richterlichen Behörde des Kantons gehören die Richter und ihre Suppleanten, der Berichtsteller und sein Stellvertreter und die Staatsanwälte. Die Zahl der Mitglieder hat seit 1848 oft geändert.

a) *Richter*: Die Verfassung von 1848 setzte die Zahl der Richter am Appellationsgericht auf elf fest, davon waren zwei aus dem Oberwallis (Goms, Brig, Visp, Raron, Leuk), zwei aus dem Mittelwallis (Siders, Sitten, Ering, Gundis) und drei aus dem Unterwallis (Martinach, Entremont, St. Moritz, Monthey) zu wählen; die Wahl der übrigen vier blieb freigestellt ¹⁷⁸.

Die Verfassung von 1852 verminderte die Zahl der Richter auf neun, hielt aber am früheren Auswahlssystem fest, allerdings blieb die Wahl von nur noch zwei Richtern freigestellt ¹⁷⁹. Die Verfassung von 1875 stellte es dem Gesetz von 1876 über die Gerichtsorganisation anheim, die Zahl der Richter am Gerichtshof festzulegen. Dieses Gesetz verminderte sie erneut und legte

¹⁷⁵ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 43. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 40. — Gesetz vom 22. November 1855 betreffend die Organisation und die Zuständigkeit der Gerichtshöfe, Art. 1.

¹⁷⁶ Verfassung vom 26. November 1875, Art. 51. — Gesetz vom 24. Mai 1876, über die Gerichts-Organisation, Art. 1. — Dekret vom 22. November 1876 betreffend die Übergangs-Bestimmungen zur Inkraftsetzung des Gesetzes vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 1. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 1. — Gesetz vom 24. Mai 1901 betreffend Abänderung einiger auf den Appellations- und Kassationsgerichtshof bezüglicher Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Mai 1896 über die Gerichtsorganisation, sowie des Gesetzes vom 1. Dezember 1883 betreffend das Gehalt der Gerichtsbehörden, Art. 1.

¹⁷⁷ Verfassung vom 8. März 1907, Art. 62 und 108.

¹⁷⁸ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 46.

¹⁷⁹ Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 42. — Gesetz vom 22. November 1855 betreffend die Organisation und die Zuständigkeit der Gerichtshöfe, Art. 1.

sie auf sieben fest, verzichtete aber darauf, ihre Auswahl nach geographischen Gesichtspunkten vorzuschreiben. Das Gesetz von 1896 über die Gerichtsorganisation sah dann wieder vor, dass jedes der drei in der Verfassung für die Zusammensetzung des Staatsrates vorgesehenen Kreise durch mindestens ein Mitglied im Gerichtshof vertreten sein müsse ¹⁸⁰.

Das Gesetz von 1901 über die Gerichtsorganisation brachte nochmals eine Verminderung der Zahl der Richter am Gerichtshof auf fünf. Die Vertretung blieb unverändert ¹⁸¹.

Seit Inkrafttreten des Gesetzes von 1960 über die Gerichtsbehörden besteht das Kantonsgericht wieder aus sieben Mitgliedern. Zudem müssen die Richter nicht mehr nach geographischen Gesichtspunkten gewählt werden. Allerdings sieht das Gesetz vor, dass zwei Richter und zwei Stellvertreter deutscher Muttersprache sein müssen ¹⁸².

b) *Suppleanten oder Stellvertreter*: Die Verfassung von 1848 sah fünf Suppleanten vor; das Gesetz von 1896 über die Gerichtsorganisation verminderte diese Zahl auf vier, dasjenige von 1901 auf drei. Das Gesetz von 1960 über die Gerichtsbehörden setzt die Zahl der Stellvertreter wieder auf fünf fest ¹⁸³.

c) *Berichtsteller und Stellvertreter*: Der Gerichtshof, der mit der Verwaltung der peinlichen Gerechtigkeit beladen ist, hatte einen Berichtsteller und einen Substituten; sie übten die Amtsverrichtungen des öffentlichen Amtes aus ¹⁸⁴. Das Amt des Substituten wurde allerdings zeitweilig aufgehoben und durch das eines zweiten Berichtstellers ersetzt. So gab es von 1956 bis 1961 zwei Berichtsteller, ein französischsprachiger und ein deutschsprachiger. Dieser Sachverhalt beruht auf einem Grossratsbeschluss vom 24. Mai 1956, der sich trotz starker Opposition über das geltende Gesetz hinwegsetzte. Diese Sachlage wurde am 16. Mai 1957 bei der periodischen Wahl der Berichtsteller erneut angefochten. Als dann am 13. Mai 1961 ein Abgeordneter vorschlug, wieder einen Berichtsteller und einen Substituten zu ernennen, fand alles wieder die gewohnte Ordnung ^{184 bis}.

¹⁸⁰ Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 24 und 32. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 20.

¹⁸¹ Gesetz vom 24. Mai 1901 betreffend Abänderung einiger auf den Appellations- und Kassationsgerichtshof bezüglicher Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Mai 1896 über die Gerichtsorganisation, sowie des Gesetzes vom 1. Dezember 1883 betreffend das Gehalt der Gerichtsbehörden, Art. 1 und 8. Der Art. 8 bestimmt, dass für die Periode von 1901 bis 1905 ausnahmsweise sieben Richter ernannt würden.

¹⁸² Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 7, § 1.

¹⁸³ Siehe oben Anmerkungen 178 bis 182.

¹⁸⁴ Gesetzbuch über die peinliche Prozess-Ordnung vom 24. November 1848, Art. 19. Dieser Artikel sieht vor, dass jeder Gerichtshof, welcher mit der Verwaltung der peinlichen Gerechtigkeit beladen ist, einen Berichtsteller und einen Substituten haben soll. Gemäss Art. 1 des Gesetzbuches handelt es sich bei diesen Gerichtshöfen um die Bezirksgerichte und das Appellationsgericht. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 28. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 23. — Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 11.

^{184 bis} *Bulletin des séances du Grand Conseil* vom 24. Mai 1956 (S. 181-182), vom 16. Mai 1957 (S. 47) und vom 13. Mai 1961 (S. 90).

Die Strafprozessordnung von 1962 ersetzte schliesslich den Berichtsteller und seinen Substituten durch drei Staatsanwälte, je einen für das Ober-, Mittel- und Unterwallis. Einer der Staatsanwälte wird jeweils zum Generalstaatsanwalt ernannt ¹⁸⁵.

Wahlmodus

Die Wahl der Richter und ihrer Suppleanten, des Berichtstellers und seines Substituten, sowie die der Staatsanwälte und des Generalstaatsanwaltes war immer dem Grossen Rat vorbehalten. Einzig der Berichtsteller und sein Substitut wurden ausnahmsweise während kurzer Zeit vor der Einführung des Gesetzes von 1876 über die Gerichtsorganisation vom Staatsrat ernannt ¹⁸⁶.

Amtsdauer

Die Verfassung von 1848 sah für die richterliche Behörde des Kantons eine Amtsdauer von fünf Jahren vor ¹⁸⁷. Die Verfassung von 1852 führte dann das gegenwärtige System ein und bestimmt, dass die Mitglieder dieser Behörde

¹⁸⁵ Strafprozessordnung vom 22. Februar 1962, Art. 47 Ziffern 3 und 5.

¹⁸⁶ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 29. — Gesetzbuch über die peinliche Prozess-Ordnung vom 24. November 1848, Art. 19. Die Ernennung des Berichtstellers und seines Substituten durch den Staatsrat im Februar 1848 erfolgte 10 Monate vor der Inkraftsetzung des Gesetzbuches. Ohne eingehendere Nachforschungen, die freilich den Rahmen unserer Arbeit sprengen würden, ist es aufgrund der recht unklaren früheren gesetzlichen Grundlage schwierig, erklären zu wollen, gestützt auf welches Gesetz der Staatsrat den Berichtsteller und seinen Substituten am 8.2.1848 ernannt hat. Die Verfassung von 1802 schuf wohl das Appellationsgericht als Rekursinstanz, dieses wurde in späteren Verfassungen auch bestätigt. Aber keine einzige erwähnt die Anwesenheit eines Vertreters des öffentlichen Amtes in diesem Gericht. Das Gesetz über die Einrichtung des obersten Gerichtshofes, vom 6. Wintermonat 1802, bestimmt in Art. 12: «In den kriminalischen und Korrekionspolizei-Händeln wählt sich das Gericht aus seiner Mitte einen Berichtserstatter». Wann die Vollmacht, diesen Berichtserstatter zu ernennen, vom Gericht auf den Staatsrat übergang, lässt sich nicht sagen. Die Verfassung vom 30. Januar 1839, die bekanntlich die Errichtung zweier Regierungen zur Folge hatte und bereits im August desselben Jahres durch eine neue ersetzt wurde, regelt in Artikel 47 einzig die Wahl des Berichterstatters des Zendens. Er bestimmt: «Bei den Gerichtshöfen eines jeden Zehnden ist eine Magistratsperson angestellt, welche die Verrichtungen des öffentlichen Ministeriums bekleidet, und für die Vollziehung der Gesetze wacht. Der Staatsrath wählt dieselbe unter den im betreffenden Zehnden wohnenden Bürgern aus.» Schliesslich kann man sich die Frage stellen, ob der Staatsrat nicht einfach gestützt auf den Entwurf des Gesetzbuches über die peinliche Prozessordnung den Berichtsteller und seinen Substituten ernannt hat; die ersten Verhandlungen über den Entwurf fanden im Grossen Rat in der Novembersession 1846 und in der Maisession 1847 statt. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 28. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 33. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 32 und 34. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichtsorganisation, Art. 21 und 24. — Gesetz vom 24. Mai 1901 betreffend Abänderung einiger auf den Appellations- und Kassationsgerichtshof bezüglicher Bestimmungen des Gesetzes vom 30. Mai 1896 über die Gerichtsorganisation, sowie des Gesetzes vom 1. Dezember 1883 betreffend das Gehalt der Gerichtsbehörden, Art. 3. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 43. — Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Art. 7. — Gesetz vom 13. Mai 1960, Art. 7 Ziffer 2. — Strafprozessordnung vom 22. Februar 1962, Art. 47 Ziffer 5.

¹⁸⁷ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 61.

während vier Jahren im Amt bleiben. Von 1852 an bilden vier Jahre für alle drei Behörden eine Legislaturperiode ¹⁸⁸.

Wahldatum

Im Jahre 1848 wählte der Grosse Rat im Januar, gleich nach der Ratifikation der neuen Verfassung durch das Volk, das Appellationsgericht. Das Wahlgesetz von 1851 setzte die Erneuerung dieser Behörde endgültig auf die erste Session jeder Legislaturperiode fest ¹⁸⁹. Die Inkraftsetzung der Verfassung von 1852 bedingte allerdings erneut die Wahl des Appellationsgerichtes im Januar 1853, zur gleichen Zeit wie die Wahl des Staatsrates ¹⁹⁰. Alle folgenden Wahlen fanden im Mai statt, ausser im Jahre 1901, wo sie im Juni durchgeführt wurden. Tatsächlich war es erst die Verfassung von 1875, welche die ordentliche Session, also die Mai-Session, als die erste Session jeder Legislaturperiode festlegte; die Verfassung von 1907 und die Teilrevision von 1920 übernahmen diese Präzisierung ¹⁹¹.

Amtsantritt

Die durch Beschluss vom 22. Oktober 1847 eingestellten Gerichte nahmen ihre Tätigkeit am 30. Januar 1848 wieder auf ¹⁹². Im Jahre 1853 wurde das Appellationsgericht zur gleichen Zeit wie der Staatsrat erneuert; sein Mandat endete am 31. Januar und anderntags nahm die neugewählte Behörde ihre Arbeit auf. Dieses Amtsantrittsdatum beruhte auf ein Übergangsdekret über die Inkraftsetzung der Verfassung von 1852 ¹⁹³. Im Jahre 1876 bestimmte einzig ein Dekret betreffend die Übergangsbestimmungen zur Inkraftsetzung des neuen Gesetzes über die Gerichtsorganisation das Amtsantrittsdatum der Gerichte auf den 1. Juli 1877 ¹⁹⁴. Mangels gesetzlicher Texte ist die Hypothese vertretbar, dass die Mitglieder des Gerichtes anlässlich der ersten Session nach ihrer Wahl ihr Amt antraten, da die richterliche Behörde des Kantons jährlich nur zu fünf Sessionen zusammentrat ¹⁹⁵.

¹⁸⁸ Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 60. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 71. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 85. — Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 7 Ziffer 2.

¹⁸⁹ Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 63.

¹⁹⁰ Übergangsdekret über die Inkraftsetzung der Verfassung vom 8. Dezember 1852, Art. 8.

¹⁹¹ Verfassung vom 26. November 1875, Art. 28 (der die erste ordentliche Session im Mai festlegt) und 33. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 38 b (der die erste ordentliche Session im Mai festlegt) und 43. — Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Kap. V, Art. 7.

¹⁹² Beschluss vom 12. Januar 1848, wodurch der Gerichtsgang wieder hergestellt wird.

¹⁹³ Übergangsdekret über die Inkraftsetzung der Verfassung vom 23. Dezember 1852, Art. 6 und 8.

¹⁹⁴ Dekret vom 22. November 1876 betreffend die Übergangs-Bestimmungen zur Inkraftsetzung des Gesetzes vom 24. Mai 1876 über die Gerichtsorganisation, Art. 1.

¹⁹⁵ Gesetzbuch über die peinliche Prozess-Ordnung vom 24. November 1848, Art. 5. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 29. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 53.

Das Ausführungsreglement zur Zivilprozessordnung von 1920 bestimmte, dass das Kantonsgericht in Permanenz tagt, sah aber immer noch kein Amtsantrittsdatum vor¹⁹⁶. Erst 1929 beschloss der Grosse Rat auf Antrag des Kantonsgerichtes, den Amtsantritt des Präsidenten, des Vizepräsidenten und der ganzen Behörde nach jeder vollständigen Erneuerung auf den 1. Juni festzulegen¹⁹⁷.

Präsident und Vizepräsident

Die Verfassung von 1848 sah vor, dass der Präsident und der Vizepräsident jedes Jahr durch den Grossen Rat wiedergewählt werden mussten¹⁹⁸. Da sie aber wieder wählbar waren, wurden sie regelmässig mehrere Jahre hintereinander in ihren Ämtern bestätigt. So war beispielsweise Bernard-Etienne Cropt während 36 Jahren ununterbrochen Präsident, Isaac Marclay immerhin während 21 Jahren; Gustav Loretan seinerseits war 20 Jahre lang Vizepräsident.

Erst ab 1927 wurde ein ähnlicher Turnus wie beim Staatsrat üblich; er erlaubt es jedem Mitglied des Gerichtshofes, Ehren und Bürden dieser Würde zu tragen¹⁹⁹.

Im Jahre 1940 wurden Präsident und Vizepräsident des Kantonsgerichtes entgegen dem geltenden Gesetz durch Staatsratsbeschluss gewählt. Allerdings hatte der Grosse Rat dem Staatsrat zur Überbrückung der Ausnahmesituation, die sich aus der Kriegsmobilmachung ergab, Sondervollmachten bewilligt^{199 bis}.

Erstellung der Listen

Die wichtigsten Quellen für die Zusammenstellung der Mitgliederlisten des obersten Gerichtes sind die Originalprotokolle der Grossratssitzungen, die im Walliser Staatsarchiv aufbewahrt werden. Für die Periode, während welcher der Staatsrat die Ernennung des Berichtstellers und seines Substituten vornahm (1848—1876), haben wir zudem auch die Originalprotokolle der Staatsratssitzungen durchgesehen^{199 ter}.

¹⁹⁶ Ausführungsreglement zur Zivilprozessordnung vom 26. August 1920, Art. 18.

¹⁹⁷ Grossratsprotokoll vom 17. Mai 1929, und Beilagen 2.

¹⁹⁸ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 29 und 61. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 28. — Verfassung vom 26. November 1875, Art. 34 Ziffer 8. Dieser Artikel setzt erstmals die Wahl an jeder Maisession fest. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 44 Ziffer 8. — Teilweise Verfassungsrevision vom 11. November 1920, Art. 7 (Revision des Art. 43).

¹⁹⁹ In der Sitzung des Grossen Rates vom 10. März 1927 wurde durch Grossrat Raymond Evéquoz ein Rotationsvorschlag gemacht (s. *Bulletin des séances du Grand Conseil*). Ohne dass ein Beschluss gefasst worden wäre, wird seitdem diese Rotation eingehalten.

^{199 bis} Dekret vom 14. November 1939 betreffend die Genehmigung der vom Staatsrate seit der Mobilmachung getroffenen Massnahmen und die Erteilung besonderer Vollmachten für die Zukunft. — Beschluss vom 28. Mai 1940 betreffend die Wahl des Präsidenten und Vize-Präsidenten des Kantonsgerichtes.

^{199 ter} Siehe ausserdem die allgemeine Bibliographie.

Die Liste der Richter am Kantonsgericht (bzw. am Appellationsgericht oder am Appellations- und Kassationsgerichtshof) ist chronologisch geordnet und enthält:

- Anfangs- und Schlussdaten jeder Legislaturperiode und in Klammern das Wahldatum;
- die Namen der Richter in alphabetischer Reihenfolge, sowie die Namen der Suppleanten, des Berichtstellers und des Substituten, von 1963 an der Staatsanwälte.

Ergänzend folgen die Listen der Präsidenten und Vizepräsidenten des Kantonsgerichtes (bzw. des Appellationsgerichtes oder des Appellations- und Kassationsgerichtshofes).

Sind zusätzliche Erklärungen notwendig, geben wir sie in Fussnoten.

Les juges au Tribunal d'Appel 1848-1877
Die Richter am Appellationsgericht 1848-1877

1848-1853 (21 et 22. 1. 1848). Alexis Allet (démissionne le 6. 12. 1849 et le 1. 12. 1851), remplacé (décision du Grand Conseil 5. 12. 1851) par Joseph Anton Clemenz ; Ignaz Bayard (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 27. 1. 1848) par Leopold von Sepibus (élu conseiller d'Etat le 4. 6. 1850, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 22. 8. 1850) par Clemenz Wellig ; Charles-Louis de Bons (démissionne le 7. 12. 1849), remplacé (décision du Grand Conseil 5. 12. 1851) par Louis Riche ; Jean-Baptiste Briguet ; Bernard-Etienne Crompt ; Maurice Gaillard ; Antoine Tavernier ; Calesanz Theiler ; Antoine-Louis de Torrenté ; Joseph-Marie Udry ; Antoine Zumoffen.

Suppléants : Vincent Favre († 15. 2. 1851), remplacé (décision du Grand Conseil 5. 12. 1851) par Adrien Dubuis ; Charles Héritier ; Charles Penon ; Antoine de Riedmatten ; Jean-Baptiste Savioz.

Rapporteur : Joseph Rion (décision du Conseil d'Etat 8. 2. 1848).

Substitut : François Fumeaux (décision du Conseil d'Etat 8. 2. 1848), remplacé (décision du Conseil d'Etat 18. 4. 1849) par Louis Ribordy, remplacé (décision du Conseil d'Etat 27. 4. 1849) par Aloys de Riedmatten.

1853-1857 (19, 20 et 22. 1. 1853). Jean-Baptiste Briguet ; Joseph Anton Clemenz ; Bernard-Etienne Crompt ; Antoine Favre ; Maurice Gaillard ; Joseph Loretan ; Louis Riche ; Joseph-Marie Udry ; Antoine Tavernier.

Suppléants : Emmanuel Barberini ; Adrien Dubuis ; Charles Penon ; Charles de Rivaz ; Jean-Baptiste Savioz.

Rapporteur : Henri Ducrey (décision du Conseil d'Etat 5. 2. 1853) († 29. 11. 1864).

Substitut : Louis Joris (décision du Conseil d'Etat 5. 2. 1853).

1857-1861 (22. 5. 1857). Cyprien Barlatey ; Jean-Baptiste Briguet ; Xavier de Cocatrix ; Bernard-Etienne Crompt ; Fidèle Joris ; Viktor Jost ; Joseph Loretan ; Alphonse Pannatier ; Peter Marie von Stockalper.

Suppléants : Ferdinand de Montheys ; Charles Penon ; Antoine Ribordy ; Charles de Rivaz (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 26. 5. 1857) par Adrien Dubuis ; Antoine Solioz.

Rapporteur : Henri Ducrey (décision du Conseil d'Etat 19. 6. 1857).

Substitut : Louis Joris (décision du Conseil d'Etat 19. 6. 1857).

1861-1865 (25. 5. 1861). Cyprien Barlatey ; Jean-Baptiste Briguet ; Xavier de Cocatrix († 4. 9. 1862), remplacé (décision du Grand Conseil 20. 11. 1862) par Antoine Tavernier ; Bernard-Etienne Crompt ; Fidèle Joris ; Viktor Jost ; Joseph Loretan ; Alphonse Pannatier ; Peter Marie von Stockalper.

Suppléants : Adrien Dubuis ; Maurice Evéquoz ; Ferdinand de Montheys ; Antoine Ribordy ; Antoine Solioz.

Rapporteur : Henri Ducrey (décision du Conseil d'Etat 30. 6. 1861).

Substitut : Ferdinand de Montheys (décision du Conseil d'Etat 30. 6. 1861).

1865-1869 (19. 5. 1865). Cyprien Barlatey ; Jean-Baptiste Briguet ; Bernard-Etienne Cropt ; Fidèle Joris ; Viktor Jost († 29. 10. 1867), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 11. 1867) par Alphons von Sepibus ; Joseph Loretan ; Alphonse Pannatier ; Peter Marie von Stockalper ; Antoine Tavernier.

Suppléants : Raphaël Dallèves ; Adrien Dubuis ; Maurice Evéquoz ; Antoine Solioz ; Joseph Zimmermann.

Rapporteur : Ferdinand de Montheys (décision du Conseil d'Etat 13. 6. 1865).

Substitut : Louis Ribordy (décision du Conseil d'Etat 13. 6. 1865, refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat 26. 9. 1865) par Johann Baptist Graven.

1869-1873 (25. 5. 1869). Cyprien Barlatey ; Jean-Baptiste Briguet ; Bernard-Etienne Cropt ; Joseph Anton Clemenz († 15. 8. 1872) ; Fidèle Joris ; Joseph Loretan ; Alphonse Pannatier ; Peter Marie von Stockalper ; Antoine Tavernier.

Suppléants : Raphaël Dallèves ; Maurice Evéquoz ; Charles de Rivaz ; Antoine Solioz ; Joseph Zimmermann.

Rapporteur : Ferdinand de Montheys (décision du Conseil d'Etat 25. 6. 1869, démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat 23. 4. 1870) par Johann Baptist Graven.

Substitut : Johann Baptist Graven (décision du Conseil d'Etat 25. 6. 1869) (nommé rapporteur), remplacé (décision du Conseil d'Etat 22. 6. 1870) par Gaspard-Etienne Gabioud.

1873-1877 (29. 5. 1873). Cyprien Barlatey ; Jean-Baptiste Briguet ; Cäsar Clemenz ; Bernard-Etienne Cropt ; Fidèle Joris ; Joseph Loretan († 28. 2. 1876) ; Antoine Solioz ; Peter Marie von Stockalper ; Antoine Tavernier.

Suppléants : Raphaël Dallèves ; François Dumoulin ; Maurice Evéquoz ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Joseph Zimmermann.

Rapporteur : Johann Baptist Graven (décision du Conseil d'Etat 10. 6. 1873).

Substitut : Gaspard-Etienne Gabioud (décision du Conseil d'Etat 10. 6. 1873) (démissionne, le Conseil d'Etat le prie d'accepter, décision du 4. 8. 1873).

**Les juges à la Cour d'Appel et de Cassation
1877-1909**

**Die Richter am Appellations- und Kassationsgerichtshof
1877-1909**

1877-1881 (29. 5 et 1. 6. 1877). Cyprien Barlatey ; Bernard-Etienne Crompt ; Ferdinand de Montheys ; Ladislav Pottier ; Antoine Ribordy (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 2. 6. 1877) par Jean-Baptiste Gaspoz ; Leopold von Sepibus ; Ignaz Zen-Ruffinen.

Suppléants : Camille Dénériaz (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 14. 9. 1877) par Maurice Rouiller ; Jules Ducrey (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 14. 9. 1877) par Emile Gaillard (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 26. 5. 1880) par Louis Calpini ; Emile Gross ; Joseph Kuntschen (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 14. 9. 1877) par Adrien Dubuis ; Joseph Mévillot.

Rapporteur : Johann Baptist Graven.

Substitut : Henri de Torrenté.

1881-1885 (19. 5. 1881). Cyprien Barlatey ; Bernard-Etienne Crompt (démissionne le 19. 5. 1884), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 5. 1884) par Ferdinand de Montheys (réélu) ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Ferdinand de Montheys (démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 21. 11. 1883) par Felix Clausen (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 5. 1884) par Moritz Mangisch († 11. 1. 1885) ; Ladislav Pottier ; Leopold von Sepibus ; Ignaz Zen-Ruffinen.

Suppléants : Adrien Dubuis ; Emile Gross (nommé préfet du district de Martigny, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 30. 11. 1881) par Oscar Meizoz (élu juge-instructeur du district de Martigny, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 21. 11. 1883) par Joseph Ribordy ; Moritz Mangisch (élu juge), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 5. 1884) par Jean-Baptiste Savioz ; Joseph Mévillot ; Maurice Rouiller.

Rapporteur : Johann Baptist Graven.

Substitut : Alfred Tissières (élu rapporteur du IV^e arrondissement, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 21. 11. 1883) par Alphonse Pitteloud.

1885-1889 (25. 5. 1885). Cyprien Barlatey ; Jean-Baptiste Gaspoz ; Ferdinand de Montheys ; Ladislav Pottier ; Antoine Ribordy (démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 26. 11. 1887) par Maurice Evéquoz ; Leopold von Sepibus († 14. 10. 1885), remplacé (décision du Grand Conseil 17. 11. 1885) par Cäsar Clemenz (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 11. 1885) par Jodok Burgener ; Ignaz Zen-Ruffinen.

Suppléants : Adrien Dubuis ; Joseph Mévillot ; Jules de Preux ; Maurice Rouiller ; Jean-Baptiste Savioz.

Rapporteur : Johann Baptist Graven.

Substitut : Alphonse Pitteloud (démissionne le 17. 11. 1886), remplacé (décision du Grand Conseil 20. 11. 1886) par Charles de Preux.

1889-1893 (24. 5. 1889). Cyprien Barlatey († 24. 2. 1891), remplacé (décision du Grand Conseil 22. 5. 1891) par Emile Gross (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 29. 5. 1891) par Joseph Voutaz ; Jodok Burgener ; Maurice Evéquo († 30. 5. 1889), remplacé (décision du Grand Conseil 22. 11. 1889) par Peter Marie Gentinetta ; Jean-Baptiste Gaspoz († 10. 8. 1891), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 11. 1891) par Alphonse Pitteloud ; Ladislav Pottier ; Alfred Tissières ; Ignaz Zen-Ruffinen († 10. 1. 1890), remplacé (décision du Grand Conseil 23. 5. 1890) par Emil Zen-Ruffinen.

Suppléants : Henri de Lavallaz ; Joseph Mévillot ; Jules de Preux (nommé préposé à l'Office des poursuites de Sierre, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 11. 1891) par Joseph Roth ; Laurent Rey (nommé préposé à l'Office des poursuites de Monthey, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 11. 1891) par Achille Chappaz ; Jérôme Roten (nommé préposé à l'Office des poursuites de Sion, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 11. 1891) par Jean Anzévui.

Rapporteur : Alfred Perrig (nommé préfet du district de Brigue, démissionne le 22. 11. 1892), remplacé (décision du Grand Conseil 3. 12. 1892) par Johann Baptist Graven.

Substitut : Charles de Preux (nommé juge-instructeur du district de Sierre, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 11. 1891) par Alexis Graven (démissionne le 3. 12. 1892), remplacé (décision du Grand Conseil 3. 12. 1892) par Achille Chappaz.

1893-1897 (19. 5. 1893). Jodok Burgener (nommé préfet du district de Viège, démissionne le 28. 8. 1893), remplacé (décision du Grand Conseil 19. 10. 1893) par Cäsar Clemenz ; Peter Marie Gentinetta ; Alphonse Pitteloud ; Ladislav Pottier († 23. 3. 1895), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 5. 1895) par Joseph Couchepin ; Alfred Tissières ; Joseph Voutaz ; Emil Zen-Ruffinen.

Suppléants : Jean Anzévui ; Edouard Dubuis ; Henri de Lavallaz ; Joseph Mévillot ; Joseph Roth.

Rapporteur : Johann Baptist Graven.

Substitut : Achille Chappaz (remplit les fonctions de rapporteur-substitut près le tribunal du district de Martigny, démissionne le 10. 9. 1893), remplacé (décision du Grand Conseil 19. 10. 1893) par Isaac Marclay (refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 10. 1893) par Joseph de Lavallaz.

1897-1901 (21. 5. 1897). Cäsar Clemenz ; Joseph Couchepin († 24. 7. 1899), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 11. 1899) par François Troillet ; Peter Marie Gentinetta ; Alphonse Pitteloud ; Alfred Tissières (nommé préfet du district de Martigny, démissionne le 20. 7. 1897), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 10. 1897) par Joseph Durier ; Joseph Voutaz ; Emil Zen-Ruffinen.

Suppléants : Jean Anzévui ; Edouard Dubuis ; Henri de Lavallaz (démissionne le 22. 9. 1897), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 10. 1897) par Joseph Roth ; Joseph Mévillot († 29. 8. 1900).

Rapporteur : Joseph de Lavallaz (démissionne le 14. 10. 1900), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 11. 1900) par Hermann Gentinetta.

Substitut : Hermann Gentinetta (élu rapporteur), remplacé (décision du Grand Conseil 29. 11. 1900) par Etienne Dallèves.

1901-1905 (10. 6. 1901). Henri Bioley (élu conseiller d'Etat le 5. 7. 1904, démissionne), pas remplacé²⁰⁰ ; Cäsar Clemenz ; Peter Marie Gentinetta ; Alphonse Pitteloud († 14. 11. 1901), pas remplacé²⁰⁰ ; Joseph Ribordy ; François Troillet ; Emil Zen-Ruffinen.

Suppléants : Jean Anzévui ; Alexis Graven ; Joseph Roth.

Rapporteur : Hermann Gentinetta.

Substitut : Etienne Dallèves.

1905-1909 (19. 5. 1905). Cäsar Clemenz († 23. 10. 1907), remplacé (décision du Grand Conseil 19. 11. 1907) par Gustav Loretan ; Isaac Marclay ; Joseph Ribordy (démissionne le 27. 8. 1907), remplacé (décision du Grand Conseil 19. 11. 1907) par Alexis Graven ; François Troillet ; Emil Zen-Ruffinen (démissionne le 9. 11. 1908), remplacé (décision du Grand Conseil 13. 11. 1908) par Ignaz Mengis.

Suppléants : Jean Anzévui ; Alexis Graven (élu juge), remplacé (décision du Grand Conseil 22. 5. 1908) par Henri de Werra ; Joseph Roth.

Rapporteur : Hermann Gentinetta († 19. 5. 1908), remplacé (décision du Grand Conseil 13. 11. 1908) par Etienne Dallèves.

Substitut : Etienne Dallèves (élu rapporteur), remplacé (décision du Grand Conseil 14. 11. 1908) par Alfred Clausen.

²⁰⁰ La loi du 24 mai 1901, modifiant quelques dispositions de la loi d'organisation judiciaire, rabaisse le nombre des juges de 7 à 5. Elle prévoit cependant à son art. 8 que, pour la période de 1901 à 1905, il y en aura exceptionnellement 7, mais qu'en cas de vacance, il ne sera pourvu au remplacement que pour autant que le nombre de sièges occupés tomberait en dessous de 5.

Les juges au Tribunal cantonal dès 1909
Die Richter am Kantonsgericht seit 1909

1909-1913 (13. 5. 1909). Alexis Graven ; Gustav Loretan ; Isaac Marclay ; Ignaz Mengis († 2. 4. 1913) ; François Troillet.

Suppléants : Jean Anzévi ; Joseph Roth ; Henri de Werra.

Rapporteur : Etienne Dallèves.

Substitut : Alfred Clausen.

1913-1917 (20. 5. 1913). Jean-Charles de Courten ; Alexis Graven ; Gustav Loretan ; Isaac Marclay ; François Troillet († 30. 6. 1916), remplacé (décision du Grand Conseil 21. 11. 1916) par Camille Desfayes.

Suppléants : Jean Anzévi ; Joseph Roth ; Henri de Werra.

Rapporteur : Etienne Dallèves.

Substitut : Alfred Clausen.

1917-1921 (22. 5. 1917). Jean-Charles de Courten ; Camille Desfayes ; Alexis Graven ; Gustav Loretan ; Isaac Marclay.

Suppléants : Jean Anzévi ; Joseph Roth ; Louis Troillet.

Rapporteur : Etienne Dallèves (démissionne le 7. 11. 1919), remplacé (décision du Grand Conseil 22. 11. 1919) par Alfred Clausen.

Substitut : Alfred Clausen (élu rapporteur), remplacé (décision du Grand Conseil 22. 11. 1919) par Henri Chappaz.

1921-1925 (19. 5. 1921). Camille Desfayes ; Alexis Graven ; Adolph Imboden ; Gustav Loretan ; Isaac Marclay.

Suppléants : Raphaël Evéquoz ; Joseph Roth ; Louis Troillet (démissionne le 1. 6. 1921), remplacé (décision du Grand Conseil 3. 6. 1921) par Charles de Werra.

Rapporteur : Alfred Clausen (démissionne le 16. 5. 1924), remplacé (décision du Grand Conseil 23. 5. 1924) par Henri Chappaz.

Substitut : Henri Chappaz (élu rapporteur), remplacé (décision du Grand Conseil 23. 5. 1924) par Rudolf Metry.

1925-1929 (19. 5. 1925). Camille Desfayes ; Alexis Graven ; Adolph Imboden ; Gustav Loretan ; Isaac Marclay († 18. 1. 1927), remplacé (décision du Grand Conseil 10. 3. 1927) par Otto de Chastonay.

Suppléants : Raphaël Evéquoz ; Joseph Roth ; Charles de Werra.

Rapporteur : Henri Chappaz.

Substitut : Rudolf Metry.

1929-1933 (17. 5. 1929). Otto de Chastonay ; Alfred Clausen ; Camille Desfayes ; Alexis Graven ; Adolph Imboden.

Suppléants : Raphaël Evéquo ; Joseph Roth ; Charles de Werra.

Rapporteur : Henri Chappaz.

Substitut : Rudolf Metry.

1933-1937 (12. 5. 1933). Otto de Chastonay ; Alfred Clausen ; Erasme de Courten († 22. 11. 1933), remplacé (décision du Grand Conseil 8. 2. 1934) par Camille Pouget ; Camille Desfayes ; Adolph Imboden († 13. 10. 1935), remplacé (décision du Grand Conseil 5. 2. 1936) par Albert Delaloye.

Suppléants : Raphaël Evéquo ; Joseph Roth ; Charles de Werra.

Rapporteur : Henri Chappaz.

Substitut : Rudolf Metry († 26. 8. 1936).

1937-1941 (14. 5. 1937). Otto de Chastonay ; Alfred Clausen ; Albert Delaloye ; Camille Desfayes ; Camille Pouget.

Suppléants : Raphaël Evéquo († 2. 12. 1937), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 2. 1938) par Marcel Gard ; Joseph Roth (démissionne le 13. 11. 1939), remplacé (décision du Grand Conseil 16. 11. 1939) par Wilhelm Ebener ; Charles de Werra.

Rapporteur : Raymund Loretan.

Substitut : René Spahr.

1941-1945 (16. 5. 1941). Otto de Chastonay († 3. 9. 1943), remplacé (décision du Grand Conseil 9. 2. 1944) par Wilhelm Ebener ; Alfred Clausen ; Albert Delaloye ; Camille Pouget ; René Spahr.

Suppléants : Henri Chappaz ; Wilhelm Ebener (élu juge), remplacé (décision du Grand Conseil 13. 5. 1944) par Marcel Oriani ; Marcel Gard.

Rapporteur : Raymund Loretan.

Substitut : André Desfayes.

1945-1949 (23. 5. 1945). Alfred Clausen (démissionne le 9. 11. 1947), remplacé (décision du Grand Conseil 27. 2. 1948) par André Germanier ; Albert Delaloye ; Wilhelm Ebener ; Camille Pouget ; René Spahr.

Suppléants : Henri Chappaz ; Marcel Oriani ; Flavien de Torrenté.

Rapporteur : Raymund Loretan.

Substitut : André Desfayes.

1949-1953 (13. 5. 1949). Albert Delaloye († 5. 4. 1950), remplacé (décision du Grand Conseil 11. 5. 1950) par Victor de Werra ; Wilhelm Ebener ; André Germanier ; Camille Pouget ; René Spahr.

Suppléants : Henri Chappaz ; Marcel Oriani ; Flavien de Torrenté.

Rapporteur : Raymund Loretan.

Substitut : André Desfayes († 1. 2. 1951), remplacé (décision du Grand Conseil 17. 5. 1951) par Aloys Morand.

1953-1957 (20. 5. 1953). Wilhelm Ebener ; André Germanier ; Luc Produit ; René Spahr ; Victor de Werra.

Suppléants : Henri Chappaz ; Marcel Oriani ; Flavien de Torrenté.

Rapporteur : Raymund Loretan (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 5. 1956) par Aloys Morand qui devient rapporteur de langue française.

Substitut : Aloys Morand (devient rapporteur), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 5. 1956) par Louis Imhof qui devient rapporteur de langue allemande.

1957-1961 (16. 5. 1957). Paul Eugen Burgener (élu le 17. 11. 1960)²⁰¹ ; Wilhelm Ebener ; André Germanier († 18. 5. 1960), remplacé (décision du Grand Conseil 7. 7. 1960) par Henri Fragnière ; Aloys Morand (élu le 17. 11. 1960)²⁰¹ ; Luc Produit ; René Spahr ; Victor de Werra.

Suppléants : Henri Chappaz († 13. 7. 1960) ; Marcel Oriani ; Flavien de Torrenté.

Rapporteur : Aloys Morand (élu juge le 17. 11. 1960).

Substitut : Louis Imhof (rapporteur de langue allemande).

1961-1965 (13. 5. 1961). Paul Eugen Burgener ; Wilhelm Ebener (démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 11. 7. 1963) par Joseph Meyer ; Henri Fragnière ; Aloys Morand ; Luc Produit ; René Spahr ; Victor de Werra (appelé à la présidence centrale de l'Association suisse de football, démissionne avec effet à fin avril 1964), remplacé (décision du Grand Conseil 14. 5. 1964) par Gérard Emery.

Suppléants : Walter Bittel ; Gérard Emery (élu juge), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 6. 1964) par Jean-Maurice Gross ; Marcel Oriani ; Flavien de Torrenté ; Edmond Troillet.

Rapporteur : Louis Imhof.

Substitut : Philippe Chastelain.

Le rapporteur et son substitut sont, en vertu du nouveau code de procédure pénale, remplacés par les procureurs.

Procureurs (11. 7. 1963) : Louis Allet, fonctionne comme procureur général ; Amédée Délèze ; Ferdinand Summermatter.

1965-1969 (13. 5. 1965). Paul Eugen Burgener ; Gérard Emery ; Henri Fragnière (élu juge au Tribunal fédéral le 14. 12. 1967, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 1. 1968) par Jean Quinodoz ; Joseph Meyer ; Aloys Morand ; Luc Produit ; René Spahr.

Suppléants : Walter Bittel ; Jean-Maurice Gross ; Marcel Oriani ; Flavien de Torrenté ; Edmond Troillet.

Procureurs : Louis Allet, fonctionne comme procureur général ; Amédée Délèze ; Ferdinand Summermatter.

²⁰¹ Le nombre des juges est porté de 5 à 7 et celui des suppléants de 3 à 5 par la loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 7 chiffre 1. L'entrée en vigueur de ladite loi étant fixée au 1^{er} janvier 1961 (arrêté du Conseil d'Etat 14. 10. 1960), le Grand Conseil élit deux nouveaux juges. Les suppléants complémentaires ne seront cependant élus qu'au début de la législature suivante, en même temps que tout le Tribunal cantonal.

1969-1973 (20. 5. 1969). Paul Eugen Burgener ; Gérard Emery ; Joseph Meyer ; Aloys Morand (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 16. 11. 1972) par Henri Gard ; Luc Produit ; Jean Quinodoz ; René Spahr (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 12. 11. 1970) par Jean Cleusix.

Suppléants : Walter Bittel ; Charles-Marie Crittin ; Jean-Maurice Gross ; Edmond Troillet ; Alfons Volken.

Procureurs : Louis Allet, fonctionne comme procureur général (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 6. 1970) par Pierre Antonioli ; Amédée Délèze ; Ferdinand Summermatter, devient procureur général (décision du Grand Conseil 24. 6. 1970).

1973-1977 (17. 5. 1973). Paul Eugen Burgener (démissionne pour le 31. 5. 1977) ; Jean Cleusix ; Gérard Emery ; Henri Gard ; Joseph Meyer ; Luc Produit (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil du 3. 7. 1975) par Jean-Maurice Gross ; Jean Quinodoz (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 11. 11. 1976) par Pierre Delaloye.

Suppléants : Adolf Anthamatten ; Charles-Marie Crittin ; Jean-Maurice Gross (élu juge), remplacé (décision du Grand Conseil 13. 5. 1976) par Victor Gillioz ; Edmond Troillet (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 3. 7. 1975) par Georges Pattaroni ; Alfons Volken.

Procureurs : Amédée Délèze, fonctionne comme procureur général ; Pierre Antonioli ; Ferdinand Summermatter († 28. 5. 1974), remplacé (décision du Grand Conseil 14. 11. 1974) par Alain Zen-Ruffinen.

Les présidents Die Präsidenten

En fonctions *Elu le*
Amtszeit *Gewählt am*

Tribunal d'Appel 1848-1877/Appellationsgericht 1848-1877

1848-1877	21. 1. 1848	Bernard-Etienne Cropt
-----------	-------------	-----------------------

Cour d'Appel et de Cassation/Appellations- und Kassationsgerichtshof 1877-1909

1877-1884	29. 5. 1877	Bernard-Etienne Cropt
1884-1886	24. 5. 1884	Ferdinand de Montheys (démissionne le 16. 11. 1886)
1886-1890	18. 11. 1886	Ignaz Zen-Ruffinen
1890-1891	23. 5. 1890	Cyprien Barlatey († 24. 2. 1891)
1891-1895	22. 5. 1891	Peter Marie Gentinetta
1895-1901	23. 8. 1895	Alphonse Pitteloud
1901-1904	10. 6. 1901	Henri Bioley
1904-1906	5. 7. 1904	Joseph Ribordy
1906-1909	26. 5. 1906	Isaac Marclay

Tribunal cantonal dès 1909/Kantonsgericht seit 1909

1909-1927	13. 5. 1909	Isaac Marclay († 18. 1. 1927)
1927-1928	10. 3. 1927	Alexis Graven
1928-1929	23. 5. 1928	Camille Desfayes
1929-1930	17. 5. 1929	Adolph Imboden
1930-1931	16. 5. 1930	Otto de Chastonay
1931-1932	15. 5. 1931	Alfred Clausen
1932-1933	12. 5. 1932	Alexis Graven
1933-1934	12. 5. 1933	Camille Desfayes
1934-1935	17. 5. 1934	Adolph Imboden
1935-1936	23. 5. 1935	Otto de Chastonay
1936-1937	14. 5. 1936	Alfred Clausen
1937-1938	14. 5. 1937	Camille Pouget
1938-1939	9. 5. 1938	Camille Desfayes
1939-1940	25. 5. 1939	Albert Delaloye
1940-1941	28. 5. 1940	Otto de Chastonay ²⁰²
1941-1942	16. 5. 1941	Alfred Clausen
1942-1943	15. 5. 1942	Camille Pouget
1943-1944	13. 5. 1943	Albert Delaloye
1944-1945	11. 5. 1944	René Spahr
1945-1946	23. 5. 1945	Wilhelm Ebener

²⁰² Elu par arrêté du Conseil d'Etat en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par le Grand Conseil (décret du 14. 11. 1939).

1946-1947	16. 5. 1946	Alfred Clausen
1947-1948	30. 5. 1947	Camille Pouget
1948-1949	12. 5. 1948	Albert Delaloye
1949-1950	13. 5. 1949	René Spahr
1950-1951	11. 5. 1950	Wilhelm Ebener
1951-1952	17. 5. 1951	André Germanier
1952-1953	16. 5. 1952	Camille Pouget
1953-1954	20. 5. 1953	Victor de Werra
1954-1955	13. 5. 1954	René Spahr
1955-1956	12. 5. 1955	Wilhelm Ebener
1956-1957	24. 5. 1956	André Germanier
1957-1958	16. 5. 1957	Luc Produit
1958-1959	19. 5. 1958	Victor de Werra
1959-1960	14. 5. 1959	René Spahr
1960-1961	12. 5. 1960	Wilhelm Ebener
1961-1962	13. 5. 1961	Luc Produit
1962-1963	17. 5. 1962	Victor de Werra
1963-1964	16. 5. 1963	Henri Fragnière
1964-1965	14. 5. 1964	Aloys Morand
1965-1966	13. 5. 1965	Paul Eugen Burgener
1966-1967	12. 5. 1966	René Spahr
1967-1968	11. 5. 1967	Luc Produit
1968-1969	16. 5. 1968	Gérard Emery
1969-1970	20. 5. 1969	Joseph Meyer
1970-1971	14. 5. 1970	Aloys Morand
1971-1972	13. 5. 1971	Paul Eugen Burgener
1972-1973	16. 5. 1972	Luc Produit
1973-1974	17. 5. 1973	Jean Quinodoz
1974-1975	13. 5. 1974	Gérard Emery
1975-1976	12. 5. 1975	Joseph Meyer
1976-1977	10. 5. 1976	Jean Cleusix

Les vice-présidents Die Vizepräsidenten

En fonctions *Elu le*
Amtszeit *Gewählt am*

Tribunal d'Appel 1848-1877/Appellationsgericht 1848-1877

1848-1853	21. 1. 1848	Jean-Baptiste Briguet
1853-1855	19. 1. 1853	Joseph Anton Clemenz
1856-1857	24. 5. 1856	Jean-Baptiste Briguet
1857-1867	25. 5. 1857	Joseph Loretan
1867-1869	23. 5. 1867	Fidèle Joris
1869-1870	15. 6. 1869	Joseph Anton Clemenz
1871-1877	3. 6. 1871	Fidèle Joris

Cour d'Appel et de Cassation/Appellations- und Kassationsgerichtshof 1877-1909

1877-1878	29. 5. 1877	Ferdinand de Montheys
1878-1882	29. 5. 1878	Ignaz Zen-Ruffinen
1882-1883	17. 5. 1882	Ferdinand de Montheys
	27. 11. 1883	Felix Clausen (refuse)
1884-1886	24. 5. 1884	Ignaz Zen-Ruffinen
	23. 11. 1886	Jean-Baptiste Gaspoz (refuse)
1886-1887	23. 11. 1886	Antoine Ribordy (démissionne)
1887-1890	26. 11. 1887	Cyprien Barlatey
1890-1891	23. 5. 1890	Peter Marie Gentinetta
1891-1893	22. 5. 1891	Alfred Tissières
1893-1895	19. 5. 1893	Alphonse Pitteloud
1895-1901	23. 8. 1895	Peter Marie Gentinetta
1901-1904	10. 6. 1901	Joseph Ribordy
1904-1907	5. 7. 1904	Cäsar Clemenz
1907-1909	19. 11. 1907	Gustav Loretan

Tribunal cantonal dès 1909/Kantonsgericht seit 1909

1909-1927	13. 5. 1909	Gustav Loretan
1927-1928	10. 3. 1927	Camille Desfayes
1928-1929	23. 5. 1928	Adolph Imboden
1929-1930	17. 5. 1929	Otto de Chastonay
1930-1931	16. 5. 1930	Alfred Clausen
1931-1932	15. 5. 1931	Alexis Graven
1932-1933	12. 5. 1932	Camille Desfayes
1933-1934	12. 5. 1933	Adolph Imboden
1934-1935	17. 5. 1934	Otto de Chastonay
1935-1936	23. 5. 1935	Alfred Clausen
1936-1937	14. 5. 1936	Camille Pouget
1937-1938	14. 5. 1937	Camille Desfayes

1938-1939	9. 5. 1938	Albert Delaloye
1939-1940	25. 5. 1939	Otto de Chastonay
1940-1941	28. 5. 1940	Alfred Clausen ²⁰³
1941-1942	16. 5. 1941	Camille Pouget
1942-1943	15. 5. 1942	Albert Delaloye
1943-1944	13. 5. 1943	René Spahr
1944-1945	11. 5. 1944	Wilhelm Ebener
1945-1946	23. 5. 1945	Alfred Clausen
1946-1947	16. 5. 1946	Camille Pouget
1947-1948	30. 5. 1947	Albert Delaloye
1948-1949	12. 5. 1948	René Spahr
1949-1950	13. 5. 1949	Wilhelm Ebener
1950-1951	11. 5. 1950	André Germanier
1951-1952	17. 5. 1951	Camille Pouget
1952-1953	16. 5. 1952	Victor de Werra
1953-1954	20. 5. 1953	René Spahr
1954-1955	13. 5. 1954	Wilhelm Ebener
1955-1956	12. 5. 1955	André Germanier
1956-1957	24. 5. 1956	Luc Produit
1957-1958	16. 5. 1957	Victor de Werra
1958-1959	19. 5. 1958	René Spahr
1959-1960	14. 5. 1959	Wilhelm Ebener
1960	12. 5. 1960	André Germanier († 18. 5. 1960)
1960-1961	7. 7. 1960	Luc Produit
1961-1962	13. 5. 1961	Victor de Werra
1962-1963	17. 5. 1962	Henri Fragnière
1963-1964	16. 5. 1963	Aloys Morand
1964-1965	14. 5. 1964	Paul Eugen Burgener
1965-1966	13. 5. 1965	René Spahr
1966-1967	12. 5. 1966	Luc Produit
1967-1968	11. 5. 1967	Gérard Emery
1968-1969	16. 5. 1968	Joseph Meyer
1969-1970	20. 5. 1969	Aloys Morand
1970-1971	14. 5. 1970	Paul Eugen Burgener
1971-1972	13. 5. 1971	Luc Produit
1972-1973	16. 5. 1972	Jean Quinodoz
1973-1974	17. 5. 1973	Gérard Emery
1974-1975	13. 5. 1974	Joseph Meyer
1975-1976	12. 5. 1975	Jean Cleusix
1976-1977	10. 5. 1976	Paul Eugen Burgener

²⁰³ Elu par arrêté du Conseil d'Etat en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par le Grand Conseil (décret du 14. 11. 1939).

Tribunaux de district et d'arrondissement

Introduction

L'instance judiciaire du district est constituée par les tribunaux de district et d'arrondissement dont les attributions et les compétences sont multiples et fort complexes. L'organisation de ces tribunaux, qui ont eu des structures bien distinctes durant trois grandes périodes, n'est pas moins compliquée. La première organisation judiciaire est mise en place en 1848, la deuxième en 1877 et la troisième à partir de 1921.

1. Organisation judiciaire de 1848 à 1877

Aux termes de la constitution de 1848 il y a dans chaque district un tribunal au civil, au correctionnel et au criminel. Toutefois, le district de Rarogne peut en avoir deux, l'un pour la partie orientale, l'autre pour la partie occidentale. La législation ultérieure maintient ces dispositions²⁰⁴. Chaque tribunal est composé de cinq membres et de quatre suppléants²⁰⁵ dont la durée de fonctions, dans un premier temps, est fixée à cinq ans par la constitution de 1848, puis à quatre ans par celle de 1852²⁰⁶. La législation attribue d'abord au seul Conseil d'Etat le pouvoir de nommer les juges, mais la constitution de 1852 modifie déjà le système en confiant cette tâche à un « corps électoral » composé du Conseil d'Etat et du Tribunal d'Appel réunis²⁰⁷. Avant l'entrée en vigueur de la loi d'organisation judiciaire de 1855, le président et le vice-président sont choisis parmi les juges, par les juges eux-mêmes

²⁰⁴ Constitution du 10 janvier 1848, art. 43. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 40. — Loi du 22 novembre 1855 sur l'organisation et la compétence des tribunaux, art. 1 et 2.

²⁰⁵ Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 16. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 47. — Loi du 22 novembre 1855 sur l'organisation et la compétence des tribunaux, art. 1^{er}. Cet article prévoit que les tribunaux seront composés de cinq suppléants alors qu'on a continué de n'en nommer que quatre, conformément aux dispositions antérieures.

²⁰⁶ Constitution du 10 janvier 1848, art. 61. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 60.

²⁰⁷ Constitution du 10 janvier 1848, art. 44. — Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 17. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 48. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 41. — Loi du 22 novembre 1855 sur l'organisation et la compétence des tribunaux, art. 4.

et par leurs suppléants²⁰⁸ ; ensuite, ils sont nommés par le Conseil d'Etat et le Tribunal d'Appel réunis²⁰⁹. Les membres du tribunal de district prennent un rang qui est déterminé par un second vote du « corps électoral »²¹⁰ ; ainsi, en cours de période, les remplaçants occupent le dernier rang, dans l'ordre de leur nomination, à moins que le « corps électoral » n'en décide autrement²¹¹. La loi ne fixe pas de date pour la nomination des membres des tribunaux, mais celle-ci s'opère en février 1848 pour la première période, en avril 1853 pour la deuxième période, puis toujours en juin dès 1857. L'entrée en fonctions des juges n'est pas déterminée non plus par la loi. Cependant pour la période législative de 1853 à 1857 l'entrée en fonctions des tribunaux de district est fixée au 6 juin 1853, par la voie d'un arrêté²¹² postérieur au décret transitoire sur la mise en vigueur de la constitution de 1852²¹³ qui prévoyait l'expiration de leur mandat au 1^{er} juillet 1857.

2. Organisation judiciaire de 1877 à 1921

Les modifications importantes de la constitution de 1875 ouvrent une nouvelle ère pour les tribunaux de district, dont l'organisation est bouleversée. Elle supprime, en effet, les tribunaux de district et instaure en nombre réduit des tribunaux d'arrondissement au civil, au correctionnel et au criminel. Ils ne seront désormais plus qu'au nombre de quatre : le tribunal du premier arrondissement formé des districts de Conches, de Rarogne oriental et de Brigue ; le deuxième, de ceux de Viège, de Rarogne occidental et de Loèche ; le troisième, de ceux de Sierre, d'Hérens, de Sion et de Conthey ; le quatrième, de ceux d'Entremont, de Martigny, de Saint-Maurice et de Monthey²¹⁴. Dans chaque district, l'ancien tribunal est remplacé par un seul juge-instructeur, qui a un ou deux suppléants suivant l'importance du district ; ainsi, ceux de Sierre, Sion, Entremont, Martigny et Monthey ont deux juges-suppléants et les autres en ont un seul²¹⁵. Le tribunal d'arrondissement est composé du juge-instructeur du district dans lequel la cause est pendante et des juges-instructeurs des deux autres districts du même arrondissement. Le troisième et le quatrième arrondissement comportant quatre districts, ce sont les juges-instructeurs des deux districts voisins de celui dans lequel la cause

²⁰⁸ Constitution du 10 janvier 1848, art. 45. — Loi électorale du 2 décembre 1851, art. 18. — Règlement électoral du 15 janvier 1852 en exécution de la loi du 2 décembre 1851, art. 50. — Constitution du 23 décembre 1852, art. 41.

²⁰⁹ Loi du 22 novembre 1855 sur l'organisation et la compétence des tribunaux, art. 4.

²¹⁰ Archives de l'Etat du Valais, Conseil d'Etat II 20 b, n° 1, fol. 1.

²¹¹ *Ibidem*, fol. 5.

²¹² Arrêté du 10 mai 1853 sur l'entrée en fonctions des tribunaux de district, art. 2.

²¹³ Décret transitoire du 23 décembre 1852 sur la mise en vigueur de la constitution, art. 8.

²¹⁴ Constitution du 26 novembre 1875, art. 51 et 52. — Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 15. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 13. — Constitution du 8 mars 1907, art. 63.

²¹⁵ Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 1 et 6. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 10.

est pendante qui forment avec son juge-instructeur le tribunal ²¹⁶. Les juges-instructeurs et leurs suppléants sont nommés par la Cour d'Appel ²¹⁷. Ils sont au début assermentés par le préfet ²¹⁸, puis à partir de 1896, par la Cour d'Appel ²¹⁹. Les tribunaux d'arrondissement siègent tout d'abord chaque fois que les circonstances l'exigent ²²⁰ ; dès 1896 ils ne siègent que cinq fois par année ²²¹. Leurs membres entrent probablement en fonctions à la première session qui suit leur nomination ²²². Leur mandat d'une durée de quatre ans reste en tout cas inchangé ²²³. Il a cependant été écourté de deux ans au début et à la fin de cette période, qui vit d'importantes transformations.

3. Organisation judiciaire dès 1921

La révision du code de procédure civile de 1919 est à l'origine d'un changement complet des institutions et des systèmes en place. Elle introduit, en effet, une simplification dans la marche de la procédure, ce qui implique une nouvelle organisation des tribunaux. C'est le début de la troisième période, dont les nouvelles dispositions entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1921. Le code établit que les tribunaux d'arrondissement sont supprimés pour les affaires civiles ; leurs compétences passent aux mains des juges-instructeurs dont le nombre est ramené à neuf. Cette réduction suscite évidemment une répartition quelque peu différente de leur juridiction ; celle-ci est déterminée par décret de la manière suivante : il y a un juge-instructeur et un suppléant pour les districts de Conches, Rarogne oriental et Brigue ; pour les districts de Viège et Rarogne occidental ; pour le district de Loèche ; pour le district de Sierre ; pour le district de Sion ; pour les districts d'Hérens et Conthey ; pour le district de Martigny, plus quelques localités du district de Saint-Maurice ; pour le district d'Entremont ; pour les districts de Saint-Maurice et Monthey ²²⁴.

En revanche, pour le correctionnel et le criminel c'est ce même code qui, au chapitre des dispositions finales et transitoires, institue trois tribunaux

²¹⁶ Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 16, 17 et 18. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 14, 15 et 16.

²¹⁷ Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 31. — Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 11.

²¹⁸ Loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 46.

²¹⁹ Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 11.

²²⁰ Règlement du 27 octobre 1880 concernant l'exécution de la loi du 24 mai 1876 sur l'organisation des tribunaux, art. 2.

²²¹ Loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 47. — Règlement du 11 novembre 1896 concernant l'exécution de la loi du 30 mai 1896 sur l'organisation judiciaire, art. 4.

²²² On ne connaît pas de base légale : on pense que l'entrée en fonctions concorde avec celle de la Cour d'Appel.

²²³ Constitution du 26 novembre 1875, art. 71.

²²⁴ Code de procédure civile du 22 novembre 1919, art. 392 a. — Règlement d'exécution du code de procédure civile du 26 août 1920, art. 3 et 4. — Décret du 19 novembre 1920 fixant la juridiction des juges-instructeurs, art. 1, 2 et 3. — Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 5 chiffres 1, 2 et 3.

d'arrondissement formés comme suit : le premier, des districts de Conches, Rarogne, Brigue, Viège et Loèche ; le deuxième, des districts de Sierre, Hérens, Sion et Conthey ; le troisième, des districts de Martigny, Entremont, Saint-Maurice et Monthey. Chaque tribunal d'arrondissement est composé de trois juges-instructeurs des districts respectifs ²²⁵.

Cette organisation judiciaire est maintenue sans changement jusqu'en 1960. Mais la progression constante des affaires judiciaires provoque une lente restructuration, qui ne s'achèvera qu'à la fin de 1974. Ainsi, la loi d'organisation judiciaire de 1960 détache d'abord le district de Rarogne occidental du district de Viège pour l'attribuer au juge-instructeur du district de Loèche ; de même, le district de Saint-Maurice, dont certaines localités étaient déjà dans la juridiction du juge-instructeur de Martigny, passe entièrement à celui-ci ^{225 bis}. Puis, le Grand Conseil est ensuite amené à créer, en 1963, « un poste de juge-instructeur extraordinaire pour les districts de Sierre et de Sion, aux fins de décharger les juges de ces deux grands arrondissements d'une partie de leurs tâches » ²²⁶. Quelques années après, la course toujours ascendante du volume des affaires contraint le Grand Conseil à adopter, le 23 juin 1971, une modification de la loi d'organisation judiciaire permettant la création de plusieurs postes de juges-instructeurs dans un même tribunal de district ²²⁷. Le premier tribunal qui est pourvu d'un second juge-instructeur est celui des districts de Martigny et de Saint-Maurice, dès 1971 ²²⁸, suivi, en 1972, du tribunal du district de Viège ²²⁹, en 1973, du tribunal du district de Sierre et du district de Sion ²³⁰, et, en 1974, du tribunal des districts de Brigue, Rarogne oriental et Conches ²³¹. Dans les cinq tribunaux ainsi dédoublés, le juge I et le juge II se remplacent mutuellement ²³².

²²⁵ Code de procédure civile du 22 novembre 1919, art. 392 c. — Règlement d'exécution du code de procédure civile du 26 août 1920, art. 9. — Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 6.

^{225 bis} Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 5 chiffre 2, c et g.

²²⁶ Décret du 1^{er} février 1963 concernant la nomination d'un juge-instructeur extraordinaire pour les districts de Sion et de Sierre.

²²⁷ Loi du 23 juin 1971 modifiant et complétant la loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 2 chiffre 1, 3^e alinéa.

²²⁸ Décret du 12 novembre 1971 portant création d'un deuxième poste de juge-instructeur au Tribunal des districts de Martigny et de Saint-Maurice.

²²⁹ Décret du 4 février 1972 portant création d'un deuxième poste de juge-instructeur au Tribunal du district de Viège.

²³⁰ Décret du 8 février 1973 portant création d'un deuxième poste de juge-instructeur au Tribunal du district de Sierre et au Tribunal du district de Sion. Ce même décret, à son art. 2, supprime le Tribunal de Sierre-Sion II.

²³¹ Décret du 15 novembre 1974 portant création d'un deuxième poste de juge-instructeur au Tribunal des districts de Brigue, Rarogne oriental et Conches.

²³² En fait, en un premier temps, ils *peuvent se remplacer* : ordonnance du Tribunal cantonal du 22 décembre 1971 concernant les attributions des juges-instructeurs du Tribunal des districts de Martigny et Saint-Maurice, art. 4 (v. *Recueil des lois*, 1971, p. 338) ; Verordnung des Kantonsgerichts vom 12. September 1972 betreffend die Arbeitsteilung zwischen den Instruktionsrichtern des Bezirks Visp, Art. 4 (v. *Bulletin officiel*, 22 septembre 1972, p. 996) ; ordonnance du Tribunal cantonal du 22 mars 1973 concernant les attributions des juges-instructeurs I et II des Tribunaux de Sierre et de Sion, art. 4 (v. *Recueil des lois*, 1973, p. 188) ; plus tard ils *se remplacent* effectivement : protocoles des séances administratives du

Les juges-instructeurs et leurs suppléants sont, comme par le passé, nommés et assermentés par le Tribunal cantonal ²³³. Leur entrée en fonctions a lieu en 1921 le 1^{er} janvier ²³⁴ ; par la suite, le premier jour de juillet qui suit leur nomination. Dès 1959 toutefois, ils terminent l'année civile et restent ainsi en fonctions jusqu'au 31 décembre ²³⁵. Finalement, en 1969, le Tribunal cantonal décide de nommer à l'avenir les juges-instructeurs en mai et de fixer leur entrée en fonctions au 1^{er} juin ²³⁶. La durée du mandat des juges demeure toujours limitée à quatre ans. Elle a cependant été écourtée d'une année lors de la mise en place de la nouvelle organisation judiciaire (1921-1923), puis de deux ans (1968-1969) suite à la décision du Tribunal cantonal de faire coïncider la nomination des juges-instructeurs avec celle du Tribunal cantonal, au début de chaque nouvelle législature, en mai.

Dès 1921, il est précisé que « les membres des tribunaux doivent tout leur temps à leurs fonctions » ²³⁷.

Etablissement des listes

Les listes du présent chapitre ont été établies d'après les protocoles originaux de nomination, à savoir ceux déposés aux Archives de l'Etat du Valais : protocoles des séances du Conseil d'Etat (1848-1853), protocoles des séances du Conseil d'Etat et du Tribunal d'Appel (1853-1876) ; ceux déposés aux Archives du Tribunal cantonal : protocoles des séances administratives de la Cour d'Appel et de Cassation (1894-1908), puis du Tribunal cantonal dès 1909 ^{237 bis}.

On constate d'emblée que les protocoles des années 1877 à 1894 font défaut. Cette importante lacune nous a imposé le recours à d'autres sources moins sûres : l'*Annuaire officiel*, le *Bulletin officiel* ainsi que les journaux. En effet, l'*Annuaire officiel* ne peut publier les changements intervenus pendant son impression ou en cours d'année. Le *Bulletin officiel* et les journaux

Tribunal cantonal du 13 janvier 1975 ; ordonnance du Tribunal cantonal du 3 mars 1975 concernant les attributions des juges-instructeurs et des greffiers I et II dans les tribunaux dédoublés de Conches - Rarogne oriental - Brigue, Viège, Sierre, Sion et Martigny - Saint-Maurice, art. 3 (v. *Bulletin officiel*, 7 mars 1975, p. 154) ; *Rapport du Tribunal cantonal*, 1975, p. 7.

²³³ L'article 11 de la loi d'organisation judiciaire de 1896 est toujours en vigueur à ce sujet. Il est confirmé dans les lois suivantes : loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 5 chiffre 4 ; loi du 23 juin 1971 modifiant et complétant la loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 2 chiffre 3.

²³⁴ Règlement d'exécution du code de procédure civile du 26 août 1920, art. 63.

²³⁵ Sans décision motivée, lors de la nomination périodique du 5 juillet 1955, le protocole des décisions du Tribunal cantonal mentionne que les juges sont nommés pour « la période de 1955-1959 (31 décembre) » ; ce système se maintient jusqu'en 1969.

²³⁶ Protocole des séances administratives du Tribunal cantonal du 30 mai 1969 (application analogique de la décision du Grand Conseil du 17 mai 1929, qui fixe pour le Tribunal cantonal l'entrée en fonctions au 1^{er} juin, et de l'art. 43 de la constitution cantonale, qui établit que le Tribunal cantonal est nommé dans la première session ordinaire de chaque législature).

²³⁷ Règlement d'exécution du code de procédure civile du 26 août 1920, art. 57. — Loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 14.

^{237 bis} Voir en outre la bibliographie générale.

de cette époque, en revanche, ne diffusent que par intermittence les changements survenus en cours de période ; même les nominations périodiques n'y figurent ni régulièrement ni complètement. Ces bases n'offrent donc pas les garanties requises pour établir des listes correctes durant la période de 1877 à 1894 : elles sont partant susceptibles d'être amendées ou complétées.

De 1848 à 1877, les listes sont établies par district et dans l'ordre chronologique avec :

- les dates extrêmes de chaque législature et, entre parenthèses, la date d'élection ;
- les noms des juges (président, vice-président, juges et suppléants ; juges et suppléants sont classés par ordre de nomination).

De 1877 à 1920, les listes sont établies par arrondissements et districts et par ordre chronologique avec :

- les dates extrêmes de chaque législature et, entre parenthèses, la date d'élection ;
- les noms des juges-instructeurs et de leurs suppléants.

Dès 1921, les listes sont établies par groupes de districts et par ordre chronologique avec :

- les dates extrêmes de chaque législature et, entre parenthèses, la date d'élection ;
- les noms des juges-instructeurs et de leurs suppléants.

Si des explications supplémentaires doivent être fournies, elles paraissent en note en bas de page.

Bezirks- und Kreisgerichte

Einleitung

Die richterliche Behörde des Bezirkes besteht aus den Bezirks- und Kreisgerichten; deren Aufgaben und Kompetenzen sind zahlreich und recht vielfältig. Deshalb ist auch die Organisation dieser Gerichte, die in drei grossen Zeitabschnitten klar unterschiedliche Strukturen aufweisen, nicht weniger kompliziert. Die erste Gerichtsorganisation wurde 1848 eingerichtet, die zweite 1877 und die dritte 1921.

1. Gerichtsorganisation von 1848 bis 1877

Aufgrund der Verfassung von 1848 war in jedem Bezirk ein Zivil-, ein Korrektionell- und ein Kriminalgericht. Jedoch war es dem Bezirk Raron gestattet, zwei Gerichte zu haben, das eine für den westlichen, das andere für den östlichen Teil. Die spätere Gesetzgebung hielt an diesen Bestimmungen fest²³⁸. Jedes Gericht bestand aus fünf Mitgliedern und vier Suppleanten²³⁹, deren Amtsdauer vorerst durch die Verfassung von 1848 auf fünf Jahre festgesetzt wurde, dann aber durch die Verfassung von 1852 auf vier Jahre herabgesetzt wurde²⁴⁰. Die Gesetzgebung bevollmächtigte zuerst nur den Staatsrat zur Ernennung der Richter, doch schon die Verfassung von 1852 änderte dieses System und übertrug diese Aufgabe einem Wahlkörper bestehend aus dem Staatsrat und dem Appellationsgericht²⁴¹. Vor dem Inkraft-

²³⁸ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 43. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 40. — Gesetz vom 22. November 1855 betreffend die Organisation und die Zuständigkeit der Gerichtshöfe, Art. 1 und 2.

²³⁹ Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 16. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 47. — Gesetz vom 22. November 1855 betreffend die Organisation und die Zuständigkeit der Gerichtshöfe, Art. 1. Dieser Artikel bestimmt, dass die Gerichte fünf Suppleanten haben sollen, doch wurden gemäss vorhergehendem Gesetz immer nur vier ernannt.

²⁴⁰ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 61. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 60.

²⁴¹ Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 44. — Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 17. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 48. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 41. — Gesetz vom 22. November 1855 betreffend die Organisation und die Zuständigkeit der Gerichtshöfe, Art. 4.

treten des Gesetzes von 1855 betreffend die Organisation und die Zuständigkeit der Gerichtshöfe wurden Präsident und Vizepräsident von den Richtern und ihren Suppleanten unter den «effectiven Mitgliedern des Gerichtes» gewählt²⁴²; später wurden sie vom Staatsrat und vom Appellationsgericht vereint ernannt²⁴³. Die Rangordnung der Mitglieder des Bezirksgerichtes wurde durch einen zweiten Wahlgang dieses Wahlkörpers bestimmt²⁴⁴; während der Amtsperiode nahmen die Stellvertreter jeweils in der Reihenfolge ihrer Ernennung den letzten Rang ein, sofern der Wahlkörper nicht anders entschied²⁴⁵. Das Ernennungsdatum der Mitglieder der Gerichte war nicht durch das Gesetz festgelegt. Für die erste Amtsperiode wurden sie im Februar 1848 ernannt, für die zweite Amtsperiode im April 1853 und von 1857 an immer im Juni. Auch der Amtsantritt der Richter war nicht durch das Gesetz festgelegt. Für die Legislaturperiode von 1853 bis 1857 war allerdings der Beginn der Amtsverrichtungen der Bezirksgerichte durch einen Beschluss²⁴⁶ auf den 6. Juni festgelegt. Dieser Beschluss wurde nach dem Übergangsdekret von 1852 über die Inkraftsetzung der Verfassung²⁴⁷, das die Beendigung der Amtsverrichtungen der Bezirksgerichte auf den 1. Juli 1857 vorgesehen hatte, gefasst.

2. Gerichtsorganisation von 1877 bis 1921

Die erheblichen Änderungen, welche die Verfassung von 1875 brachte, eröffneten für die Bezirksgerichte eine neue Epoche, ihre Organisation wurde völlig umgestaltet. Die neue Verfassung räumte mit den Bezirksgerichten auf und führte in beschränkter Zahl Kreisgerichte in Zivil-, Korrektions- und Kriminalsachen ein. Inskünftig sollten nur noch vier Kreisgerichte bestehen, das erste gebildet aus den Bezirken Goms, Brig und Östlich-Raron, das zweite gebildet aus den Bezirken Visp, Leuk und Westlich-Raron, das dritte gebildet aus den Bezirken Siders, Ering, Sitten und Gundis, das vierte gebildet aus den Bezirken Martinach, Entremont, St. Moritz und Monthey²⁴⁸. In jedem

²⁴² Verfassung vom 10. Januar 1848, Art. 45. — Wahlgesetz vom 2. Dezember 1851, Art. 18. — Reglement vom 15. Januar 1852 zur Vollziehung des Wahlgesetzes vom 2. Dezember 1851, Art. 50. — Verfassung vom 23. Christmonat 1852, Art. 41.

²⁴³ Gesetz vom 22. November 1855 betreffend die Organisation und die Zuständigkeit der Gerichtshöfe, Art. 4.

²⁴⁴ Walliser Kantonsarchiv, Conseil d'Etat II 20 b, N° 1, fol. 1.

²⁴⁵ *Ibidem*, fol. 5.

²⁴⁶ Beschluss vom 10. Mai 1853 über den Antritt der Amtsverrichtungen der Bezirksgerichte, Art. 2.

²⁴⁷ Übergangsdekret vom 23. Dezember 1852 über die Inkraftsetzung der Verfassung, Art. 8.

²⁴⁸ Verfassung vom 26. November 1875, Art. 51 und 52. — Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 15. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 13. — Verfassung vom 8. März 1907, Art. 63. — Zur Terminologie: 1876 wurde im Gesetz der Ausdruck Untersuchungsrichter verwendet. Im Gesetz von 1896 spricht man von Einleitungsrichter. Heute ist der Ausdruck Instruktionsrichter allgemein üblich.

Bezirk wurde das ehemalige Gericht durch einen einzigen Untersuchungsrichter ersetzt, der je nach Grösse des Bezirkes ein oder zwei Ersatzrichter erhielt. Die Untersuchungsrichter von Siders, Sitten, Entremont, Martinach und Monthey erhielten demgemäss zwei Ersatzrichter, die übrigen nur einen²⁴⁹. Das Kreisgericht bestand aus dem Untersuchungsrichter des Bezirkes, in welchem der Handel anhängig war, und aus den Untersuchungsrichtern der zwei anderen Bezirke desselben Kreises. Im dritten und vierten Kreise wurde das Gericht gebildet aus dem Untersuchungsrichter des Bezirkes, in welchem der Handel anhängig war, und den Untersuchungsrichtern der zwei nächstgelegenen Bezirke²⁵⁰. Die Untersuchungsrichter und deren Ersatzrichter wurden durch das Appellationsgericht gewählt²⁵¹. Sie wurden zu Beginn durch den Regierungstatthalter²⁵² und von 1896 an durch das Appellationsgericht beeidet²⁵³. Die Kreisgerichte tagten vorerst jedes Mal, wenn die Umstände es verlangten²⁵⁴; von 1896 an traten sie nur noch zu fünf jährlichen Sessionen zusammen²⁵⁵. Die Mitglieder nahmen wahrscheinlich anlässlich der ersten Session nach ihrer Ernennung ihre Amtstätigkeit auf²⁵⁶. An der vierjährigen Amtszeit wurde nichts geändert²⁵⁷. Allerdings dauerte sie sowohl zu Beginn wie am Ende dieser an Änderungen reichen Zeitspanne nur zwei Jahre.

3. Gerichtsorganisation ab 1921

Die Revision der Zivilprozessordnung von 1919 bedingte eine vollständige Änderung der bestehenden Institutionen. Sie brachte in der Tat eine Vereinfachung des gerichtlichen Verfahrens, was eine neue Gerichtsorganisation verlangte. Damit sind wir am Anfang der dritten Epoche, deren neue Bestimmungen am 1. Januar 1921 in Kraft traten. Das Gesetzbuch schaffte die Kreisgerichte für Zivilhandel ab, die Instruktionsrichter, deren Zahl auf neun herabgesetzt wurde, übernahmen deren Kompetenzen. Diese Verminderung bedingte freilich eine etwas andere Aufteilung der örtlichen Zuständigkeit der einzelnen Instruktionsrichter; diese wurde durch ein Dekret wie folgt festgelegt: Es gibt einen Instruktionsrichter und einen Stellvertreter für die

²⁴⁹ Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 1 und 6. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 10.

²⁵⁰ Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 16, 17 und 18. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 14, 15 und 16.

²⁵¹ Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 31. — Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 11.

²⁵² Gesetz vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 46.

²⁵³ Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 11.

²⁵⁴ Reglement vom 27. Weinmonat 1880 betreffend die Vollziehung des Gesetzes vom 24. Mai 1876 über die Gerichts-Organisation, Art. 2.

²⁵⁵ Gesetz vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 47. — Reglement vom 11. November 1896 betreffend die Vollziehung des Gesetzes vom 30. Mai 1896 über die Gerichts-Organisation, Art. 4.

²⁵⁶ Ohne gesetzliche Grundlage; es wurde zweifellos gleich vorgegangen wie beim Appellationsgericht.

²⁵⁷ Verfassung vom 26. November 1875, Art. 71.

Bezirke Goms, Östlich-Raron und Brig; für die Bezirke Visp und Westlich-Raron; für den Bezirk Leuk; für den Bezirk Siders; für den Bezirk Sitten; für die Bezirke Ering und Gundis; für den Bezirk Martinach und einige Gemeinden des Bezirkes St. Moritz; für den Bezirk Entremont; für die Bezirke St. Moritz und Monthey ²⁵⁸.

Die Zivilprozessordnung richtete in ihren Übergangs- und Schlussbestimmungen drei Kreisgerichte als Korrektionell- und Kriminalgerichte ein. Der erste Kreis umfasste die Bezirke Goms, Raron, Brig, Visp und Leuk, der zweite die Bezirke Siders, Ering, Sitten und Gundis, der dritte die Bezirke Martinach, Entremont, St. Moritz und Monthey. Jedes Kreisgericht besteht aus den drei dem betreffenden Kreise zugeteilten Instruktionsrichtern ²⁵⁹.

Diese Gerichtsorganisation sollte bis 1960 unverändert Bestand haben. Doch die ständige Zunahme von Gerichtshändeln bedingte eine allmähliche Restrukturierung, die erst Ende 1974 abgeschlossen wurde. Das Gesetz von 1960 über die Gerichtsbehörden löste den Bezirk Westlich-Raron vom Bezirk Visp, um ihn dem Instruktionsrichter des Bezirkes Leuk unterzuordnen. Weiter wurde der Bezirk St. Moritz, von dem gewisse Gemeinden bereits dem Instruktionsrichter von Martinach unterstanden, ganz der Zuständigkeit dieses Instruktionsgerichtes unterstellt ²⁶⁰. Im Jahre 1963 sah sich der Grosse Rat gezwungen, einen ausserordentlichen Instruktionsrichter für die Bezirke Sitten und Siders zu ernennen, um die Richter dieser beiden grossen Kreise von einem Teil ihrer Aufgaben zu entlasten ²⁶¹. Unter dem Druck der immer steigenden Zahl der Gerichtsfälle beschloss der Grosse Rat am 23. Juni 1971 die Abänderung und Ergänzung des Gesetzes über die Gerichtsorganisation. Dies erlaubte die Schaffung mehrerer Instruktionsrichterstellen im gleichen Bezirksgericht ²⁶². Das erste Gericht, das einen zweiten Instruktionsrichter erhielt, war jenes der Bezirke Martinach und St. Moritz von 1971 an ²⁶³; im Jahre 1972 folgte das Bezirksgericht von Visp ²⁶⁴, 1973 jene der Bezirke Siders und Sitten ²⁶⁵ und 1974 das Gericht der Bezirke Brig, Östlich-Raron

²⁵⁸ Zivilprozessordnung vom 22. November 1919, Art. 392 a. — Ausführungsreglement zur Zivilprozessordnung vom 26. August 1920, Art. 3 und 4. — Dekret vom 19. November 1920 betreffend Festsetzung der örtlichen Zuständigkeit der Instruktionsrichter, Art. 1, 2 und 3. — Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 5, Ziffern 1, 2 und 3.

²⁵⁹ Zivilprozessordnung vom 22. November 1919, Art. 392 c. — Ausführungsreglement zur Zivilprozessordnung vom 26. August 1920, Art. 9. — Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 6.

²⁶⁰ Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 5, Ziffer 2, c und g.

²⁶¹ Dekret vom 1. Februar 1963 betreffend die Ernennung eines ausserordentlichen Instruktionsrichters für die Bezirke Sitten und Siders.

²⁶² Gesetz vom 23. Juni 1971 betreffend die Abänderung und Ergänzung des Gesetzes vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsorganisation, Art. 2, Ziffer 1, 3. Alinea.

²⁶³ Dekret vom 12. November 1971 betreffend die Schaffung einer zweiten Instruktionsrichterstelle im Bezirksgericht Martinach und St-Maurice.

²⁶⁴ Dekret vom 4. Februar 1972 betreffend die Schaffung einer zweiten Instruktionsrichterstelle im Bezirksgericht Visp.

²⁶⁵ Dekret vom 8. Februar 1973 betreffend die Schaffung einer zweiten Instruktionsrichterstelle beim Gericht des Bezirkes Siders und beim Gericht des Bezirkes Sitten. Dieses Dekret schafft das Gericht Siders-Sitten II ab; Art. 2.

und Goms²⁶⁶. In den fünf Gerichten mit Doppelbesetzung ersetzen sich die Richter I und Richter II gegenseitig²⁶⁷.

Die Instruktionsrichter und ihre Ersatzrichter werden wie früher durch das Kantonsgericht ernannt und beeidet²⁶⁸. Im Jahre 1921 erfolgte der Amtsantritt am 1. Januar²⁶⁹, in der Folge am ersten Tag nach der Ernennung im Juli. Von 1959 an werden die Richter bis zum Ende des bürgerlichen Jahres ernannt und bleiben folglich bis zum 31. Dezember im Amt²⁷⁰. Im Jahre 1969 beschloss das Kantonsgericht, die Instruktionsrichter inskünftig im Mai zu ernennen und ihren Amtsantritt auf den 1. Juni festzulegen²⁷¹. Die Amtsdauer der Richter blieb weiterhin auf vier Jahre beschränkt. Allerdings wurde sie um ein Jahr verkürzt, als die neue Gerichtsorganisation eingeführt wurde (1921—1923), und um zwei Jahre (1968—1969), als das Kantonsgericht beschloss, die Ernennung der Instruktionsrichter zu Beginn jeder neuen Legislaturperiode im Mai vorzunehmen, gleichzeitig mit der Ernennung der Kantonsrichter.

Seit 1921 müssen die Mitglieder der Gerichte «ihre ganze Arbeitszeit ihrem Amte widmen»^{271 bis}.

²⁶⁶ Dekret vom 15. November 1974 betreffend die Schaffung einer zweiten Instruktionsrichterstelle für das Gericht der Bezirke Brig, Östlich-Raron und Goms.

²⁶⁷ Tatsächlich können sie sich vorerst gegenseitig ersetzen: «ordonnance du Tribunal cantonal du 22 décembre 1971 concernant les attributions des juges-instructeurs du tribunal des districts de Martigny et St-Maurice» Art. 4 (wurde nur auf französisch veröffentlicht, s. *Recueil des lois*, 1971, S. 338); Verordnung des Kantonsgerichts vom 12. September 1972 betreffend die Arbeitsteilung zwischen den Instruktionsrichtern des Bezirks Visp, Art. 4 (s. *Amtsblatt*, 22. September 1972, S. 996); «ordonnance du Tribunal cantonal du 22 mars 1973 concernant les attributions des juges-instructeurs I et II des tribunaux de Sierre et de Sion», Art. 4 (wurde nur auf französisch veröffentlicht, s. *Recueil des lois*, 1973, S. 188); später ersetzen sie sich tatsächlich: Protokoll der Verwaltungssitzungen des Kantonsgerichtes vom 13. I. 1975; Verordnung des Kantonsgerichts vom 3. März 1975 betreffend die Arbeitsteilung der Instruktionsrichter und Gerichtsschreiber I und II bei den Gerichten Goms-Östlich Raron-Brig, Visp, Siders, Sitten und Martinach-Saint-Maurice», Art. 3 (s. *Amtsblatt*, 7. März 1975, S. 160); *Bericht des Kantonsgerichtes Wallis*, 1975, S. 20, lit. h.

²⁶⁸ Der Artikel 11 des Gesetzes von 1896 über die Gerichts-Organisation ist diesbezüglich immer noch in Kraft. Er wird in den folgenden Gesetzen bestätigt: Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 5, Ziffer 4; — Gesetz vom 23. Juni 1971 betreffend die Abänderung und Ergänzung des Gesetzes vom 13. Mai 1960 über die Gerichts-Organisation, Art. 2, Ziffer 3.

²⁶⁹ Ausführungsreglement zur Zivilprozessordnung vom 26. August 1920, Art. 63.

²⁷⁰ Ohne begründeten Entscheid; bei der periodischen Ernennung vom 5. Juli 1955 erwähnt das Protokoll der Verwaltungssitzungen des Kantonsgerichtes, dass die Richter für «la période de 1955-1959 (31 décembre)» ernannt sind; später bis 1969 beibehalten.

²⁷¹ Protokoll der Verwaltungssitzung des Kantonsgerichtes vom 30. 5. 1969 (übereinstimmende Anwendung des Grossratsbeschlusses vom 17. Mai 1929, der den Amtsantritt für das Kantonsgericht auf den 1. Juni festsetzt, und des Artikels 43 der Kantonsverfassung, der bestimmt, dass das Kantonsgericht in der ersten ordentlichen Session jeder Legislaturperiode ernannt wird).

^{271 bis} Ausführungsreglement zur Zivilprozessordnung vom 26. August 1920, Art. 57. — Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden, Art. 14.

Erstellung der Listen

Die Listen betreffend dieses Kapitel wurden mit Hilfe der im Walliser Staatsarchiv hinterlegten originalen Ernennungsprotokolle erstellt. Es handelt sich hierbei um die Staatsratsprotokolle (1848—1853) und die Protokolle der Sitzungen des Staatsrates und des Appellationsgerichtes (1853—1876). Weiter wurden die Protokolle der Verwaltungssitzungen des Appellations- und Kassationsgerichtshofes (1894—1908) und des Kantonsgerichtes (ab 1909), die im Archiv des Kantonsgerichtes aufbewahrt werden, eingesehen ^{271 ter}.

Die Protokolle der Jahre 1877 bis 1894 fehlen. Diese Lücke zwang uns, zu anderen, weniger sicheren Quellen Zuflucht zu nehmen: Der *Walliser Staatskalender*, das *Amtsblatt* und die Zeitungen. — Doch der *Walliser Staatskalender* konnte Änderungen, die während der Drucklegung oder im Laufe des Jahres erfolgten, nicht veröffentlichen. Das *Amtsblatt* und die Zeitungen dieser Zeit gaben Änderungen, die im Verlauf einer Amtsperiode erfolgten, nur ab und zu bekannt; sogar die periodischen Ernennungen finden sich darin weder regelmässig noch vollständig. Diese Quellen genügen folglich nicht, um für die Zeit von 1877 bis 1894 einwandfreie Listen zu erstellen; sie erheben also keinen Anspruch auf absolute Richtigkeit und Vollständigkeit.

Von 1848 bis 1877 sind die Listen bezirksweise in chronologischer Reihenfolge geordnet und enthalten:

- Anfangs- und Schlussdaten jeder Legislaturperiode und in Klammern das Wahldatum;
- die Namen der Richter (Präsident, Vizepräsident, Richter und Stellvertreter; Richter und Stellvertreter sind in der Reihenfolge ihrer Ernennung aufgeführt).

Von 1877 bis 1920 sind die Listen kreis- und bezirksweise in chronologischer Reihenfolge geordnet und enthalten:

- Anfangs- und Schlussdaten jeder Legislaturperiode und in Klammern das Wahldatum;
- die Namen der Untersuchungsrichter und ihrer Ersatzrichter.

Von 1921 an sind die Listen bezirksgruppenweise in chronologischer Reihenfolge geordnet und enthalten:

- Anfangs- und Schlussdaten jeder Legislaturperiode und in Klammern das Wahldatum;
- die Namen der Instruktionsrichter und ihrer Stellvertreter.

Sind zusätzliche Erklärungen notwendig, geben wir sie in Fussnoten.

^{271 ter} Siehe ausserdem die allgemeine Bibliographie.

**Les juges aux tribunaux de district
1848-1877**

Die Richter der Bezirksgerichte 1848-1877

Goms/Conches

1848-1853 (3. 2. 1848). *Präsident* : Franz Taffiner († 25. 1. 1852), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 11. 2. 1852) durch Klemens Bürcher (zum Präsidenten ernannt, Staatsratsentscheid vom 27. 2. 1852). *Vizepräsident* : Peter Guntern. *Mitglieder* : Johann Joseph Bortis ; Anton Lagger (lehnt ab), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 28. 4. 1848) durch Eugen Weger († 28. 2. 1849), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 3. 3. 1849) durch Moritz Imwinkelried (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 22. 10. 1850) durch Klemens Wellig (lehnt ab), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 23. 10. 1850) durch Viktor Jost ; Abraham Clausen.

Suppleanten : Alexander Clausen ; Leopold Walpen ; Johann Joseph Michlig ; Johann Joseph Schmidt († 17. 2. 1849), nicht ersetzt.

1853-1857 (29. und 30. 4. 1853). *Präsident* : Klemens Bürcher. *Vizepräsident* : Peter Guntern. *Mitglieder* : Viktor Jost ; Leopold Walpen ; Klemens Wellig.

Suppleanten : Alexander Clausen ; Anton Carlen ; Alexander Bertha ; Abraham Clausen.

1857-1861 (4. und 5. 6. 1857). *Präsident* : Klemens Bürcher. *Vizepräsident* : Peter Guntern. *Mitglieder* : Johann Joseph Walther ; Klemens Wellig († 6. 8. 1859), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1859) durch Franz Seiler ; Alexander Bertha.

Suppleanten : Alexander Clausen († 11. 3. 1858), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1859) durch Augustin Briw ; Anton Carlen ; Leopold Walpen (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 30. 11. 1857) durch Anton Walpen ; Franz Seiler (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1859) durch Peter Franzen.

1861-1865 (12. und 13. 6. 1861). *Präsident* : Klemens Bürcher. *Vizepräsident* : Peter Guntern. *Mitglieder* : Johann Joseph Walther ; Alexander Bertha ; Franz Seiler.

Suppleanten : Anton Carlen ; Anton Walpen ; Augustin Briw ; Peter Franzen.

1865-1869 (1. 6. 1865). *Präsident* : Klemens Bürcher (tritt zurück), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Peter Guntern. *Vizepräsident* : Peter Guntern (zum Präsidenten ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Alexander Bertha. *Mitglieder* : Johann Joseph Walther ; Alexander Bertha (zum Vizepräsidenten ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Anton Carlen ; Franz Seiler († 22. 8. 1865), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Anton Walpen.

Suppleanten : Anton Carlen (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Johann Jakob Bortis ;

Bezirksgerichte

Anton Walpen (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Christian Seiler ; Augustin Briw ; Peter Franzen.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Präsident* : Peter Guntern. *Vizepräsident* : Alexander Bertha. *Mitglieder* : Johann Joseph Walther ; Anton Carlen ; Anton Walpen.
Suppleanten : Augustin Briw ; Peter Franzen ; Johann Jakob Bortis ; Christian Seiler.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Präsident* : Peter Guntern. *Vizepräsident* : Klemens Bürcher († 30. 11. 1873)²⁷². *Mitglieder* : Johann Joseph Walther ; Anton Carlen ; Anton Walpen.
Suppleanten : Augustin Briw ; Peter Franzen ; Johann Jakob Bortis ; Christian Seiler.

Östlich-Raron/Rarogne oriental

1848-1853 (3. 2. 1848). *Präsident* : Kaspar von Sepibus, ersetzt (Staatsratsentscheid fehlt ...1849 ?) durch Johann Thenisch²⁷³. *Vizepräsident* : Johann Thenisch (zum Präsidenten ernannt), ersetzt (Staatsratsentscheid fehlt ...1849 ?) durch Klemens Imhof. *Mitglieder* : Klemens Imhof (zum Vizepräsidenten ernannt), ersetzt (Staatsratsentscheid fehlt ...1849 ?) durch Peter Joseph Imhof ; Peter Imhof ; Dominik Walker.

Suppleanten : Anton Eugen Müller ; Johann Joseph Minnig, ersetzt (Staatsratsentscheid vom 23. 12. 1851) durch Franz Hauser ; Joseph Alois Franzen ; Felix Ittig.

1853-1857 (29. und 30. 4. 1853). *Präsident* : Franz Hauser. *Vizepräsident* : Joseph Anton Müller. *Mitglieder* : Klemens Imhof ; Johann Thenisch ; Abraham Walker.
Suppleanten : Kaspar von Sepibus, ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid fehlt ...1854 ?) durch Joseph Alois Franzen († 25. 11. 1855), nicht ersetzt ; Franz Xaver Aufderegg ; Peter Imhof ; Felix Ittig.

1857-1861 (4. und 5. 6. 1857). *Präsident* : Kaspar von Sepibus. *Vizepräsident* : Franz Hauser. *Mitglieder* : Johann Thenisch ; Abraham Walker ; Benjamin Ambord.
Suppleanten : Felix Ittig ; Peter Imhof ; Johann Wellig ; Alexander Perren.

1861-1865 (12. und 13. 6. 1861). *Präsident* : Kaspar von Sepibus. *Vizepräsident* : Franz Hauser. *Mitglieder* : Abraham Walker ; Benjamin Ambord ; Peter Imhof († 20. 5. 1865).
Suppleanten : Felix Ittig ; Johann Wellig ; Alexander Perren ; Johann Joseph Ittig.

²⁷² Im Ernennungsprotokoll des Staatsrates und des Appellationsgerichtes findet man keine Spur einer Ersatzwahl. Für die Jahre 1875 und 1876 fehlt der *Staatskalender*.

²⁷³ Im *Staatskalender* der Jahre 1852 und 1853 findet man Thenisch als Vizepräsidenten und Imhof als Präsidenten.

1865-1869 (1. 6. 1865). *Präsident* : Kaspar von Sepibus. *Vizepräsident* : Franz Hauser. *Mitglieder* : Abraham Walker ; Benjamin Ambord ; Heinrich Schwery.

Suppleanten : Felix Ittig ; Johann Wellig († 3. 10. 1868), nicht ersetzt ; Peter Joseph Perren ; Johann Joseph Ittig.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Präsident* : Kaspar von Sepibus. *Vizepräsident* : Franz Hauser. *Mitglieder* : Abraham Walker ; Benjamin Ambord ; Ferdinand Imhof, ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 13. 8. 1869) durch Felix Ittig.

Suppleanten : Felix Ittig (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 13. 8. 1869) durch Anton Zinner ; Peter Joseph Perren († 11. 7. 1872), nicht ersetzt ; Johann Joseph Ittig ; Klemens Imhof.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Präsident* : Alphons von Sepibus. *Vizepräsident* : Franz Hauser. *Mitglieder* : Kaspar von Sepibus ; Abraham Walker ; Benjamin Ambord.

Suppleanten : Felix Ittig ; Johann Joseph Ittig ; Klemens Imhof ; Anton Zinner.

Brig/Brigade

1848-1853 (3. 2. 1848). *Präsident* : Johann In-Albon. *Vizepräsident* : Michael Jordan, ersetzt (Staatsratsentscheid vom 7. 5. 1850) durch Valentin Jost (lehnt ab), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 16. 5. 1850) durch Andreas Cathrein (nur als Richter). *Mitglieder* : Johann Joseph Escher (tritt zurück), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 23. 12. 1851) durch Valentin Jost ²⁷⁴ (lehnt ab), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 19. 1. 1852) durch Michael Jordan ²⁷⁵ (zuerst Vizepräsident) ; Alois Loretan ²⁷⁶ ; Ludwig Roten (lehnt ab), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 11. 3. 1848) durch Theodor von Stockalper.

Suppleanten : Joseph Borter ; Johann Joseph Imstepf ; Joseph Heiss ; Anton Kämpfen.

1853-1857 (29. und 30. 4. 1853). *Präsident* : Johann In-Albon. *Vizepräsident* : Peter Marie von Stockalper. *Mitglieder* : Michael Jordan ; Andreas Cathrein ; Franz Hildebrand Steffen (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 10. 5. 1853) durch Alois Loretan.

Suppleanten : Anton Ludwig von Stockalper ; Joseph Borter ; Anton Ruppen († 8. 1. 1854), nicht ersetzt ; Moritz Eyer († 14. 6. 1853), ersetzt durch Anton Chastonay ²⁷⁷.

1857-1861 (4. und 5. 6. 1857). *Präsident* : Peter Marie von Stockalper. *Vizepräsident* : Johann In-Albon. *Mitglieder* : Kaspar Wegener ; Michael Jordan ; Cäsar Perrig.

²⁷⁴ Im Staatsratsentscheid steht nicht wen er ersetzt.

²⁷⁵ Im Staatsratsentscheid steht, dass er als Ersatz für Escher ernannt wird ; wahrscheinlich hatte Jost eine Ernennung abgelehnt.

²⁷⁶ Im *Staatskalender* von 1852 wird er als Vizepräsidenten aufgeführt. In seiner Ernennung durch den Staatsrat (Staatsratsprotokoll) ist davon nicht die Rede.

²⁷⁷ Im *Staatskalender* wird er an Stelle von Eyer genannt. Im Ernennungsprotokoll des Staatsrates und des Appellationsgerichtes wird er nicht erwähnt.

Suppleanten : Franz Hildebrand Steffen ; Joseph Borter ; Anton Ludwig von Stockalper ; Anton Chastonay (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 30. 11. 1857) durch Ludwig Roten.

1861-1865 (12. und 13. 6. 1861). *Präsident* : Peter Marie von Stockalper. *Vizepräsident* : Johann In-Albon. *Mitglieder* : Kaspar Wegener ; Michael Jordan ; Cäsar Perrig († 1. 5. 1864).

Suppleanten : Franz Tschieder ; Joseph Borter (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 16. 11. 1861) durch Franz Joseph Volmar ; Ludwig Roten ; Alois Wyder.

1865-1869 (1. 6. 1865). *Präsident* : Peter Marie von Stockalper. *Vizepräsident* : Johann In-Albon († 1. 6. 1867), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Franz Tschieder. *Mitglieder* : Kaspar Wegener ; Michael Jordan ; Franz Tschieder (zum Vizepräsidenten ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Franz Wyssen.

Suppleanten : Joseph Leopold Zurwerra (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1866) durch Franz Wyssen (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1867) durch Franz Zuber ; Franz Joseph Volmar ; Ludwig Roten ; Alois Wyder.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Präsident* : Peter Marie von Stockalper. *Vizepräsident* : Franz Tschieder. *Mitglieder* : Kaspar Wegener ; Michael Jordan ; Kaspar Willa.

Suppleanten : Michael Ruppen ; Moritz Wyder ; Ludwig Roten, ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 13. 8. 1869) durch Johann Joseph Borter Sohn ; Franz Zuber.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Präsident* : Peter Marie von Stockalper. *Vizepräsident* : Franz Tschieder. *Mitglieder* : Kaspar Wegener ; Michael Jordan ; Kaspar Willa.

Suppleanten : Michael Ruppen ; Moritz Wyder ; Johann Joseph Borter ; Franz Zuber.

Visp/Viège

1848-1853 (3. 2. 1848). *Präsident* : Joseph Anton Clemenz. *Vizepräsident* : Alois Zurbruggen. *Mitglieder* : Peter Indermatten († 31. 3. 1850), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 10. 1. 1851) durch Ferdinand Mengis ; Johann Perren ; Ignaz Lang.

Suppleanten : Peter Kalbermatten ; Alois Supersaxo ; Joseph Marie Berchtold ; Peter Sarbach († 21. 7. 1851), ersetzt (Staatsratsentscheid vom 23. 12. 1851) durch Alois Biner.

1853-1857 (29. und 30. 4. 1853). *Präsident* : Joseph Anton Clemenz. *Vizepräsident* : Joseph Zimmermann. *Mitglieder* : Ferdinand Mengis ; Ignaz Lang ; Alois Biner.

Suppleanten : Donat Andenmatten ; Ignaz Andenmatten (landesabwesend), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 16. 11. 1854) durch Anton Andenmatten ; Peter Kalbermatten ; Alois Supersaxo.

- 1857-1861 (4. und 5. 6. 1857). *Präsident* : Joseph Anton Clemenz. *Vizepräsident* : Joseph Zimmermann. *Mitglieder* : Alois Biner ; Ferdinand Mengis ; Ignaz Lang. *Suppleanten* : Donat Andenmatten ; Peter Kalbermatten (wandert nach Amerika aus, 1859) ; Alois Supersaxo ; Moritz Andenmatten.
- 1861-1865 (12. und 13. 6. 1861). *Präsident* : Joseph Anton Clemenz. *Vizepräsident* : Joseph Zimmermann. *Mitglieder* : Alois Biner ; Ferdinand Mengis ; Ignaz Lang. *Suppleanten* : Donat Andenmatten ; Alois Supersaxo ; Anton Andenmatten ; Franz Eggs.
- 1865-1869 (1. 6. 1865). *Präsident* : Joseph Anton Clemenz. *Vizepräsident* : Jodok Burgener. *Mitglieder* : Ignaz Lang ; Donat Andenmatten (lehnt ab wegen Unvereinbarkeit mit seinem Schwager J. A. Clemenz, sein Rücktritt wurde durch Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1866 nicht angenommen) ; Alois Biner. *Suppleanten* : Alois Supersaxo ; Anton Andenmatten ; Franz Eggs ; Ignaz Venetz.
- 1869-1873 (21. 6. 1869). *Präsident* : Joseph Anton Clemenz (zum Staatsrat gewählt am 3. 6. 1871, tritt zurück), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 17. 8. 1871) durch Cäsar Clemenz. *Vizepräsident* : Jodok Burgener. *Mitglieder* : Ignaz Lang ; Donat Andenmatten (zum Sekretär des Justiz- und Polizeidepartements ernannt am 16. 6. 1870, tritt zurück), ersetzt (187... ?) durch Nikolaus Imboden ²⁷⁸ ; Moritz Ruden. *Suppleanten* : Alois Supersaxo ; Anton Andenmatten ; Ignaz Venetz ; Franz Eggs.
- 1873-1877 (9. 6. 1873). *Präsident* : Cäsar Clemenz. *Vizepräsident* : Jodok Burgener. *Mitglieder* : Ignaz Lang ; Moritz Ruden († 13. 1. 1877), nicht ersetzt ; Nikolaus Imboden. *Suppleanten* : Alois Supersaxo ; Anton Andenmatten ; Ignaz Venetz ; Franz Eggs.

Westlich-Raron/Rarogne occidental

- 1848-1853 (3. 2. 1848). *Präsident* : Johann Christian Amacker. *Vizepräsident* : Hildebrand Roten. *Mitglieder* : Christian Seiler ; Martin Murmann ; Christian Leiggener. *Suppleanten* : Eduard Roten ; Johann Joseph Roth ; Johann Martin Jaggi ; Johann Joseph Bellwald.
- 1853-1857 (29. und 30. 4. 1853). *Präsident* : Johann Christian Amacker. *Vizepräsident* : Christian Seiler. *Mitglieder* : Hans Anton Roten ; Martin Murmann ; Johann Joseph Zumoberhaus. *Suppleanten* : Eduard Roten ; Andreas Bayard ; Lorenz Zengaffinen ; Johann Joseph Gattlen.

²⁷⁸ Im *Staatskalender* wird er erst 1873 an Stelle von Andenmatten aufgeführt. Im Ernennungsprotokoll des Staatsrates und des Appellationsgerichtes wird er nicht erwähnt.

1857-1861 (4. und 5. 6. 1857). *Präsident* : Johann Christian Amacker. *Vizepräsident* : Paul Roman Roten. *Mitglieder* : Eduard Roten (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 30. 11. 1857) durch Christian Leiggener ; Christian Seiler († 16. 5. 1859), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1859) durch Johann Schröter ; Johann Christian Theler († 8. 8. 1857), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 30. 11. 1857) durch Johann Martin Jaggi († 20. 7. 1859), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1859) durch Johann Lehner.

Suppleanten : Andreas Bayard ; Johann Joseph Bellwald (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 30. 11. 1857) durch Johann Lehner (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1859) durch Joseph Amacker ; Johann Indermitte ; Johann Joseph Gattlen.

1861-1865 (12. und 13. 6. 1861). *Präsident* : Johann Christian Amacker († 10. 1. 1862), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 6. 6. 1862) durch Eduard Roten. *Vizepräsident* : Paul Roman Roten. *Mitglieder* : Christian Leiggener ; Johann Schröter (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 6. 6. 1862) durch Johann Joseph Henzen ; Johann Lehner († 4 12. 1861), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 6. 6. 1862) durch Anton Werlen.

Suppleanten : Andreas Bayard ; Johann Indermitte ; Johann Joseph Gattlen (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 6. 6. 1862) durch Johann Gattlen ; Joseph Amacker.

1865-1869 (1. 6. 1865). *Präsident* : Eduard Roten. *Vizepräsident* : Paul Roman Roten. *Mitglieder* : Christian Leiggener ; Anton Werlen ; Johann Schröter (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1866) durch Joseph Bellwald.

Suppleanten : Joseph Bellwald (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 14. 6. 1866) durch Christian Imboden ; Johann Indermitte ; Joseph Amacker ; Johann Gattlen.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Präsident* : Eduard Roten. *Vizepräsident* : Paul Roman Roten. *Mitglieder* : Christian Leiggener ; Anton Werlen ; Joseph Bellwald.

Suppleanten : Christian Imboden ; Johann Indermitte ; Joseph Amacker ; Johann Gattlen.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Präsident* : Eduard Roten (lehnt ab), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 11. 11. 1873) durch Paul Roman Roten. *Vizepräsident* : Paul Roman Roten (zum Präsidenten ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 11. 11. 1873) durch Christian Leiggener. *Mitglieder* : Christian Leiggener (zum Vizepräsidenten ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 11. 11. 1873) durch Martin Murmann ; Anton Werlen ; Christian Imboden.

Suppleanten : Martin Murmann (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 11. 11. 1873) durch Eduard Anderegg ; Johann Indermitte ; Joseph Amacker ; Johann Gattlen.

Leuk/Loèche

- 1848-1853 (3. 2. 1848). *Präsident* : Christian Julier. *Vizepräsident* : Joseph Loretan. *Mitglieder* : Ferdinand von Werra ; Stephan Willa († 7. 12. 1852), nicht ersetzt ; Joseph In-Albon.
Suppleanten : Meinrad Willa ; Lorenz Montani ; Johann Joseph Lehner ; Hyazinth Morency.
- 1853-1857 (29. und 30. 4. 1853). *Präsident* : Christian Julier. *Vizepräsident* : Joseph Loretan. *Mitglieder* : Joseph Marie von Werra ; Ferdinand von Werra ; Joseph In-Albon.
Suppleanten : Meinrad Willa ; Johann Joseph Lehner ; Hyazinth Morency ; Joseph Alexis von Werra.
- 1857-1861 (4. und 5. 6. 1857). *Präsident* : Joseph Loretan. *Vizepräsident* : Christian Julier. *Mitglieder* : Joseph Marie von Werra ; Joseph In-Albon ; Ferdinand von Werra († 11. 1. 1859), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1859) durch Franz Allet.
Suppleanten : Meinrad Willa ; Joseph Alexis von Werra ; Johann Joseph Lehner ; Hyazinth Morency.
- 1861-1865 (12. und 13. 6. 1861). *Präsident* : Joseph Loretan. *Vizepräsident* : Christian Julier. *Mitglieder* : Joseph Marie von Werra († 20. 1. 1864), nicht ersetzt ; Joseph In-Albon, ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 16. 11. 1861) durch Meinrad Willa ; Ignaz Bayard.
Suppleanten : Meinrad Willa (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 16. 11. 1861) durch Anton Metry ; Moritz Allet ; Gustav von Werra ; Stephan Lehner.
- 1865-1869 (1. 6. 1865). *Präsident* : Joseph Loretan. *Vizepräsident* : Christian Julier († 29. 7. 1868), nicht ersetzt. *Mitglieder* : Ignaz Bayard ; Meinrad Willa († 4. 3. 1869), nicht ersetzt ; Moritz Allet.
Suppleanten : Joseph Zufferey ; Gustav von Werra ; Stephan Lehner ; Anton Metry.
- 1869-1873 (21. 6. 1869). *Präsident* : Joseph Loretan. *Vizepräsident* : Ignaz Bayard. *Mitglieder* : Moritz Allet ; Emil Zen-Ruffinen ; Joseph In-Albon.
Suppleanten : Joseph Zufferey ; Gustav von Werra, ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 13. 8. 1869) durch Stephan Plaschy ; Stephan Lehner ; Anton Metry.
- 1873-1877 (9. 6. 1873). *Präsident* : Joseph Loretan († 28. 2. 1876), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 4. 3. 1876) durch Peter Marie Gentinetta. *Vizepräsident* : Ignaz Bayard († 13. 6. 1875), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 12. 8. 1875) durch Peter Marie Gentinetta (zum Präsidenten ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 4. 3. 1876) durch Gustav Loretan. *Mitglieder* : Moritz Allet ; Emil Zen-Ruffinen ; Joseph In-Albon, ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 4. 8. 1873) durch Joseph Zufferey.

Suppleanten : Joseph Zufferey (zum Richter ernannt), ersetzt (Staatsrats- und Appellationsgerichtsentscheid vom 4. 8. 1873) durch Joseph Morency ; Stephan Lehner ; Julius Gentinetta ; Stephan Plaschy.

Sierre/Siders

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : Jean-Baptiste Briguet. *Vice-président* : Jean-Joseph Theytaz. *Membres* : Pierre-Joseph de Chastonay ; Augustin Romailier ; Théodule Bonvin.

Suppléants : Elie Zufferey ; Pierre Walther ; Maurice Clavien ; Jean-Pierre Tissières († 6. 7. 1852), pas remplacé.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : Jean-Baptiste Briguet. *Vice-président* : Maurice Gillioz. *Membres* : Augustin Romailier († 15. 1. 1854), remplacé (185... ?) par Joseph-Louis Rey ²⁷⁹ ; Eugène de Courten ; Chrétien Rion.

Suppléants : Elie Zufferey ; César de Preux (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 10. 5. 1853) par Théodule Bonvin ; Benjamin de Preux ; Maurice Clavien.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : Jean-Baptiste Briguet. *Vice-président* : Louis de Courten. *Membres* : Joseph Rouaz ; Benjamin de Preux ; Modeste Germanier.

Suppléants : Eugène de Courten ; Joseph-Louis Rey (refuse) remplacé (décision du Conseil d'Etat - Cour d'Appel 30. 11. 1857) par Joseph Perruchoud ; Maurice Bétrisey ; Louis Zufferey.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : Jean-Baptiste Briguet. *Vice-président* : Louis de Courten. *Membres* : Joseph Rouaz ; Benjamin de Preux ; Modeste Germanier.

Suppléants : Eugène de Courten ; Maurice Bétrisey ; Joseph Neurohr ; Joseph Tissières.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : Jean-Baptiste Briguet. *Vice-président* : Joseph Rouaz. *Membres* : Benjamin de Preux ; Modeste Germanier ; Joseph Neurohr.

Suppléants : Eugène de Courten (démissionne le 16. 4. 1868), pas remplacé ; Maurice Bétrisey (n'est plus en fonctions en 1869) ; Joseph Perruchoud ; Pierre Clivaz.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : Jean-Baptiste Briguet. *Vice-président* : Joseph Rouaz. *Membres* : Benjamin de Preux ; Modeste Germanier ; Théodore de Preux.

Suppléants : Louis Bagnoud ; Antoine Rossier ; Joseph Perruchoud ; Pierre Clivaz.

²⁷⁹ Sa nomination ne se trouve pas au protocole original des séances du Conseil d'Etat et du Tribunal d'Appel. Cependant, l'*Annuaire officiel* de 1855 et de 1856 le mentionne à la place de Romailier.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : Jean-Baptiste Briguet. *Vice-président* : Benjamin de Preux. *Membres* : Modeste Germanier ; Théodore de Preux ; Louis Bagnoud. *Suppléants* : Basile Monnier ; Baptiste Genoud ; Antoine Rossier ; Joseph Devanthéry.

Hérens/Ering

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : François Solioz. *Vice-président* : Pierre-Joseph Sierro († 23. 8. 1851), remplacé par Antoine Favre. *Membres* : Antoine Favre (nommé vice-président), remplacé (décision du Conseil d'Etat 19. 12. 1851) par Martin Mayor ; Alphonse Pannatier ; Romain Constantin.

Suppléants : Georges Logean ; Joseph Beytrison ; Antoine Jean ; Jean Anzévu.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : François Bovier. *Vice-président* : Germain Aymon. *Membres* : Antoine Favre ; Alphonse Pannatier ; Mathieu Dayer.

Suppléants : Vincent Gauthier ; Romain Constantin ; Romain Blanc ; Vincent Favre.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : Germain Aymon (refuse la présidence), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Alphonse Pannatier. *Vice-président* : Alphonse Pannatier (nommé président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Germain Aymon. *Membres* : François Bovier (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 20. 11. 1859) par Louis Favre ; Joseph Beytrison ; Joseph Follonier.

Suppléants : Antoine Solioz (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Adrien Pitteloud ; Mathieu Dayer († 15. 9. 1858), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 20. 11. 1859) par Pierre-Charles Bourdin ; Jean-Baptiste Georges ; Romain Blanc.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : Germain Aymon (démissionne comme président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 5. 6. 1863) par Alphonse Pannatier. *Vice-président* : Alphonse Pannatier (nommé président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 5. 6. 1863) par Joseph Beytrison. *Membres* : Joseph Beytrison (nommé vice-président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 5. 6. 1863) par Germain Aymon (d'abord président) ; Joseph Follonier ; Louis Favre.

Suppléants : Romain Blanc († 23. 12. 1861), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 6. 6. 1862) par Joseph Favre ; Pierre-Charles Bourdin ; François Rudaz ; Jean-Baptiste Maistre.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : Antoine Solioz. *Vice-président* : Alphonse Pannatier (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 14. 6. 1866) par Joseph Beytrison. *Membres* : Joseph Beytrison (nommé vice-président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 14. 6. 1866) par Jean-Joseph Constantin ; Jean-Baptiste Gaudin ; Dominique Jean.

Suppléants : François Rudaz ; Jean-Baptiste Maistre ; Daniel Pitteloud ; Jean Dayer.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : Joseph Favre. *Vice-président* : Alphonse Pannatier. *Membres* : Joseph Beytrison ; Jean-Joseph Constantin († 23. 1. 1872)^{279 bis} ; Jean-Baptiste Gaudin.

Suppléants : François Rudaz ; Jean-Baptiste Maistre ; Daniel Pitteloud ; Jean Dayer.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : Joseph Favre. *Vice-président* : Alphonse Pannatier († 16. 1. 1874), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 18. 8. 1874) par Jean-Baptiste Gaspoz. *Membres* : Joseph Beytrison ; Jean-Baptiste Gaudin ; Jean de Dieu Constantin.

Suppléants : François Rudaz ; Jean Dayer ; Daniel Pitteloud ; Michel Constantin.

Sion/Sitten

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : Joseph-Marie de Torrenté. *Vice-président* : Jean-Baptiste Savioz. *Membres* : Daniel Héritier ; Joseph de Nuccé ; François-Joseph Kuntschen.

Suppléants : Charles Penon ; Eugène Bruttin ; Jean-Marie Reynard ; Romain Constantin.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : Joseph de Nuccé. *Vice-président* : Jean-Baptiste Savioz. *Membres* : Joseph-Marie de Torrenté (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 21. 5. 1856) par François-Joseph Kuntschen ; Emmanuel Barberini (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 4. 1853) par Antoine de Riedmatten ; Jean-Marie Reynard.

Suppléants : François-Joseph Kuntschen (nommé juge), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 21. 5. 1856) par Antoine de Lavallaz fils ; Eugène Bruttin ; Romain Constantin ; Charles de Rivaz fils.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : François-Joseph Kuntschen. *Vice-président* : Ferdinand de Montheys (sa démission n'est pas acceptée, décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857). *Membres* : Jean-Baptiste Savioz ; Joseph de Nuccé ; Eugène Barberini.

Suppléants : Germain Francey ; Louis-Xavier de Riedmatten ; Eugène Bruttin ; Emmanuel Héritier.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : François-Joseph Kuntschen. *Vice-président* : Ferdinand de Montheys. *Membres* : Eugène Barberini ; Joseph de Nuccé ; Adrien Dubuis.

Suppléants : Germain Francey ; Louis-Xavier de Riedmatten ; Eugène Bruttin ; Antoine Rudaz.

^{279 bis} En séance du 20. 2. 1872, le Conseil d'Etat et le Tribunal d'Appel renvoient son remplacement à la session de mai 1873.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : François-Joseph Kuntschen. *Vice-président* : Ferdinand de Montheys. *Membres* : Eugène Barberini ; Germain Francey ; Adrien Dubuis.

Suppléants : Joseph Mévillot ; Eugène de Lavallaz ; Jean-Marie Reynard ; Antoine Rudaz.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : François-Joseph Kuntschen. *Vice-président* : Ferdinand de Montheys. *Membres* : François Dumoulin ; Eugène Barberini ; Germain Francey.

Suppléants : Joseph Mévillot ; Eugène de Lavallaz (démissionne le 9. 4. 1873) ; Jean-Marie Reynard († 11. 1. 1871), pas remplacé ; Antoine Rudaz.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : François-Joseph Kuntschen. *Vice-président* : Raphaël Dallèves. *Membres* : François Dumoulin ; Eugène Barberini ; Germain Francey.

Suppléants : Joseph Mévillot ; Henri de Torrenté ; Frédéric Jacquier ; Joseph Martin.

Conthey/Gundis

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : Jacques-Magloire Glassey. *Vice-président* : Jacques Pont. *Membres* : Jean-Pierre Moren ; Joseph Broccard ; Joseph Rapillard.

Suppléants : Modeste Delaloye ; Charles-Louis Dassonville ; Jean-Hubert Desimoz ; Jean-Jacques Loye († 16. 12. 1849), remplacé (décision du Conseil d'Etat 5. 2. 1850) par Pierre-Louis Evéquoze.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : Jacques-Magloire Glassey. *Vice-président* : Jacques Pont père. *Membres* : Jean-Pierre Evéquoze père ; Joseph Frossard ; Pierre-Joseph Moren.

Suppléants : Pierre-Louis Evéquoze ; Modeste Delaloye ; Cyprien Gay ; Jean-Joseph Délèze fils.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : François-Marie Delaloye. *Vice-président* : Joseph-Marie Udry. *Membres* : François-Sébastien Michelet ; Jacques Pont père ; François Duc.

Suppléants : Joseph Broccard ; Jean-Joseph Fontannaz ; Pierre-Louis Evéquoze ; Charles-Louis Dassonville (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Jean-Baptiste Carrupt.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : Emmanuel Carruzzo. *Vice-président* : Joseph-Marie Udry. *Membres* : François Duc ; François-Sébastien Michelet (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Jean-François Délèze ; Joseph Broccard (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Jean-Baptiste Carrupt.

Suppléants : Jean-Joseph Fontannaz ; Jean-Baptiste Carrupt (nommé juge), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Jean-Joseph Riquen ; Jean-François Blanc ; Gabriel Gaillard.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : François-Marie Delaloye. *Vice-président* : Jean-François Délèze. *Membres* : Joseph Broccard ; Jean-Baptiste Carrupt ; Maurice Séverin.

Suppléants : Jean-Joseph Fontannaz ; Joseph Crittin ; Gabriel Gaillard ; Jean-Joseph Riquen.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : François-Marie Delaloye. *Vice-président* : Jean-François Délèze. *Membres* : Joseph Broccard ; Jean-Baptiste Carrupt ; Maurice Séverin.

Suppléants : Joseph Crittin ; Jean-Joseph Délèze ; Gabriel Gaillard ; Jean-Joseph Riquen.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : François-Marie Delaloye († 15. 11. 1876). *Vice-président* : Jean-François Délèze. *Membres* : Joseph Broccard ; Jean-Baptiste Carrupt ; Joseph Crittin.

Suppléants : Maurice Séverin ; Alfred Frossard ; Jean-Joseph Délèze ; Joseph Putallaz.

Entremont

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : Maurice Gaillard. *Vice-président* : Daniel Ribordy († 29. 4. 1851), remplacé (1851) par Benjamin Filliez ²⁸⁰. *Membres* : Benjamin Filliez (nommé vice-président), remplacé (décision du Conseil d'Etat 26. 9. 1851) par Charles Dorsaz ; François-Joseph Troillet ; François-Eugène Massard.

Suppléants : Etienne-Joseph Voutaz ; Antoine Sauthier (refuse ?), remplacé par Victor Deslarzes ²⁸¹ (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat 10. 6. 1848) par Joseph Pellaux ; François Besse ; Charles Dorsaz (nommé juge), pas remplacé.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : Maurice Gaillard. *Vice-président* : François-Eugène Massard. *Membres* : Benjamin Filliez ; Charles Dorsaz ; François-Joseph Troillet.

Suppléants : Etienne-Joseph Voutaz ; Fidèle Joris ; Martin Pache ; Daniel Terrétaz (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 10. 5. 1853) par Daniel Ribordy.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : Fidèle Joris. *Vice-président* : Etienne-Joseph Pittier. *Membres* : Maurice Gaillard père (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Antoine Sauthier ; Basile Balley ; François-Joseph Gard.

Suppléants : Maurice Volet ; Jean-Joseph Rausis (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Etienne-Joseph Voutaz (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 20. 11.

²⁸⁰ Sa promotion ne se trouve pas aux protocoles des séances du Conseil d'Etat. Cependant, l'*Annuaire officiel* de 1852 le mentionne à la place de Ribordy.

²⁸¹ Sa nomination ne se trouve pas aux protocoles des séances du Conseil d'Etat, mais son refus est mentionné lors de la nomination de Pellaux.

1859) par Jean-Baptiste Deslarzes ; Antoine Sauthier (nommé juge), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Ambroise-Nicolas Joris ; François-Joseph Troillet (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Etienne Courthion.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : Fidèle Joris. *Vice-président* : Etienne-Joseph Pittier. *Membres* : Basile Balleys ; François-Joseph Gard ; Jean-Baptiste Deslarzes.

Suppléants : Joseph-Emmanuel Copt ; Laurent Maret ; Jean-Pierre Thétaz ; Pierre Magnin.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : Fidèle Joris. *Vice-président* : Etienne-Joseph Pittier. *Membres* : Benjamin Filliez (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 24. 12. 1868) par Louis Gross ; Jean-Baptiste Deslarzes ; Eugène Denier.

Suppléants : Joseph-Emmanuel Copt ; Laurent Maret ; Eugène-Nicolas Joris ; Pierre Magnin.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : Fidèle Joris. *Vice-président* : Benjamin Filliez. *Membres* : Etienne Courthion ; Jean-Baptiste Deslarzes ; Eugène Denier (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 13. 8. 1869) par Basile Balleys.

Suppléants : Laurent Maret ; Eugène-Nicolas Joris ; Benjamin Besse ; Pierre-Joseph Tornay.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : Fidèle Joris. *Vice-président* : Benjamin Filliez. *Membres* : Maurice-Fabien Carron ; Jean-Baptiste Deslarzes ; Joseph Voutaz.

Suppléants : Laurent Maret ; Eugène-Nicolas Joris ; Jérôme Tissières ; Pierre Riche.

Martigny/Martinach

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : Joseph-Samuel Crompt. *Vice-président* : Séraphin Mermoud. *Membres* : Gabriel Desfayes († 10. 10. 1848), remplacé (décision du Conseil d'Etat 3. 3. 1849) par Pierre-Joseph Gillioz ; Joseph-Antoine Cretton ; Joseph-Marie Bender.

Suppléants : Germain Ganioz ; Pierre-Joseph Gillioz (nommé juge), remplacé (décision du Conseil d'Etat 3. 3. 1849) par Charles Piota ; Joseph-Florentin Pont ; Maurice Roduit.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : Joseph-Samuel Crompt. *Vice-président* : Benjamin Meizoz. *Membres* : Jean-Joseph Cheseaux ; Pierre-Joseph Gillioz ; Joseph-Antoine Cretton.

Suppléants : Germain Ganioz ; Benjamin Gross ; Maurice Roduit ; Joseph-Antoine Rard.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : Joseph-Samuel Crompt. *Vice-président* : Germain Ganioz. *Membres* : Jean-Joseph Cheseaux ; Pierre-Joseph Gillioz ; Joseph-Antoine Cretton.

Suppléants : Benjamin Gross ; Maurice Roduit ; Joseph Desfayes ; Joseph-Antoine Rard.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : Antoine Tavernier. *Vice-président* : Joseph-Samuel Crompt (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Germain Ganioz. *Membres* : Germain Ganioz (nommé vice-président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Jean-Joseph Cheseaux ; Benjamin Gross ; Pierre-Joseph Gillioz.

Suppléants : Pierre-Marie Bender ; César Mério ; Etienne Giroud ; Louis Bourgeois.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : Antoine Tavernier. *Vice-président* : Louis Gross. *Membres* : Benjamin Meizoz († 22. 9. 1867), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 12. 2. 1868) par Joseph Desfayes ; Pierre-Joseph Gillioz ; Joseph Moulin.

Suppléants : Joseph-Antoine Rard ; François Dorsaz ; César Mério ; Louis Bourgeois.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : Louis Gross. *Vice-président* : Antoine Tavernier. *Membres* : Joseph Desfayes ; Joseph Copt ; Pierre-Marie Bender.

Suppléants : Joseph Moulin († 30. 12. 1871), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 20. 2. 1872) par Charles Piota ; Antoine Ribordy fils ; César Mério ; Joseph-Antoine Rard († 28. 12. 1869), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 20. 2. 1872) par François-Frédéric Gillioz.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : Louis Gross. *Vice-président* : Antoine Tavernier. *Membres* : Joseph Copt ; Adolphe Morand ; Pierre-Marie Bender (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 18. 8. 1874) par Charles Piota.

Suppléants : Charles Piota (nommé juge), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 18. 8. 1874) par Louis Gay ; Jules Thovex ; Léopold Rard ; Auguste Moret.

Saint-Maurice/Sankt Moritz

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : Joseph-Ambroise Vouilloz (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat 18. 12. 1849) par Louis Riche. *Vice-président* : Maurice-Joseph Morisod. *Membres* : Adrien Bertrand ; Jean-Pierre Mettan ; Claude-Louis Cergneux.

Suppléants : Louis Martin ; Louis Bochatay ; Nicolas Meulaz ; Pierre-François Saillen.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : Louis Riche. *Vice-président* : Maurice-Joseph Morisod († 20. 7. 1854), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1854) par Adrien Bertrand. *Membres* : Adrien Bertrand (nommé vice-président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1854) par Pierre Gagneux ; Louis Barman (refuse), remplacé (décision du

Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 10. 5. 1853) par Meinrad de Werra ; Louis Bochatay.

Suppléants : Xavier de Cocatrix ; Joseph Chappex (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1854) par Jean-Pierre Gex ; Jean-Pierre Mettan ; François Paccolat († 16. 11. 1855), pas remplacé.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : Camille de Werra (démissionne le 28. 11. 1860). *Vice-président* : Xavier de Cocatrix père. *Membres* : Louis Riche (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Joseph-Ambroise Vouilloz ; Joseph-Casimir Gex ; Pierre-Marie Paschoud.

Suppléants : Joseph-Ambroise Vouilloz (nommé juge), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Nicolas Meulaz ; Maurice d'Odet (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Jean-Pierre Mettan (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 20. 11. 1859) par Isidore Paccolat ; Pierre Gagneux ; Louis Gross.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : Xavier de Cocatrix père (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 6. 6. 1862) par Maurice Chappelet (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 7. 11. 1862) par Pierre-Marie Paschoud. *Vice-président* : Camille de Werra. *Membres* : Joseph-Ambroise Vouilloz ; Jean-Pierre Mettan ; Pierre Gagneux († 17. 9. 1863), pas remplacé.

Suppléants : Maurice de Bons (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 5. 6. 1863) par Maurice d'Odet ; Louis Délez ; Nicolas Délez, remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par François Débonnaire (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 6. 6. 1862) par Charles de Stockalper ; Isidore Paccolat.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : Pierre-Marie Paschoud. *Vice-président* : Charles de Stockalper (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 14. 6. 1866) par Camille de Werra. *Membres* : Joseph-Ambroise Vouilloz ; Adolphe Riche († 30. 8. 1868), pas remplacé ; Louis Délez.

Suppléants : Elie Gagneux ; Nicolas Délez ; Maurice d'Odet ; Isidore Paccolat.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : Henri de Cocatrix (démissionne le 17. 4. 1872), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 15. 5. 1872) par Charles-Louis de Bons. *Vice-président* : Pierre-Marie Paschoud. *Membres* : Joseph-Ambroise Vouilloz ; Louis Délez ; Elie Gagneux.

Suppléants : Nicolas Délez ; Maurice d'Odet ; Isidore Paccolat ; Louis Gay-Balmaz.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : Charles-Louis de Bons. *Vice-président* : Pierre-Marie Paschoud. *Membres* : Joseph-Ambroise Vouilloz ; Adolphe de Stockalper ; Maurice d'Odet.

Suppléants : Louis Gay-Balmaz ; Elie Gagneux ; Isidore Paccolat ; Jean-Laurent Coutaz.

Monthey

1848-1853 (3. 2. 1848). *Président* : Antoine Du Fay. *Vice-président* : Adrien Marclay. *Membres* : François Delacoste (démissionne), remplacé (décision du Conseil d'Etat 10. 5. 1850) par Hyacinthe-Casimir Monnay (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat 16. 5. 1850) par Jean Trottet, Pierre Duchoud, Joseph Dubosson (émigre avant octobre 1851), remplacé (décision du Conseil d'Etat 11. 6. 1851) par Ignace Durier (refuse d'abord, puis revient sur sa décision, confirmé par décision du Conseil d'Etat 19. 8. 1851), remplacé pendant ce temps (décision du Conseil d'Etat 20. 6. 1851) par Adrien Delacoste.

Suppléants : Hyacinthe-Casimir Monnay ; Jean Trottet (nommé juge), remplacé (décision du Conseil d'Etat 22. 6. 1850) par Emmanuel Donnet († 24. 10. 1852), pas remplacé ; Cyprien Barlatey ; Alexandre Veuthey.

1853-1857 (29 et 30. 4. 1853). *Président* : Antoine Du Fay. *Vice-président* : Adrien Marclay. *Membres* : Hippolyte Pignat ; Maurice de Lavallaz fils ; Ignace Durier (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 10. 5. 1853) par Jean Trottet père.

Suppléants : Antoine Zumoffen ; Adrien Delacoste ; Cyprien Barlatey (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1854) par Cyprien Basqueiraz.

1857-1861 (4 et 5. 6. 1857). *Président* : Cyprien Barlatey. *Vice-président* : Maurice de Lavallaz. *Membres* : Emmanuel Défago ; Hippolyte Pignat ; Elie Detorrenté (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 30. 11. 1857) par Pierre-Joseph Monnay.

Suppléants : Alphonse Veuthey ; Cyprien Basqueiraz ; Adrien Delacoste ; Alfred Martin.

1861-1865 (12 et 13. 6. 1861). *Président* : Cyprien Barlatey. *Vice-président* : Maurice de Lavallaz (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Cyprien Basqueiraz. *Membres* : Cyprien Basqueiraz (nommé vice-président), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Emmanuel Turin ; Ignace Durier (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Elie Detorrenté ; Pierre-Joseph Monnay.

Suppléants : Ladislav Pottier (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Théophile Exhenry ; Alphonse Veuthey (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Placide Bressoud ; Charles Pignat (refuse), remplacé (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 16. 11. 1861) par Auguste Duchoud ; Alfred Martin.

1865-1869 (3. 6. 1865). *Président* : Cyprien Barlatey. *Vice-président* : Hyacinthe-Casimir Monnay. *Membres* : Alphonse Veuthey ; Adrien Delacoste ; Théodore Marclay.

Suppléants : Auguste Duchoud ; Cyprien Parvex ; André Derivaz († 20. 9. 1868), pas remplacé ; Jules Cornut.

1869-1873 (21. 6. 1869). *Président* : Cyprien Barlatey. *Vice-président* : Emmanuel Défago. *Membres* : Hyacinthe-Casimir Monnay ; Alphonse Veuthey († 15. 1. 1870), pas remplacé ; Adrien Delacoste.

Suppléants : Auguste Duchoud ; Cyprien Parvex ; Jules Cornut ; Jean-Claude Berrut.

1873-1877 (9. 6. 1873). *Président* : Cyprien Barlatey. *Vice-président* : Emmanuel Défago. *Membres* : Hyacinthe-Casimir Monnay ; Adrien Delacoste ; Placide Bressoud.

Suppléants : Auguste Duchoud ; Cyprien Parvex ; Jules Cornut ; Jean-Claude Berrut (refuse), la nomination du remplaçant est suspendue (décision du Conseil d'Etat - Tribunal d'Appel 4. 8. 1873).

Les juges aux tribunaux d'arrondissement 1877-1920
Die Richter der Kreisgerichte 1877-1920

Erster Kreis (Goms, Östlich-Raron, Brig)/
Premier arrondissement (Conches, Rarogne oriental, Brigue)

Goms/Conches

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Instruktionsrichter* : Peter Guntern. *Ersatzrichter* : Anton Walpen († 19. 9. 1878).
- 1879-1883 ([vor dem 14.] 6. 1879). *Instruktionsrichter* : Peter Guntern (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 12. 2. 1883) durch Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Anton Clausen.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Anton Clausen.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Anton Clausen († 13. 8. 1888), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 19. 12. 1888) durch Alois Bodenmann.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Alois Bodenmann.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Alois Bodenmann.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Alois Bodenmann.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Alois Bodenmann.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Alois Bodenmann.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Alois Bodenmann (tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 16. 3. 1914) durch Klemens Speckly.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Klemens Speckly.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Instruktionsrichter* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Klemens Speckly.

Östlich-Raron/Rarogne oriental

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Franz Hauser, ersetzt durch Abraham Walker ²⁸².

²⁸² Im *Staatskalender* von 1877/1878 wird er bereits an Stelle von Hauser erwähnt.

- 1879-1883 ([vor dem 14.] 6. 1879). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Abraham Walker.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Abraham Walker.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Abraham Walker.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Abraham Walker.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus Vater († 12. 11. 1898), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 17. 11. 1898) durch Albert Schmid. *Ersatzrichter* : Fridolin Albrecht (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 28. 8. 1895) durch Johann Venetz.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Instruktionsrichter* : Albert Schmid († 10. 5. 1901), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 26. 6. 1901) durch Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Johann Venetz.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Johann Venetz († 7. 12. 1906).
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Ferdinand Imesch.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Ferdinand Imesch.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Ferdinand Imesch.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Instruktionsrichter* : Alphons von Sepibus. *Ersatzrichter* : Ferdinand Imesch.

Brig/Brigade

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Instruktionsrichter* : Peter Marie von Stockalper. *Ersatzrichter* : Franz Tschieder, ersetzt durch Kaspar Wegener²⁸³.
- 1879-1883 ([vor dem 14.] 6. 1879). *Instruktionsrichter* : Peter Marie von Stockalper. *Ersatzrichter* : Kaspar Wegener.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Instruktionsrichter* : Felix Clausen (lehnt ab), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 2. 7. 1883) durch Peter Marie von Stockalper. *Ersatzrichter* : Kaspar Wegener († 15. 1. 1886), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 3. 2. 1886) durch Elias Perrig.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Karl Wegener (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 6. 8. 1890) durch Peter Tschieder.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder (tritt zurück), wieder ernannt (Appellationsgerichtsentscheid vom 13. 2. 1893).

²⁸³ Im *Staatskalender* von 1877/1878 wird er bereits an Stelle von Tschieder erwähnt.

Bezirksgerichte

- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder.
1899-1903 (22. 6. 1899). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder.
1903-1907 (20. 6. 1903). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder.
1907-1911 (22. 6. 1907). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder.
1911-1915 (23. 6. 1911). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder.
1915-1919 (28. 6. 1915). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder.
1919-1920 (10. 6. 1919). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder.

Zweiter Kreis (Visp, Westlich-Raron, Leuk)/

Deuxième arrondissement (Viège, Rarogne occidentale, Loèche)

Visp/Viège

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Instruktionsrichter* : Cäsar Clemenz. *Ersatzrichter* : Jodok Burgener.
1879-1883 ([vor dem 14.] 6. 1879). *Instruktionsrichter* : Cäsar Clemenz. *Ersatzrichter* : Jodok Burgener.
1883-1887 (14. 6. 1883). *Instruktionsrichter* : Cäsar Clemenz. *Ersatzrichter* : Jodok Burgener (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 13. 4. 1885) durch Raphael Perrig.
1887-1891 (7. 6. 1887). *Instruktionsrichter* : Cäsar Clemenz. *Ersatzrichter* : Moritz Venetz.
1891-1895 (11. 6. 1891). *Instruktionsrichter* : Cäsar Clemenz (zum Appellationsrichter ernannt am 19. 10. 1893), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 5. 2. 1894) durch Ignaz Mengis. *Ersatzrichter* : Moritz Venetz.
1895-1899 (5. 6. 1895). *Instruktionsrichter* : Ignaz Mengis. *Ersatzrichter* : Moritz Venetz.
1899-1903 (22. 6. 1899). *Instruktionsrichter* : Ignaz Mengis. *Ersatzrichter* : Joseph Burgener (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 6. 1901) durch Francis Burgener.
1903-1907 (20. 6. 1903). *Instruktionsrichter* : Ignaz Mengis. *Ersatzrichter* : Francis Burgener (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 19. und 24. 11. 1905) durch Ignaz Gsponer.
1907-1911 (22. 6. 1907). *Instruktionsrichter* : Ignaz Mengis (zum Appellationsrichter ernannt am 13. 11. 1908), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 24. 5. 1909) durch Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Ignaz Gsponer.

- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Ignaz Gspöner (landesabwesend), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 2. 9. 1912) durch Julius Weissen.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Julius Weissen.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Julius Weissen.

Westlich-Raron/Rarogne occidental

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Instruktionsrichter* : Eduard Roten. *Ersatzrichter* : Anton Werlen, ersetzt durch Johann Werlen ²⁸⁴.
- 1879-1883 ([vor dem 14.] 6. 1879). *Instruktionsrichter* : Eduard Roten. *Ersatzrichter* : Johann Werlen.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Instruktionsrichter* : Eduard Roten. *Ersatzrichter* : Johann Werlen.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Instruktionsrichter* : Eduard Roten (tritt zurück am 27. 12. 1889), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 6. 2. 1890) durch Heinrich Roten. *Ersatzrichter* : Johann Werlen.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Instruktionsrichter* : Heinrich Roten. *Ersatzrichter* : Johann Werlen.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Instruktionsrichter* : Heinrich Roten. *Ersatzrichter* : Johann Werlen.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Instruktionsrichter* : Heinrich Roten. *Ersatzrichter* : Johann Werlen.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Instruktionsrichter* : Heinrich Roten. *Ersatzrichter* : Johann Werlen.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Instruktionsrichter* : Heinrich Roten. *Ersatzrichter* : Augustin Schröter (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 17. 9. 1907) durch Johann Werlen, ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 24. 5. 1909) durch Leo Mengis.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Instruktionsrichter* : Heinrich Roten. *Ersatzrichter* : Leo Mengis.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Instruktionsrichter* : Heinrich Roten († 18. 12. 1916), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 6. 3. 1917) durch Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Leo Mengis (zum Instruktionsrichter ernannt), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 14. 9. 1917) durch Hans Schröter.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Hans Schröter.

²⁸⁴ Im *Staatskalender* von 1877/1878 wird er bereits an Stelle von Anton Werlen erwähnt.

Leuk/Loèche

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Instruktionsrichter* : Peter Marie Gentinetta (zum Regierungsstatthalter ernannt, tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid fehlt, 1877 ?) durch Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Gustav Loretan (zum Instruktionsrichter ernannt), ersetzt durch... (?).
- 1879-1883 ([vor dem 14.] 6. 1879). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Wilhelm Willa.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Moritz Allet (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 5. 2. 1884) durch Leo Willa.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Leo Willa.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Hermann Gentinetta.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Raphael Allet (lehnt ab), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 15. 6. 1895) durch Oskar von Werra (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 1. 7. 1898) durch Leo von Werra (lehnt ab), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 6. 9. 1898) durch Leo Willa.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Leo Willa († 3. 5. 1900), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 9. 5. 1900) durch Peter Marie Zen-Ruffinen.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan. *Ersatzrichter* : Peter Marie Zen-Ruffinen (tritt zurück), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 19. und 24. 11. 1905) durch Raphael Bayard.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Instruktionsrichter* : Gustav Loretan (zum Appellationsrichter ernannt am 19. 11. 1907), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 20. 1. 1908) durch Peter Marie Zen-Ruffinen († 23. 6. 1908), ersetzt (Appellationsgerichtsentscheid vom 23. 10. 1908) durch Emil Zen-Ruffinen. *Ersatzrichter* : Raphael Bayard.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Instruktionsrichter* : Emil Zen-Ruffinen. *Ersatzrichter* : Raphael Bayard.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Instruktionsrichter* : Emil Zen-Ruffinen († 15. 9. 1915), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 11. 10. 1915) durch Raymund Loretan. *Ersatzrichter* : Raphael Bayard (tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 11. 3. 1918) durch Robert Varonier.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Instruktionsrichter* : Raymund Loretan. *Ersatzrichter* : Robert Varonier.

Troisième arrondissement (Sierre, Hérens, Sion, Conthey)/
Dritter Kreis (Siders, Ering, Sitten, Gundis)

Sierre/Siders

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : Jean-Baptiste Briguet. *Suppléant* : Théodore de Preux ²⁸⁵.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : Jean-Baptiste Briguet (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 9. 6. 1881) par Théodore de Preux. *Suppléants* : Théodore de Preux (nommé juge-instructeur), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 9. 6. 1881) par Joseph-Louis Rey ; Modeste Germanier (nommé premier suppléant le 9. 6. 1881).
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : Théodore de Preux. *Suppléants* : Modeste Germanier ; Joseph-Louis Rey.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : Théodore de Preux. *Suppléants* : Modeste Germanier ; Joseph-Louis Rey.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : Charles de Preux. *Suppléants* : Modeste Germanier, remplacé (1891 ?) ²⁸⁶ par Joseph-Marie de Preux († 11. 1. 1893), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 13. 2. 1893) par Maurice Germanier ; Joseph-Louis Rey (devient premier suppléant lors de la nomination de de Preux).
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Charles de Preux. *Suppléants* : Antoine Emery ; Maurice Germanier.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Charles de Preux (élu conseiller d'Etat le 23. 5. 1901, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 26. 6. 1901) par Maurice Germanier. *Suppléants* : Antoine Emery ; Maurice Germanier (nommé juge-instructeur), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 26. 6. 1901) par Théodule Monnier.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier. *Suppléants* : Antoine Emery ; Joseph de Chastonay.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier. *Suppléants* : Antoine Emery ; Joseph de Chastonay.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier. *Suppléants* : Joseph de Chastonay ; Antoine Emery († 1. 1. 1915), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 4. 1915) par Pierre Devantéry.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier. *Suppléants* : Joseph de Chastonay ; Pierre Devantéry.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier. *Suppléants* : Pierre Devantéry ; François Borgeat.

²⁸⁵ Le 2^e suppléant n'a pas été nommé (?).

²⁸⁶ La date du remplacement de Germanier n'est pas connue. L'*Annuaire officiel* de 1892 mentionne à sa place César de Preux alors que c'est sans aucun doute Joseph-Marie de Preux qui a été nommé pour succéder à Germanier. Par décision du 13. 2. 1893, la Cour d'Appel remplace feu Joseph-[Marie] et non César de Preux (v. *BO* 18. 2. 1893, p. 220). Ce dernier ne décèdera d'ailleurs que le 29. 3. 1893, c'est-à-dire après Joseph-Marie.

Hérens/Ering

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : Joseph Favre. *Suppléant* : Joseph Beytrison.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : Joseph Favre. *Suppléant* : Joseph Beytrison († 18. 7. 1879), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 13. 8. 1879) par Alphonse Pitteloud.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : Joseph Favre. *Suppléant* : Joseph Solioz († 23. 5. 1887).
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : Joseph Favre. *Suppléant* : Fabien Moos.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : Fabien Moos. *Suppléant* : Jean Anzéviu fils (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 15. 2. 1892) par Louis Favre.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Fabien Moos. *Suppléant* : Louis Favre († 19. 10. 1896), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 3. 12. 1896) par Pierre Bourdin.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Fabien Moos († 10. 6. 1903). *Suppléant* : Pierre Bourdin (a été absent du pays fin 1902-début 1903).
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Jean Anzéviu, remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 26. 11. 1903) par Antoine Bovier (refuse), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 18. 12. 1903) par Jean-Baptiste Graven, remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 21. 5. 1904) par Alphonse Sidler. *Suppléant* : Henri Leuzinger (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 14. 2. 1907) par Joseph Kuntschen fils.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Joseph Kuntschen fils.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler (nommé juge-instructeur du district de Sion le 30. 5. 1913, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 7. 7. 1913) par Cyrille Pitteloud. *Suppléant* : Joseph Kuntschen fils.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : Cyrille Pitteloud (démissionne le 27. 12. 1918), remplacé (décision du Tribunal cantonal 18. 3. 1919) par Joseph Kuntschen fils (refuse), remplacé (décision du Tribunal cantonal 1. 4. 1919) par Jean Rieder. *Suppléant* : Joseph Kuntschen fils.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : Jean Rieder. *Suppléant* : Joseph Kuntschen fils.

Sion/Sitten

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : François-Joseph Kuntschen. *Suppléants* : Raphaël Dallèves ; Joseph Bruttin.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : François-Joseph Kuntschen. *Suppléants* : Raphaël Dallèves ; Joseph Bruttin (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 12. 2. 1883) par Joseph Solioz.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : François-Joseph Kuntschen. *Suppléants* : Raphaël Dallèves ; Louis-Xavier de Riedmatten.

- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : François-Joseph Kuntschen. *Suppléants* : Raphaël Dallèves (nommé chancelier d'Etat le 3. 7. 1888, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation, session d'août 1888)²⁸⁷ par Joseph Ribordy ; Louis-Xavier de Riedmatten (devient premier suppléant à la nomination de Ribordy).
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : François-Joseph Kuntschen. *Suppléants* : Louis-Xavier de Riedmatten ; Joseph Ribordy.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Joseph Ribordy. *Suppléants* : Louis-Xavier de Riedmatten († 1. 5. 1898), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 6. 5. 1898) par Jean-Charles de Courten ; Jacques Calpini.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Joseph Ribordy (élu juge à la Cour d'Appel et de Cassation le 10. 6. 1901, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 26. 6. 1901) par Jean-Charles de Courten. *Suppléants* : Jean-Charles de Courten (nommé juge-instructeur), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 26. 6. 1901) par Edouard Dubuis († 6. 12. 1901), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 21. 6. 1902) par Henri Leuzinger ; Jacques Calpini.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Jean-Charles de Courten. *Suppléants* : Henri Leuzinger ; Jacques Calpini.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : Jean-Charles de Courten. *Suppléants* : Joseph Kuntschen, remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 11. 1909) par Guillaume de Kalbermatten (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 26. 1. 1911) par Henri de Lavallaz ; Jacques Calpini.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : Jean-Charles de Courten (élu juge au Tribunal cantonal le 20. 5. 1913, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 30. 5. 1913) par Alphonse Sidler. *Suppléants* : Henri de Lavallaz (démissionne puis retire sa démission) ; Jacques Calpini.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléants* : Henri de Lavallaz ; Jacques Calpini.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléants* : Henri de Lavallaz ; Jacques Calpini.

Conthey/Gundis

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : Pierre-Louis Evéquo. *Suppléant* : Joseph Broccard.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : Pierre-Louis Evéquo. *Suppléant* : Joseph Broccard.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : Pierre-Louis Evéquo. *Suppléant* : Joseph Broccard père (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 5. 2. 1884) par Louis Germanier.

²⁸⁷ Voir BO n° 37, du 14. 9. 1888, p. 607.

Bezirksgerichte

- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : Pierre-Louis Evéquo. *Suppléant* : Joseph Reymondeulaz.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : Alfred Frossard. *Suppléant* : Joseph Reymondeulaz (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 15. 2. 1892) par Louis Germanier.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Alfred Frossard. *Suppléant* : Louis Germanier.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Alfred Frossard. *Suppléant* : Louis Germanier.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Alfred Frossard († 13. 11. 1906), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 17. 11. 1906) par Joseph Broccard (refuse), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 12. 12. 1906) par Raphaël Evéquo. *Suppléant* : Louis Germanier.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : Jean-Charles de Courten (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 23. 5. 1908) par Raphaël Evéquo (entre en fonctions le 1. 7. 1908). *Suppléant* : Louis Germanier († 7. 10. 1910), remplacé (décision du Tribunal cantonal 22. 12. 1910) par Abel Delaloye.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : Raphaël Evéquo. *Suppléant* : Abel Delaloye.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : Raphaël Evéquo. *Suppléant* : Abel Delaloye.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : Raphaël Evéquo. *Suppléant* : Abel Delaloye.

Quatrième arrondissement (Entremont, Martigny, Saint-Maurice, Monthey)/
Vierter Kreis (Entremont, Martinach, St. Moritz, Monthey)

Entremont

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : Fidèle Joris. *Suppléants* : Daniel Terrettaz ; Maurice-Fabien Carron.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : Fidèle Joris. *Suppléants* : Emile Gaillard ; François-Joseph Gard.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : Fidèle Joris († 19. 11. 1886), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 10. 2. 1887) par Sigéric Troillet. *Suppléants* : Emile Gaillard (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 7. 11. 1884) par Jules Massard ; François-Joseph Gard.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : Sigéric Troillet. *Suppléants* : Jules Massard (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation, session de juin 1889)²⁸⁸ par Joseph Voutaz ; François-Joseph Gard.

²⁸⁸ Voir BO n° 31 du 2. 8. 1889, p. 525.

- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : Sigéric Troillet. *Suppléants* : Jean-Baptiste Deslarzes ; François-Joseph Gard († 20. 8. 1892), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 13. 2. 1893) par Maurice-Hercule Filliez.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Sigéric Troillet. *Suppléants* : Jean-Baptiste Deslarzes ; François Troillet.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Sigéric Troillet. *Suppléants* : François Troillet (élu juge à la Cour d'Appel et de Cassation le 24. 11. 1899, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 16. 1. 1900) par Jean-Baptiste Deslarzes ; Maurice-Hercule Filliez (refuse), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 19. 11. 1899) par Maurice-Joseph Gard.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Sigéric Troillet. *Suppléants* : Jean-Baptiste Deslarzes († 23. 2. 1905), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 18. 7. 1906) par Cyrille Joris ; Maurice-Joseph Gard.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : Sigéric Troillet († 9. 4. 1909), remplacé (décision du Tribunal cantonal 24. 5. 1909) par Cyrille Joris. *Suppléants* : Cyrille Joris (nommé juge-instructeur) ; Maurice-Joseph Gard (nommé premier suppléant, décision du Tribunal cantonal 23. 11. 1909), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 6. 1910) par Joseph Luder.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : Cyrille Joris. *Suppléants* : Maurice-Joseph Gard ; Joseph Luder.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : Cyrille Joris. *Suppléants* : Maurice-Joseph Gard (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 5. 7. 1917) par Joseph Luder (déjà deuxième suppléant, devient premier suppléant), († nuit du 18-19. 5. 1918), remplacé (décision du Tribunal cantonal 8. 7. 1918) par Cyrille Gard ; Julien Thétaz (nommé deuxième suppléant, décision du Tribunal cantonal 27. 12. 1918).
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : Cyrille Joris. *Suppléants* : Cyrille Gard ; Julien Thétaz.

Martigny/Martinach

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : Louis Gross († 20. 7. 1878), pas remplacé (?). *Suppléants* : Alexis Gay ; Joseph Copt.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : Emmanuel Joris. *Suppléants* : Hilaire Gay (absent du pays dès la fin 1882), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 12. 2. 1883) par Charles Piota ; Joseph Copt.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : Oscar Meizoz. *Suppléants* : Charles Piota ; Joseph Copt († 28. 4. 1885), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 3. 6. 1885) par Emile Bender.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : Oscar Meizoz. *Suppléants* : Charles Piota ; Emile Bender.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : Oscar Meizoz. *Suppléants* : Charles Piota († 23. 7. 1894), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 8. 8. 1894) par Achille Chappaz ; Emile Bender.

- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Oscar Meizoz († 23. 1. 1897), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 27. 1. 1897) par Achille Chappaz (élu conseiller d'Etat le 21. 5. 1897, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 30. 6. 1897) par Emile Gross. *Suppléants* : Achille Chappaz (nommé juge-instructeur) ; Charles Ribordy (nommé premier suppléant), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 27. 1. 1897) par Ulrich Buchard.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Emile Gross. *Suppléants* : Charles Ribordy ; Ulrich Buchard.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Emile Gross. *Suppléants* : Charles Ribordy ; Ulrich Buchard.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : Emile Gross († 21. 3. 1909), remplacé (décision du Tribunal cantonal 24. 5. 1909) par Louis Troillet. *Suppléants* : Charles Ribordy, remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 11. 1909) par le deuxième suppléant Ulrich Buchard, remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 6. 1910) par Maurice Gross.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléants* : Ulrich Buchard ; Maurice Gross.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléants* : Maurice Gross ; Ulrich Buchard.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléants* : Maurice Gross ; Ulrich Buchard († 28. 5. 1920), remplacé (décision du Tribunal cantonal 5. 7. 1920) par Charles Girard.

Saint-Maurice/Sankt Moritz

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : Charles-Louis de Bons. *Suppléant* : Joseph-Ambroise Vouilloz, remplacé (1877 ?) par Pierre-Marie Paschoud ²⁸⁹.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : Charles-Louis de Bons († 1. 9. 1879), remplacé par Maurice Chappelet ²⁹⁰. *Suppléant* : Maurice Chappelet (nommé juge-instructeur), remplacé par Joseph-Ambroise Vouilloz ²⁹⁰.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : Maurice Chappelet. *Suppléant* : Joseph-Ambroise Vouilloz († 14. 7. 1883), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 9. 8. 1883) par Emile Vouilloz.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : Maurice Chappelet. *Suppléant* : Emile Vouilloz († 2. 7. 1887), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 10. 8. 1887) par Georges de Stockalper.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : Maurice Chappelet. *Suppléant* : Georges de Stockalper.

²⁸⁹ L'*Annuaire officiel* de 1877/1878 le mentionne à la place de Vouilloz.

²⁹⁰ Aucune décision de la Cour d'Appel et de Cassation n'est connue au sujet de ces remplacements. Ils ne nous sont révélés que par l'*Annuaire officiel* de 1882.

- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Maurice Chappelet († 22. 7. 1895), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 10. 8. 1895) par Georges de Stockalper († 11. 2. 1898), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 22. 4. 1898) par Adrien de Stockalper. *Suppléant* : Georges de Stockalper (nommé juge-instructeur), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 31. 8. 1895) par Joseph Durier (élu juge à la Cour d'Appel et de Cassation le 28. 10. 1897, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 11. 11. 1897) par Henri de Werra.
- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Adrien de Stockalper. *Suppléant* : Henri de Werra (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 12. 9. 1900) par César Gross.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Adrien de Stockalper († 17. 10. 1906), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 17. 11. 1906) par César Gross. *Suppléant* : César Gross (nommé juge-instructeur), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 17. 11. 1906) par Pierre Barman.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : César Gross. *Suppléant* : Pierre Barman, remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 6. 1910) par François Cergneux.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : César Gross. *Suppléant* : François Cergneux (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 8. 6. 1914) par Charles de Werra.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : César Gross. *Suppléant* : Charles de Werra.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : César Gross. *Suppléant* : Charles de Werra (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 4. 5. 1920) par Max Gay-Crosier.

Monthey

- 1877-1879 (11. 6. 1877). *Juge-instructeur* : Emmanuel Défago. *Suppléants* : Edouard Zumoffen ; Victor Bonjean.
- 1879-1883 ([avant le 14] 6. 1879). *Juge-instructeur* : Emmanuel Défago. *Suppléants* : Edouard Zumoffen ; Cyrille Turin.
- 1883-1887 (14. 6. 1883). *Juge-instructeur* : Henri Bioley. *Suppléants* : Edouard Zumoffen (refuse) ; Cyrille Turin (nommé premier suppléant), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 9. 8. 1883) par Joseph-Marie Detorrenté (nommé premier suppléant ensuite de la démission de Cyrille Turin), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 7. 11. 1885) par Eugène Barlaty.
- 1887-1891 (7. 6. 1887). *Juge-instructeur* : Henri Bioley. *Suppléants* : Joseph-Marie Detorrenté ; Eugène Barlaty.
- 1891-1895 (11. 6. 1891). *Juge-instructeur* : Henri Bioley. *Suppléants* : Joseph-Marie Detorrenté (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 17. 8. 1894) par Isaac Marclay ; Eugène Barlaty.
- 1895-1899 (5. 6. 1895). *Juge-instructeur* : Henri Bioley. *Suppléants* : Isaac Marclay ; Oscar Delacoste.

- 1899-1903 (22. 6. 1899). *Juge-instructeur* : Henri Bioley (élu juge à la Cour d'Appel et de Cassation le 10. 6. 1901, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 26. 6. 1901) par Isaac Marclay. *Suppléants* : Isaac Marclay (nommé juge-instructeur) ; Oscar Delacoste (nommé premier suppléant), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 26. 6. 1901) par Clovis Martin (démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 9. 11. 1901) par Justin Planchamp (nommé préposé à l'Office des poursuites et faillites du district de Monthey, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 6. 2. 1903) par Erasme de Courten.
- 1903-1907 (20. 6. 1903). *Juge-instructeur* : Isaac Marclay (élu juge à la Cour d'Appel et de Cassation le 19. 5. 1905, démissionne), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 23. 5. 1905) par Erasme de Courten. *Suppléants* : Oscar Delacoste († 28. 1. 1905), Erasme de Courten (nommé premier suppléant ensuite du décès d'Oscar Delacoste, puis juge-instructeur), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 4. 5. 1905) par Laurent Rey (nommé premier suppléant), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 23. 5. 1905) par Vital Cornut.
- 1907-1911 (22. 6. 1907). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten. *Suppléants* : Laurent Rey (démissionne) ; Vital Cornut (nommé premier suppléant ensuite de la démission de Laurent Rey), remplacé (décision de la Cour d'Appel et de Cassation 1. 7. 1907) par Henri Bioley fils (nommé préposé à l'Office des poursuites et faillites du district de Monthey, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 27. 6. 1910) par Edouard Zumoffen.
- 1911-1915 (23. 6. 1911). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten. *Suppléants* : Vital Cornut ; Edouard Zumoffen (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 9. 5. 1913) par Hyacinthe Carraux.
- 1915-1919 (28. 6. 1915). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten. *Suppléants* : Vital Cornut ; Hyacinthe Carraux.
- 1919-1920 (10. 6. 1919). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten. *Suppléants* : Vital Cornut ; Hyacinthe Carraux.

**Les juges aux tribunaux de district
dès 1921
Die Richter der Bezirksgerichte seit 1921**

Bezirke Goms, Östlich-Raron und Brig
Districts de Conches, Rarogne oriental et Brigue

- 1921-1923 (16. 12. 1920). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder (ernannt am 4. 1. 1921).
- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Peter Tschieder († 12. 4. 1926), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 6. 5. 1926) durch Alfred Clausen.
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Instruktionsrichter* : Elias Perrig. *Ersatzrichter* : Alfred Clausen (zum Kantonsrichter ernannt am 17. 5. 1929, tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 7. 6. 1929) durch Anton Salzmann.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Instruktionsrichter* : Anton Salzmann. *Ersatzrichter* : Herbert Kluser.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Instruktionsrichter* : Anton Salzmann. *Ersatzrichter* : Herbert Kluser.
- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Instruktionsrichter* : Anton Salzmann. *Ersatzrichter* : Herbert Kluser.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Instruktionsrichter* : Anton Salzmann. *Ersatzrichter* : Herbert Kluser.
- 1947-1951 (17. 6. 1947). *Instruktionsrichter* : Anton Salzmann (demissioniert auf den 31. 12. 1949 infolge Erreichung der Altersgrenze), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 7. 9. 1949) durch Herbert Kluser. *Ersatzrichter* : Herbert Kluser (zum Richter ernannt), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 7. 9. 1949) durch Joseph Bielander.
- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Instruktionsrichter* : Herbert Kluser. *Ersatzrichter* : Joseph Bielander.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Instruktionsrichter* : Herbert Kluser. *Ersatzrichter* : Joseph Bielander.
- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Instruktionsrichter* : Herbert Kluser. *Ersatzrichter* : Joseph Bielander.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Instruktionsrichter* : Herbert Kluser (demissioniert den 3. 7. 1966 infolge Erreichung der Altersgrenze), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 1. 9. 1966) durch Joseph Bielander. *Ersatzrichter* : Joseph Bielander (zum Richter ernannt), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 1. 9. 1966) durch Max Arnold.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Instruktionsrichter* : Joseph Bielander. *Ersatzrichter* : Max Arnold.

- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Instruktionsrichter* : Joseph Bielander (demissioniert auf den 31. 12. 1969 infolge Erreichung der Altersgrenze), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 20. 11. 1969) durch Max Arnold. *Ersatzrichter* : Max Arnold (zum Richter ernannt), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 7. 12. 1969) durch Reinhard Schwery.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Instruktionsrichter I* ²⁹¹ : Max Arnold. *Ersatzrichter* : Reinhard Schwery. *Instruktionsrichter II* ²⁹² : Reinhard Schwery (ernannt am 25. 11. 1974). *Ersatzrichter* : Max Arnold (ernannt am 13. 1. 1975).

Bezirke Visp und Westlich-Raron ²⁹³

Districts de Viège et Rarogne occidental ²⁹³

- 1921-1923 (16. 12. 1920). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Hans Schröter (ernannt am 4. 1. 1921).
- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Hans Schröter.
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Hans Schröter.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Hans Schröter.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Hans Schröter († 4. 5. 1939).
- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener. *Ersatzrichter* : Julius Weissen.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Instruktionsrichter* : Francis Burgener (demissioniert infolge Erreichung der Altersgrenze), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 27. 6. 1944) durch Julius Weissen. *Ersatzrichter* : Julius Weissen (zum Richter ernannt), ersetzt (1944) ²⁹⁴ durch Peter von Roten.
- 1947-1951 (17. 6. 1947). *Instruktionsrichter* : Julius Weissen. *Ersatzrichter* : Peter von Roten.
- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Instruktionsrichter* : Julius Weissen (demissioniert auf den 31. 12. 1952 infolge Erreichung der Altersgrenze), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 24. 10. 1952) durch Ferdinand Summermatter. *Ersatzrichter* : Peter von Roten.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Instruktionsrichter* : Ferdinand Summermatter. *Ersatzrichter* : Peter von Roten.

²⁹¹ Vom 15. 11. 1974 an Instruktionsrichter I.

²⁹² Durch Grossratsdekret vom 15. 11. 1974 wird eine zweite Instruktionsrichterstelle geschaffen.

²⁹³ Westlich-Raron wird von 1960 an dem Bezirk Leuk zugeteilt (Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden : Art. 5 c).

²⁹⁴ Die Ernennung findet sich weder in den Protokollen der Kantonsgerichtsbeschlüsse noch im *Amtsblatt*. Man kennt sie nur aus dem *Bericht des Kantonsgerichtes Wallis* für das Jahr 1944.

- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Instruktionsrichter* : Ferdinand Summermatter (zum Staatsanwalt ernannt am 11. 7. 1963, tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 22. 10. 1963) durch Mario Ruppen. *Ersatzrichter* : Peter von Roten.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Instruktionsrichter* : Mario Ruppen (demissioniert den 2. 8. 1966), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 11. und 26. 10. 1966) durch Leander Heinzmann. *Ersatzrichter* : Leander Heinzmann (zum Richter ernannt), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 11. und 26. 10. 1966) durch Adolf Anthamatten.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Instruktionsrichter* : Leander Heinzmann. *Ersatzrichter* : Adolf Anthamatten.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Instruktionsrichter I* ²⁹⁵ : Leander Heinzmann. *Ersatzrichter* : Adolf Anthamatten. *Instruktionsrichter II* ²⁹⁶ : Franz von Riedmatten (ernannt am 21. 6. 1972). *Ersatzrichter* : Leander Heinzmann.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Instruktionsrichter I* : Leander Heinzmann. *Ersatzrichter* : Franz von Riedmatten. *Instruktionsrichter II* : Franz von Riedmatten. *Ersatzrichter* : Adolf Anthamatten (tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 13. 1. 1975) durch Leander Heinzmann.

Bezirk Leuk und von 1960 an Westlich-Raron ²⁹⁷

District de Loèche, plus Rarogne occidental dès 1960 ²⁹⁷

- 1921-1923 (16. 12. 1920). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Robert Varonier (ernannt am 4. 1. 1921).
- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Oskar Schnyder (ernannt am 27. 9. 1923).
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Oskar Schnyder.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Oskar Schnyder.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Oskar Schnyder.
- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Oskar Schnyder.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis. *Ersatzrichter* : Oskar Schnyder.
- 1947-1951 (17. 6. 1947). *Instruktionsrichter* : Leo Mengis (demissioniert infolge Erreichung der Altersgrenze), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 1. 12. 1950) durch Marcel Oriani. *Ersatzrichter* : Oskar Schnyder (zum Staatsrat ernannt am 3. 10. 1948, tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 19. 11. 1948)

²⁹⁵ Vom 4. 2. 1972 an Instruktionsrichter I.

²⁹⁶ Durch Grossratsdekret vom 4. 2. 1972 wird eine zweite Instruktionsrichterstelle geschaffen.

²⁹⁷ Westlich-Raron wird von 1960 an dem Bezirk Leuk zugeteilt (Gesetz vom 13. Mai 1960 über die Gerichtsbehörden : Art. 5 c).

Bezirksgerichte

- durch Marcel Oriani (zum Richter ernannt), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 23. 12. 1950) durch Marcel Werlen.
- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Instruktionsrichter* : Marcel Oriani. *Ersatzrichter* : Marcel Werlen.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Instruktionsrichter* : Marcel Oriani. *Ersatzrichter* : Marcel Werlen (tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 23. 5. 1957) durch Alain Zen-Ruffinen.
- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Instruktionsrichter* : Marcel Oriani (tritt aus gesundheitlichen Gründen zurück), ersetzt, zuerst provisorisch dann definitiv (Kantonsgerichtsentscheid vom 1. 5. 1963) durch Alain Zen-Ruffinen. *Ersatzrichter* : Alain Zen-Ruffinen (zum Richter ernannt), nicht ersetzt.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Instruktionsrichter* : Alain Zen-Ruffinen. *Ersatzrichter* : Max Arnold (ernannt am 29. 11. 1963) (zum Ersatzrichter der Bezirke Goms, Östlich-Raron und Brig ernannt am 1. 9. 1966), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 23. 12. 1966) durch Peter Pfammatter.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Instruktionsrichter* : Alain Zen-Ruffinen. *Ersatzrichter* : Peter Pfammatter.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Instruktionsrichter* : Alain Zen-Ruffinen. *Ersatzrichter* : Peter Pfammatter (demissioniert den 27. 4. 1970), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 20. 5. 1970) durch Armand Zenhäusern.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Instruktionsrichter* : Alain Zen-Ruffinen (zum Staatsanwalt ernannt am 14. 11. 1974, tritt zurück), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 25. 11. 1974) durch Armand Zenhäusern. *Ersatzrichter* : Armand Zenhäusern (zum Richter ernannt), ersetzt (Kantonsgerichtsentscheid vom 13. 1. 1975) durch Bernhard Schnyder.

District de Sierre Bezirk Siders

- 1921-1923 (16. 12. 1920). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier. *Suppléant* : François Borgeat (nommé le 4. 1. 1921), († 7. 10. 1922), remplacé (décision du Tribunal cantonal 13. 11. 1922) par Pierre Devantéry.
- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier. *Suppléant* : Pierre Devantéry.
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Juge-instructeur* : Maurice Germanier (démissionne avec effet au 1. 7. 1929), remplacé (décision du Tribunal cantonal 27. 6. 1929) par Pierre Devantéry. *Suppléant* : Pierre Devantéry (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 3. 7. 1929) par Joseph de Chastonay (refuse), remplacé (décision du Tribunal cantonal 4. 9. 1929) par Oscar de Chastonay.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Juge-instructeur* : Pierre Devantéry. *Suppléant* : Oscar de Chastonay.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Juge-instructeur* : Pierre Devantéry. *Suppléant* : Oscar de Chastonay (élu conseiller d'Etat le 7. 3. 1937, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 6. 1937) par André Germanier.

- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Juge-instructeur* : Pierre Devantéry. *Suppléant* : André Germanier.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Juge-instructeur* : Pierre Devantéry. *Suppléant* : André Germanier.
- 1947-1951 (17. 6. 1947). *Juge-instructeur* : Pierre Devantéry (atteint par la limite d'âge, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 11. 10. 1950) par Edouard Bagnoud. *Suppléant* : André Germanier (élu juge au Tribunal cantonal le 27. 2. 1948, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 20. 4. 1948) par Edouard Bagnoud (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 1. 12. 1950) par Gérard Emery.
- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Juge-instructeur* : Edouard Bagnoud. *Suppléant* : Gérard Emery.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Juge-instructeur* : Edouard Bagnoud (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 13. 12. 1955) par Gérard Emery. *Suppléant* : Gérard Emery (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 22. 12. 1955) par Pierre Tabin.
- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Juge-instructeur* : Gérard Emery. *Suppléant* : Pierre Tabin.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Juge-instructeur* : Gérard Emery (élu juge au Tribunal cantonal le 14. 5. 1964, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 21. 5. 1964) par Paul-Albert Berclaz. *Suppléant* : Pierre Tabin.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Juge-instructeur* : Paul-Albert Berclaz. *Suppléant* : Pierre Tabin.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Juge-instructeur I* ²⁹⁸ : Paul-Albert Berclaz. *Suppléant* : Pierre Tabin. *Juge-instructeur II* ²⁹⁹ : Edgar Métral (nommé le 1. 3. 1973). *Suppléant* : Paul-Albert Berclaz.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Juge-instructeur I* : Paul-Albert Berclaz. *Suppléant* : Pierre Tabin (démissionne avec effet au 10. 7. 1975), remplacé (décision du Tribunal cantonal 11. 6. 1975) par Edgar Métral. *Juge-instructeur II* : Edgar Métral. *Suppléant* : Paul-Albert Berclaz.

Tribunal de Sierre et Sion II ³⁰⁰Gericht Siders und Sitten II ³⁰⁰

- 1963 (26. 3. 1963). *Juge-instructeur* : Paul-Albert Berclaz. *Suppléant* : n'a pas été nommé.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Juge-instructeur* : Paul-Albert Berclaz (nommé juge-instructeur du district de Sierre ; décision du Tribunal cantonal 21. 5. 1964),

²⁹⁸ Juge-instructeur I dès le 8. 2. 1973.

²⁹⁹ Par décret du 8. 2. 1973, le Grand Conseil supprime le Tribunal de Sierre et Sion II et crée un deuxième poste de juge-instructeur.

³⁰⁰ « Par décret adopté à la session de janvier 1963, le Grand Conseil a créé, en conformité de l'art. 5 chiffre 9 de la loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, un poste de juge-instructeur extraordinaire pour les districts de Sion et de Sierre, aux fins de décharger les juges de ces deux grands arrondissements d'une partie de leurs tâches qui,

remplacé (décision du Tribunal cantonal 21. 5. 1964) par Jean-Charles Haenni. *Suppléant* : Jean-Charles Haenni (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 12. 1966) par André Franzé.

1968-1969 (30. 11. 1967). *Juge-instructeur* : Jean-Charles Haenni (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 6. 2. 1968) par Pierre Antonioli. *Suppléant* : André Franzé (nommé juge-instructeur suppléant du district de Sion ; décision du Tribunal cantonal 6. 2. 1968), remplacé (décision du Tribunal cantonal 28. 2. 1968) par Jean-Pierre Perraudin.

1969-1973 (30. 5. 1969). *Juge-instructeur* : Pierre Antonioli (élu procureur le 24. 6. 1970, démissionne avec effet au 31. 12. 1970), remplacé (décision du Tribunal cantonal 3. 9. 1970) par Christian Jacquod. *Suppléant* : Jean-Pierre Perraudin (muté au Tribunal de Sierre le 17. 9. 1970, comme greffier seulement).

District de Sion

Bezirk Sitten

1921-1923 (16. 12. 1920). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Henri de Lavallaz (nommé le 4. 1. 1921, refuse), remplacé (décision du Tribunal cantonal 28. 1. 1921) par Joseph Kuntschen.

1923-1927 (19. 6. 1923). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Joseph Kuntschen.

1927-1931 (21. 6. 1927). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Joseph Kuntschen.

1931-1935 (16. 6. 1931). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Paul Kuntschen.

1935-1939 (12. 6. 1935). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Paul Kuntschen.

1939-1943 (21. 6. 1939). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Paul Kuntschen.

1943-1947 (16. 6. 1943). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler. *Suppléant* : Paul Kuntschen.

1947-1951 (17. 6. 1947). *Juge-instructeur* : Alphonse Sidler (atteint par la limite d'âge, démissionne avec effet au 31. 12. 1948), remplacé (décision du Tribunal cantonal 22. 9. 1948) par Louis Allet. *Suppléant* : Paul Kuntschen.

1951-1955 (5. 6. 1951). *Juge-instructeur* : Louis Allet. *Suppléant* : Paul Kuntschen.

1955-1959 (5. 7. 1955). *Juge-instructeur* : Louis Allet. *Suppléant* : Paul Kuntschen.

par suite du beau développement économique du pays, se sont accrues considérablement » (v. *Rapport du Tribunal cantonal* 1962, pp. 6-7).

Le Grand Conseil supprime ce Tribunal par décret du 8. 2. 1973 (art. 2) en créant un deuxième poste de juge-instructeur au Tribunal de Sierre et au Tribunal de Sion. Le juge en fonctions devient titulaire du poste de juge-instructeur II du district de Sion.

- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Juge-instructeur* : Louis Allet (élu procureur général le 11. 7. 1963, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 22. 10. 1963) par Louis de Riedmatten. *Suppléant* : Paul Kuntschen.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Juge-instructeur* : Louis de Riedmatten. *Suppléant* : Pierre Antonioli.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Juge-instructeur* : Louis de Riedmatten. *Suppléant* : Pierre Antonioli (nommé juge-instructeur au tribunal de Sierre et Sion II ; décision du Tribunal cantonal 6. 2. 1968), remplacé (décision du Tribunal cantonal 6. 2. 1968) par André Franzé.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Juge-instructeur I* ³⁰¹ : Louis de Riedmatten. *Suppléant* : André Franzé (nommé greffier au Tribunal cantonal le 20. 10. 1970, cependant maintenu dans cette charge de suppléant). *Juge-instructeur II* ³⁰² : Christian Jacquod. *Suppléant* : Louis de Riedmatten.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Juge-instructeur I* : Louis de Riedmatten (atteint par la limite d'âge, démissionne avec effet au 29. 2. 1976), remplacé (décision du Tribunal cantonal 9. 12. 1975) par Christian Jacquod. *Suppléant* : André Franzé. *Juge-instructeur II* : Christian Jacquod (nommé ensuite juge-instructeur I, décision du Tribunal cantonal 9. 12. 1975), remplacé (décision du Tribunal cantonal 9. 12. 1975) par André Franzé. *Suppléant* : Louis de Riedmatten (démissionne avec effet au 29. 2. 1976), remplacé (décision du Tribunal cantonal 9. 12. 1975) par Christian Jacquod.

Districts d'Hérens et Conthey Bezirke Ering und Gundis

- 1921-1923 (20. 12. 1920). *Juge-instructeur* : Jean Rieder. *Suppléant* : Abel Delaloye (nommé le 4. 1. 1921, refuse), remplacé (décision du Tribunal cantonal 31. 1. 1921) par Albert Delaloye (démissionne le 10. 4. 1923).
- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Juge-instructeur* : Jean Rieder. *Suppléant* : Joseph Mariéthod.
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Juge-instructeur* : Jean Rieder. *Suppléant* : Joseph Mariéthod (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 13. 6. 1929) par Antoine Favre (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 6. 11. 1930) par Albert Papilloud.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Juge-instructeur* : Jean Rieder. *Suppléant* : Albert Papilloud.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Juge-instructeur* : Jean Rieder. *Suppléant* : Albert Papilloud.
- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Juge-instructeur* : Jean Rieder (démissionne le 24. 7. 1941 avec effet au 31. 12. 1941), remplacé (décision du Tribunal cantonal 28. 11. 1941) par Joseph Mariéthod. *Suppléant* : Albert Papilloud.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Juge-instructeur* : Joseph Mariéthod. *Suppléant* : Albert Papilloud.

³⁰¹ Juge-instructeur I dès le 8. 2. 1973.

³⁰² Par décret du 8. 2. 1973, le Grand Conseil supprime le Tribunal de Sierre et Sion II et crée un deuxième poste de juge-instructeur.

Bezirksgerichte

- 1947-1951 (17. 6. 1947). *Juge-instructeur* : Joseph Mariéthod. *Suppléant* : Albert Papilloud.
- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Juge-instructeur* : Joseph Mariéthod. *Suppléant* : Albert Papilloud.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Juge-instructeur* : Joseph Mariéthod. *Suppléant* : Albert Papilloud.
- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Juge-instructeur* : Joseph Mariéthod (démissionne pour raison de santé), remplacé (décision du Tribunal cantonal 26. 3. 1963) par Pierre Delaloye. *Suppléant* : Albert Papilloud (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 16. 11. 1962) par Henri Gaspoz († 9. 2. 1963), remplacé (décision du Tribunal cantonal 30. 4. 1963) par Christian Jacquod.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Christian Jacquod.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Christian Jacquod.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Christian Jacquod (nommé greffier au Tribunal cantonal le 18. 2. 1970, maintenu dans cette charge de suppléant).
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye (élu juge au Tribunal cantonal le 11. 11. 1976, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 29. 11. 1976) par Jean-Jérôme Crittin. *Suppléant* : Christian Jacquod (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 25. 11. 1974) par Jean-Jérôme Crittin (nommé juge-instructeur le 29. 11. 1976, avec effet au 1. 1. 1977), remplacé (décision du Tribunal cantonal 3. 2. 1977) par Joseph Pitteloud.

District d'Entremont

Bezirk Entremont

- 1921-1923 (16. 12. 1920). *Juge-instructeur* : Cyrille Joris. *Suppléant* : Julien Thétaz (nommé le 4. 1. 1921, refuse), remplacé (décision du Tribunal cantonal 11. 2. 1921) par Cyrille Gard.
- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Juge-instructeur* : Cyrille Joris. *Suppléant* : Cyrille Gard.
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Juge-instructeur* : Cyrille Joris († 8. 12. 1927), remplacé (décision du Tribunal cantonal 21. 12. 1927) par Cyrille Gard. *Suppléant* : Cyrille Gard (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 10. 1. 1928) par Camille Pouget.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Juge-instructeur* : Cyrille Gard. *Suppléant* : Camille Pouget (élu juge au Tribunal cantonal le 8. 2. 1934, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 29. 5. 1934) par Joseph Maret.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Juge-instructeur* : Cyrille Gard. *Suppléant* : Joseph Maret.
- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Juge-instructeur* : Cyrille Gard. *Suppléant* : Joseph Maret.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Juge-instructeur* : Cyrille Gard. *Suppléant* : Joseph Maret.

- 1947-1951 (17. 6. 1947). *Juge-instructeur* : Cyrille Gard († 4. 11. 1950), remplacé (décision du Tribunal cantonal 1. 12. 1950) par Edmond Troillet. *Suppléant* : Edmond Troillet (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 12. 1950) par Edmond Sauthier.
- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Juge-instructeur* : Edmond Troillet. *Suppléant* : Edmond Sauthier.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Juge-instructeur* : Edmond Troillet. *Suppléant* : Edmond Sauthier.
- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Juge-instructeur* : Edmond Troillet. *Suppléant* : Edmond Sauthier (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 18. 1. 1962) par Camille Abbet.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Juge-instructeur* : Edmond Troillet. *Suppléant* : Camille Abbet.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Juge-instructeur* : Edmond Troillet. *Suppléant* : Camille Abbet.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Juge-instructeur* : Edmond Troillet (atteint par la limite d'âge, démissionne le 5. 12. 1969 avec effet au 31. 12. 1969), remplacé (décision du Tribunal cantonal 9. 12. 1969) par Camille Abbet. *Suppléant* : Camille Abbet (nommé juge-instructeur le 9. 12. 1969), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 12. 1969) par Jean-Louis Bruchez.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Juge-instructeur* : Camille Abbet († 8. 5. 1976), remplacé (décision du Tribunal cantonal 1. 6. 1976) par Philippe Chastelain. *Suppléant* : Jean-Louis Bruchez.

Districts de Martigny et Saint-Maurice ³⁰³Bezirke Martinach und Sankt Moritz ³⁰³

- 1921-1923 (16. 12. 1920). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléant* : Maurice Gross (nommé le 4. 1. 1921).
- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléant* : Maurice Gross.
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléant* : Maurice Gross.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléant* : Maurice Gross.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Juge-instructeur* : Louis Troillet. *Suppléant* : Maurice Gross.
- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Juge-instructeur* : Marcel Gross. *Suppléant* : André Desfayes (refuse), remplacé (décision du Tribunal cantonal 5. 7. 1939) par Alfred Vouilloz.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Juge-instructeur* : Marcel Gross. *Suppléant* : Alfred Vouilloz.
- 1947-1951 (17. 6. 1947). *Juge-instructeur* : Marcel Gross. *Suppléant* : Alfred Vouilloz.

³⁰³ De 1921 à 1960, quelques communes du district de Saint-Maurice sont attribuées à la juridiction du juge-instructeur du district de Martigny : Dorénaz, Finhaut, Salvan et Vernayaz (v. décret du 19 novembre 1920 fixant la juridiction des juges-instructeurs, art. 2 lettre g). Puis, à partir de 1960, c'est tout le district de Saint-Maurice qui lui est attribué (v. loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 5 chiffre 2).

Bezirksgerichte

- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Juge-instructeur* : Marcel Gross (élu conseiller d'Etat le 1. 3. 1953, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 16. 4. 1953) par Jean-Maurice Gross. *Suppléant* : Alfred Vouilloz.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Juge-instructeur* : Jean-Maurice Gross. *Suppléant* : Alfred Vouilloz.
- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Juge-instructeur* : Jean-Maurice Gross. *Suppléant* : Alfred Vouilloz.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Juge-instructeur* : Jean-Maurice Gross. *Suppléant* : Alfred Vouilloz († 4. 12. 1963), remplacé (décision du Tribunal cantonal 13. 3. 1964) par Gaston Collombin.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Juge-instructeur* : Jean-Maurice Gross. *Suppléant* : Gaston Collombin.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Juge-instructeur I* ³⁰⁴ : Jean-Maurice Gross. *Suppléant* : Gaston Collombin (nommé juge-instructeur II ; décision du Tribunal cantonal 3. 12. 1971). *Juge-instructeur II* ³⁰⁵ : Gaston Collombin (nommé le 3. 12. 1971). *Suppléant* : Jean-Maurice Gross.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Juge-instructeur I* : Jean-Maurice Gross (élu juge au Tribunal cantonal le 3. 7. 1975, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 18. 7. 1975) par Gaston Collombin. *Suppléant* : Gaston Collombin, remplacé (décision du Tribunal cantonal 18. 7. 1975) par Pierre Ferrari. *Juge-instructeur II* : Gaston Collombin (nommé juge-instructeur I ; décision du Tribunal cantonal 18. 7. 1975), remplacé (décision du Tribunal cantonal 18. 7. 1975) par Pierre Ferrari. *Suppléant* : Jean-Maurice Gross (élu juge au Tribunal cantonal le 3. 7. 1975, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 18. 7. 1975) par Gaston Collombin.

District de Monthey ³⁰⁰

Bezirk Monthey ³⁰⁰

- 1921-1923 (16. 12. 1920). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten. *Suppléant* : Pierre Barman (nommé le 4. 1. 1921, refuse), remplacé (décision du Tribunal cantonal 28. 1. 1921) par Camille Mariaux (nommé préposé à l'Office des poursuites et faillites de Monthey, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 13. 5. 1921) par Hyacinthe Carraux.

³⁰⁴ Juge-instructeur I dès le 12. 11. 1971.

³⁰⁵ Par décret du 12. 11. 1971, le Grand Conseil crée un deuxième poste de juge-instructeur.

³⁰⁶ De 1921 à 1960, quelques communes du district de Saint-Maurice sont attribuées à la juridiction du juge-instructeur du district de Monthey : Collonges, Evionnaz, Massongex, Mex, Vérossaz et Saint-Maurice (v. décret du 19 novembre 1920 fixant la juridiction des juges-instructeurs, art. 2 lettre g). Puis, à partir de 1960, c'est tout le district de Saint-Maurice qui passe en mains du juge-instructeur de Martigny (v. loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960, art. 5 chiffre 2).

- 1923-1927 (19. 6. 1923). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten. *Suppléant* : Hyacinthe Carraux († 10. 2. 1924), remplacé (décision du Tribunal cantonal 22. 2. 1924) par Henri Bioley.
- 1927-1931 (21. 6. 1927). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten. *Suppléant* : Henri Bioley (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 29. 4. 1931) par Charles de Werra.
- 1931-1935 (16. 6. 1931). *Juge-instructeur* : Erasme de Courten (élu juge au Tribunal cantonal le 12. 5. 1933, démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 5. 1933) par Charles de Werra. *Suppléant* : Charles de Werra (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 23. 5. 1933) par André Chaperon (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 29. 5. 1934) par Paul de Courten.
- 1935-1939 (12. 6. 1935). *Juge-instructeur* : Charles de Werra. *Suppléant* : Paul de Courten.
- 1939-1943 (21. 6. 1939). *Juge-instructeur* : Charles de Werra. *Suppléant* : Paul de Courten.
- 1943-1947 (16. 6. 1943). *Juge-instructeur* : Charles de Werra (nommé le 25. 6. 1943), (démissionne pour raison de santé, avec effet à fin février 1944), remplacé (décision du Tribunal cantonal 22. 12. 1943) par Amédée Délèze. *Suppléant* : Paul de Courten.
- 1947-1951 (24. 6. 1947). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Paul de Courten (démissionne le 3. 9. 1947), remplacé (décision du Tribunal cantonal 7. 10. 1947) par Léon Ecœur.
- 1951-1955 (5. 6. 1951). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Léon Ecœur.
- 1955-1959 (5. 7. 1955). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Léon Ecœur (démissionne), remplacé (décision du Tribunal cantonal 2. 7. 1957) par Maurice Nantermod.
- 1960-1963 (10. 12. 1959). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Maurice Nantermod.
- 1964-1967 (14. 11. 1963). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Maurice Nantermod.
- 1968-1969 (30. 11. 1967). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye. *Suppléant* : Maurice Nantermod.
- 1969-1973 (30. 5. 1969). *Juge-instructeur* : Pierre Delaloye (démissionne le 10. 1. 1972), remplacé (décision du Tribunal cantonal 19. 1. 1972) par Georges Pattaroni. *Suppléant* : Maurice Nantermod (nommé préfet le 31. 12. 1969, démissionne le 26. 8. 1970), remplacé (décision du Tribunal cantonal 15. 1. 1971) par Georges Pattaroni (nommé juge-instructeur), remplacé (décision du Tribunal cantonal 1. 2. 1972) par Jean-Luc Buttet.
- 1973-1977 (10. 5. 1973). *Juge-instructeur* : Georges Pattaroni. *Suppléant* : Jean-Luc Buttet.

Confédération Bund

Pouvoir législatif
Gesetzgebende Behörde

Assemblée fédérale
Bundesversammlung

Conseil national et Conseil des Etats
Nationalrat und Ständerat

Assemblée fédérale

Introduction

Le pouvoir législatif fédéral est l'assemblée fédérale, qui se compose de deux conseils, dont l'un, le Conseil national, représente le peuple et l'autre, le Conseil des Etats, représente les cantons.

Conseil national

La constitution fédérale de 1848 stipule que les députés au Conseil national sont élus par arrondissements électoraux à raison d'un député pour 20 000 habitants. Ce quota est maintenu par la législation ultérieure³⁰⁷ jusqu'en 1931, puis il est dès lors porté à 22 000 habitants³⁰⁸. Toutefois, en 1962, une modification de l'art. 72 de la constitution fédérale limite à deux cents le nombre des députés du Conseil national. Les sièges sont répartis entre les cantons proportionnellement à leur population de résidence³⁰⁹. Selon la constitution fédérale de 1848 les députés au Conseil national sont élus, directement par le peuple, au système majoritaire. Ce mode d'élection se maintient durant septante années³¹⁰. Puis, une révision de l'art. 73 de la constitution fédérale introduit, en 1918, le système, toujours en vigueur, de la représentation proportionnelle³¹¹. Ce nouveau système s'applique pour la première

³⁰⁷ Constitution fédérale du 12 septembre 1848, art. 61 et 62. — Loi fédérale du 21 décembre 1850 concernant les élections des membres du Conseil national, art. 1^{er}. — Constitution fédérale du 29 mai 1874, art. 72.

³⁰⁸ Arrêté fédéral du 20 juin 1931 constatant le résultat de la votation populaire du 15 mars 1931 sur l'arrêté fédéral du 19 décembre 1930 relatif à la révision de l'article 72 de la constitution fédérale (élection du Conseil national), art. 2.

³⁰⁹ Arrêté fédéral du 14 décembre 1962 relatif au résultat de la votation populaire du 4 novembre 1962 sur l'arrêté fédéral modifiant l'art. 72 de la constitution (élection du Conseil national), art. 2.

³¹⁰ Constitution fédérale du 12 septembre 1848, art. 62. — Loi fédérale du 21 décembre 1850 concernant les élections des membres du Conseil national, art. 2 et 17. — Décret valaisan du 5 juin 1851, réglant le mode de procéder à la nomination des députés au Conseil national, art. 12. — Loi fédérale du 19 juillet 1872 sur les élections et votations fédérales, art. 12 et 19. — Constitution fédérale du 29 mai 1874, art. 73.

³¹¹ Arrêté fédéral du 11 décembre 1918 sur le résultat de la votation populaire du 13 octobre 1918 sur l'initiative tendant à l'application du système de la représentation proportionnelle aux élections du Conseil national (révision de l'art. 73 de la constitution fédérale). — Loi fédérale du 14 février 1919 concernant l'élection du Conseil national, art. 1^{er}.

fois aux élections anticipées d'octobre 1919. Quant à la date d'élection des conseillers nationaux, la loi la fixe en 1850, et la maintient par la suite, au dernier dimanche du mois d'octobre pour chaque renouvellement intégral³¹². L'entrée en fonctions de ces députés est d'abord prévue par le règlement du Conseil national du 9 juillet 1850, à la date d'ouverture de sa session annuelle, le premier lundi de juillet³¹³. Mais, en décembre de la même année la loi fédérale concernant les élections au Conseil national recule définitivement l'entrée en fonctions des élus au premier lundi de décembre, lors de chaque renouvellement intégral de ce corps³¹⁴. Le mandat des députés est d'abord de trois ans³¹⁵, excepté en 1917-1919 où il est de deux ans en raison de l'introduction du système de la représentation proportionnelle qui provoqua un renouvellement anticipé du Conseil national³¹⁶; ensuite, à partir de 1931, il est de quatre ans³¹⁷.

A l'origine, la loi électorale dispose que pour un siège devenu vacant avant l'expiration d'une période, on procède à une élection complémentaire, à moins que le renouvellement intégral du Conseil national ne soit sur le point d'avoir lieu³¹⁸. Le principe actuel de remplacement des députés procède de la loi fédérale de 1919 concernant l'élection au Conseil national. Celle-ci, en raison de l'introduction du système proportionnel, établit que le siège devenu libre reste acquis au parti auquel il a été attribué; il appartient au gouver-

³¹² Loi fédérale du 21 décembre 1850 concernant les élections des membres du Conseil national, art. 9. — Décret valaisan additionnel du 22 mai 1854 à celui du 5 juin 1851 sur la nomination des députés au Conseil national, art. 1^{er}. — Arrêté valaisan du 10 octobre 1863 fixant le mode de nomination des membres du Conseil national et des jurés fédéraux, art. 1^{er}. — Loi fédérale du 19 juillet 1872 sur les élections et votations fédérales, art. 16. — Loi fédérale du 14 février 1919 concernant l'élection du Conseil national, art. 2.

³¹³ Règlement du 9 juillet 1850 pour le Conseil national de la Confédération suisse, art. 1^{er}.

³¹⁴ Loi fédérale du 21 décembre 1850 concernant les élections des membres du Conseil national, art. 30. — Loi fédérale du 19 juillet 1872 sur les élections et votations fédérales, art. 27. — Règlement du Conseil national du 5 juin 1903, art. 1^{er}. — Règlement du Conseil national du 17 décembre 1920, art. 1^{er}. — Règlement du Conseil national du 4 avril 1946, art. 1^{er}.

³¹⁵ Constitution fédérale du 12 septembre 1848, art. 65. — Loi fédérale du 21 décembre 1850 concernant les élections des membres du Conseil national, art. 34. — Arrêté valaisan du 10 octobre 1863 fixant le mode de nomination des membres du Conseil national et des jurés fédéraux, art. 1^{er}. — Loi fédérale du 19 juillet 1872 sur les élections et votations fédérales, art. 31. — Constitution fédérale du 29 mai 1874, art. 76.

³¹⁶ Arrêté fédéral du 26 septembre 1919 concernant le résultat de la votation populaire du 10 août 1919 sur l'adoption de dispositions transitoires à l'article 73 de la constitution fédérale relativement aux élections pour le Conseil national et pour le Conseil fédéral. — Arrêté valaisan du 7 octobre 1919 concernant la nomination des députés au Conseil national pour la législature de 1919-1922.

³¹⁷ Arrêté fédéral du 20 juin 1931 constatant le résultat de la votation populaire du 15 mars 1931 sur l'arrêté fédéral du 19 décembre 1930 relatif à la révision des articles 76, 96, 1^{er} et 3^e alinéas, et 105, 2^e alinéa, de la constitution fédérale (durée du mandat du Conseil national, du Conseil fédéral et du Chancelier de la Confédération).

³¹⁸ Loi fédérale du 21 décembre 1850 concernant les élections des membres du Conseil national, art. 38. — Le Conseil d'Etat fixe la date d'élection par la voie d'un arrêté publié dans le recueil des lois. Toutefois, pour les élections complémentaires du 9. 12. 1855, du 7. 9. 1856, du 6. 12. 1857 et du 7. 1. 1872, on ne trouve aucune décision. — Loi fédérale du 19 juillet 1872 sur les élections et votations fédérales, art. 35.

nement cantonal de proclamer député le candidat non élu de ce parti qui a obtenu le plus grand nombre de voix ou, à défaut, de procéder à une élection complémentaire³¹⁹. Conformément à ces dispositions, le Conseil d'Etat a adopté, dès 1920, un arrêté pour chaque remplacement devenu nécessaire en cours de période législative, sans aucune opération électorale.

Conseil des Etats

En vertu de la constitution fédérale, chaque canton délègue deux députés au sein du Conseil des Etats³²⁰. Les Valaisans sont d'abord nommés d'année en année de 1848 à 1875³²¹, puis tous les deux ans de 1876 à 1906³²², tous les trois ans de 1908 à 1928³²³, et enfin tous les quatre ans à partir de 1931³²⁴. De 1848 à 1920, leur élection incombe au Grand Conseil, qui s'acquitte régulièrement de sa tâche au cours de la session de mai³²⁵. C'est une révision partielle de la constitution valaisanne de 1920 qui introduit le principe actuel de l'élection des conseillers aux Etats directement par le peuple, au système majoritaire. Dès 1922, ils sont élus lors du renouvellement ordinaire du Conseil national, soit le dernier dimanche du mois d'octobre³²⁶. Leur entrée en fonctions a généralement eu lieu jusqu'en 1920 en juin ou en juillet, à moins évidemment d'un changement en cours de période³²⁷. C'est à partir

³¹⁹ Loi fédérale du 14 février 1919 concernant l'élection du Conseil national, art. 24. — Loi fédérale du 22 juin 1939 modifiant la loi sur l'élection au Conseil national, art. 1^{er} (révision de l'art. 24).

³²⁰ Constitution fédérale du 12 septembre 1848, art. 69. — Constitution fédérale du 29 mai 1874, art. 80.

³²¹ Constitution valaisanne du 10 janvier 1848, art. 30. — Constitution valaisanne du 23 décembre 1852, art. 29 chiffre 12.

³²² Constitution valaisanne du 26 novembre 1875, art. 34 chiffre 9.

³²³ Constitution valaisanne du 8 mars 1907, art. 44 chiffre 9. — Révision partielle de la constitution valaisanne du 11 novembre 1920, chap. III, art. 5 (art. 85 bis).

³²⁴ Révision partielle de la constitution valaisanne du 11 novembre 1920 adoptée en votation populaire du 11 mars 1934. En vertu de cette révision, les mots « tous les trois ans », de l'art. 85 bis, premier alinéa, sont supprimés. « Cette disposition de la constitution cantonale, non seulement n'était plus en harmonie avec l'art. 76 révisé de la constitution fédérale, mais contenait une contradiction qui n'en permettait plus l'application. Car, d'une part elle fixait à trois ans la durée du mandat des députés au Conseil des Etats et, d'autre part, elle ordonnait que ces députés soient nommés lors des élections pour le renouvellement ordinaire du Conseil national », donc tous les quatre ans (v. protocole des séances du Grand Conseil, session de mai 1933, annexe 2 : message du Conseil d'Etat).

³²⁵ Constitution valaisanne du 10 janvier 1848, art. 30. — Constitution valaisanne du 23 décembre 1852, art. 29 chiffre 12. — Constitution valaisanne du 26 novembre 1875, art. 34 chiffre 9. — Constitution valaisanne du 8 mars 1907, art. 44 chiffre 9.

³²⁶ Révision partielle de la constitution valaisanne du 11 novembre 1920, chap. III, art. 5 (art. 85 bis). — Loi valaisanne du 1^{er} juillet 1938 sur les élections et les votations, art. 121. — Loi valaisanne du 17 mai 1972 sur les élections et les votations, art. 114.

³²⁷ La législation ne précise pas la date d'entrée en fonctions des conseillers aux Etats. Cependant, la date de validation de leur pouvoir par le Conseil des Etats tombe régulièrement aux mois de juin et de juillet (v. ERICH GRUNER, *L'Assemblée Fédérale Suisse, 1848-1920*, pp. 39, 855-879, qui donne la date de validation de l'élection, en n'indiquant toutefois que le mois).

de 1922 qu'ils entrent en fonctions le même jour que les députés au Conseil national, le renouvellement des deux Conseils se faisant en même temps ³²⁸.

Etablissement des listes

Les principales sources pour établir les listes du Conseil national au siècle passé sont les publications des résultats par le Conseil d'Etat sous forme de placards. Il s'agit de feuilles de grand format destinées à être affichées dans les communes, et dont les Archives de l'Etat possèdent une collection. Celle-ci présente cependant quelques lacunes qui ont pu être comblées grâce aux listes de l'*Annuaire officiel du Valais* et de l'*Annuaire de la Confédération suisse*. A partir de l'introduction du système de la représentation proportionnelle, les résultats sont toujours publiés dans le *Bulletin officiel*.

Les listes des membres du Conseil des Etats ont été établies d'après les protocoles des séances du Grand Conseil, qui procède à leur nomination jusqu'en 1920. Par la suite, les résultats sont publiés dans le *Bulletin officiel* ³²⁹.

L'état des conseillers nationaux et des conseillers aux Etats est établi par ordre chronologique avec :

- les dates extrêmes de chaque législature et, entre parenthèses, la date de l'élection ;
- les noms des élus par ordre alphabétique (dès 1919, les conseillers nationaux sont classés par parti, puis par ordre alphabétique).

En complément figurent les listes des Valaisans présidents de ces deux chambres avec les dates extrêmes de leurs fonctions et la date de leur élection.

Si des explications supplémentaires doivent être fournies, elles paraissent en note en bas de page.

³²⁸ Règlement du Conseil des Etats du 14 décembre 1927, art. 1^{er}. — Règlement du Conseil des Etats du 17 octobre 1946, art. 1^{er}.

³²⁹ Voir en outre la bibliographie générale.

Bundesversammlung

Einleitung

Die gesetzgebende Behörde des Bundes ist die Bundesversammlung. Sie setzt sich aus zwei Räten zusammen: Dem Nationalrat, als Vertreter des Volkes, und dem Ständerat, als Vertreter der Kantone.

Nationalrat

Die Bundesverfassung von 1848 bestimmt, dass die Abgeordneten in den Nationalrat in Wahlkreisen gewählt werden; auf je 20 000 Seelen der Gesamtbevölkerung entfiel ein Abgeordneter. Dieses Verhältnis wurde in der folgenden Gesetzgebung³³⁰ bis 1931 beibehalten. Von da an war auf je 22 000 Seelen der Gesamtbevölkerung ein Nationalratsmitglied zu wählen³³¹. Im Jahre 1962 beschränkte eine Änderung von Artikel 72 der Bundesverfassung die Zahl der Abgeordneten im Nationalrat auf 200. Die Sitze werden nun unter die Kantone und Halbkantone im Verhältnis zu ihrer Wohnbevölkerung verteilt³³². Gemäss Bundesverfassung von 1848 wurden die Abgeordneten in den Nationalrat nach Mehrheitssystem direkt durch das Volk gewählt. Dieser Wahlmodus hielt sich während 70 Jahren³³³. Die Revision von Artikel 73 der Bundesverfassung führte 1918 den heute noch gültigen Wahlmodus «nach

³³⁰ Bundesverfassung vom 12. Herbstmonat 1848, Art. 61 und 62. — Bundesgesetz vom 21. Dezember 1850 betreffend die Wahl der Mitglieder des Nationalrates, Art. 1. — Bundesverfassung vom 29. Mai 1874, Art. 72.

³³¹ Bundesbeschluss vom 20. Juni 1931 betreffend die Erhaltung des Ergebnisses der Volksabstimmung vom 15. März 1931 über den Bundesbeschluss vom 19. Dezember 1930 betreffend Abänderung des Artikels 72 der Bundesverfassung (Wahl des Nationalrates), Art. 2.

³³² Bundesbeschluss vom 14. Dezember 1962 über die Erhaltung des Ergebnisses der Volksabstimmung vom 4. November 1962 betreffend den Bundesbeschluss über die Änderung des Artikels 72 der Bundesverfassung (Wahl des Nationalrates), Art. 2.

³³³ Bundesverfassung vom 12. Herbstmonat 1848, Art. 62. — Bundesgesetz vom 21. Dezember 1850 betreffend die Wahl der Mitglieder des Nationalrates, Art. 2 und 17. — Walliser Dekret vom 5. Juni 1851 behufs Regelung des Verfahrens bei der Wahl der Abgeordneten an den Nationalrat, Art. 12. — Bundesgesetz vom 19. Heumonat 1872 betreffend die eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen, Art. 12 und 19. — Bundesverfassung vom 29. Mai 1874, Art. 73.

dem Grundsatz der Proportionalität» ein³³⁴. Dieser neue Modus wurde erstmals bei den vorverlegten Wahlen von Oktober 1919 angewandt. Das Wahldatum für die Integralerneuerung des Nationalrates wurde 1850 durch das Gesetz auf den letzten Sonntag im Oktober angesetzt und in der Folge so beibehalten³³⁵. Der Amtsantritt der Abgeordneten war vorerst durch das Geschäftsreglement des Nationalrates vom 9. Juli 1850 für die Eröffnung seiner jährlichen Session am ersten Montag des Monats Juli vorgesehen³³⁶. Aber im Dezember des gleichen Jahres verschob das Bundesgesetz betreffend die Wahl der Mitglieder des Nationalrates den Amtsantritt der anlässlich jeder Gesamterneuerung Gewählten endgültig auf den ersten Montag im Dezember³³⁷. Die Amtsdauer der Abgeordneten betrug vorerst drei Jahre³³⁸, ausser 1917 bis 1919, wo sie sich auf zwei Jahre beschränkte, weil die Einführung des Grundsatzes der Proportionalität die Vorverlegung der Nationalratswahlen bewirkte³³⁹. Von 1931 an werden die Abgeordneten auf die Dauer von vier Jahren gewählt³⁴⁰.

Ursprünglich bestimmte das Wahlgesetz: «In allen Fällen, in welchen die Erledigung einer Stelle im Nationalrate vor dem Ablaufe der Amtsdauer des letzteren eintritt, soll diese Stelle sofort wieder besetzt werden, es wäre denn, dass vor der Gesamterneuerung des Nationalrates kein Zusammentritt

³³⁴ Bundesbeschluss vom 11. Dezember 1918 betreffend die Erhaltung der Volksabstimmung vom 13. Oktober 1918 über das Volksbegehren betreffend die Einführung der Verhältniswahl für die Wahlen in den schweizerischen Nationalrat (Revision des Art. 73 der Bundesverfassung). — Bundesgesetz vom 14. Februar 1919 betreffend die Wahl des Nationalrates, Art. 1.

³³⁵ Bundesgesetz vom 21. Dezember 1850 betreffend die Wahl der Mitglieder des Nationalrates, Art. 9. — Walliser Zusatzdekret vom 22. Mai 1854 zu jenem vom 5. Juni 1851 über die Ernennung der Abgeordneten an den Nationalrat, Art. 1. — Walliser Beschluss vom 10. Oktober 1863 über die Wahlart der Mitglieder des Nationalrates und der eidgenössischen Geschworenen, Art. 1. — Bundesgesetz vom 19. Heumonats 1872 betreffend die eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen, Art. 16. — Bundesgesetz vom 14. Februar 1919 betreffend die Wahl des Nationalrates, Art. 2.

³³⁶ Geschäftsreglement des Nationalrates, vom 9. Juli 1850, Art. 1.

³³⁷ Bundesgesetz vom 21. Dezember 1850 betreffend die Wahl der Mitglieder des Nationalrates, Art. 30. — Bundesgesetz vom 19. Heumonats 1872 betreffend die eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen, Art. 27. — Geschäftsreglement des Nationalrates, vom 5. Juni 1903, Art. 1. — Geschäftsreglement des Nationalrates, vom 17. Dezember 1920, Art. 1. — Geschäftsreglement des Nationalrates, vom 4. April 1946, Art. 1.

³³⁸ Bundesverfassung vom 12. Herbstmonats 1848, Art. 65. — Bundesgesetz vom 21. Dezember 1850 betreffend die Wahl der Mitglieder des Nationalrates, Art. 34. — Walliser Beschluss vom 10. Oktober 1863 über die Wahlart der Mitglieder des Nationalrates und der eidgenössischen Geschworenen, Art. 1. — Bundesgesetz vom 19. Heumonats 1872 betreffend die eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen, Art. 31. — Bundesverfassung vom 29. Mai 1874, Art. 76.

³³⁹ Bundesbeschluss vom 26. September 1919 betreffend die Erhaltung der Volksabstimmung vom 10. August 1919 betreffend Aufnahme von Übergangsbestimmungen zu Art. 73 der Bundesverfassung (Wahlen in den Nationalrat und den Bundesrat). — Walliser Beschluss vom 7. Oktober 1919 betreffend die Wahl der Abgeordneten in den Nationalrat für die Legislaturperiode 1919-1922.

³⁴⁰ Bundesbeschluss vom 20. Juni 1931 betreffend die Erhaltung des Ergebnisses der Volksabstimmung vom 15. März 1931 über den Bundesbeschluss vom 19. Dezember 1930 betreffend Revision der Artikel 76, 96 (Abs. 1 und 3) und 105 (Abs. 2) der Bundesverfassung (Amtsdauer des Nationalrats, des Bundesrats und des Bundeskanzlers).

desselben mehr in Aussicht stünde»³⁴¹. Der gegenwärtige Modus der Wiederbesetzung von Stellen im Nationalrat beruht auf dem Bundesgesetz von 1919 betreffend die Wahl des Nationalrates. Aufgrund der Einführung der Verhältniswahl bestimmte es, «dass die Kantonsregierung von der Liste, auf welcher das ausscheidende Mitglied gewählt worden ist, denjenigen der nicht gewählten Kandidaten als gewählt erklärt, welcher am meisten Stimmen erhalten hat». Ist kein wählbarer Ersatzmann vorhanden, findet eine Ergänzungswahl statt³⁴². In Übereinstimmung mit diesen Bestimmungen hat der Staatsrat von 1920 an für jede im Verlauf einer Legislaturperiode notwendig gewordene Wiederbesetzung einen Beschluss gefasst, ohne dass je Wahlen nötig gewesen wären.

Ständerat

Gemäss Bundesverfassung entsendet jeder Kanton zwei Abgeordnete in den Ständerat³⁴³. Die Walliser wurden vorerst, zwischen 1848 und 1875, jedes Jahr ernannt³⁴⁴, dann, von 1876 bis 1906, alle zwei Jahre³⁴⁵, und von 1908 bis 1928 alle drei Jahre³⁴⁶. Von 1931 an werden sie nun alle vier Jahre gewählt³⁴⁷. Von 1848 bis 1920 wurden sie regelmässig während der Maisession vom Grossen Rat gewählt³⁴⁸. Die Teilrevision der Walliser Kantonsverfassung von 1920 führte den gegenwärtigen Wahlmodus für die Ständeräte ein: Sie werden direkt vom Volk nach Mehrheitssystem gewählt. Von 1922 an finden die Wahlen anlässlich der ordentlichen Erneuerung des

³⁴¹ Bundesgesetz vom 21. Dezember 1850 betreffend die Wahl der Mitglieder des Nationalrates, Art. 38. — Der Staatsrat bestimmte das Wahldatum durch einen in der Gesetzessammlung veröffentlichten Beschluss. Doch für die Ersatzwahlen vom 9. 12. 1855, vom 7. 9. 1856, vom 6. 12. 1857 und vom 7. 1. 1872 sind keine Beschlüsse vorhanden. — Bundesgesetz vom 19. Heumonats 1872 betreffend die eidgenössischen Wahlen und Abstimmungen, Art. 35.

³⁴² Bundesgesetz vom 14. Februar 1919 betreffend die Wahl des Nationalrates, Art. 24. — Bundesgesetz vom 22. Juni 1939 über die Abänderung des Bundesgesetzes betreffend die Wahl des Nationalrates, Art. 1 (Revision des Art. 24).

³⁴³ Bundesverfassung vom 12. Herbstmonats 1848, Art. 69. — Bundesverfassung vom 29. Mai 1874, Art. 80.

³⁴⁴ Kantonsverfassung vom 10. Januar 1848, Art. 30. — Kantonsverfassung vom 23. Christmonats 1852, Art. 29, Ziffer 12.

³⁴⁵ Kantonsverfassung vom 26. November 1875, Art. 34, Ziffer 9.

³⁴⁶ Kantonsverfassung vom 8. März 1907, Art. 44, Ziffer 9. — Teilweise Kantonsverfassungsrevision vom 11. November 1920, Kap. III, Art. 5 (Art. 85 bis).

³⁴⁷ Teilrevision der Kantonsverfassung vom 11. November 1920, angenommen in der Volksabstimmung vom 11. März 1934. Bei dieser Revision sind in Art. 85 bis, erster Absatz, die Worte «alle drei Jahre» gestrichen worden. «Diese Bestimmung der Kantonsverfassung stimmt nicht nur mit dem revidierten Artikel 76 der Bundesverfassung nicht mehr überein, sondern sie enthält sogar einen Widerspruch, der die Anwendung dieses Artikels nicht mehr gestattet. Denn einerseits setzt er die Dauer des Mandates der Mitglieder des Ständerates auf drei Jahre fest, und andererseits bestimmt er, dass diese Abgeordneten anlässlich der ordentlichen Erneuerung des Nationalrates gewählt werden», also alle vier Jahre (s. Protokoll des Grossen Rates, Maisession 1933, Beilage 2, Botschaft des Staatsrates).

³⁴⁸ Kantonsverfassung vom 10. Januar 1848, Art. 30. — Kantonsverfassung vom 23. Christmonats 1852, Art. 29, Ziffer 12. — Kantonsverfassung vom 26. November 1875, Art. 34, Ziffer 9. — Kantonsverfassung vom 8. März 1907, Art. 44, Ziffer 9.

Nationalrates am letzten Sonntag im Oktober statt ³⁴⁹. Bis 1920 erfolgte ihr Amtsantritt in der Regel im Juni oder Juli — ausser natürlich bei einem Wechsel während einer Legislaturperiode ³⁵⁰. Von 1922 an treten sie ihr Amt am gleichen Tag wie die Nationalräte an, da sich die Erneuerung beider Räte gleichzeitig vollzieht ³⁵¹.

Erstellung der Listen

Wichtigste Quelle für die Erstellung der Nationalratslisten des letzten Jahrhunderts ist die Veröffentlichung der Resultate durch den Staatsrat in Form von Plakaten. Es handelt sich um grossformatige Blätter, die in den Gemeinden angeschlagen wurden. Das Staatsarchiv besitzt eine Sammlung solcher Plakate. Sie ist leider nicht vollständig, doch die Lücken konnten dank den Listen im *Walliser Staatskalender* und im *Staatskalender der schweizer. Eidgenossenschaft* ergänzt werden. Seit der Einführung des Proporz werden die Resultate immer im *Amtsblatt* veröffentlicht.

Die Listen der Mitglieder des Ständerates wurden mit Hilfe der Grossratsprotokolle erstellt, da die Ständeräte bis 1920 vom Grossen Rat gewählt wurden. In der Folge wurden die Resultate im *Amtsblatt* veröffentlicht ³⁵².

Die Listen der National- und Ständeräte sind chronologisch geordnet und enthalten:

- Anfangs- und Schlussdaten jeder Legislaturperiode und in Klammern das Wahldatum;
- die Namen der Gewählten in alphabetischer Reihenfolge (von 1919 an sind die Nationalräte teilweise alphabetisch geordnet).

Ergänzend folgen die Listen der Walliser, welche die beiden Kammern präsidiert haben, mit Anfangs- und Schlussdaten ihrer Amtszeit und Wahldatum.

Sind zusätzliche Erklärungen notwendig, geben wir sie in Fussnoten.

³⁴⁹ Teilweise Kantonsverfassungsrevision vom 11. November 1920, Kap. III, Art. 5 (Art. 85 bis). — Kantonsgesetz vom 1. Juli 1938 betreffend die Wahlen und Abstimmungen, Art. 121. — Kantonsgesetz vom 17. Mai 1972 über die Wahlen und Abstimmungen, Art. 114.

³⁵⁰ Die Legislation bestimmt das Datum des Amtsantrittes der Ständeräte nicht, doch fällt das Datum der in Bern vorgenommenen Validierung regelmässig auf die Monate Juni oder Juli (s. Erich GRUNER, *Die Schweizerische Bundesversammlung, 1848-1920*, Bern, 1966, S. 19 und 855-879).

³⁵¹ Geschäftsreglement des Ständerates, vom 14. Dezember 1927, Art. 1. — Geschäftsreglement des Ständerates, vom 17. Oktober 1946, Art. 1.

³⁵² Siehe ausserdem die allgemeine Bibliographie.

Les conseillers nationaux valaisans
Die Walliser Nationalräte

- 1848-1851 (15. 10. 1848). Maurice Barman (suppléant : Maurice-Eugène Filliez) ; Joseph Anton Clemenz (l'élection de son suppléant n'a pas pu aboutir, aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue) ; Adrien-Félix Pottier (suppléant : Emmanuel Joris) ; Antoine de Riedmatten (suppléant : Joseph Zermatten)³⁵³.
- 1851-1854 (26. 10. 1851). Alexis Allet (élu le 16. 11. 1851) ; Maurice Barman ; Adrien-Félix Pottier ; Antoine de Riedmatten.
- 1854-1857 (29. 10. 1854). Alexis Allet ; Maurice Barman ; Adrien-Félix Pottier († 28. 7. 1855), remplacé (élection complémentaire du 9. 12. 1855) par Maurice-Eugène Filliez († 10. 7. 1856), remplacé (élection complémentaire du 7. 9. 1856) par Maurice Claivaz ; Antoine de Riedmatten.
- 1857-1860 (25. 10. 1857). Alexis Allet ; Joseph-Hyacinthe Barman (refuse), remplacé (élection complémentaire du 6. 12. 1857) par Camille de Werra ; Adrien de Courten ; Antoine Luder.
- 1860-1863 (28. 10. 1860). Alexis Allet ; Louis Barman ; Adrien de Courten ; Joseph Torrent.
- 1863-1866 (25. 10. 1863). Alexis Allet ; Louis Barman ; Adrien de Courten ; Maurice-Antoine Cretton ; Charles de Rivaz.
- 1866-1869 (28. 10. 1866). Alexis Allet ; Louis Barman ; Maurice-Antoine Cretton ; Maurice Evéquoz ; Hans Anton Roten (élu au troisième tour le 23. 12. 1866).
- 1869-1872 (31. 10. 1869). Alexis Allet ; Louis Barman ; Maurice-Antoine Cretton († 10. 12. 1871), remplacé (élection complémentaire du 7. 1. 1872) par Alexandre Dénériaz ; Maurice Evéquoz ; Hans Anton Roten.
- 1872-1875 (27. 10. 1872). Louis Barman (élu le 10. 11. 1872) ; Maurice Evéquoz ; Louis Gross ; Hans Anton Roten ; Ignaz Zen-Ruffinen.
- 1875-1878 (31. 10. 1875). Louis Barman ; Victor de Chastonay ; Alexandre Dénériaz ; Ferdinand de Montheys ; Hans Anton Roten.
- 1878-1881 (27. 10. 1878). Victor de Chastonay ; Fidèle Joris ; Ferdinand de Montheys ; Hans Anton Roten ; Charles de Werra.
- 1881-1884 (30. 10. 1881). Victor de Chastonay ; Maurice Evéquoz (élu le 13. 11. 1881) ; Fidèle Joris ; Hans Anton Roten ; Charles de Werra.
- 1884-1887 (26. 10. 1884). Victor de Chastonay ; Maurice Evéquoz ; Fidèle Joris († 19. 11. 1886), remplacé (élection complémentaire du 5. 12. 1886) par Henri Bioley (élection invalidée par décision du Conseil national du 23. 12. 1886), rem-

³⁵³ Etant anticonstitutionnelle, la nomination des suppléants est déclarée nulle et non avenue (v. arrêté du Conseil national et du Conseil des États concernant l'inadmissibilité de suppléants dans ces deux Conseils, du 10 novembre 1848).

- placé (élection complémentaire du 23. 1. 1887) par Emile Gaillard ; Hans Anton Roten ; Charles de Werra.
- 1887-1890 (30. 10. 1887). Maurice Chappelet ; Victor de Chastonay ; Joseph Favre ; Emile Gaillard ; Hans Anton Roten.
- 1890-1893 (26. 10. 1890). Victor de Chastonay († 15. 11. 1892), remplacé (élection complémentaire du 11. 12. 1892) par Alfred Perrig ; Emile Gaillard ; Joseph Kuntschen ; Hans Anton Roten ; Charles de Werra (élu le 9. 11. 1890).
- 1893-1896 (29. 10. 1893). Emile Gaillard ; Joseph Kuntschen ; Alfred Perrig ; Hans Anton Roten († 10. 1. 1895), remplacé (élection complémentaire du 17. 2. 1895) par Gustav Loretan ; Charles de Werra († 10. 7. 1895), remplacé (élection complémentaire du 11. 8. 1895) par Henri Bioley.
- 1896-1899 (25. 10. 1896). Henri Bioley ; Emile Gaillard († 31. 10. 1896), remplacé (élection complémentaire du 22. 11. 1896) par Camille Desfayes ; Joseph Kuntschen ; Gustav Loretan ; Alfred Perrig.
- 1899-1902 (29. 10. 1899). Henri Bioley ; Camille Desfayes ; Joseph Kuntschen ; Gustav Loretan ; Alfred Perrig.
- 1902-1905 (26. 10. 1902). Henri Bioley ; Camille Desfayes ; Raymond Evéquoz ; Joseph Kuntschen ; Gustav Loretan ; Alfred Perrig († 7. 12. 1903), remplacé (élection complémentaire du 7. 2. 1904) par Heinrich Roten.
- 1905-1908 (29. 10. 1905). Camille Desfayes ; Raymond Evéquoz ; Joseph Kuntschen ; Gustav Loretan ; Maurice Pellissier ; Alexander Seiler.
- 1908-1911 (25. 10. 1908). Raymond Evéquoz ; Joseph Kuntschen ; Eugène de Lavallaz ; Maurice Pellissier ; Charles de Preux ; Alexander Seiler.
- 1911-1914 (29. 10. 1911) : Raymond Evéquoz ; Joseph Kuntschen ; Eugène de Lavallaz ; Charles de Preux ; Alexander Seiler ; Jules Tissières.
- 1914-1917 (25. 10. 1914). Raymond Evéquoz ; Joseph Kuntschen ; Eugène de Lavallaz ; Charles de Preux ; Alexander Seiler ; Jules Tissières.
- 1917-1919³⁵⁴ (28. 10. 1917). Raymond Evéquoz ; Joseph Kuntschen ; Eugène de Lavallaz ; Viktor Petrig ; Alexander Seiler ; Jules Tissières († 15. 7. 1918), remplacé (élection complémentaire du 1. 9. 1918) par Maurice Pellissier.
- 1919-1922 (26. 10. 1919). *Parti libéral-démocratique du canton du Valais* : Camille Desfayes (démissionne le 24. 11. 1920), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat du 30. 11. 1920) par Jules Couchepin. *Parti conservateur valaisan* : Raymond Evéquoz ; Joseph Kuntschen (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 19. 5. 1921) par Cyrille Pitteloud ; Maurice Pellissier (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 19. 2. 1921³⁵⁵) par Maurice Troillet ; Viktor Petrig ; Alexander Seiler († 3. 3. 1920), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 4. 1920) par Hermann Seiler.

³⁵⁴ Période écourtée en raison de l'introduction de la proportionnelle.

³⁵⁵ Cet arrêté ne se trouve pas au recueil des lois. Voir le recueil manuscrit des arrêtés aux AEV et le BO n° 8 de 1921, p. 274.

- 1922-1925 (29. 10. 1922). *Liste libérale-radical* : Jules Couchepin. *Parti conservateur-progressiste* : Raymond Evéquoz ; Cyrille Pitteloud ; Maurice Troillet. *Katholisch-konservative Volkspartei von Oberwallis* : Viktor Petrig ; Hermann Seiler.
- 1925-1928 (25. 10. 1925). *Liste libérale-radical* : Jules Couchepin ; Henri Spahr. *Parti conservateur-progressiste* : Cyrille Pitteloud ; Maurice Troillet (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 24. 11. 1925) par Raymond Evéquoz. *Parti conservateur catholique* : Joseph Escher. *Katholische Volkspartei* : Viktor Petrig.
- 1928-1931 (28. 10. 1928). *Parti conservateur* : Joseph Escher ; André Germanier ; Joseph Kuntschen fils ; Viktor Petrig ; Maurice Troillet. *Liste libérale-radical* : Camille Crittin.
- 1931-1935 (25. 10. 1931). *Parti conservateur* : Joseph Escher (élu conseiller d'Etat le 29. 11. 1931, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 19. 2. 1932) par Rudolf Metry ; André Germanier ; Joseph Kuntschen fils ; Viktor Petrig ; Maurice Troillet. *Liste libérale-radical* : Camille Crittin.
- 1935-1939 (27. 10. 1935). *Parti conservateur* : Joseph Kuntschen fils (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 30. 11. 1935) par Rudolf Metry († 26. 8. 1936), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 3. 11. 1936) par Joseph Escher ; André Germanier (démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 16. 11. 1937) par Joseph Kuntschen fils réélu ; Viktor Petrig ; Maurice Troillet. *Liste ouvrière et paysanne (Front du travail)* : Charles Dellberg. *Liste libérale-radical* : Camille Crittin.
- 1939-1943 (14. 10. 1939)³⁵⁶. *Liste ouvrière et paysanne (Front du travail)* : Charles Dellberg. *Parti conservateur* : Joseph Escher ; Joseph Kuntschen fils ; Viktor Petrig ; Maurice Troillet. *Liste libérale-radical* : Camille Crittin.
- 1943-1947 (31. 10. 1943). *Parti libéral-radical* : Camille Crittin. *Parti socialiste valaisan* : Charles Dellberg. *Parti conservateur valaisan* : Henri Carron ; Antoine Favre ; Joseph Kuntschen fils. *Katholische Volkspartei des Oberwallis* : Joseph Escher ; Oskar Schnyder.
- 1947-1951 (26. 10. 1947). *Liste radicale-démocratique* : Camille Crittin ; Francis Germanier. *Parti conservateur valaisan* : Paul de Courten ; Antoine Favre ; Joseph Moulin. *Katholische Volkspartei des Oberwallis* : Joseph Escher (élu conseiller fédéral le 14. 9. 1950, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 25. 9. 1950) par Meinrad Michlig ; Oskar Schnyder (élu conseiller d'Etat le 3. 10. 1948, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 24. 11. 1948) par Peter von Roten.
- 1951-1955 (28. 10. 1951). *Liste socialiste* : Charles Dellberg. *Parti conservateur* : Paul de Courten ; Antoine Favre (élu juge au Tribunal fédéral le 25. 9. 1952, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 10. 1952) par René Jacquod ; Joseph Moulin. *Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis* : Leo Guntern (démis-

³⁵⁶ Sont proclamés élus députés au Conseil national sans opérations électorales (arrêté du Conseil d'Etat 14. 10. 1939).

- sionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 15. 12. 1951) par Leo Stoffel. *Katholisch-konservative Volkspartei des Oberwallis* : Moritz Kämpfen. *Liste radicale démocratique* : Camille Crittin.
- 1955-1959 (30. 10. 1955). *Liste socialiste* : Charles Dellberg. *Konservative Volkspartei des Oberwallis* : Moritz Kämpfen. *Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis* : Leo Stoffel. *Parti radical-démocratique* : Francis Germanier. *Parti conservateur chrétien-social du Valais romand* : Roger Bonvin ; René Jacquod ; Joseph Moulin (élu conseiller aux Etats le 6. 11. 1955, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 4. 1. 1956) par Paul de Courten.
- 1959-1963 (25. 10. 1959). *Parti radical démocratique* : Francis Germanier. *Parti conservateur chrétien-social du Valais romand* : Roger Bonvin (élu conseiller fédéral le 27. 9. 1962, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 2. 10. 1962) par Félix Carruzzo ; Paul de Courten ; René Jacquod. *Liste socialiste* : Charles Dellberg. *Konservative Volkspartei Oberwallis* : Moritz Kämpfen. *Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis* : Leo Stoffel.
- 1963-1967 (27. 10. 1963). *Parti radical démocratique* : Francis Germanier. *Konservative Volkspartei Oberwallis* : Moritz Kämpfen († 18. 5. 1967), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 25. 5. 1967) par Innozenz Lehner. *Liste socialiste* : Charles Dellberg. *Parti conservateur chrétien-social du Valais romand* : Félix Carruzzo ; René Jacquod ; Adolphe Travelletti (nommé directeur de la Banque Cantonale le 10. 12. 1965, démissionne), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 20. 4. 1966) par Paul de Courten. *Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis* : Leo Stoffel.
- 1967-1971 (29. 10. 1967). *Parti conservateur chrétien-social du Valais romand* : Armand Bochatay ; Félix Carruzzo ; Rodolphe Tissières. *Parti radical démocratique* : Aloys Copt. *Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis* : Hans Wyer. *Konservative Volkspartei Oberwallis* : Innozenz Lehner. *Liste socialiste populaire* : Charles Dellberg.
- 1971-1975 (31. 10. 1971). *Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis* : Hans Wyer. *Christlichdemokratische Volkspartei Oberwallis* : Innozenz Lehner. *Parti radical démocratique* : Aloys Copt. *Parti socialiste valaisan* : Gabrielle Nanchen. *Parti démocrate-chrétien du Valais romand* : Armand Bochatay ; Félix Carruzzo ; Rodolphe Tissières.
- 1975-1979 (26. 10. 1975). *Christlichdemokratische Volkspartei Oberwallis* : Paul Biderbost. *Parti radical-démocratique valaisan* : Bernard Dupont. *Parti socialiste valaisan* : Gabrielle Nanchen. *Christlichsoziale Volkspartei Oberwallis* : Hans Wyer (élu conseiller d'Etat le 13. 3. 1977, démissionne le 5. 4. 1977), remplacé (arrêté du Conseil d'Etat 20. 4. 1977) par Herbert Dirren. *Parti démocrate-chrétien du Valais romand* : Armand Bochatay ; Félix Carruzzo ; Pierre de Chastonay.

**Les présidents valaisans
du Conseil national
Die Walliser Präsidenten des Nationalrates**

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1910-1911	5. 12. 1910	Joseph Kuntschen
1923-1924	3. 12. 1923	Raymond Evéquo
1936-1937	7. 12. 1936	Maurice Troillet
1948-1949	6. 12. 1948	Joseph Escher
1976-1977	29. 11. 1976	Hans Wyer

Les conseillers aux Etats valaisans Die Walliser Ständeräte

- 1848-1850 (3. 11. 1848). Charles-Louis de Bons (démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 11. 11. 1848) par Hyacinthe Grillet ; Henri Ducrey. *1^{er} suppléant* ³⁵⁷ : Hyacinthe Grillet. *2^e suppléant* : Joseph Rion.
- 1850-1851 (22. 5. 1850). Hyacinthe Grillet (élu président de la municipalité de Sion le 11. 5. 1850, refuse), remplacé (décision du Grand Conseil 31. 5. 1850) par Joseph Rion ; Charles de Rivaz.
- 1851-1852 (20. 5. 1851). Joseph Rion ; Charles de Rivaz.
- 1852-1853 (18. 5. 1852). Alphonse Morand ; Joseph Rion.
- 1853-1854 (18. 5. 1853). Elie de Courten ; Alphonse Morand.
- 1854-1855 (16. 5. 1854). Elie de Courten ; Maurice Filliez.
- 1855-1856 (25. 5. 1855). Maurice Claivaz ; Joseph Rion.
- 1856-1857 (24. 5. 1856). Joseph Anton Clemenz ; Hippolyte Pignat.
- 1857-1858 (23. 5. 1857). Joseph-Antoine Amacker ; Leo Luzian Roten.
- 1858-1859 (19. 5. 1858). Joseph-Antoine Amacker ; Leo Luzian Roten.
- 1859-1860 (17. 5. 1859). Ignaz Zen-Ruffinen ; Joseph Zermatten.
- 1860-1861 (23. 5. 1860). Ignaz Zen-Ruffinen ; Joseph Zermatten.
- 1861-1862 (27. 5. 1861). Maurice Chappelet ; Joseph Anton Clemenz.
- 1862-1863 (30. 5. 1862). Maurice Chappelet ; Joseph Anton Clemenz.
- 1863-1864 (23. 5. 1863). Maurice Evéquo ; Hans Anton Roten.
- 1864-1865 (19. 5. 1864). Maurice Evéquo ; Hans Anton Roten.
- 1865-1866 (20. 5. 1865). Joseph Chappex ; Joseph Anton Clemenz.
- 1866-1867 (28. 5. 1866). Joseph Chappex ; Joseph Anton Clemenz.
- 1867-1868 (23. 5. 1867). Joseph Chappex ; Joseph Anton Clemenz.
- 1868-1869 (29. 5. 1868). Peter Ludwig In-Albon ; Camille de Werra (démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 20. 11. 1868) par Fidèle Joris.
- 1869-1870 (25. 5. 1869). Cyprien Barlatey ; Peter Ludwig In-Albon.
- 1870-1871 (24. 5. 1870). Cyprien Barlatey ; Peter Ludwig In-Albon.
- 1871-1872 (3. 6. 1871). Felix Clausen ; Joseph Rion.
- 1872-1873 (22. 5. 1872). Felix Clausen ; Joseph Rion.
- 1873-1874 (28. 5. 1873). Johann Baptist Graven ; Ferdinand de Montheys.
- 1874-1875 (20. 5. 1874). Johann Baptist Graven ; Ferdinand de Montheys.

³⁵⁷ Etant anticonstitutionnelle, la nomination des suppléants est déclarée nulle et non avenue (v. arrêté du Conseil national et du Conseil des Etats concernant l'inadmissibilité de suppléants dans ces deux Conseils, du 10 novembre 1848).

- 1875-1876 (29. 5. 1875). Johann Baptist Graven ; Ferdinand de Montheys (élu conseiller national le 31. 10. 1875, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 25. 11. 1875) par Maurice Evéquoz.
- 1876-1878 (20. 5. 1876). Maurice Evéquoz ; Ignaz Zen-Ruffinen.
- 1878-1880 (29. 5. 1878). Felix Clausen ; Maurice Evéquoz.
- 1880-1882 (26. 5. 1880). Joseph Chappex ; Felix Clausen.
- 1882-1884 (17. 5. 1882). Joseph Chappex ; Felix Clausen.
- 1884-1886 (24. 5. 1884). Joseph Chappex ; Felix Clausen (démissionne le 21. 5. 1885), remplacé (décision du Grand Conseil 23. 5. 1885) par Gustav Loretan.
- 1886-1888 (22. 5. 1886). Joseph Chappex ; Gustav Loretan.
- 1888-1890 (26. 5. 1888). Gustav Loretan ; Henri de Torrenté.
- 1890-1892 (23. 5. 1890). Gustav Loretan ; Henri de Torrenté.
- 1892-1894 (20. 5. 1892). Gustav Loretan ; Henri de Torrenté.
- 1894-1896 (25. 5. 1894). Gustav Loretan (élu conseiller national le 17. 2. 1895, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 2. 1895) par Ludwig von Kalbermatten ; Henri de Torrenté.
- 1896-1898 (26. 5. 1896). Ludwig von Kalbermatten († 9. 7. 1896), remplacé (décision du Grand Conseil 24. 11. 1896) par Georges de Stockalper ; Henri de Torrenté.
- 1898-1900 (24. 5. 1898). Achille Chappaz ; Charles de Preux.
- 1900-1902 (29. 5. 1900). Achille Chappaz ; Charles de Preux (élu conseiller d'Etat le 23. 5. 1901, démissionne), remplacé (décision du Grand Conseil 22. 11. 1901) par Jean-Marie de Chastonay.
- 1902-1904 (22. 5. 1902). Achille Chappaz († 5. 10. 1902), remplacé (décision du Grand Conseil 20. 11. 1902) par Henri de Torrenté (démissionne le 27. 5. 1903), remplacé (décision du Grand Conseil 28. 5. 1903) par Laurent Rey ; Jean-Marie de Chastonay.
- 1904-1906 (24. 5. 1904). Jean-Marie de Chastonay ; Laurent Rey (démissionne à deux reprises le 4. 6. 1904 et le 26. 11. 1905, sans suite).
- 1906-1908 (26. 5. 1906). Jean-Marie de Chastonay († 4. 6. 1906), remplacé (décision du Grand Conseil 26. 10. 1906) par Heinrich Roten ; Joseph Ribordy.
- 1908-1911 (22. 5. 1908). Joseph Ribordy ; Heinrich Roten.
- 1911-1914 (18. 5. 1911). Joseph Ribordy ; Heinrich Roten.
- 1914-1917 (19. 5. 1914). Joseph Ribordy ; Heinrich Roten († 18. 12. 1916).
- 1917-1920 (22. 5. 1917). Joseph Ribordy ; Julius Zen-Ruffinen.
- 1920-1922 (19. 5. 1920). Raymund Loretan ; Joseph Ribordy.
- 1922-1925 (29. 10. 1922). Raymund Loretan ; Joseph Ribordy († 2. 8. 1923), remplacé (élection complémentaire 4. 11. 1923) par Pierre Barman.
- 1925-1928 (25. 10. 1925). Pierre Barman ; Raymund Loretan.
- 1928-1931 (28. 10. 1928). Pierre Barman ; Raymond Evéquoz.
- 1931-1935 (27. 10. 1931). Pierre Barman ; Raymond Evéquoz.

1935-1939 (27. 10. 1935). Pierre Barman ; Raymond Evéquo.
 1939-1943 (29. 10. 1939). Pierre Barman ; Raymond Evéquo.
 1943-1947 (31. 10. 1943). Viktor Petrig ; Maurice Troillet.
 1947-1951 (26. 10. 1947). Alfred Clausen (élu le 23. 11. 1947) ; Maurice Troillet.
 1951-1955 (28. 10. 1951). Alfred Clausen ; Maurice Troillet.
 1955-1959 (30. 10. 1955). Marius Lampert ; Joseph Moulin (élu le 6. 11. 1955).
 1959-1963 (25. 10. 1959). Leo Guntern ; Marius Lampert.
 1963-1967 (27. 10. 1963). Leo Guntern ; Marius Lampert.
 1967-1971 (29. 10. 1967). Hermann Bodenmann ; Marius Lampert.
 1971-1975 (31. 10. 1971). Hermann Bodenmann ; Marius Lampert.
 1975-1979 (26. 10. 1975). Guy Genoud ; Odilo Guntern.

Les présidents valaisans du Conseil des Etats Die Walliser Präsidenten des Ständerates

<i>En fonctions</i> <i>Amtszeit</i>	<i>Elu le</i> <i>Gewählt am</i>	
1894-1895	4. 6. 1894	Henri de Torrenté
1972-1973	27. 11. 1972	Marius Lampert

Confédération Bund

Pouvoir exécutif
Vollziehende Behörde

Conseil fédéral
Bundesrat

Chancellerie fédérale
Bundeskanzlei

Pour le pouvoir exécutif de la Confédération, on donne, avec dates extrêmes des mandats et date de l'élection, les listes des membres valaisans
— du Conseil fédéral,
— de la Chancellerie fédérale.

Für die ausführende Behörde des Bundes haben wir die Listen mit Walliser Vertretern
— im Bundesrat
— in der Bundeskanzlei
erarbeitet. Sie enthalten Anfangs- und Schlussdaten der Amtszeit und das Wahldatum der einzelnen Amtsträger.

Les conseillers fédéraux valaisans
Die Walliser Bundesräte

<i>En fonctions</i>	<i>Elu le</i>	
<i>Amtszeit</i>	<i>Gewählt am</i>	
1950-1954	14. 9. 1950	Joseph Escher († 9. 12. 1954)
1962-1973	27. 9. 1962	Roger Bonvin (président en 1967 et en 1972)

Vice-chancelier valaisan de la Confédération
Walliser Vize-Bundeskanzler

<i>En fonctions</i>	<i>Nommé le</i>	
<i>Amtszeit</i>	<i>Ernannt am</i>	
1919-1927	11. 12. 1918	Antoine Contat, vice-chancelier († 21. 8. 1927)

Confédération Bund

Pouvoir judiciaire
Richterliche Behörde

Tribunal fédéral
Bundesgericht

Tribunal fédéral des assurances
Eidgenössisches Versicherungsgericht

Pour le pouvoir judiciaire de la Confédération, on donne, avec dates extrêmes des mandats et date de l'élection, les listes des membres valaisans
— du Tribunal fédéral,
— du Tribunal fédéral des assurances.

Für die richterliche Behörde des Bundes haben wir die Listen mit Walliser Vertretern
— im Bundesgericht
— im eidgenössischen Versicherungsgericht
erarbeitet. Sie enthalten Anfangs- und Schlussdaten der Amtszeit und das Wahldatum der einzelnen Amtsträger.

**Les juges valaisans au Tribunal fédéral
Die Walliser Richter am Bundesgericht**

<i>En fonctions Amtszeit</i>	<i>Elu le Gewählt am</i>	
1848-1861	16. 11. 1848	Franz Kaspar Zen-Ruffinen († 18. 9. 1861)
1862-1864	22. 1. 1862	Henri Ducrey († 29. 11. 1864)
1865-1872	8. 12. 1864	Alexis Allet
1891-1916	18. 6. 1891	Felix Clausen († 4. 9. 1916)
1916-1936	28. 9. 1916	Arthur Couchepin
1937-1952	17. 12. 1936	Louis Couchepin († 29. 8. 1952)
1952-1967	25. 9. 1952	Antoine Favre
1968-	14. 12. 1967	Henri Fragnière
1969-	1. 10. 1969	Raphael von Werra

Suppléants - Ersatzrichter

1873-1891	10. 12. 1872	Felix Clausen
1914-1916	11. 12. 1913	Arthur Couchepin
1925-1954	11. 12. 1924	Raymund Loretan
1975-1979	24. 9. 1975	Claude Rouiller

**Président valaisan du Tribunal fédéral
Walliser Präsident des Bundesgerichts**

1935-1936	13. 12. 1934	Arthur Couchepin
-----------	--------------	------------------

**Juge suppléant valaisan au Tribunal fédéral des assurances
Walliser Ersatzrichter am Eidgenössischen Versicherungsgericht**

1944-1948	30. 3. 1944	René Spahr
-----------	-------------	------------

1941

GRAND CONSEIL DU CANTON



ET CONSEIL D'ÉTAT DU VALAIS

1945

LOÈCHE

BRIGUE

CONCHES

RARC

VIEGE

CONSEIL D'ÉTAT

MONTHEY

SION

HÈRENS

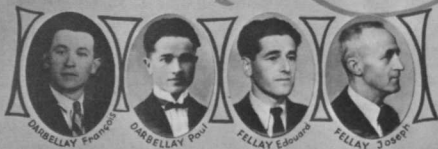
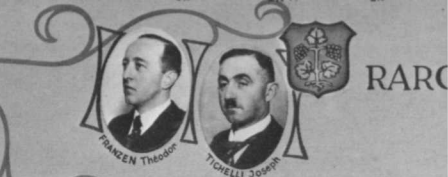
ST MAURICE

ENTREMONT

MARTIGNY

CONTHE

Législature de la guerre mondiale



GRAND CONSEIL ET CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS

LOÈCHE

BRIGUE

RAROGNE

CONCHES

SION

VIÈGE

MONTHÉY

HÉRENS

ST. MAURICE

ENTREMONT

MARTIGNY

1921 — 1925